



L'éphéméride des élections 2007, du 1^{er} septembre 2006 au 27 juin 2007.

Par Martine Barthélémy et Claude Dargent

Cet éphéméride a été conçu en utilisant la presse nationale et notamment [Le Monde](#), [Libération](#), [Le Figaro](#).

1^{er} - 15 septembre 2006

01.09.06 - Interrogé par *Le Monde*, Jean-Marie LE PEN indique qu'il est prêt à accueillir dans l'Union patriotique qu'il souhaite créer pour l'élection présidentielle, Bruno MEGRET, le président du Mouvement national républicain (MNR) et les scissionnistes de 1998.

02.09.06 - Dans son discours de clôture de l'université d'été des jeunes UDF à La Grande-Motte (Hérault), François BAYROU a fait part de sa volonté de « dynamiser les frontières » dans la perspective de l'élection présidentielle. Il s'est félicité d'avoir réuni à ses côtés sur la même tribune l'ancien premier ministre Michel Rocard et l'ancien commissaire européen et ministre des affaires étrangères Michel BARNIER – bien que le premier ait pris soin de préciser qu'il voterait pour le candidat du PS et le second pour celui de l'UMP.

02.09.06 - Lors du meeting dans un champ en bordure d'aérodrome à Cerny (Essonne), Frédéric NIHOUS est plébiscité à 82,94 % par le mouvement Chasse, pêche, nature, et tradition (CPNT) à l'issue d'un vote par correspondance comme candidat à l'élection présidentielle de 2007.

39 ans, directeur politique de la formation, M. NIHOUS succédera donc à Jean SAINT-JOSSE, actuel président de CPNT, qui avait obtenu 4,23 % à la présidentielle de 2002. Mais aux cantonales et régionales de 2004, le parti s'était effondré : il n'a plus aujourd'hui que trois conseillers généraux et quelques maires de communes rurales.

M. NIHOUS souhaite que CPNT se déleste de son étiquette de « parti des chasseurs » : il a axé son ébauche de programme sur « la ruralité », sur le « monde des campagnes », qui doit selon lui se défendre des assauts conduits par les villes et les banlieues, afin de « préserver ses traditions ».

02.09.06 - Dans un entretien au *Figaro Magazine*, Nicolas SARKOZY se veut le candidat de la « rupture » en arguant du fait que, « depuis 1981, aucune majorité ne s'est succédée à elle-même ». Il s'agit pour lui d'une rupture avec « des comportements, des méthodes et des politiques qui font qu'un Français sur deux ne vote plus et que 25 % de ceux qui votent le font pour des extrêmes ».

D'autre part, le ministre de l'intérieur n'exclut pas de rester au gouvernement après son probable désignation comme candidat à l'élection présidentielle de 2007 par son parti, l'UMP, le 14 janvier. Il s'appuie sur le fait que Lionel JOSPIN, Edouard BALLADUR, François MITTERRAND, Valéry GISCARD D'ESTAING et Jacques CHIRAC ont conservé leurs fonctions au gouvernement alors qu'ils étaient en campagne présidentielle.

03.09.06 - Invité du Grand Jury *RTL-LCI-Le Figaro*, Bernard KOUCHNER n'écarte pas la possibilité de se présenter à l'élection présidentielle de 2007, en indiquant que sa candidature éventuelle serait extérieure au Parti socialiste, car il estime n'avoir « aucune chance » d'être désigné par ses adhérents. Il évoque d'autre part la difficulté à transformer sa popularité en intentions de vote dans les enquêtes d'opinion.

03.09.06 - Lors d'un déplacement à Florac (Lozère), Ségolène ROYAL plaide pour le rétablissement de « tous les moyens que la droite a retirés à l'école publique et laïque ». Celle qui fut ministre déléguée à l'enseignement scolaire entre 1997 et 2000 lance : « L'ordre juste sera instauré à l'école », en prônant la « création d'un nouveau métier », avec un deuxième adulte dans les classes « lorsque c'est nécessaire ». Elle s'est aussi prononcée en faveur d'un soutien individuel scolaire gratuit, et souhaite également « rallonger le temps de présence des enseignants » dans les écoles, en soulignant que cela suppose que soient prévus « des bureaux, des ordinateurs et des endroits pour recevoir les parents ».

Concernant enfin l'affectation des élèves, elle a affirmé que « l'idéal » serait de « supprimer la carte scolaire » ou à tout le moins de « desserrer ses contraintes » afin de « mettre en place une forme de choix entre deux ou trois établissements, à condition que les établissements les plus délaissés soient renforcés avec des activités culturelles de haut niveau ».

03.09.06 - Devant les jeunes de l'UMP réunis en université d'été à Marseille, Nicolas SARKOZY réclame une école débarrassée des conséquences de mai 68. Il critique la gauche qui en est l'« héritière », et qui « demande aux enfants ce qu'ils ont envie d'apprendre, qui dit à l'élève qu'il est l'égal du maître, qui part en guerre contre l'élitisme républicain ». A une école ouverte sur le monde et sur l'enfant, il préfère une école concentrée sur la « transmission du savoir ».

M. SARKOZY fait d'autre part une promesse - un taux de chômage à 5 % dans cinq ans - et réclame cinq droits nouveaux : « L'excellence dans l'éducation et la formation », « le droit à la formation tout au long de la vie », « le droit à la deuxième chance », « le droit à la première expérience professionnelle » et « le droit à la création ». Il reprend aussi à son compte l'idée d'un service civil de six mois.

08.09.06 - Devant les Amis de l'Europe et la Fondation Robert-Schuman, Nicolas SARKOZY présente un plan de relance de l'Europe en deux étapes. Considérant qu'après les votes négatifs des Français et des Néerlandais le traité constitutionnel est « mort », il propose d'abord, un « minitraité » pour les réformes institutionnelles les plus urgentes qui doterait l'Europe dès 2009 « de règles de fonctionnement efficaces ». Il suggère en second lieu qu'une « convention » élabore ensuite un nouveau « traité fondamental ». Il lui paraît notamment essentiel de « changer la règle de l'unanimité » qui, dans l'Europe élargie, est synonyme de paralysie. Pour le candidat, l'Europe à vingt-cinq ne peut fonctionner sans « avant-garde ouverte » : une Europe à géométrie variable qui permette, sur tel ou tel domaine, d'approfondir la coopération avec ceux qui le veulent. Il se déclare hostile à de nouveaux élargissements tant que de nouvelles institutions n'auront pas été adoptées.

09.09.06 - Dans un entretien accordé au *Parisien*, José BOVE estime qu'une candidature unitaire de la gauche antilibérale à la présidentielle est « plus que jamais » possible. Mais il affirme que sa disponibilité sera bien moindre si Marie-George BUFFET et Alain BESANCENOT maintiennent leur candidature.

10.09.06 - Clôture de l'université d'été de son parti organisée depuis vendredi à Guidel dans le Morbihan, Philippe de VILLIERS, président du Mouvement pour la France (MPF) livre les grandes lignes de son programme pour l'élection présidentielle. Intitulé « Remettre la France en ordre », il

se développe autour de cinq thèmes : l'immigration zéro, l'Europe des patries, la France rurale qu'il oppose aux « banlieues sur lesquelles on déverse des milliards qui partent en fumée », la famille dans une acception qui exclut le mariage homosexuel, et la suppression des 35 heures dont il considère qu'elle « libérera le pouvoir d'achat ».

10.09.06 - Les 600 délégués réunis pour une deuxième réunion nationale de la gauche antilibérale fixent un calendrier dans la perspective de l'élection présidentielle. Représentant 450 collectifs sur le territoire national, ils placent au 1er octobre la date limite de dépôt des candidatures ; ils se retrouveront le 14 octobre à Paris pour adopter leur programme. A la mi-novembre, le nom du candidat devrait être connu. Marie-George BUFFET, secrétaire nationale du Parti communiste, et José BOVE ont affirmé leur engagement commun dans la campagne unitaire. Clémentine AUTAIN, adjointe (app. PCF) au maire de Paris, s'est déclarée elle aussi disponible.

Adopté à la quasi-unanimité, un texte définit une double orientation : « battre la droite et l'extrême droite (...) en appelant à voter pour le candidat de gauche le mieux placé » et « constituer une majorité et un gouvernement de gauche qui mène une politique de rupture avec le libéralisme ». L'idée d'un « contrat de gouvernement avec les sociaux-libéraux » du PS ou de soutien à un tel gouvernement est écartée.

15 - 30 septembre 2006

16.09.06 - Les cinq présidentiables socialistes déclarés (Ségolène ROYAL, Lionel JOSPIN, Laurent FABIUS, Dominique STRAUSS-KAHN, Jack LANG et Martine AUBRY) s'adressent successivement aux militants du Pas-de-Calais dans une réunion à Lens.

18.09.06 - Yves SALESSE, président de la Fondation Copernic, déclare qu'il postule à la candidature unitaire de la gauche antilibérale à l'élection présidentielle. Il s'agit du cinquième prétendant après Marie-George BUFFET, José BOVE, Clémentine AUTAIN et Patrick BRAOUEZEC ;

18.09.06 - François HOLLANDE indique au *Figaro* : « Je dis à tous les candidats : si vous cherchez une candidature de rassemblement, il n'y en a qu'une, c'est la mienne, en tant que premier secrétaire ». « Mais si personne ne se retire, je n'ai aucune raison d'être juste un candidat de plus », ajoute-t-il.

28.09.06 - Lors d'un face-à-face avec les lecteurs du *Progrès*, François BAYROU se déclare favorable à une « union civile » célébrée en mairie pour les homosexuels et à l'ouverture de l'adoption aux couples de même sexe. Le président de l'UDF est le premier candidat de droite à l'élection présidentielle de 2007 à se prononcer en faveur de ces deux mesures

28.09.06 - Sur RTL, constatant que les conditions d'un rassemblement autour de lui ne sont pas réunies, Lionel JOSPIN annonce publiquement sa décision de ne pas briguer l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle de 2007. Sans la nommer, l'ancien premier ministre indique par ailleurs qu'il ne soutiendra pas Mme ROYAL dans la compétition interne au parti socialiste pour la désignation de son candidat à l'élection présidentielle.. Dans la lettre qu'il adresse aux adhérents de ce parti, il précise toutefois : « Le candidat qui sera choisi par les socialistes lors du vote du 16 au 23 novembre sera le candidat de tous ».

28.09.06 - Edouard FILIAS, président d'Alternative libérale, qui revendique 3 000 adhérents, annonce son intention de se présenter à l'élection présidentielle de 2007. Ce mouvement demande notamment la fin du monopole de la Sécurité sociale, la suppression de l'ENA et la dépénalisation des drogues douces pour les majeurs.

29.09.06 - Par 80 % des voix, les quelque 200 membres du conseil national du PCF réunis à huis clos place du Colonel-Fabien adoptent un texte proposant aux « collectifs unitaires », qui regroupent à travers toute la France des militants communistes, associatifs ou encore des minoritaires de la LCR et des Verts, de désigner Marie-George BUFFET comme candidate d'un rassemblement antilibéral à l'élection présidentielle de 2007.

29.09.06 - A l'Hôtel de Ville de Sarcelles (Val-d'Oise), commune dont il a longtemps été le maire, Dominique STRAUSS-KAHN déclare sa candidature à la désignation interne du parti socialiste pour l'élection présidentielle. S'il a choisi pour sa déclaration cette ville « aux 83 nationalités », c'est parce que « ce qu'on a fait au niveau local, on peut le faire au niveau national »

30.09.06 - Lors d'une Fête de la rose à Sallanches en Haute-Savoie, François HOLLANDE confirme qu'il ne sera pas candidat à la candidature à l'élection présidentielle. Il se contentera d'assurer la bonne tenue de la désignation. « Je ferai en sorte que nous ayons un débat sain et respectueux ; je ne veux pas entendre le moindre mot qui affaiblit un autre candidat que celui qui a notre préférence », déclare-t-il. Il n'a pas prévu de prendre position entre les différents candidats. Interrogé sur le candidat de son cœur, il a seulement répondu samedi : « Mon cœur vous le connaissez. » Et d'ajouter : « Ségolène ROYAL est portée par un courant fort dans le pays, elle doit convaincre les socialistes à travers un vote. »

1^{er} - 15 octobre 2006

01.10.06 - En fin de discours à Fleurance, petite ville du Gers, entouré de supporters, Laurent FABIUS déclare : « J'ai décidé, si les militants socialistes le veulent, d'être candidat à la présidence de la République ». Il se présente en « candidat du pouvoir d'achat qui parle aux salariés les plus modestes ».

02.10.06 - Invité, lundi 2 octobre, du journal télévisé de TF1, Jack LANG annonce qu'il se retire de la course à l'investiture socialiste pour la présidentielle. L'ancien ministre de la culture a expliqué sa décision, jugeant qu'il n'était « pas souhaitable d'ajouter la confusion à la division, la division aux déchirements ». M. LANG a indiqué qu'il se donnait « un peu de temps » avant de dire son « sentiment » sur les candidats restant en lice. L'ancien ministre a souligné qu'il s'était entretenu « à plusieurs reprises » de ce sujet avec le premier secrétaire du PS.

02.10.06 - Jean-Pierre RAFFARIN rappelle à Nicolas SARKOZY l'engagement qu'il s'est lui-même fixé en revenant au ministère de l'intérieur en juin 2005 : « Fin 2006, je devrai prendre l'air ». Dans un entretien au journal *Sud-Ouest*, l'ancien premier ministre souligne la contradiction entre « une éthique de responsabilité » du ministre et « une éthique de conviction » du candidat. En arrivant dans la matinée à la Maison de la chimie à Paris où se déroulait la journée parlementaire de l'UMP, il s'est fait plus précis - avant de se démentir -, enjoignant M. SARKOZY à « quitter le gouvernement ».

04.10.06 - Député des Hauts-de-Seine, Président du groupe UDF au conseil général des Hauts-de-Seine, Pierre-Christophe BAGUET prend position en faveur de Nicolas SARKOZY pour l'élection présidentielle.

04.10.06 - Le président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen, Jean-Pierre CHEVENEMENT, indique sur LCI qu'il « excluait de moins en moins » d'être candidat à l'élection présidentielle de 2007. « Beaucoup de maires, a-t-il ajouté, même PS, sont prêts à m'accorder leur parrainage », malgré la consigne contraire de la direction du PS à ses élus.

04.10.06 - Le député communiste de la Somme Maxime GREMETZ s'est porté, mercredi 4 octobre, candidat à l'investiture du PCF pour la présidentielle de 2007, contre la secrétaire nationale Marie-George BUFFET. Deux autres responsables, André GERIN et Jean-Jacques KARMAN, sont candidats. Ils ont jusqu'à jeudi pour se présenter.

05.10.06 - Martine AUBRY déclare vouloir « attendre la fin du débat » entre les candidats à l'investiture socialiste pour la présidentielle avant d'éventuellement dire son choix. « Je ne voterai pas pour Ségolène ROYAL au premier tour », a-t-elle cependant admis, ajoutant : « Mais si Ségolène ROYAL est choisie, ce sera ma candidate et je la défendrai ». L'ancien ministre de l'Emploi a expliqué être « en désaccord avec certaines des propositions » de la candidate, qui n'étaient « pas dans le projet socialiste ».

08.10.06 - Jean-Marie LE PEN inaugure à Palavas-les-Flots (Hérault) la série de neuf « banquets patriotiques » qu'il doit tenir d'ici au mois de décembre à travers la France. Il confirme l'inscription à son programme de la suppression « au plus vite » de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les successions en ligne directe. Jean-Marie LE PEN reproche aux « gouvernements successifs » de « n'avoir rien fait pour résoudre le problème des retraites au fond ». Il s'en prend aussi à la réduction du temps de travail, fixée « autoritairement », et plaide pour « la liberté du travail », qui « doit permettre à ceux qui le désirent de travailler plus et plus longtemps, afin de bénéficier d'une retraite plus confortable ».

08.10.06 - Devant quelque 1 500 militants réunis dans un gymnase de Pantin, les orateurs se sont relayés pour ouvrir la marche à Laurent FABIUS. Douze interventions ciblées contre la candidature de Ségolène ROYAL, « les sondages qui se trompent », et même, selon le sénateur de l'Essonne, Jean-Luc MELENCHON, « cet étalage d'images de famille princière ». Alain VIDALIES, député des Landes, fustige le thème de la revalorisation du travail prônée par Mme ROYAL : « Dans toutes les batailles sociales, on n'a entendu que ça des bancs de la droite : « vous avez dévalorisé le travail » », lance-t-il. L'économiste Jacques GENEREUX trouve « indigent que la ligne des militants politiques doive suivre celle de l'opinion ». Deux heures plus tard, le terrain ainsi préparé, Laurent FABIUS se présente : « Je suis le candidat du projet socialiste. Je suis le candidat du pouvoir d'achat. Je suis le candidat de la construction du futur. »

08.10.06 - Invité du Grand jury RTL-Le Figaro-LCI, Dominique DE VILLEPIN est sorti de sa prudence habituelle sur la campagne de 2007. Il soutiendra « celui ou celle qui sera le mieux placé pour faire gagner et rassembler notre famille ». S'il n'a dit pas un mot sur la candidature plus que probable de Nicolas SARKOZY, il a qualifié Michèle ALLIOT-MARIE, qui dit réfléchir à cette hypothèse, de « femme de grand talent ». Mais surtout, il n'a pas exclu pour la première fois que « d'autres », issus de l'UMP, puissent être candidats. Au passage, il a observé que la vocation du congrès de l'UMP, qui doit désigner son candidat le 14 janvier, est non pas d'accorder « une investiture à un candidat, mais un soutien financier ».

08.10.06 - Interrogée sur I-télé sur son éventuelle candidature, Michèle ALLIOT-MARIE observe qu'« il y a eu dans le passé plusieurs situations où il y a eu plusieurs candidats. Édouard BALLADUR et Jacques CHIRAC n'étaient que les derniers en la matière. Cela n'a pas forcément eu d'ailleurs de mauvais résultats », a ajouté le ministre de la Défense. « Pour ma part, je souhaite qu'il y ait un candidat unique parce que mon action et mon attitude ont toujours été celles de l'unité », a cependant souligné le ministre, interviewée le même jour à la rédaction des Echos. La veille, au Women's Forum, elle avait indiqué qu'elle se prononcera sur sa candidature au vu de l'analyse de la situation qu'elle fera en début d'année prochaine.

11.10.06 - L'humoriste DIEUDONNE indique qu'il renonce à être candidat à l'Élysée en 2007. Il n'a en effet obtenu à cette date que 200 des 500 promesses de parrainages nécessaires pour se

présenter. D'autre part, les banques n'ont pas voulu lui prêter le million d'euros qui lui paraissait le minimum pour financer sa campagne. DIEUDONNE a exclu de soutenir un candidat au premier tour de l'élection présidentielle.

12.10.06 - Devant quelque 4 000 sympathisants réunis à Périgueux. Nicolas SARKOZY cherche à mettre en valeur le sens positif du concept de « rupture » qu'il revendique. Ainsi, c'est la « rupture » contre « la pensée unique qui dit toujours que ce qui est nécessaire est impossible » qu'il veut faire. Loin de désavouer cette fois le « modèle social français » aux orties, il célèbre l'« exception française à laquelle il est légitime que nous soyons attachés », et qui « tient en trois mots : la Nation, la République, l'État ».

13.10.06 - Dans le *Figaro*, interrogée sur les appels du PCF et de la LCR à une « candidature de rassemblement », Arlette LAGUILLER déclare qu'elle maintient sa candidature. Elle observe d'ailleurs qu'Olivier BESANCENOT a annoncé la sienne pour la LCR, et que Marie-George BUFFET, est en réalité candidate pour le PCF. Sa propre candidature vise à défendre ses idées, « que personne d'autre ne défend, auprès des travailleurs ».

15 - 31 octobre 2006

17.10.06 – Les trois candidats à l'investiture du Parti socialiste, Laurent FABIUS, Ségolène ROYAL et Dominique STRAUSS-KAHN, participent devant les caméras des chaînes parlementaires au premier débat de la campagne interne, consacré aux questions économiques et sociales.

Ségolène ROYAL déclare être candidate « pour faire gagner la gauche et ensuite pour faire réussir la France. (...) Je crois qu'il est temps que les Français reprennent la main sur l'économie pour que celle-ci soit au service de l'humain et du bien-être ». Dominique STRAUSS-KAHN affirme « être candidat pour qu'enfin dans notre pays, on mette en œuvre les solutions d'une social-démocratie moderne. (...) Parce que je crois que les questions économiques et sociales sont au cœur des difficultés que connaissent les Français ». Laurent FABIUS assure être « candidat parce qu'il y a des situations, des inégalités, des injustices que je n'accepte pas, qui doivent changer et qui peuvent changer. (...) Il ne faut pas qu'il y ait d'ambiguïté : si je suis investi et élu, c'est le projet socialiste que j'appliquerai, sur la base du rassemblement de la gauche ».

18.10.06 – Nicolas DUPONT-AIGNAN, député de l'Essonne et président de Debout la République, mouvement associé à l'UMP, se déclare, salle de la Mutualité à Paris, candidat « libre » à l'élection présidentielle pour défendre la « nation », la « République », l'« autorité de l'État » et la « justice sociale ». Il indique qu'il lui manque encore 250 parrainages sur les 500 nécessaires à la validation de sa candidature.

18.10.06 – Bruno MÉGRET est condamné par le tribunal correctionnel de Marseille à un an d'inéligibilité, huit mois de prison avec sursis et 8 000 euros d'amende pour détournement de fonds publics à la mairie de Vitrolles. Le président du Mouvement national républicain (MNR) qui parle de « règlement de comptes politiques » annonce qu'il fera appel et, l'appel étant suspensif, indique qu'il sera « candidat aux élections présidentielle et législatives de 2007 ».

18.10.06 – Dans un entretien au *Figaro* Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC) juge que « sa candidature serait utile et légitime pour élever le niveau du débat ». Il indique qu'il prendra sa décision avant la fin de l'année.

22.10.06 – Lors d'une intervention à la Cité de la réussite, à la Sorbonne, Ségolène ROYAL regrette qu'il n'y ait pas « d'évaluation au long cours du rôle des élus » et propose de mettre en place

« avec des jurys de citoyens tirés au sort qui évaluent les politiques publiques » (...) « une surveillance populaire sur la façon dont les élus remplissent leur mandat (...) ».

22.10.06 – Les délégués du PCF réunis en conférence nationale à Villejuif proposent à une majorité de 80,7% la « candidature de rassemblement » de Marie-George BUFFET pour représenter les antilibéraux à l'élection présidentielle. Ils rejettent donc les candidatures de Maxime GREMETZ, député de la Somme et Jean-Jacques KARMAN, vice-président du Conseil général de Seine-Saint-Denis qui sollicitaient l'investiture seule de leur parti. Cette stratégie doit être soumise à l'approbation des adhérents communistes lors d'une consultation prévue les 10 et 11 novembre.

22.10.06 – Réuni en congrès le Parti radical de gauche (PRG) rejette à une majorité de 69,4% des délégués la candidature de Christiane TAUBIRA, députée de Guyane qui avait obtenu 2,32% des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 et défendait une nouvelle candidature radicale autonome. Deux jours auparavant, le 19 octobre, le PRG avait signé un accord « programmatique, législatif et gouvernemental » avec le Parti socialiste prévoyant l'attribution aux radicaux de gauche de 35 circonscriptions et, en cas de victoire de la gauche, de portefeuilles ministériels, en échange de l'absence d'un candidat radical à l'élection présidentielle.

24.10.06 – Lors du second débat retransmis par les chaînes parlementaire les trois candidats à l'investiture socialiste, Laurent FABIUS, Ségolène ROYAL et Dominique STRAUSS-KAHN confrontent leurs points de vue sur les questions de société. Ils expriment des divergences sur les propositions avancées précédemment par Ségolène ROYAL comme les « jurys de citoyens », l'assouplissement de la carte scolaire, la régionalisation de la politique d'immigration et l'encadrement militaire des jeunes primo délinquants. Elle précise à ce sujet qu'il s'agirait de camps « humanitaires » comme alternative à la prison. Les trois candidats se déclarent favorables au mariage et à l'adoption pour les homosexuels.

31.10.06 – Dans une interview au *Figaro* Jacques CHIRAC indique qu'il se prononcera sur sa candidature à l'élection présidentielle « le moment venu, c'est-à-dire au 1er trimestre 2007 ». Il précise que « l'élection présidentielle [étant] une rencontre entre un homme et un peuple, (...) tout est donc possible ».

1^{er} - 15 novembre 2006

04.11.06 – Dans un entretien au *Figaro*, Christine BOUTIN, présidente du Forum des républicains sociaux (FRS), parti associé à l'UMP, se dit « prête » à présenter sa candidature à l'investiture au sein de l'UMP.

05.11.06 – Dans le cadre de la campagne interne au Parti socialiste, Jack LANG apporte son soutien à Ségolène ROYAL. Il avait renoncé à sa candidature à l'investiture socialiste le 2 octobre 2006.

06.11.06 – Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC), ancien ministre de Lionel JOSPIN, annonce sur TF1 sa candidature à l'élection présidentielle « pour mettre la gauche à la hauteur de ses responsabilités ». Il considère le projet socialiste « sur bien des points comme ambigu, insuffisant voire dangereux ». Il avait obtenu 5,33 % des voix le 21 avril 2002. Peu après sa déclaration, Ségolène ROYAL exprime sur France 2 le souhait que « le moment venu [Jean-Pierre CHEVÈNEMENT la] rejoigne ».

06.11.06 – Devant les représentants des collectifs unitaires de la gauche antilibérale rassemblés au Mans, les cinq postulants à la candidature, Clémentine AUTAIN, adjointe au maire de Paris, apparentée PCF, José BOVÉ, ancien leader de la Confédération paysanne, Patrick BRAOUZEC,

député communiste rénovateur de Seine-Saint-Denis, Marie-George BUFFET, secrétaire nationale du PCF et Yves SALESSE, président de la Fondation Copernic appellent Olivier BESANCENOT, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) à les rejoindre pour parvenir à l'unité « totale ».

07.11.06 – Nicolas HULOT, animateur-producteur de l'émission télévisée « Ushuaïa » interpelle les candidats à l'élection présidentielle et les invite à souscrire au « pacte écologique » élaboré par sa Fondation. Dans son livre *Pour un pacte écologique* (Calmann-Lévy), Nicolas Hulot formule dix objectifs et cinq propositions concrètes et « prioritaires » : la création d'un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable, une taxe carbone en croissance régulière, une réorientation des subventions agricoles, une systématisation des procédures de démocratie participative, une grande politique d'éducation et de sensibilisation.

Dans un entretien au *Monde* (8 novembre) Nicolas HULOT « supplie les politiques de dire la vérité sur ce qui risque de se passer si on ne fait rien ». Il indique que sa candidature à l'élection présidentielle de 2007 « reste une hypothèse valable ».

07.11.06 – Le troisième débat télévisé organisé par les chaînes parlementaires entre les candidats à l'investiture socialiste oppose Laurent FABIUS, Ségolène ROYAL et Dominique STRAUSS-KAHN sur les questions de politique étrangère. Ségolène ROYAL estime qu'« il faut reconstruire l'Europe par la preuve, lancer un grand projet européen qui touche la vie concrète, quotidienne des Français ». Laurent FABIUS indique qu'il est « pour l'Europe par la gauche, car si les Français, en particulier les socialistes et la gauche ont voté non, c'est parce qu'ils veulent une Europe différente ». Pour Dominique STRAUSS-KAHN, « le vrai risque, c'est une divergence entre les Français et les Allemands qui, si elle s'approfondissait, mettrait toute l'Europe par terre ». « Il faut retrouver le couple franco-allemand », ajoute-t-il.

Au sujet de l'Iran, Ségolène ROYAL déclare que « tous les Etats qui tiennent à la paix dans le monde doivent absolument agir pour que l'Iran n'accède pas à cette possibilité [de contrôle du nucléaire civil] ». Critiquée par Laurent FABIUS et Dominique STRAUSS-KAHN elle maintient qu'« il vaut mieux trouver des coopérations pour produire de l'électricité mais en ne permettant pas aux Iraniens de contrôler tout le processus du nucléaire civil ».

13.11.06 – Le résultat de la consultation organisée au sein du Parti communiste conforte la stratégie proposée par la conférence nationale le 22 octobre : Marie-George BUFFET est désignée par plus de 96% des voix comme la candidate proposée au rassemblement antilibéral pour porter ses couleurs.

15 - 30 novembre 2006

16.11.06 – Appelés à désigner leur candidat(e) à l'élection présidentielle, 81,97% des 220 269 adhérents inscrits du Parti socialiste participent au vote. Dès le premier tour Ségolène ROYAL recueille 60,64% des suffrages, Dominique STRAUSS-KAHN arrive en deuxième position (20,69%) suivi de Laurent FABIUS (18,66%). Ségolène ROYAL l'emporte dans 102 fédérations sur 105. Ancienne conseillère de François MITTERAND à l'Elysée et trois fois ministre, la présidente de Poitou-Charentes (unique femme à présider une région) et députée des Deux-Sèvres devient la première femme candidate du Parti socialiste à l'élection présidentielle.

Dans les jours qui suivent la désignation de Ségolène ROYAL, les candidats et postulants à la candidature à l'élection présidentielle font connaître leurs réactions.

- Marie George BUFFET convoque un conseil national du PCF pour le 20 novembre. Le PCF déclare qu'« une réalité nouvelle vient de se créer à gauche » [et confirme] l'aggravation d'une orientation politique préoccupante du PS ». Son porte-parole Olivier DARTIGOLLES explique que la désignation de Ségolène ROYAL « rend d'autant plus nécessaire un rassemblement de la gauche antilibérale ».
- Pour Olivier BESANCENOT, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), ce choix ne peut que renforcer la nécessité « d'une candidature anticapitaliste qui refusera toute alliance gouvernementale ou parlementaire ».
- Parmi les postulants à la candidature de la gauche antilibérale, Clémentine AUTAIN assure que « ce mouvement de droitisation du PS ne nous réjouit pas car c'est une mauvaise nouvelle pour le peuple ». José BOVÉ note que le choix de Ségolène ROYAL « renforce l'urgence de notre rassemblement antilibéral. L'enjeu est clair désormais : gagner la gauche du PS ». « On doit être capable de convaincre l'électorat socialiste qui ne se retrouverait pas dans la campagne de Royal » juge Patrick BRAOUZEC.
- Dominique VOYNET candidate des Verts explique qu'« [elle s'est] préparée depuis des semaines à cette désignation », « l'ampleur du vote ne change rien » mais en raison de la popularité de la candidate du Parti socialiste, « les choses ne vont pas être simples » ajoute-t-elle.
- Dans un entretien à Libération, Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, candidat du Mouvement républicain et citoyen (MRC) estime que Ségolène ROYAL « a montré jusqu'ici une grande force de caractère [et qu'il] lui en faudra encore beaucoup pour faire bouger les lignes à l'intérieur du PS ». Il indique que « seule Ségolène ROYAL a parlé intelligemment de la nation (...). Sur la délinquance des mineurs, elle a marqué la nécessité de fixer les limites, rejoignant ainsi ma position », ajoute-t-il.
- Le ministre de l'Intérieur et candidat potentiel de l'UMP, Nicolas SARKOZY, estime que Ségolène ROYAL « incarne une aspiration forte du PS, mais aussi des Français dans leur ensemble, au renouvellement de la classe politique et à un débat pour 2007 qui soit le débat de la modernité ».

18.11.06 – Gérard SCHIVARDI, maire de Lailhac et conseiller général de l'Aude est désigné comme le candidat du Comité national pour la reconquête de la démocratie politique, émanation du Parti des travailleurs (PT) d'obédience lambertiste. Daniel GLUCKSTEIN, candidat du Parti des travailleurs en 2002 avait obtenu 0,46% des voix. Créé après le référendum du 29 mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen, le Comité national pour la reconquête de la démocratie politique prône une « rupture avec l'Union européenne ».

19.11.06 – Henri EMANUELLI, député des Landes et figure de l'aile gauche du Parti socialiste affirme au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro « qu'il soutiendra sans réserve Ségolène ROYAL afin de la faire gagner, comme tous les socialistes vont le faire ». Opposé à la procédure de désignation, il n'avait pris parti pour aucun des trois candidats à l'investiture et, hospitalisé, n'avait pu aller voter le 16 novembre.

20.11.06 – A l'issue du conseil national du PCF, Marie-George BUFFET appelle dans « une adresse aux Français » « les hommes et les femmes de gauche » à rejoindre « le rassemblement antilibéral ».

22.11.06 – Devant le congrès de l'Association des maires de France, le premier ministre Dominique de VILLEPIN rejette la demande de Jean-Marie LE PEN, président du Front national, d'assurer l'anonymat des parrainages accordés aux candidats à l'élection présidentielle et affirme « ne pas voir de raison, à quelques mois des échéances, de modifier les règles du jeu ».

22.11.06 – Lionel JOSPIN, ancien premier ministre, publie le communiqué suivant. « Certains d'entre vous m'ont demandé quelle sera mon attitude lors de la prochaine élection présidentielle.

La réponse va de soi. Ségolène ROYAL a été désignée de façon très nette par les adhérents du PS. Elle est désormais la candidate de tous les socialistes dont je suis. Dans un combat que je sais difficile, je lui souhaite bonne chance. D'une façon ou d'une autre, je m'efforcerai de contribuer à la victoire contre la droite ».

22.11.06 – Les membres du bureau politique de l'UMP s'accordent sur les modalités de désignation de leur candidat à l'élection présidentielle : dépôt des candidatures internes du 23 novembre au 31 décembre 2006, scrutin du 2 au 14 janvier 2007, jour du congrès qui doit officialiser le choix des militants. Des « forums interrégionaux » devront permettre à chacun, « candidat ou pas » de participer à la précampagne. Rachid KACI, président de la Droite libre, est, à ce jour, le seul candidat déclaré à l'investiture de l'UMP, ainsi qu'il l'avait annoncé le 5 août 2006.

22.11.06 – Jean-Marie LE PEN, candidat du Front national demande, dans une lettre adressée au Premier ministre Dominique de VILLEPIN, que les noms des personnalités locales qui parrainent les candidats à l'élection présidentielle ne soient plus rendus publics. Il explique que cette publication est un obstacle à ses parrainages, la raison généralement invoquée par les maires qui refusent de signer pour lui étant la crainte de représailles, soit du conseil général, soit des électeurs. « Nul ne comprendrait en effet, en France et à l'étranger, que le candidat de l'opposition nationale, présent au deuxième tour en 2002, ne puisse pas se présenter au suffrage des électeurs en 2007 » plaide-t-il.

22.11.06 – Dans une adresse à Nicolas HULOT publiée par *Libération*, Dominique VOYNET candidate des Verts appelle l'animateur-producteur d'« Ushuaïa » à être « partenaire » de sa formation plutôt que « concurrent ». Elle affirme que son pacte écologique « reprend de façon enthousiasmante bien du programme des Verts ».

23.11.06 – Dans une lettre adressée aux porte-parole des collectifs unitaires de la gauche antilibérale, José BOVÉ, ancien leader de la Confédération paysanne, retire sa proposition de candidature. « Force est de constater que les forces de la division l'ont provisoirement emporté sur les forces de l'unité » déclare-t-il. « Le Parti communiste veut imposer Marie-George BUFFET comme candidate et ne lésine pas sur les moyens pour parvenir à ses fins. Il a multiplié la création de collectifs qui ne représentent, localement que la sensibilité communiste » (...). Quant à la Ligue communiste révolutionnaire qui présente son propre candidat Olivier BESANCENOT, José BOVÉ estime qu'elle « multiplie les arguments pour justifier un prétendu désaccord de fond sur notre orientation commune ».

23.11.06 – Nicolas SARKOZY président de l'UMP invite Michèle ALLIOT-MARIE, Jean-Louis BORLOO et Dominique de VILLEPIN à se porter candidats. « Je dis à tous ceux qui pensent qu'ils ont quelque chose à dire : soyez candidats et ayons le débat le plus libre, le plus transparent, le plus loyal, dans notre famille ».

23.11.06 – Nicolas HULOT animateur-producteur de l'émission télévisée « Ushuaïa » indique dans un entretien au *Parisien* qu'il annoncera « au plus tard dans les premiers jours de janvier sa décision d'être ou non candidat » à l'élection présidentielle.

24.11.06 – En réponse à l'appel à candidatures lancé par le président de l'UMP Nicolas SARKOZY, le Premier ministre Dominique de VILLEPIN déclare : « J'entends me consacrer à ma tâche et je serai à ma place comme chef du gouvernement ». Jean-Louis BORLOO, ministre de la Cohésion sociale et coprésident du Parti radical indique : « J'ai envie de dire ma vérité. Est-ce qu'il faut que ça prenne la forme d'une candidature ? Ce n'est pas le sentiment du jour ». La ministre de la Défense Michèle ALLIOT-MARIE fera connaître sa décision « avant le 31 décembre ».

25.11.06 – Le comité directeur du Parti radical de gauche (PRG) confirme son soutien à la candidature socialiste de Ségolène ROYAL et lui accorde « à la quasi-unanimité » l'investiture du PRG.

25.11.06 – François BAYROU président de l'UDF et candidat potentiel à l'élection présidentielle se dit prêt à signer le pacte écologique proposé par Nicolas HULOT.

26.11.06 – A la Mutualité, à Paris, le congrès du Parti socialiste investit officiellement Ségolène ROYAL candidate à l'élection présidentielle de 2007. « En choisissant une femme pour mener le combat des idées socialistes, déclare-t-elle aux militants, vous avez (...) accompli un véritable geste révolutionnaire ». (...) « Rassemblons-nous, mobilisons-nous, aidons-nous les uns les autres à servir la France ». François HOLLANDE, premier secrétaire du PS, fixe « quatre conditions » à la victoire : vaincre l'adversaire de droite, imposer les thèmes de la confrontation, mobiliser le parti et rassembler la gauche.

28.11.06 – Ségolène ROYAL, candidate du Parti socialiste rend publique la composition de son équipe de campagne : « resserrée », opérationnelle » et « paritaire » elle compte quinze personnes. Les deux codirecteurs de campagne sont Jean-Louis BIANCO, député des Alpes-de-Haute-Provence et président du conseil général et François REBSAMEN, numéro deux du PS et maire de Dijon.

28.11.06 – *L'Humanité* indique que Marie-George BUFFET candidate proposée par le PCF pour représenter les collectifs antilibéraux a apporté sa signature au pacte écologique de Nicolas HULOT, animateur d'« Ushuaïa » .

28.11.06 – Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, candidat du Mouvement républicain et citoyen (MRC) lance sa campagne devant près d'un millier de sympathisants. « Je n'ai pas de raison de retirer ma candidature. Mon but est de peser, pas de témoigner », indique-t-il.

30.11.06 – Le président de l'UMP Nicolas SARKOZY annonce officiellement sa candidature à l'élection présidentielle dans un entretien publié dans la presse régionale. Il entend « créer une nouvelle relation avec les Français, qui repose sur deux mots : confiance et respect ». « L'ordre n'est acceptable que s'il est en mouvement. L'ordre juste, c'est juste de l'ordre (...). Le PS a choisi l'immobilisme. Je veux incarner le mouvement ». « Rompre n'est pas la crise », ajoute-t-il, « je veux la rupture tranquille ».

30.11.06 – À la veille du congrès des Verts, leur candidate Dominique VOYNET suggère à l'animateur de télévision Nicolas HULOT un rassemblement des forces écologistes, en souhaitant « faire converger l'élan » [du pacte écologique] avec « l'expérience des Verts ». Jean-Luc BENHAMIAS député européen estime de son côté que les Verts doivent renoncer si Nicolas HULOT présente sa candidature.

1^{er} - 15 décembre 2006

01.12.06 – En réponse à la lettre que lui avait adressée Dominique VOYNET, candidate des Verts à l'élection présidentielle le 22 novembre dans les colonnes de *Libération* (« Tu es des nôtres »), Nicolas HULOT, animateur de l'émission télévisée « Ushuaïa » défend son choix « moins directement politique (...), d'ambition plus citoyenne », ne situant son action « ni à droite, ni à gauche, ni même au centre ». Il décline donc l'invitation à rejoindre les Verts qui lui avait été lancée.

02.12.06 – Au conseil national du Forum des républicains sociaux (FRS), parti associé à l'UMP, Christine BOUTIN, députée des Yvelines, renonce à se présenter à l'élection présidentielle et se rallie à Nicolas SARKOZY. « Il faut mettre Nicolas SARKOZY, pour la France, en situation de réussite », déclare-t-elle, promettant qu'elle sera « l'aiguillon social de l'UMP ». Christine BOUTIN avait recueilli 1,18% des voix au premier tour de l'élection présidentielle le 21 avril 2002.

02.12.06 – Dans une interview au Figaro, Antoine WAECHTER, président du Mouvement écologiste indépendant (MEI) qui avait obtenu 3,78% des voix lors de l'élection présidentielle 1988 se déclare candidat. Il précise que « la situation présente exige d'avoir une pleine liberté de parole, que n'ont ni Dominique VOYNET [candidate des Verts] ni Corinne LEPAGE [candidate du mouvement Cap 21] pour indiquer aux Français les conditions d'une sortie de la crise écologique ». Il indique qu'il s'effacerait si Nicolas HULOT était candidat.

02.12.06 – Depuis la place de la mairie de Serres-Castet, en Béarn, François BAYROU, président de l'UDF et député des Pyrénées-Atlantiques annonce officiellement sa candidature à l'élection présidentielle, se réclamant « d'un esprit de rassemblement et de réconciliation ».

03.12.06 – Réunis en congrès à Bordeaux, les Verts soutiennent la décision de Dominique VOYNET de défendre leurs couleurs au premier tour de l'élection présidentielle et de ne pas se rallier à une éventuelle candidature de Nicolas HULOT. Avec 54,5% des voix des délégués au congrès, la candidate des Verts constitue une majorité sans Yves COCHET qui obtient 24% des suffrages. Pour la première fois depuis dix ans, la sensibilité environnementaliste se retrouve dans la minorité du parti.

03.12.06 – Lors d'une réunion de sympathisants UMP à la Rochelle, Michèle ALLIOT-MARIE souhaite que l'UMP présente « dès le premier tour un seul candidat ». « Si dans quelques semaines il apparaît que Nicolas SARKOZY est le mieux placé pour rassembler les Français, je le soutiendrai sans aucune hésitation », ajoute-t-elle.

04.12.06 – Christine BOUTIN, présidente du Forum des républicains sociaux est nommée conseillère politique de Nicolas SARKOZY.

06.12.06 – Michèle ALLIOT-MARIE se déclare « prête » à être candidate à l'élection présidentielle.

06.12.06 – Devant le conseil national de son mouvement, Nicolas DUPONT-AIGNAN, président de Debout la République, parti associé à l'UMP, lance sa campagne et dénonce « la dérive atlantiste et libérale » de Nicolas SARKOZY. Candidat hors parti, le député de l'Essonne refuse de participer à la procédure interne de l'UMP, qu'il qualifie de « primaires de pacotille ».

07.12.06 – En déplacement la candidate socialiste à l'élection présidentielle, Ségolène ROYAL, déclare : « Ce n'est plus à M. TRICHET de décider de l'avenir de nos économies, c'est aux dirigeants démocratiquement élus ». Pour Mme ROYAL, remettre l'Europe sur les rails « suppose que la Banque centrale européenne soit soumise à des décisions politiques, bien sûr celles de l'Eurogroupe », qui réunit les ministres des finances de la zone euro, « mais aussi celles du Conseil européen » des chefs d'Etat et de gouvernement.

07.12.06 – Invité du « grand Journal » de Canal +, Dominique de VILLEPIN confirme qu'il ne demandera pas le « soutien » de son parti pour l'élection présidentielle.

08.12.06 – Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire mais aussi candidat déclaré à l'élection présidentielle, Nicolas SARKOZY vient rencontrer les chasseurs de gibier d'eau dans un de leurs fiefs, la baie de Somme. Il est accompagné d'un des trois conseillers généraux CPNT

(Chasse Pêche Nature Traditions) de France, qui réclame une nouvelle fois la remise en cause de la directive européenne qui conditionne les dates d'ouverture et de fermeture. « On manque d'Europe dans certains domaines comme l'immigration, mais dans d'autres secteurs, il y en a trop », a préféré élargir Nicolas SARKOZY. « Si je suis élu, il faudra discuter de ce principe de subsidiarité qui peut concerner aussi bien la fiscalité des restaurateurs, celle du bâtiment ou la préservation des espèces. »

08.12.06 – A Porto au Portugal au congrès du Parti socialiste européen, le premier secrétaire du PS, François HOLLANDE, semble vouloir rectifier le propos tenu la veille par Ségolène ROYAL, en indiquant : « nous devons revenir à l'esprit des traités avant de vouloir les modifier ». Il fait valoir qu'il faut « rechercher jusqu'au bout le respect des traités qui autorisent le Conseil européen et l'Eurogroupe à faire entendre leur voix ». De son côté, invitée le même jour au journal télévisé du soir de France 2, Ségolène ROYAL nuance également son propos : il ne s'agit pas de « remettre en cause l'indépendance » de la BCE, mais plutôt son « omnipotence ». « Aujourd'hui, il faut équilibrer le système en complétant son statut », déclare-t-elle.

09.12.06 – A la Défense, le premier forum UMP de précampagne présidentielle n'attire pas une audience suffisante pour remplir la salle, et ne semble pas pleinement satisfaire les militants qui y ont participé. Il ne donne lieu à aucune confrontation entre Nicolas SARKOZY et Michèle ALLIOT-MARIE.

Le débat porte largement sur le libéralisme économique. Nicolas SARKOZY propose de faire appliquer le service minimum dans les transports, « dès le début du mois de juillet » s'il est élu président de la République. Il promet également l'adoption dans la foulée d'une loi soumettant la poursuite d'une grève à un vote à bulletin secret des salariés concernés. Michèle ALLIOT-MARIE approuve ces deux propositions. Mais elle dénoncera ensuite le changement très tardif des règles du jeu, et menacera de ne pas participer aux prochains forums, prévus les 15 et 21 décembre à Lyon et à Bordeaux.

09.12.06 – Philippe de VILLIERS préside à Paris un conseil national extraordinaire rassemblant 200 délégués de son organisation, le Mouvement pour la France. Il y formalise sa candidature à l'élection présidentielle, fait approuver son programme et indique qu'il n'a recueilli pour l'heure que 350 promesses de parrainage sur les 500 requises pour participer à la course à l'Elysée. Face à Ségolène ROYAL et à Nicolas SARKOZY, il affirme représenter « une candidature 100 % nationale et de droite » et être « le seul candidat à 100 % antisocialiste ».

10.12.06 – Jean-Pierre CHEVENEMENT, président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen, annonce devant les délégués de son organisation réunis à Paris, dans le 11^e arrondissement, qu'il retire sa candidature à l'élection présidentielle « au profit de Ségolène ROYAL ». A l'élection présidentielle de 2002, l'ancien ministre de l'intérieur avait recueilli 5,33 % des suffrages au premier tour. La veille, le MRC a conclu un accord politique et électoral avec le PS lui permettant de présenter des candidats soutenus par le PS dans 10 circonscriptions. 84 % des délégués du MRC ont approuvé cette décision.

10.12.06 – Au terme de deux jours de débats particulièrement houleux, le millier de délégués de la « gauche antilibérale » réunis ce week-end à l'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) constate l'absence de consensus sur le choix de leur candidat pour la présidentielle. Il décide donc de consulter à nouveau, et ce « dans un délai raisonnable », les quelque 16 000 membres des 750 collectifs unitaires locaux nés du non de gauche au référendum européen de 2005.

Les votes dans les régions ces dernières semaines auraient donné 55 % pour Marie-George BUFFET, 23 % pour Clémentine AUTAIN, adjointe (app. PCF) au maire de Paris, et 20 % pour Yves

SALESSE, Président de la Fondation Copernic. Mais, la règle, fixée par les collectifs, n'est pas le suffrage majoritaire, mais le consensus. Or, une partie des délégués était farouchement opposée à la candidature de la secrétaire nationale du PCF, compte tenu de ses responsabilités éminentes dans son organisation politique.

Pour éviter une issue fatale pour le mouvement, le Parti communiste français a donc renoncé in extremis à imposer la candidature de Marie-George BUFFET.

10.12.06 – Nicolas HULOT indique qu'il fera connaître avant Noël sa décision d'être ou non candidat à la présidence de la République. L'animateur de télévision, que les sondages présentent comme potentiellement le meilleur candidat écologiste pour 2007, a publié le mois dernier son Pacte écologique et a invité les candidats à l'élection présidentielle à le signer.

10.12.06 – Invité du « Grand Jury RTL Le Figaro LCI », François BAYROU renvoie une nouvelle fois dos à dos les candidats favoris à l'élection présidentielle, Nicolas SARKOZY (UMP) et Ségolène ROYAL (PS) dont il a dénoncé le caractère « dominant » que leur accordent les médias. S'agissant du résultat de l'élection, le président de l'UDF lance : « Tout est ouvert. »

12.12.06 – Le socialiste Pierre LARROUTUROU, promoteur de la semaine de quatre jours de travail, annonce sa candidature à l'élection présidentielle

14.12.06 – A Dijon, au du congrès de l'Association des Régions de France, Ségolène ROYAL plaide pour une « nouvelle phase de la régionalisation ». Elle dénonce la « décentralisation ratée » de Jean-Pierre RAFFARIN, et réclame pour les régions des compétences nouvelles – et d'abord que soit institué un « pouvoir de veto des Régions si l'État transfère des responsabilités sans transfert de ressources ».

14.12.06 – En meeting à Lille, François BAYROU dénonce une alternance réduite à l'UMP et au PS. Devant plus de 2 000 partisans, le leader centriste déplore ce système de « l'impuissance perpétuelle ».

15.12.06 – Dans un entretien au Figaro, Michèle ALLIOT-MARIE refuse d'indiquer si elle sera ou non candidate à l'élection présidentielle.

15 - 31 décembre 2006

16.12.06 – Réuni en Conseil national, le PCF examine la situation créée par l'opposition à la candidature de Marie-George BUFFET qui s'était manifestée le 10 décembre lors de la réunion nationale des collectifs de la gauche antilibérale. Devant les appels au retrait de Marie-George BUFFET jusque dans les rangs communistes et après l'abandon de la candidature un temps envisagée de Francis WURTZ, député européen, le Parti communiste propose de soumettre au vote de ses adhérents dès le 20 décembre le maintien de la candidature « unitaire » de la secrétaire nationale. Marie-George BUFFET avait déjà obtenu 96% des voix le 13 novembre. « C'est la candidature la plus avancée par les collectifs mais pas la candidature du rassemblement », admet le porte-parole du PCF, Olivier DARTIGOLLES.

A la suite de cette proposition adoptée au Conseil national par 116 voix contre 25, 15 abstentions et 2 refus de vote, six membres du comité exécutif national annoncent leur démission de cette instance, accusant la direction de « prendre la responsabilité de sortir le PCF (...) du processus unitaire ». Interviewée sur Canal + Marie-George BUFFET dit vouloir « aller jusqu'au bout » de « sa démarche de rassemblement » de la gauche antilibérale, ajoutant qu'« on ne va pas inventer un homme ou une femme providentiels » (...) et qu'« il faut trancher ».

17.12.06 – Le Parti radical, parti associé à l'UMP, renonce à se rallier officiellement à la candidature de Nicolas SARKOZY lors de son congrès à Paris. Contre le souhait de André ROSSINOT, son coprésident, le ministre de la cohésion sociale et coprésident Jean-Louis BORLOO obtient que le choix officiel des radicaux soit repoussé au congrès extraordinaire annoncé pour la mi-février. Il indique qu'une « plate-forme sociale pour notre pays » est « la condition de [son] adhésion personnelle ».

18.12.06 – Les porte-parole du collectif national unitaire de la gauche antilibérale « adjurent [les membres du PCF, qui doivent être consultés le 20 décembre] de ne pas commettre l'irréparable » en proposant à nouveau la candidature de Marie-George BUFFET à l'investiture de la gauche antilibérale. Sur les ondes de RFI, Patrick BRAOUZEC, député communiste de Seine Saint-Denis et postulant à la candidature, déclare que « le Parti communiste français [doit mesurer] qu'il est en train d'assassiner ce mouvement populaire et de créer les conditions de creuser sa propre tombe ».

18.12.06 – Dominique VOYNET candidate des Verts, interviewée sur Europe 1, demande à Nicolas HULOT animateur de l'émission « Ushuaïa » « de ne pas affaiblir ceux qui sont [ses] partenaires et qui vont aider à faire ce [qu'il] propose tous les jours ». Le promoteur du Pacte écologique doit se prononcer début janvier 2007 sur sa candidature à l'élection présidentielle.

La veille, le Conseil national des Verts a élu Cécile DUFLOT secrétaire nationale du parti : ancienne membre de l'aile gauche des Verts hostile à toute alliance électorale avec le Parti socialiste, elle avait rallié un courant proche de Dominique VOYNET au congrès de Bordeaux le 3 décembre 2006. A l'attention de Nicolas HULOT, Cécile DUFLOT a noté que « la société ne se change pas à coups de manifestes » et que « l'urgence écologique est indissociable de l'urgence sociale ».

18.12.06 – Dans une interview au *Monde* (*Le Monde* du 19 décembre) François HOLLANDE premier secrétaire du Parti socialiste aborde le programme économique et fiscal du PS. Il indique que les socialistes « reviendront sur toutes les baisses d'impôt sur le revenu qui ont été accordées sur les tranches supérieures du barème » depuis 2002 et « supprimeront le boulier fiscal » qui évite à un contribuable de payer plus de 60% de son revenu. « Nous ferons une réforme de l'ISF qui maintienne la contribution des plus gros patrimoines à l'effort de solidarité sans pour autant favoriser l'évasion ». (...) « Je le dis clairement : il n'y aura pas de baisse du niveau des prélèvements obligatoires durant la prochaine législature » déclare-t-il. Dans cet entretien François HOLLANDE propose également de « créer une contribution de solidarité, calculée sur l'ensemble de la richesse produite et pas seulement sur le travail. Une sorte de CSG-retraite, versée pour moitié par les salariés et les entreprises » (...).

Dans un communiqué, le député Jean-Christophe CAMBADELIS dénonce un « forcing médiatique ». « Soit les socialistes sont dans une phase d'écoute, comme le recommande Ségolène ROYAL, et les propositions économiques et sociales viennent trop tôt et perturbent la campagne participative. Soit nous sommes dans une phase de proposition et il vaudrait mieux en discuter » note-t-il.

19.12.06 – Après s'être rallié à la candidature socialiste de Ségolène ROYAL et avoir retiré la sienne le 10 décembre, Jean-Pierre CHEVENEMENT président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC) participe au siège du Parti socialiste à Paris au conseil politique de campagne de la candidate, au côté des représentants du Parti radical de gauche (PRG). « Nos approches se sont rapprochées et nous pouvons faire campagne ensemble » explique-t-il. Partisan du non au référendum de Maastricht, l'ancien ministre avait quitté le Parti socialiste en 1992.

19.12.06 – Arlette LAGUILLER, candidate de Lutte ouvrière refuse de souscrire au Pacte écologique de Nicolas HULOT. Celui-ci fait abstraction de la « réalité sociale » et des « travailleurs »,

notamment les plus pauvres qui seraient durement frappés par les mesures proposées, telle la « taxe carbone », explique-t-elle sur son site Internet.

19.12.06 – En déplacement dans les Ardennes, à Charleville-Mézières, Nicolas SARKOZY fustige la « forme insidieuse de capitulation sociale à laquelle la mondialisation et l'Europe servent d'alibi » et prône la « réconciliation » de « la France qui gagne et de la France qui souffre ». « Je suis libéral, ajoute-t-il, mais j'ai la force de dire qu'il y a des dérives de la finance qui ne sont pas acceptables ». (...) La religion du libre-échange absolu est un renoncement. Le libre échange ne peut pas être un dogme. (...) Je vous propose une politique d'efforts et non de sacrifices ».

20.12.06 – Ségolène ROYAL anime en Alsace le premier « débat participatif » de la phase « d'écoute » de sa campagne. Durant sa visite, elle dénonce « les licenciements de confort » et affirme que si elle est élue « le CDI deviendra la règle ». Elle défend le rôle de l'État « pour mettre la France de l'emploi en mouvement », prônant un « nouveau pacte social entre les entreprises citoyennes, les salariés et la puissance publique ».

20.12.06 – Les adhérents du Parti communiste renouvellent à une majorité de 81% leur soutien à la candidature de Marie-George BUFFET pour représenter la gauche antilibérale.

20.12.06 – Bruno MEGRET, président du Mouvement national républicain (MNR) et le président du Front national Jean-Marie LE PEN annoncent ensemble, au domicile privé de celui-ci à Saint Cloud, leur « réconciliation personnelle et politique » et le ralliement du premier à la candidature à l'élection présidentielle du second. Dans un entretien au *Monde* (*Le Monde* du 21 décembre), Bruno MEGRET précise qu'il s'agit d'un soutien « sans conditions » qu'il a mis au point « directement avec M. LE PEN ». « Avec Jean-Marie LE PEN nous avons eu des différents mais nous partageons la même vision de la France. Nous nous devons d'aller de l'avant dans l'union patriotique », explique-t-il.

Bruno MEGRET avait quitté le Front national en 1998 avec une majorité de conseillers régionaux et de secrétaires départementaux, pour créer le Mouvement national républicain. Il avait obtenu 2,3% des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 et Jean Marie LE PEN 16,9%. Lors du Bureau politique du FN, le 20 novembre 2006, Marine LE PEN, directrice stratégique de la campagne présidentielle de Jean-Marie LE PEN et Louis ALIOT, secrétaire général du FN s'étaient montrés réticents à un rapprochement avec le MNR et à un accord pour les élections législatives.

21.12.06 – Lors du troisième et dernier forum de la campagne interne de l'UMP à Bordeaux, consacré à l'écologie et à la situation internationale, Nicolas SARKOZY affirme vouloir « transférer la fiscalité sur le travail à la fiscalité sur la pollution », « se battre pour une fiscalité réduite pour les produits propres », « se lancer à fond dans les biocarburants ». Le ministre de l'Intérieur reçoit le soutien implicite d'Alain JUPPÉ ancien Premier ministre et ancien président de l'UMP (il avait démissionné en 2004). Celui-ci exprime « sa confiance » dans le fait que « nous nous rassemblerons autour de notre candidat » lors du congrès prévu le 14 janvier. Rachid KACI leader de la Droite libre, mouvement associé à l'UMP, et candidat déclaré à l'investiture UMP depuis le 5 août 2006 se retire et se range également « sous la bannière » de Nicolas SARKOZY. A l'issue du forum, la ministre de la Défense candidate à l'investiture Michèle ALLIOT-MARIE déclare réserver sa décision « quelques jours ».

En marge de cette réunion, sur TF1, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN, exprime officiellement son soutien à Nicolas SARKOZY. De même que le ministre des Affaires étrangères Philippe DOUSTE-BLAZY qui, dans un entretien au *Figaro*, entend « apporter [sa] contribution au pôle social et européen de l'UMP ».

21.12.06 – Jean-Louis BIANCO, codirecteur de campagne de la candidate socialiste Ségolène ROYAL répond indirectement aux propos tenus par François HOLLANDE au *Monde* le 18 décembre. Il déclare sur RTL que les socialistes « n'augmenteront pas les prélèvements obligatoires ». Il ajoute que « la CSG-retraite » est « une idée en débat », « quelque chose qui a été débattu dans le cadre du projet et qui n'a pas été inscrit dans ce projet ».

22.12.06 – Au journal de 20 heures sur TF1, Marie-George BUFFET explique qu'elle « rentre en campagne car il manque dans le débat politique la voix de ceux et celles qui veulent une gauche du courage, une gauche du combat ». Elle précise qu'elle n'entend pas incarner une candidature « communiste pur sucre » et annonce qu'elle quittera ses responsabilités à la direction du Parti communiste le 4 janvier 2007.

22.12.06 – Devant la presse, les porte-parole du collectif national unitaire de la gauche antilibérale dénoncent « la décision du PCF de présenter de façon unilatérale la candidature de Marie-George BUFFET sans tenir compte de ses partenaires, (...) un coup terrible porté à la perspective d'une candidature unitaire à l'élection présidentielle et aux législatives ». Ils indiquent « ne pas se résigner à l'échec » et décident « d'appeler les collectifs locaux à réfléchir aux moyens de poursuivre le combat pour une autre voie à gauche ».

Un texte co-signé par les responsables des formations antilibérales et les candidats à l'investiture unitaire, Clémentine AUTAIN (adjointe à la Mairie de Paris, apparentée communiste), Patrick BRAOUZEC (député communiste de Seine-Saint-Denis) et Yves SALESSE (Fondation Copernic) affirme que la secrétaire nationale du PCF « portera donc les seules couleurs du PCF et ne pourra se revendiquer des centaines de collectifs ». Les signataires mettent « solennellement en garde » les responsables du PCF « contre toute tentation de s'approprier la légitimité du processus unitaire pour la présidentielle ».

22.12.06 – Sur France 2 Jean-Marie LE PEN estime qu'il est « dans l'ordre des choses » que Bruno MEGRET président du MNR l'aide à rassembler les 500 parrainages d'élus locaux nécessaires à sa candidature. La veille, le président du Front national invité de la radio et chaîne de télévision BFM avait dit « pense[r] avoir passé la barre des 400 » signatures et réaffirmé l'absence de toute contrepartie au soutien que lui apporte Bruno MEGRET.

22.12.06 – Le président de l'UMP Nicolas SARKOZY signe le Pacte écologique de Nicolas HULOT. Dans sa lettre à l'animateur d'« Ushuaïa », il propose, en sus des mesures avancées dans le Pacte de convaincre les pays européens d'accepter « une taxation au taux réduit de TVA de tous les produits économes en énergie et respectueux de la santé et de la nature ».

23.12.06 – Dans *le Monde* (daté du 25 décembre) le sénateur socialiste de l'Essonne Jean-Luc MELENCHON, chef de file du groupe Pour la République sociale (PRS) tire les conclusions de l'échec de la candidature unitaire de la gauche antilibérale et déclare que la candidature socialiste « est la seule efficace pour atteindre le programme commun le plus élémentaire, être présent au deuxième tour et battre la droite ».

24.12.06 – Dans un entretien paru dans le *Parisien*, interrogé sur l'éventuelle présence d'un candidat noir dans la course à l'Élysée, Patrick LOZES, président du Conseil représentatif des associations noires (Cran), affirme ne rien exclure. Créé à la fin de l'année 2005 après les émeutes en banlieue pour combattre le racisme antinoir, le Cran va dans un premier temps adresser un questionnaire sur ce thème à « l'ensemble des candidats républicains » à l'Élysée, « d'Arlette LAGUILLER à VILLIERS »- « Mais pas à LE PEN ».

28.12.06 - Dans un entretien à *Sud-Ouest*, Michelle ALLIOT-MARIE indique qu'elle ne sera pas « candidate au soutien financier et logistique de l'UMP ». Elle justifie sa décision par le fait que « les nouveaux membres, notamment, ont souhaité adhérer [à l'UMP] pour soutenir une candidature de Nicolas SARKOZY ». Les candidatures internes à cette organisation étant closes le 31 décembre, Nicolas SARKOZY devrait donc être finalement seul en lice pour le scrutin du 14 janvier au cours duquel les quelque 300 000 militants de l'UMP seront appelés à désigner leur candidat.

Pour autant, la ministre de la défense n'a pas renoncé à être candidate, et a indiqué qu'elle fera part de sa décision avant le 14 janvier.

31.12.06 – Clôture des inscriptions sur les listes électorales : les Français qui ne se sont pas inscrits ne pourront pas voter en 2007. Les mairies ont constaté une forte mobilisation ces derniers jours. Les inscriptions sur les listes semblent être en hausse par rapport à 2002, atout particulièrement dans les quartiers dits sensibles - notamment ceux qui furent au cœur des émeutes de l'automne 2005. Selon certaines observations, on y constate 20, 25 voir 30% d'augmentation, alors que généralement, avant une année « présidentielle », on constate une croissance de 5 % des inscriptions sur les listes électorales.

De nombreuses associations, nettement marquées à gauche, ont incité jeunes et moins jeunes à aller s'inscrire. Elles sont parfois relayées par des vedettes et des chanteurs, comme Cali, Joey Starr, Jean-Pierre Bacri ou Jamel Debbouze. Avant ce mouvement, sur 42,2 millions d'électeurs potentiels, on estime que 2 millions n'étaient pas inscrits.

31.12.06 – En présentant ses vœux aux Français le président de la République Jacques CHIRAC déclare, sans dire s'il sera ou non candidat à sa propre succession, qu'il « s'engagera pleinement » dans les débats de la campagne présidentielle. Il souhaite que « d'ici aux élections (...) le gouvernement soit au travail, au service [des Français], pour la sécurité, pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat ».

Prônant « l'unité et le rassemblement autour des valeurs qui font la France », Jacques CHIRAC exhorte les Français à ne pas écouter « les apprentis sorciers de l'extrémisme ».

Il propose la mise en place « dans les toutes premières semaines » d'un « véritable droit au logement opposable ». Cette idée non incluse dans le programme de l'UMP avait été évoquée par Nicolas SARKOZY le 12 octobre 2006 lors d'une réunion à Périgueux. Jacques CHIRAC la reprend alors que le sort des sans-abri est sous les feux de l'actualité.

Citant « l'enjeu écologique », le chef de l'État plaide pour « le développement durable » et annonce qu'il réunira les 2 et 3 février « une conférence internationale pour accélérer la marche vers une Organisation mondiale de l'environnement ».

31.12.06 – Au terme du délai fixé par le bureau politique de l'UMP le 22 novembre 2006, Nicolas SARKOZY est officiellement le seul candidat à briguer le soutien de l'UMP pour l'élection présidentielle. Le résultat du vote des adhérents qui commence ce jour par Internet sera proclamé lors du congrès du 14 janvier, porte de Versailles, à Paris.

er - 15 janvier 2007

03.01.07 – Avant le premier Conseil des ministres de l'année 2007, Jacques CHIRAC reçoit les vœux du gouvernement. Dans la période qui s'ouvre « j'aurai, pour ma part, l'occasion de m'exprimer, de fixer les enjeux et d'éclairer le choix des Français », affirme-t-il. Il indique que

l'engagement « légitime » des ministres dans le débat électoral « ne saurait en aucun cas s'exercer au détriment de [leur] mission gouvernementale ». Le président de la République assigne trois objectifs prioritaires au gouvernement avant la fin de la législature :

- faire adopter trois réformes constitutionnelles nécessitant la réunion du Congrès à Versailles (inscription de l'abolition de la peine de mort dans la Constitution, définition du corps électoral de la Nouvelle-Calédonie, statut pénal du chef de l'Etat) ;
- mettre en place un droit au logement opposable. La veille, le premier ministre Dominique de VILLEPIN avait annoncé que le projet de loi serait présenté au conseil des ministres du 17 janvier ;
- établir le bilan de l'application des lois votées depuis 2002 et prendre les décrets nécessaires à leur mise en œuvre (un Conseil des ministres sera consacré en mars à cette tâche).

04.01.07 – Lors de la présentation de ses vœux à la presse, Ségolène ROYAL insiste sur le rôle de la puissance publique et définit ce que seront ses « combats » si elle est élue présidente de la République.

Les familles sont sa première priorité et le logement est la « condition première d'une vie de famille sécurisée », souligne-t-elle. A propos de la question des sans-abri qui occupe l'actualité depuis la mi-décembre, la candidate socialiste préconise l'obligation d'hébergement d'urgence (une place « pour 1000 habitants ») déjà prévue par la loi de 1994 mais non appliquée ; elle déclare que « l'urgence médiatique ne doit pas faire oublier le problème de fond de la crise du logement qui frappe ceux et celles qui travaillent et qui font des efforts pour payer leur loyer ». Parmi les mesures avancées figurent la substitution de l'Etat aux communes qui se dérobent à leurs obligations de construction de logements sociaux (inscrites dans la loi de 2000) ; la création d'un service public de la caution pour assurer les impayés de loyer et éviter les expulsions et la possibilité pour les communes de procéder à des acquisitions – réquisitions ; l'extension des prêts gratuits pour favoriser l'accession à la propriété, notamment pour ceux qui « ont fait l'effort, dans le logement social, de payer leur loyer pendant quinze ans ».

- Ségolène ROYAL prône une « nouvelle donne pour les jeunes » et propose la création pour chaque jeune, à sa majorité, d'un prêt gratuit de 10 000 euros garanti par l'Etat « pour lui permettre de construire son premier projet de vie ».
- La candidate socialiste critique ensuite la « culture du conflit » et en appelle à « la réconciliation des Français avec les entreprises ».
- Elle déclare vouloir « réussir la réforme des institutions européennes » et à cette fin préparer « dès aujourd'hui la présidence française de l'Union européenne en 2008 ».

04.01.07 – Devant les représentants des « forces vives » (responsables syndicaux, patronaux et associatifs), Jacques CHIRAC expose sa vision de la France de demain dans un discours aux allures de programme électoral. La France doit s'adapter à l'économie de marché dans le respect de son modèle social et réussir le tournant de la prochaine révolution industrielle, celle du développement durable, explique-t-il.

Le chef de l'Etat énonce toute une série de propositions parmi lesquelles : création d'une sécurité sociale professionnelle et fusion de l'ANPE et de l'Unedic, extension de la participation à tous les salariés, effort prioritaire pour l'enseignement supérieur et la recherche publique et privée, assouplissement du Code du travail pour les entreprises de moins de 50 salariés et baisse de l'impôt sur les sociétés à un taux de 20% en cinq ans, développement des moyens de transport propres, de l'électricité solaire ou des matériaux isolants et mise en place d'une « taxe carbone » au niveau européen.

05.01.07 – Marie-George BUFFET, en congé de ses fonctions de secrétaire nationale du PCF depuis la veille, lance sa campagne présidentielle dans sa ville du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis). Dans un entretien à *Libération*, elle dit « partir en campagne pour faire exister cette gauche populaire et antilibérale et créer une dynamique permettant une nouvelle majorité à gauche avec une ambition gouvernementale ». « Je vais mettre en place un conseil de campagne avec tous ceux et celles qui veulent participer à cette bataille, quelle que soit leur sensibilité à gauche. (...) Et partout nous créerons des comités de soutien pour ma candidature qui n'est pas la candidature du rassemblement antilibéral, mais une candidature de rassemblement », ajoute-t-elle. La candidate du Parti communiste compte insister sur quatre axes : « relever les défis de la planète ; garantir les droits qui permettent de vivre ; promouvoir une société solidaire d'échange et de coopération et éradiquer toutes les discriminations ». « Pour cela, précise-t-elle, je propose des moyens pour les réaliser, parmi lesquels une réforme de la fiscalité, des moyens démocratiques de la VI^e République ou encore la reconquête d'un grand secteur démocratisé des services publics ». « Nous voulons porter au gouvernement une politique radicale qui affronte le libéralisme », conclut-elle. Marie-George BUFFET affirme ne pas se « trompe[r] d'adversaire » : elle prône « sans hésitation » le désistement, au second tour de l'élection, « pour le candidat de gauche le mieux placé ».

08.01.07 – A l'occasion de la présentation de ses vœux à la presse, Jean-Marie LE PEN a réitéré son pronostic : indifférent aux sondages qui le placent systématiquement loin derrière Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL dans les intentions de vote à l'élection présidentielle, il estime qu'il sera « probablement » au second tour « comme en 2002 ». Toutefois, « à la différence de 2002 », il estime pouvoir « gagner cette élection » car il a plus de chances d'être opposé en 2007 non au candidat de droite, mais à la candidate de gauche.

09.01.07 – Au terme d'une visite de trois jours en Chine où elle a notamment rencontré le numéro deux du régime, le vice-président Zeng QINGHONG, Ségolène ROYAL affirme que ce pays constitue « notre nouvelle frontière ». Elle appelle les entreprises françaises à un comportement positif et dynamique face au développement chinois. La candidate socialiste s'est défendue d'avoir mis de côté les critiques contre les atteintes aux droits de l'homme dans ce pays en élargissant cette notion à celle de « droits humains » qui inclut les droits sociaux et environnementaux. Des membres de sa délégation sont d'ailleurs allés plaider la cause de trois journalistes et deux avocats, emprisonnés ou disparus, et une lettre de Ségolène ROYAL a également été remise à leur propos au comité central du Parti communiste chinois.

09.01.07 – En présentant ses vœux à la presse, François BAYROU dénonce de nouveau le traitement privilégié dont bénéficient Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL dans les médias. Il prédit que les Français ne céderont pas à ce « matraquage » qui vise selon lui à les « orienter » vers un « choix préfabriqué » de second tour entre les candidats PS et UMP.

09.01.07 – Sur son blog, Alain JUPPE annonce son soutien à Nicolas SARKOZY. Cette décision de l'ancien premier ministre semblait en germe depuis quelques temps dans certaines de ses déclarations, où il insistait sur la nécessaire union de l'UMP qu'il a un temps présidé. A noter que ce ralliement d'un des hommes les plus proches de Jacques CHIRAC se réalise avant que le Président de la République ait annoncé s'il souhaitait ou non solliciter un troisième mandat.

10.01.07 – Présentant hier ses vœux à la presse, Philippe de VILLIERS considère que son bilan à la tête du conseil général de la Vendée constitue un atout majeur de sa candidature à l'Élysée. Il regrette d'autre part qu'« une certaine droite installée passe son temps à courir après la gauche au lieu de s'opposer à elle ».

10.01.07 – Dans un entretien accordé au *Parisien*, François HOLLANDE, premier secrétaire du parti socialiste confirme l'intention de son parti de « remettre en cause les baisses d'impôts sur le revenu et sur les grandes fortunes qui ont été accordées aux plus privilégiés ». Il indique que sont concernés 200 000 Français qui perçoivent un revenu mensuel de plus de 4 000 euros net.

11.01.07 – Nicolas HULOT repousse de nouveau l'annonce de sa décision concernant sa candidature à l'élection présidentielle. Elle aura lieu le 22 janvier. Son « pacte écologique » a déjà été signé par la plupart des candidats déclarés, et a recueilli près de 500 000 signatures dans le pays.

11.01.07 – Lors de la cérémonie des vœux de la presse à l'Élysée, Jacques CHIRAC indique qu'il « réfléchit » à la question de savoir s'il serait ou non candidat à un troisième mandat. Le chef de l'État a toujours dit qu'il livrerait son choix « dans le courant du premier trimestre ».

11.01.07 – Ségolène ROYAL confie une mission sur la fiscalité à Dominique STRAUSS-KAHN. La candidate ne s'est pas encore prononcée sur le programme économique et fiscal que la gauche appliquera en cas de victoire. Or, de son côté, François Hollande à pris à plusieurs reprises position sur ce sujet, dans le sens d'une augmentation de la pression fiscale et sociale sur les plus favorisés.

12.01.07 – Sur France 2, Michèle ALLIOT-MARIE qui avait déjà annoncé qu'elle ne serait pas candidate à la désignation interne du candidat de l'UMP indique qu'elle ne se présentera pas à l'élection présidentielle. Elle justifie ce choix par le fait que Nicolas SARKOZY a « fait siennes [ses] idées ». Elle lui apporte son soutien. En fin de journée, Nicolas SARKOZY qui venait de rencontrer la ministre de la défense avait d'ailleurs déclaré que Michèle ALLIOT-MARIE jouerait « un rôle important » dans son dispositif de campagne. Celle-ci a toutefois souligné que, si Jacques CHIRAC était candidat « ce serait un élément nouveau considérable qui entraînerait une réflexion de chacun ».

12.01.07 – Trois des six députés verts français au Parlement européen (Marie-Hélène AUBERT, Jean-Luc BENNAHMIA, Marie Anne ISLER BEGUIN) prennent position en faveur d'un rassemblement derrière une seule candidature écologique à l'élection présidentielle, celle de Nicolas HULOT. Dans un appel publié dans *Libération*, ils le pressent donc de déclarer sa candidature, et demandent donc implicitement à Dominique VOYNET, candidate investie par les Verts, ainsi qu'à Corinne LEPAGE, candidate du mouvement Cap 21, de s'effacer.

13.01.07 – Le candidat « gaulliste et républicain » à l'élection présidentielle Nicolas DUPONT-AIGNAN annonce sa décision de quitter l'UMP. Se disant « privé de parole » par le président de l'UMP et « en désaccord avec le fond », le député de l'Essonne qui avait déjà annoncé qu'il se présenterait sans le soutien de l'UMP, revendique près de 350 parrainages d'élus.

14.01.07 – Après avoir été désigné comme candidat de l'UMP à l'élection présidentielle par 98,1% des adhérents (69% ayant pris part au vote), Nicolas SARKOZY est officiellement investi lors d'un congrès extraordinaire à Paris en présence de 40 000 à 60 000 militants (80 000 selon l'UMP, la querelle des chiffres fleurira les jours suivants). Le ministre de l'intérieur déclare vouloir « [se] tourner vers tous les Français quels que soient leur parcours de gauche ou de droite. Je dois les rassembler, les convaincre qu'ensemble tout est possible ». « Je veux être le président d'une France qui remettra le travailleur au cœur de la société », affirme-t-il, accusant la gauche d'avoir trahi la « valeur travail ».

Nicolas SARKOZY a détaillé son projet en matière économique et sociale. Il propose notamment de mettre en place un bouclier fiscal - plafonner les impôts - à 50% du revenu, d'exonérer de charges sociales et d'impôt sur le revenu les heures supplémentaires, de réformer les régimes spéciaux de

retraite et de garantir le service minimum en cas de grève, d'offrir aux jeunes une allocation de formation de 300 euros par mois et la possibilité d'emprunter à taux zéro avec la garantie de l'État.

Si les anciens premiers ministres, Edouard BALLADUR, Alain JUPPE et Jean-Pierre RAFFARIN réaffirment leur soutien à Nicolas SARKOZY, celui-ci ne réunit pas l'ensemble de sa famille politique. Jean-Louis DEBRE et Dominique de VILLEPIN n'ont pas pris part au vote et Jacques CHIRAC ne s'est pas fait représenter.

14.01.07 – Julien DRAY porte-parole du Parti socialiste et coordinateur des porte-parole de Ségolène ROYAL juge que « derrière le spectacle médiatique organisé, Nicolas SARKOZY vient de prononcer un discours extrêmement inquiétant pour nos concitoyens et notre pays » et estime que « la droite violente française revient au galop ».

14.01.07 – Selon un sondage CSA pour *le Parisien*, 82% des Français estiment que les médias accordent plus de place à Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL qu'aux autres candidats dans la couverture de l'élection présidentielle. Ce sentiment rejoint les critiques énoncées par plusieurs candidats, François BAYROU, président de l'UDF, la candidate du Parti communiste Marie-George BUFFET ou Corinne LEPAGE présidente de Cap 21. Les médias audiovisuels se défendent de l'accusation et soulignent la complexité des règles édictées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Celles-ci prévoient une période dite « préliminaire » qui court du 1er décembre 2006 jusqu'à la veille de la publication de la liste des candidats le 20 mars et une période « intermédiaire » jusqu'à l'ouverture de la campagne officielle le 8 avril. Pendant la période préliminaire les médias doivent veiller « à une présentation et à un accès équitable à l'antenne des candidats déclarés ou présumés et de ceux qui les soutiennent ». Alors que pendant la campagne officielle l'égalité est la règle, facile à respecter, pendant la période intermédiaire le principe d'équité s'applique au temps d'antenne et au temps de parole : l'équité se calculant en référence à la représentation parlementaire, le système désavantage les candidats dont le parti est peu ou pas représenté dans les deux assemblées.

15.01.07 – Olivier BESANCENOT candidat de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) juge que si Nicolas SARKOZY était élu « on aurait une aggravation des inégalités sociales ». « Il appartient à un gouvernement qui a bloqué les salaires, qui n'a rien fait contre l'augmentation du coût de la vie », déclare-t-il. « Je veux battre Nicolas SARKOZY par tous les moyens, dans la rue, dans les urnes, parce que sa politique est extrêmement dangereuse », ajoute le candidat de la LCR. Interrogé sur son éventuel retrait en faveur de la candidate socialiste Ségolène ROYAL au deuxième tour de l'élection présidentielle, il rappelle simplement que « la LCR n'a jamais fait la politique du pire ».

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, Olivier BESANCENOT propose de « revenir sur les dix points que le capital a pris sur le monde du travail en plus de trente ans » dans la répartition des revenus, ce qui permettrait d'augmenter les salaires, les minima sociaux et les retraites « d'un peu plus de 300 euros ».

15.01.07 – En visite à Nantes, Nicolas HULOT réaffirme qu'il est susceptible de se présenter à l'élection présidentielle. Rappelant qu'il fera part de sa décision le 22 janvier mais se réserve la possibilité de prendre quelques jours de réflexion supplémentaires, il dit se trouver face à « un choix cornélien ». Selon l'animateur de télévision, le poste de vice-premier ministre chargé du développement durable, qu'il propose dans son Pacte écologique, est acquis quel que soit le vainqueur de l'élection, François BAYROU, Ségolène ROYAL et Nicolas SARKOZY s'y étant engagés.

15.01.07 – En présentant ses vœux au siège du Parti socialiste, François HOLLANDE qualifie Nicolas SARKOZY de « candidat du pouvoir sortant » et dénonce une « captation d'héritage » après que celui-ci ait cité Jean Jaurès lors du congrès de l'UMP.

Le premier secrétaire du PS apparaît affaibli par la polémique qui sévit au sein du parti. « Nous sommes pour une réforme fiscale globale plus juste et plus efficace », indique-t-il, en précisant que c'est « à titre personnel » qu'il avait cité le seuil de 4000 euros net par mois pour un célibataire au-delà duquel l'impôt pourrait être augmenté. C'est la candidate « qui arbitrera », précise-t-il. La veille, au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, Dominique STRAUSS-KAHN chargé par Ségolène ROYAL d'une mission sur la fiscalité avait déclaré que François HOLLANDE s'était exprimé « à titre personnel » et qu'« en aucun cas il ne [fallait] augmenter les prélèvements obligatoires ». Il a également plaidé pour une remise à plat de l'ensemble de la question des retraites et s'est montré réservé sur la « CSG retraite » proposée en décembre par François HOLLANDE.

15.01.07 – Interrogé sur RTL, le directeur de campagne de Nicolas SARKOZY, Claude GUÉANT, estime qu'une nouvelle candidature de Jacques CHIRAC est « une hypothèse pour l'instant » mais « relève de la politique-fiction ».

15.01.07 – José BOVÉ, ex-postulant à la candidature unitaire de la gauche antilibérale, lance un appel à poursuivre la pétition en faveur de sa candidature. Une semaine après son lancement, celle-ci comporte 14 000 signatures.

L'humoriste Dieudonné brièvement en lice pour l'élection présidentielle ayant annoncé qu'il signait la pétition, José BOVÉ refuse aussitôt son soutien : « Je suis en total désaccord les prises de position et les initiatives récentes de Dieudonné. C'est une manœuvre médiatique », déclare-t-il le lendemain au *Parisien*.

15.01.07 – Philippe de VILLIERS candidat du Mouvement pour la France entend, s'il est élu, équilibrer le budget de l'État. Il souhaite également limiter les impôts (impôt sur les successions et Impôt de Solidarité sur la Fortune) et « inscrire dans la Constitution un taux maximal de prélèvements obligatoires (...) à 38% ». Pour financer ces mesures le président du MPF explique qu'il « trouver[a] des économies ». « Si on supprime les 35 heures, on trouve 20 milliards d'euros dans le budget de l'État, si on met fin à l'immigration, 30 milliards d'euros, si on ne remplace qu'un fonctionnaire sur deux, 50 milliards d'euros », affirme-t-il.

15.01.07 – L'équipe de Ségolène ROYAL répond aux critiques dont sa campagne fait l'objet : elle fera connaître ses propositions présidentielles « fin février, début mars au plus tard » au terme de quelque 5000 débats participatifs que le PS va organiser d'ici au 11 février prochain, assure François REBSAMEN, son codirecteur de campagne. « La campagne de Ségolène ROYAL « est organisée en deux temps », c'est actuellement « le temps du dialogue avec la société » explique son porte-parole Julien DRAY sur France Info et i-Télé.

16 - 26 janvier 2007

16.01.07 – Lors du bureau national du Parti socialiste, Ségolène ROYAL défend sa méthode de « campagne décentralisée ». « Il faut tenir », lance-t-elle. « La principale bataille se fera sur la question du travail, indique-t-elle, (...) puis il y aura la question de l'efficacité économique et il faudra reprendre les trois piliers : la réconciliation des Français avec l'entreprise, la valeur ajoutée sociale et la valeur ajoutée environnementale, qui sont indissociables ».

16.01.07 – A l'occasion de ses vœux à la presse Dominique de VILLEPIN explique qu'il « [s'est rendu] dimanche au congrès de l'UMP avec Nicolas SARKOZY » « dans un esprit de

rassemblement, parce que l'unité est la condition de la victoire ». Il cherche cependant à se distinguer du candidat de l'UMP et dessine les contours d'un « projet collectif à construire », attendu, selon lui, par les Français. Le premier ministre suggère une réforme de l'assurance-chômage « plus généreuse pour les jeunes et les salariés précaires » mais « plus incitative à un retour à l'emploi », et propose l'élargissement du Contrat nouvelles embauches (CNE). S'il convient qu'il ne faut pas revenir sur les baisses de l'impôt sur le revenu, il met en garde son propre camp contre la tentation de relâcher l'effort sur le déficit et le désendettement. Il propose également « d'aller plus loin » dans la défense de la laïcité, sur la base de la Charte en cours d'élaboration par le Haut conseil à l'intégration, en imposant la mixité à l'hôpital ou dans les équipements sportifs. Il se dit partisan de la mise en chantier d'un « nouveau projet institutionnel » européen et d'un nouveau référendum.

16.01.07 – Sans donner de consigne de vote l'association altermondialiste Attac entend peser sur les élections présidentielle et législatives. Elle publie le *Manifeste altermondialiste* (Editions Mille et Nuits) qui, en 102 propositions, veut replacer au centre de la campagne « la question d'une alternative au néolibéralisme ». Il contient « huit mesures essentielles pour enclencher immédiatement une nouvelle dynamique », explique le coprésident d'Attac Jean-Marie HARRIBEY, parmi lesquelles figurent l'arrêt de la libéralisation du marché de l'électricité, la mise en place d'une taxe sur le carbone, l'instauration d'un revenu « décent » et la création d'un service public du logement. « Nous nous prononcerons sur certains des points des programmes et sur les grands thèmes de la campagne comme la fiscalité, les retraites, la réduction des inégalités ou l'équilibre écologique », indique Pierre KHALFA, membre fondateur d'Attac.

16.01.07 – Les Etats généraux de la condition pénitentiaire, organisés par l'Observatoire international des prisons (avec la Ligue des droits de l'homme, Emmaüs, des représentants de magistrats, d'avocats et du personnel pénitentiaire) rendent publics les résultats d'une consultation auprès des candidats à l'élection présidentielle. Tous ou presque ont répondu à un questionnaire et s'engagent à mettre en œuvre une loi de réforme pénitentiaire garantissant les droits des détenus, à l'exception de Jean-Marie LE PEN qui prône la construction de nouvelles prisons ou de Philippe de VILLIERS, qui n'a pas répondu. Nicolas SARKOZY plaide pour une loi sans reprendre *stricto sensu* les propositions des Etats généraux.

17.01.07 – Interrogé dans le *Monde* (18 janvier) sur l'Europe, Jean-Pierre CHEVENEMENT, président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC) précise ce que doivent être, selon lui, les positions de la France : « une réorientation de la construction européenne, la réforme des statuts de la Banque centrale, la lutte contre l'euro cher ». Les règles de fonctionnement de la Commission doivent également être rediscutées. « C'est à Mme ROYAL de faire ses choix (...) et de réaliser ce dépassement du oui et du non sur une base dynamique, en ne méconnaissant pas les aspirations profondes de l'électorat de gauche. La synthèse est possible », estime-t-il.

Après avoir rencontré à Luxembourg le premier ministre Jean-Claude JUNKER, la candidate socialiste se prononce pour un nouveau référendum en France, en 2009, « sur un traité qui permette aux institutions européennes de fonctionner ». « Je ne veux pas que les Français pénalisent les pays européens qui se sont déjà prononcés, précise-t-elle. Ce que je souhaite, c'est qu'il y ait un volet social et que les droits des travailleurs soient pris en considération en Europe ».

18.01.07 – Ségolène ROYAL annonce sa décision de suspendre pendant un mois Arnaud MONTEBOURG de sa fonction de porte-parole de campagne. La veille, invité du Grand Journal de Canal + le député de Saône-et-Loire avait lancé : « le seul défaut de Ségolène ROYAL, c'est son compagnon », François HOLLANDE, premier secrétaire du Parti socialiste. Cet épisode vient envenimer le climat déjà tendu au PS, après les controverses sur la fiscalité et la conduite de la campagne de Ségolène ROYAL. Sur France 3, la candidate socialiste reconnaît « des tensions ».

18.01.07 – Dans une interview au *Monde* (19 janvier) Dominique VOYNET candidate des Verts affirme que si Nicolas HULOT se lance dans l'aventure présidentielle, elle maintiendra sa candidature. « Ne pas avoir de candidat Vert, c'est mettre en péril l'existence d'un groupe parlementaire à l'Assemblée » (...) et « la mobilisation des voix écologistes à gauche pour le second tour », assure-t-elle.

Interrogée sur les hausses d'impôts pour les contribuables gagnant plus de 4000 euros net par mois, Dominique VOYNET manifeste son accord avec cette mesure.

18.01.07 – En dévoilant son patrimoine le 16 janvier pour couper court à des rumeurs, Ségolène ROYAL amène les autres candidats à déclarer publiquement le leur, ce qui relance le débat sur l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. Les candidats à la présidence de la République sont tenus de faire une déclaration de l'état de leur patrimoine sous pli scellé au Conseil constitutionnel et seul le patrimoine de celui d'entre eux qui est élu par les Français est rendu public.

19.01.07 – Les candidats à l'élection présidentielle devraient bénéficier d'un délai supplémentaire d'une semaine pour collecter les 500 parrainages nécessaires. L'envoi des formulaires de parrainage aux 34 000 élus concernés et le début de la collecte par le Conseil constitutionnel des formulaires remplis pourraient débiter le 22 février au lieu du 1er mars initialement prévu, la date limite pour les renvoyer restant fixée au 16 mars à 18 heures. La liste des candidats admis à participer à l'élection présidentielle sera publiée le 20 mars.

19.01.07 – L'équipe de Jean-Marie LE PEN pose des conditions à la participation du Mouvement national républicain (MNR) à la campagne du candidat du Front national. Ainsi des restrictions sont émises à l'utilisation de la formule « Union patriotique », « qui ne peut être utilisée sans l'accord de M. LE PEN », précise le secrétaire général du Front national, Louis ALIOT. Celui-ci indique également qu'un responsable du MNR ne doit pas prendre la parole dans une réunion publique du FN.

Deux jours auparavant, coupant court à la polémique interne au Front national sur la place à accorder à Bruno MÉGRET président du MNR dans sa campagne, Jean-Marie LE PEN avait déclaré au *Monde* (18 janvier) : « chaque organisation soutenant ma candidature dans le cadre de l'Union patriotique fera campagne chacune de son côté, parallèlement au Front national », le président du FN se réservant le droit d'y déroger « au coup par coup ».

« Ces décisions sont contraires à la stratégie voulue par M. LE PEN en créant l'Union des patriotes, mais j'ai bien compris qu'il y avait au FN un courant mené par Marine LE PEN et Louis ALIOT pour torpiller [cette] Union », a déclaré au *Monde* Bruno MÉGRET.

19.01.07 – Arlette LAGUILLER candidate de Lutte ouvrière annonce qu'elle dispose « d'un petit peu plus que les 500 promesses » de parrainages nécessaires. Elle souhaite « bonne chance aux camarades de la LCR », Alain KRIVINE ayant indiqué que le candidat de la LCR, Olivier BESANCENOT, disposait actuellement « d'un peu moins de 400 promesses ».

19.01.07 – En campagne à Roubaix (Nord), Ségolène ROYAL émet une proposition nouvelle en faveur du logement social : la mise en vente à moitié prix des terrains et logements appartenant à l'État pour les collectivités locales qui veulent construire des logements sociaux.

Dans un entretien à *La voix du Nord* la candidate socialiste dit vouloir « réajuster » les lois Aubry sur les 35 heures pour « gommer leurs effets négatifs ». Le projet du Parti socialiste prévoit quant à lui d'étendre les 35 heures à tous les salariés. Trois jours auparavant, Ségolène ROYAL avait critiqué sur RTL « l'application uniforme et technocratique » des 35 heures et indiqué qu'elle

souhaitait les réformer « dans l'intérêt du développement économique et de la compétitivité [des entreprises] », pour leur donner de « l'agilité ».

20.01.07 – Devant près de deux mille sympathisants réunis à La Mutualité à Paris Philippe DE VILLIERS affirme vouloir être « celui qui empêche la droite de trahir ses électeurs ». Il critique « les concessions permanentes du ministre de l'Intérieur au politiquement correct de gauche », défend l'abrogation des 35 heures, « la suppression de l'ISF », et condamne également le droit au logement opposable. Le président du conseil général de Vendée rappelle par ailleurs son hostilité au « contrat d'union civique » proposé par l'UMP pour les couples homosexuels, de même qu'au droit de vote des étrangers aux élections locales, préconisé par Nicolas SARKOZY « à titre personnel ».

20.01.07 – Sur France 5, au cours de l'émission « Chez FOG », Nicolas SARKOZY indique qu'il quittera le ministère de l'Intérieur « quelques semaines avant » le premier tour de l'élection présidentielle. Invité à préciser cette date, certains dans son entourage la situant à l'issue de la session parlementaire, à la fin du mois de février, le ministre de l'Intérieur répond : « si on le dit, c'est qu'il doit y avoir des éléments ».

21.01.07 – Devant quelque 700 délégués des « collectifs unitaires antilibéraux », nés des comités pour le non au référendum européen de 2005, réunis ce week-end à Montreuil (Seine-Saint-Denis), José BOVÉ annonce qu'il indiquera le 1er février s'il est finalement ou non candidat à l'élection présidentielle. Le leader altermondialiste donne toutefois une indication sur son état d'esprit actuel, en lançant : « Si vous avez envie d'y aller, moi aussi j'ai envie d'y aller ». Dans l'hypothèse où il serait candidat, José Bové défendra les 125 propositions qui avaient été élaborées par les « collectifs unitaires antilibéraux » en octobre. Il a également appelé la secrétaire nationale du PCF, Marie-George BUFFET, et le porte-parole de la LCR Olivier BESANCENOT à renoncer à leurs candidatures.

21.01.07 – Dans le cadre d'un « banquet patriotique » à la Plaine Saint-Denis, devant un millier de personnes, Jean-Marie LE PEN présente son programme en matière de politique de la famille : mise en place d'un « statut fiscal et social » pour le père ou la mère de famille, création d'un « prêt familial au logement », promotion de « l'adoption parentale » pour permettre à tout couple qui ne peut pas avoir d'enfant « d'adopter l'enfant d'une femme qui ne veut pas le garder », augmentation des allocations familiales « qui seraient réservées aux familles françaises ». Jean-Marie LE PEN avance que « le vrai bilan démographique c'est hélas l'effondrement des naissances françaises », ajoutant : « le nombre de naissances par femme française est plus proche de 1,66 que de 2 ». En marge de cette réunion, Le président du FN reconnaît au cours d'une conférence de presse que la recherche des signatures est « très difficile ».

21.01.07 – Invité hier du Grand rendez-vous Europe 1-TV5-Le Parisien, Alain JUPPE réaffirme son soutien à Nicolas SARKOZY. « Mon souci c'est d'aider notre candidat dans la campagne pour développer ses idées sur un certain nombre de sujets », précise-t-il, tout en reconnaissant qu'une candidature de Jacques CHIRAC « créerait une situation nouvelle » qu'il prendrait en compte.

21.01.07 – Sur Canal+, Ségolène ROYAL déclare souhaiter l'exclusion du parti socialiste de Georges FRÊCHE, président de la région Languedoc-Roussillon, mis en cause pour avoir déploré la proportion de joueurs noirs dans l'équipe de France de football. Mme ROYAL avait tenu sur RTL, le 17 janvier des propos plus conciliants : au lendemain de l'annonce par M. FRÊCHE de sa mise « en congé » du PS « jusqu'après l'élection présidentielle », la candidate avait indiqué : « Ce qu'il a fait est bien, on peut en rester là ».

22.01.07 – Nicolas HULOT annonce qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle, et ce pour trois raisons. Il indique d'abord qu'il choisit de faire confiance à la parole et à l'engagement des candidats qui ont signé son pacte écologique – ce qui implique de lever sa menace de candidature ; à l'exception d'Arlette LAGUILLER, Olivier BESANCENOT, Philippe DE VILLIERS et Jean-Marie LE PEN, la plupart des candidats à l'élection.

20.01.07 – Devant près de deux mille sympathisants réunis à La Mutualité à Paris Philippe DE VILLIERS affirme vouloir être « celui qui empêche la droite de trahir ses électeurs ». Il critique « les concessions permanentes du ministre de l'Intérieur au politiquement correct de gauche », défend l'abrogation des 35 heures, « la suppression de l'ISF », et condamne également le droit au logement opposable. Le président du conseil général de Vendée rappelle par ailleurs son hostilité au « contrat d'union civique » proposé par l'UMP pour les couples homosexuels, de même qu'au droit de vote des étrangers aux élections locales, préconisé par Nicolas SARKOZY « à titre personnel ».

20.01.07 – Sur France 5, au cours de l'émission « Chez FOG », Nicolas SARKOZY indique qu'il quittera le ministère de l'Intérieur « quelques semaines avant » le premier tour de l'élection présidentielle. Invité à préciser cette date, certains dans son entourage la situant à l'issue de la session parlementaire, à la fin du mois de février, le ministre de l'Intérieur répond : « si on le dit, c'est qu'il doit y avoir des éléments ».

21.01.07 – Devant quelque 700 délégués des « collectifs unitaires antilibéraux », nés des comités pour le non au référendum européen de 2005, réunis ce week-end à Montreuil (Seine-Saint-Denis), José BOVÉ annonce qu'il indiquera le 1er février s'il est finalement ou non candidat à l'élection présidentielle. Le leader altermondialiste donne toutefois une indication sur son état d'esprit actuel, en lançant : « Si vous avez envie d'y aller, moi aussi j'ai envie d'y aller ». Dans l'hypothèse où il serait candidat, José Bové défendra les 125 propositions qui avaient été élaborées par les « collectifs unitaires antilibéraux » en octobre. Il a également appelé la secrétaire nationale du PCF, Marie-George BUFFET, et le porte-parole de la LCR Olivier BESANCENOT à renoncer à leurs candidatures.

21.01.07 – Dans le cadre d'un « banquet patriotique » à la Plaine Saint-Denis, devant un millier de personnes, Jean-Marie LE PEN présente son programme en matière de politique de la famille : mise en place d'un « statut fiscal et social » pour le père ou la mère de famille, création d'un « prêt familial au logement », promotion de « l'adoption parentale » pour permettre à tout couple qui ne peut pas avoir d'enfant « d'adopter l'enfant d'une femme qui ne veut pas le garder », augmentation des allocations familiales « qui seraient réservées aux familles françaises ». Jean-Marie LE PEN avance que « le vrai bilan démographique c'est hélas l'effondrement des naissances françaises », ajoutant : « le nombre de naissances par femme française est plus proche de 1,66 que de 2 ». En marge de cette réunion, Le président du FN reconnaît au cours d'une conférence de presse que la recherche des signatures est « très difficile ».

21.01.07 – Invité hier du Grand rendez-vous Europe 1-TV5-Le Parisien, Alain JUPPE réaffirme son soutien à Nicolas SARKOZY. « Mon souci c'est d'aider notre candidat dans la campagne pour développer ses idées sur un certain nombre de sujets », précise-t-il, tout en reconnaissant qu'une candidature de Jacques CHIRAC « créerait une situation nouvelle » qu'il prendrait en compte.

21.01.07 – Sur Canal+, Ségolène ROYAL déclare souhaiter l'exclusion du parti socialiste de Georges FRÊCHE, président de la région Languedoc-Roussillon, mis en cause pour avoir déploré la proportion de joueurs noirs dans l'équipe de France de football. Mme ROYAL avait tenus sur RTL, le 17 janvier des propos plus conciliants : au lendemain de l'annonce par M. FRÊCHE de sa mise

« en congé » du PS « jusqu'après l'élection présidentielle », la candidate avait indiqué : « Ce qu'il a fait est bien, on peut en rester là ».

22.01.07 – Nicolas HULOT annonce qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle, et ce pour trois raisons. Il indique d'abord qu'il choisit de faire confiance à la parole et à l'engagement des candidats qui ont signé son pacte écologique – ce qui implique de lever sa menace de candidature ; à l'exception d'Arlette LAGUILLER, Olivier BESANCENOT, Philippe DE VILLIERS et Jean-Marie LE PEN, la plupart des candidats à l'élection présidentielle ont en effet signé ce pacte. La deuxième raison invoquée est que sa candidature aurait « entraîné à leur corps défendant tous ceux qui se battent pour la cause », sans qu'il soit certain de fédérer l'écologie politique et donc assuré de faire un bon score, ce qui aurait considérablement décrédibilisé son combat. Enfin, Nicolas HULOT renonce pour ne pas perdre son « rôle essentiel de médiateur entre la société civile et politique, la communauté scientifique et l'opinion ». Il précise en outre qu'il ne soutiendra personne dans cette campagne présidentielle, ni n'indiquera, parmi les réponses de Dominique VOYNET, Ségolène ROYAL et Nicolas SARKOZY, lesquelles sont les plus adaptées selon lui au défi écologique.

22.01.07 – Après avoir reçu lundi, au siège du Parti Socialiste, l'indépendantiste André BOISCLAIR, président du Parti québécois, Ségolène ROYAL est interrogée par des journalistes canadiens. L'un d'eux la questionnant sur ses « affinités avec la question de la souveraineté », elle répond : « Elles sont conformes aux valeurs qui nous sont communes, c'est-à-dire la liberté et la souveraineté du Québec ». Ce propos suscite de vives protestations au Canada, jusqu'au niveau du premier ministre, Stephen HARPER, qui a dénoncé cette ingérence.

23.01.07 – Dans un entretien publié dans le *Monde* daté de ce jour, Nicolas SARKOZY développe un certain nombre de propositions économiques d'inspiration libérale : réduction des droits de succession, intégration de la CSG dans un « bouclier fiscal » qui serait abaissé de 60 % à 50 % des revenus, exonération de charges sociales et d'impôt pour les heures supplémentaires, mise à contribution de la formation professionnelle pour équilibrer le budget de l'Etat. *In fine*, l'objectif qu'il poursuit est de réduire de quatre points la part des prélèvements dans le produit intérieur brut (45,3 % aujourd'hui). Pour l'ISF, il envisage d'instaurer un abattement « par exemple jusqu'à 50 000 euros, à condition d'investir dans les PME ».

S'agissant de des régimes d'assurance sociale, il affirme que le « droit à la retraite à 60 ans doit demeurer » - mais ceux que « cela intéresse » pourront « travailler jusqu'à 70 ans ». Pour l'assurance-maladie, le Président de l'UMP envisage d'instaurer une « franchise modeste par famille » sur les « premiers euros de dépenses annuelles en consultations médicales ou en examens biologiques » : son niveau sera ajusté en fonction de l'évolution des dépenses de santé.

23.01.07 – Réagissant sur Europe 1 aux propositions fiscales de Nicolas SARKOZY, Ségolène ROYAL indique qu'il « n'est pas responsable » de réduire de quatre points le taux de prélèvements obligatoires comme il le souhaite, étant donné « le niveau d'endettement de la France et son déficit ». La candidate socialiste incline plutôt vers une stabilisation des prélèvements obligatoires, conciliant « une plus juste répartition », avec l'impératif de « renforcer l'efficacité des services publics ».

Ségolène ROYAL fait également part de son intention de « renforcer la législation et la réglementation dans le domaine des délocalisations ». S'agissant enfin des régimes spéciaux de retraite, elle est en faveur d'une « discussion globale ». Elle trouve « choquant » que M. SARKOZY évoque la possibilité de travailler jusqu'à 70 ans, compte tenu du chômage actuel des jeunes et des seniors.

23.01.07 – Marie-George BUFFET tient au Zénith de Paris le premier grand meeting de sa campagne devant plusieurs milliers de personnes venues en car de toutes les régions de France. Officiellement en disponibilité de son parti, elle refuse d'évoquer la possible candidature de José BOVE. Au PCF, on estime que cette éventualité « ne ferait qu'ajouter de la division et de la confusion ».

23.01.07 – François HOLLANDE critique vivement la nomination de Michel BOYON à la présidence du CSA par Jacques CHIRAC. Il juge « extrêmement grave » que l'ancien directeur de cabinet de Jean-Pierre RAFFARIN à Matignon soit amené à diriger un organisme « chargé du respect du pluralisme » pendant la campagne présidentielle. Il indique que, s'il remporte l'élection présidentielle, le PS reviendra sur le mode de désignation du CSA et réformera cette institution.

25.01.07 – Ancien collaborateur de Michel ROCARD, aujourd'hui député apparenté UDF des Yvelines, Christian BLANC déclare soutenir Nicolas SARKOZY dans *Le Figaro*.

25.01.07 – A la suite d'un article du *Canard enchaîné* selon lequel les Renseignements généraux auraient enquêté sur son passé sur ordre du cabinet de Nicolas SARKOZY, Bruno REBELLE, ex-directeur de Greenpeace France, actuel conseiller en matière d'environnement de Ségolène ROYAL annonce qu'il porte plainte contre X pour « atteinte à l'intimité de la vie privée ». La direction des RG reconnaît l'existence d'une fiche au nom de REBELLE mais indique qu'elle a été « actualisée automatiquement et sans ordre », lors de la nomination de l'ancien directeur de Greenpeace dans l'équipe ROYAL. La veille, François HOLLANDE s'était appuyé sur cet incident pour réclamer une nouvelle fois le départ de Nicolas SARKOZY du ministère de l'Intérieur, De son côté, celui-ci indique qu'il n'a pas commandé d'enquête sur le conseiller de Ségolène ROYAL.

26.01.07 – A Nantes (Loire-Atlantique) où elle tient le premier grand meeting de sa campagne, devant plus de 900 personnes, Dominique VOYNET refuse de commenter le faible score que lui prêtent les sondages. Elle indique avoir « choisi la révolution écologique » et se prévaut de l'appui de ses prédécesseurs, Noël MAMERE pour la présidentielle de 2002 et Daniel COHN-BENDIT pour les européennes de 1999. Elle réclame qu'il y ait « dans le bouquet de la gauche, beaucoup d'écologie ». Critiquant Ségolène ROYAL pour sa « propension inquiétante à surfer sur ce qu'on croit être la volonté de l'opinion », elle l'appelle à « dire ce qu'elle veut faire » et non « ce que chacun veut entendre ».

Parmi les mesures qu'elle préconise figurent la taxation du kérosène aérien, une TVA majorée de 33 % sur les produits toxiques pour l'environnement, une réduction du budget militaire, la création sur cinq ans d'un million de logements sociaux de haute qualité environnementale et l'abandon de tous les projets d'autoroute nouvelle. En matière fiscale, elle se prononce également pour le retour au taux d'impôt sur le revenu de 2000, une « pénalisation des mauvais comportements sociaux et environnementaux des entreprises » et un point d'augmentation de la CSG.

Semaine du 27 janvier au 2 février 2007

27.01.07 – Lors d'un « banquet patriotique » à Yvetot (Seine-Maritime) Jean-Marie LE PEN trace le tableau d'une « société d'insécurité » qu'il juge « de plus en plus dangereuse ». « On a peur dans la rue, on a peur au travail, on a peur à table », déclare le candidat du Front national en dénonçant une « explosion de la délinquance et de la violence ». « La première raison de cette insécurité réside dans l'immigration », affirme-t-il.

27.01.07 - En tournée aux Antilles, Ségolène ROYAL ajuste son discours pour y inclure « plus de politique », certains socialistes s'étant inquiétés des effets de sa méthode « participative ». Lors

d'un meeting aux Abymes (Guadeloupe), elle oppose la loi Taubira de 2001, « voulue » par la gauche, qui reconnaît l'esclavage comme un crime contre l'humanité, à « la loi profondément choquante, pour ne pas dire scélérate de 2005 », qui faisait mention, avant d'être retirée, du « caractère positif » de la colonisation. « C'est la gauche qui en 1981 a réalisé l'égalité des droits sociaux pour l'outre-mer que la droite avait toujours refusée » déclare-t-elle. Critiquant le « désengagement » actuel de l'État, la candidate socialiste promet de rétablir les crédits supprimés et préconise une série de mesures adaptées à la région, comme celle de demander aux employeurs de « favoriser le recrutement local ». Elle envisage également d'étudier la façon de régionaliser les concours administratifs. « Aidez-moi à me soustraire à la médiocrité de la politique », a lancé Ségolène ROYAL, après les attaques personnelles qui l'avaient visée les jours précédents. « Nou ké cassé ça » (on va changer les choses), a-t-elle conclu en créole.

28.01.07 – Invité du « Grand Rendez-vous » sur Europe 1, Jean-Louis BIANCO co-directeur de campagne de Ségolène ROYAL prend la défense de la candidate socialiste, assurant qu'il n'y avait pas eu « gaffe » de sa part, qu'il s'agisse de ses déclarations sur la « souveraineté » du Québec, de son évocation humoristique de l'indépendance de la Corse suscitée par le canular téléphonique d'un imitateur, de son estimation inexacte du nombre des sous-marins nucléaires français ou de ses prises de position aux Antilles. Il dénonce une « campagne organisée [par] la meute de l'UMP, toujours prête à relever quelque chose ».

28.01.07 – Devant 600 personnes réunies pour un « banquet patriotique », le candidat souverainiste Nicolas DUPONT-AIGNAN appelle « tous les Français qui ont voté non » lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen « à [le] rejoindre pour faire échec au funeste plan des oligarchies européennes ». Selon lui, ni Ségolène ROYAL ni Nicolas SARKOZY « n'ont compris qu'aucun redressement du pays ne sera possible sans une réorientation profonde de la construction européenne ». Il propose notamment un référendum « sur le retour au franc ». Ces prises de position ainsi que d'autres propositions sur « la renationalisation des autoroutes, d'EDF-GDF » et « le maintien du monopole de La Poste comme de la SNCF » lui valent, depuis son départ de l'UMP, le soutien de chevènementistes, tels André VIANESSE, leader de la campagne du non dans le Rhône et Olivier PRUGNEAU ancien secrétaire départemental du Mouvement républicain et citoyen (MRC) de Meurthe-et-Moselle, qui ont désapprouvé le ralliement de Jean-Pierre CHEVENEMENT à Ségolène ROYAL.

29.01.07 – Au cours de l'émission France Europe Express sur France 3, Dominique VOYNET se déclare en phase avec « la démocratie participative » prônée par Ségolène ROYAL, « sauf qu'il faudra bien à un moment donné clarifier quel est le projet et à quel point le Parti socialiste se sent engagé ». La candidate des Verts exclut de négocier à n'importe quel prix avec le PS, « comme l'a fait M. Chevènement, parce qu'il a mangé son chapeau sur le contenu, il a changé d'avis sur à peu près tout ce à quoi il croyait ».

29.01.07 – En déplacement à Nîmes (Gard) François BAYROU affirme incarner « le vote protestataire utile ». « Des millions de Français attendent un choix crédible et républicain. Ils ne veulent pas être enfermés dans le matraquage qu'on leur impose. Avant ils se tournaient vers les extrêmes. Aujourd'hui, je suis ce choix républicain », explique-t-il. Selon un sondage de l'Institut LH2 pour RMC, BFM TV et le quotidien *20 minutes* publié ce jour, le candidat de l'UDF est crédité de 14% d'intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle (contre 10% au président du Front national Jean-Marie LE PEN). Le 21 avril 2002, François BAYROU avait obtenu 6,84% des suffrages exprimés.

29.01.07 – Interrogée sur la probable candidature de José BOVÉ à l'élection présidentielle, Marie-George BUFFET déclare sur France Inter que « c'est une candidature de trop » et « une candidature de plus dans l'émiettement de la gauche ». « L'heure est au rassemblement » plaide-

t-elle, ajoutant à l'adresse du leader altermondialiste que « la porte est toujours ouverte » et « que l'on peut toujours se retrouver ».

Au Parti socialiste, les réactions à cette éventuelle candidature sont nuancées. « Une candidature de plus n'est jamais une bonne nouvelle » déclare Ségolène ROYAL au *Monde* (30 janvier), ajoutant qu'elle a toujours entretenu avec José BOVE une « relation plutôt bonne ». François HOLLANDE estime que « la multiplication des candidatures dans la gauche alternative aura pour effet d'amplifier la dispersion » mais que « Bové se dit prêt à tout faire au second tour pour battre la droite », ce qui le distingue de Olivier BESANCENOT. « Le PS ne doit pas s'en mêler, d'autant que quelque chose de positif peut en surgir », assure de son côté Jean-Christophe CAMBADELIS, député de Paris proche de Dominique STRAUSS-KAHN.

29.01.07 – Lors d'une conférence de presse au siège du PCF, Marie-George BUFFET présente un programme qui veut répondre à « l'urgence sociale » : « sécurisation des parcours professionnels notamment avec « l'abrogation pure et simple du contrat nouvelles embauches (CNE) » et « la conversion des emplois précaires en emplois stables » ; mise en place d'« un véritable service public de l'habitat » avec « la réquisition des logements vides » et la construction de 600 000 logements sociaux en cinq ans ; hausse du SMIC à 1 500 euros dès le 1er juillet 2007 et relèvement des minima sociaux de 300 euros. La candidate communiste indique que ces mesures seront financées par une « fiscalité intelligente » : un impôt sur le revenu plus progressif avec dix tranches au lieu de cinq, un doublement de l'ISF jusqu'à 1,2 million d'euros et un triplement au-delà et la modulation de l'impôt sur les sociétés selon l'utilisation des bénéficiaires.

29.01.07 – Olivier BESANCENOT, le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, indique sur RMC info qu'il a obtenu 405 promesses de parrainage sur les 500 nécessaires.

29.01.07 – Invitée de RTL, Corinne LEPAGE déclare disposer de « 428,429 » promesses de parrainage. La candidate de Cap 21 « propose un 'new deal écologique' aux Français : ce sont 330 mesures d'ordre économique pour créer 300 000 emplois dans les cinq ans qui viennent ». « Je propose de mettre immédiatement en place 'le facteur 4' dont tout le monde parle, c'est-à-dire de réduire d'ici 2050 nos émissions de gaz à effet de serre (...) de quatre », précise-t-elle notamment avant de conclure à « l'urgence écologique ».

29.01.07 – Dans un entretien à *La Tribune*, Xavier BERTRAND, porte-parole de Nicolas SARKOZY précise un certain nombre des propositions du candidat de l'UMP. Son intention n'est finalement pas de généraliser la formule du Contrat nouvelles embauches (CNE), destiné depuis sa création en août 2005 aux entreprises de moins de 20 salariés. L'inspiration du contrat de travail unique qu'il propose de mettre en place sera puisée dans « le modèle danois », « pour offrir davantage de sécurité aux salariés et davantage de souplesse pour les entreprises », explique Xavier BERTRAND. « La période d'essai n'excédera pas trois à six mois, la motivation du licenciement sera nécessaire », indique au *Monde* (30 janvier) Emmanuelle MIGNON, rédactrice du projet de l'UMP.

Nicolas SARKOZY entend ensuite instaurer de « nouvelles règles » du droit de grève qui « s'appliqueront dans les entreprises en charge d'un service public, dans les universités et les administrations » : un vote devra décider au bout de huit jours si la grève se poursuit, explique Xavier BERTRAND à *La Tribune*. Revenant sur la proposition du candidat de l'UMP d'établir une franchise sur les soins payés par chaque famille, il explique que le système de franchise préconisé serait « annuel » et ne pénaliserait pas les plus malades. Nicolas SARKOZY propose également la création d'une nouvelle branche de la Sécurité sociale pour répondre au vieillissement de la population et au défi de la dépendance, dont le financement pourrait provenir « notamment de l'élargissement de l'assiette sur la consommation, avec un examen attentif de ce qui se fait en

Allemagne ». Au 1er janvier 2007, le gouvernement allemand a augmenté le taux normal de TVA de 13 à 19%.

29.01.07 – Selon *Le Monde* (daté du 30 janvier), l'Association pour le droit de mourir dans la dignité doit envoyer, dans les jours prochains, un livre blanc aux candidats à l'élection présidentielle et aux élus, intitulé « *Fin de vie, une nouvelle loi est indispensable* ». L'ADMD souhaite relancer la discussion sur la dépénalisation de l'euthanasie et projette d'inviter les candidats, début mars, à une grande soirée débat.

L'élaboration d'une nouvelle législation « sur l'assistance médicalisée pour mourir dans la dignité », qui aurait « pour objet de permettre aux médecins d'apporter une aide active aux personnes en phase terminale de maladie incurable ou placées dans un état de dépendance qu'elles estiment incompatible avec leur dignité » figure dans le projet du Parti socialiste. En revanche l'UDF et l'UMP s'en tiennent à la loi du 22 avril 2005 qui instaure un droit au « laisser mourir ».

30.01.07 – Invité de RTL, François BAYROU indique que s'il est élu, il nommera « un gouvernement d'union, de rassemblement de gens compétents qui viendront des deux camps ». Mais il ne dit pas avec qui et refuse aussi de répondre à toute question sur son choix en cas de duel Sarkozy-Royal au second tour. Cette question est « un piège », explique-t-il, et s'il acceptait d'y répondre, cela voudrait dire que sa « démarche de renouvellement de la politique n'est pas sincère » et qu'il « roule pour un camp ou pour un autre ».

30.01.07 – En visite à Londres, Nicolas SARKOZY salue le bilan de Tony BLAIR : il fait l'éloge « [du] pragmatisme et [de] l'ouverture en politique » et « d'un pays en plein emploi qui a su se moderniser ». Revenant sur sa proposition de créer en France des agences d'emploi en fusionnant l'Assedic et l'ANPE, il déclare « [s'] engager à atteindre le plein emploi ». Devant quelque 2 000 expatriés, le candidat de l'UMP déclare : « Nous ne défendrons pas une exception française qui voudrait rester à l'écart des changements du monde ».

31.01.07 – Nicolas SARKOZY dément sur Europe 1 les affirmations du *Canard enchaîné* de ce jour sur l'existence d'une enquête des Renseignements généraux sur le patrimoine du couple Royal-Hollande. Les qualifiant de « mensonges » et de « calomnie », il accuse le Parti socialiste de « faire diversion ». Mis en cause par les polémiques sur l'utilisation abusive de moyens policiers, Nicolas SARKOZY n'entend pas céder à la pression et annonce qu'il quittera le ministère de l'Intérieur le 9 avril « au plus tard », date du début de la campagne officielle.

31.01.07 – La baisse dans les sondages des intentions de vote pour Ségolène ROYAL inquiète le Parti socialiste, selon *Le Monde* (1er février). Sur son site Internet, Laurent FABIUS demande à la candidate de présenter « un projet réel et novateur de transformation sociale et de développement durable ». « Assumons notre opposition frontale au gouvernement », plaide-t-il.

Lors de l'émission « Questions d'info LCP/*Le Monde*/France-Info », Jean-Louis BIANCO, co-directeur de campagne de la candidate socialiste admet des « erreurs » et une phase de « recul », estimant que « le style de campagne choisi par Ségolène ROYAL aujourd'hui ne conduit pas à mettre en avant ses propositions ». Mais ce recul n'est pas, selon lui, « un fait dramatique ».

31.01.07 – Invités par Nicolas HULOT à venir officiellement confirmer leur soutien à son Pacte écologique, dix candidats à la présidence de la République ont pris tour à tour la parole au musée des Arts premiers à Paris, devant un public de 300 personnes dont des représentants du milieu associatif écologiste et une cinquantaine de signataires anonymes du Pacte. Tous ont affirmé leur volonté de répondre à « l'urgence écologique » et approuvé la création d'un vice-premier ministre

du développement durable, excepté Marie-George BUFFET et Nicolas SARKOZY qui lui préfère la constitution d'un « grand ministère du développement durable ».

31.01.07 – Dans une interview au *Figaro*, Nicolas SARKOZY « revendique [son] adhésion aux valeurs de droite » au premier rang desquelles il met « la valeur travail, dont l'oubli résume à mes yeux toute la crise morale française. Le travail a été délaissé par la droite et trahi par la gauche. Les socialistes ne parlent plus des travailleurs, c'est un signe. Je veux être le candidat du travail » affirme-t-il. « La deuxième valeur, c'est le respect. L'erreur de Mai 68, c'est d'avoir pensé faire le bonheur de l'élève en le considérant comme l'égal du maître ». « Enfin, il y a la valeur de responsabilité. Je considère qu'il n'existe pas de droit sans devoir en contrepartie », ajoute-t-il.

01.02.07 – José BOVE annonce officiellement sa candidature à l'élection présidentielle, lors d'une conférence de presse à la Bourse du travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). « Il est temps de décréter l'insurrection électorale contre le libéralisme économique » déclare-t-il. Le leader altermondialiste veut être « le porte-voix des sans-voix » et entend « incarner la volonté commune de battre la droite et l'extrême droite et redonner l'espoir d'une alternative à gauche ». Avec plus de 35 000 signatures de la pétition « Unis avec José Bové » et déjà 200 promesses de parrainage, selon Roland MERIEUX, l'un des responsables du mouvement des Alternatifs, José BOVE se dit assuré de répondre « à une forte demande de la population ».

Expliquant les raisons de sa candidature sur TF1, le candidat altermondialiste a jugé Ségolène ROYAL « un peu naïve, peut-être ». « Elle fait des projets, on ne sait pas vraiment lesquels. Elle ne s'attaque pas véritablement aux causes de la désespérance. Il est important aujourd'hui qu'il y ait une véritable alternative », a-t-il précisé.

01.02.07 – Le directeur des Renseignements généraux Joël BOUCHITÉ certifie dans *Le Monde* (2 février) que ses services n'ont « pas enquêté sur Ségolène Royal et son patrimoine immobilier ». Quant à Bruno REBELLE ex-dirigeant de Greenpeace et membre de l'équipe de campagne de Ségolène ROYAL, le directeur des RG confirme qu'une enquête a été menée : « Il s'agit pour nous d'un travail classique de renseignement sur des individus impliqués dans la contestation », explique-t-il.

01.02.07 – François HOLLANDE demande sur RTL le départ immédiat de Nicolas SARKOZY du ministère de l'Intérieur, après que les Renseignements généraux aient été mis en cause, le 31 janvier, sur le site du *Nouvel Observateur*, pour avoir réalisé « un recensement de sécurité » des riverains du quartier général de campagne de Nicolas SARKOZY, dans le 10^{ème} arrondissement de Paris. Interrogé par *Le Monde* (2 février), le préfet de police de Paris Pierre MUTZ estime que les vérifications faites dans les bâtiments autour du QG de Nicolas SARKOZY sont « tout à fait banales ».

01.02.07 – Lors de son dernier débat participatif à Grenoble, Ségolène ROYAL prône une « nouvelle donne » pour la jeunesse : création d'un droit au premier emploi, allocation d'autonomie pour les étudiants et jeunes travailleurs en difficulté, « bourses tremplin » et prêt à taux zéro de 10 000 euros pour épauler les jeunes créateurs d'entreprise, augmentation du nombre des emplois-tremplin (nouvelle version des emplois-jeunes mis en place dans les régions), construction confiée aux régions de logements réservés aux jeunes, « carte santé jeune » et contraception gratuite pour « toutes les jeunes filles de moins de 25 ans ».

La candidate socialiste doit révéler « les grandes orientations » de son projet présidentiel le 11 février.

02.02.07 – La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) qui exerce, pour le compte des citoyens qui le souhaitent, l'accès aux fichiers intéressant la sûreté de l'État, la défense et la sécurité publique, notamment ceux des Renseignements généraux, demande communication à la Direction centrale des RG de la fiche concernant Bruno REBELLE, conseiller de Ségolène ROYAL.

02.02.07 – Interrogé sur son attitude au second tour de l'élection présidentielle sur RTL, José BOVE indique qu'il appellera à voter pour Ségolène ROYAL « afin de battre Nicolas SARKOZY ». « On n'est pas là pour renvoyer dos à dos la droite et la gauche » car « c'est évident que nous sommes dans le camp de gauche », précise-t-il.

02.02.07 – Ségolène ROYAL demande à Bernard KOUCHNER d'engager une concertation sur le service civil pour les jeunes, qualifié cette fois « d'obligatoire » comme le stipule le projet du Parti socialiste alors que la veille, lors du débat participatif consacré à la jeunesse, elle avait évoqué un « service civil volontaire ».

L'idée de créer un service civique obligatoire pour les jeunes de 18 à 25 ans revient régulièrement dans le débat public depuis la suspension du service militaire en 1997. Mais plusieurs responsables d'organisations de lycéens et d'étudiants ont fait part depuis plusieurs mois de leurs réserves quant à ses modalités d'application et notamment son éventuel caractère obligatoire. François BAYROU prône cette idée depuis 2001. Nicolas SARKOZY s'est rallié au principe d'un service civil obligatoire en septembre 2006 et a précisé lors de son investiture le 14 janvier qu'il comporterait « un volet militaire ».

Semaine du 3 février au 9 février 2007

03.02.07 – En marge du conseil national interrégional (Cnir) des Verts, Dominique VOYNET considère que le programme de José BOVE a « un vrai déficit sur l'écologie ». De son côté, la nouvelle secrétaire nationale des Verts, Cécile DUFLOT, dénonce l'attitude du Parti socialiste dans la négociation électorale en cours entre les deux formations politiques. Les Verts veulent obtenir environ 35 circonscriptions réservées dans l'espoir d'obtenir un groupe à l'Assemblée nationale (20 députés). Or, le PS leur propose 20 circonscriptions, dont 15 gagnables. Dans l'hypothèse où les deux formations ne parviendraient pas à un accord, Cécile DUFLOT a agité la menace d'une rupture des alliances dans les exécutifs locaux.

Interrogé dans *Le Monde* du 6 février, Bruno LE ROUX, responsable du PS aux élections, explique que la proposition qu'il a formulée double le nombre potentiel de députés verts par rapport à l'accord de 1997, et évoque la possibilité de baisser le seuil de constitution d'un groupe parlementaire de 20 à 15 députés.

03.02.07 – L'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL) organise à Paris un débat entre candidats à la présidentielle et scientifiques sur l'homoparentalité. Marie-George BUFFET, après avoir rappelé que le « PC n'a pas toujours été linéaire sur ce sujet » souligne que son parti s'est prononcé depuis en faveur du mariage gay, de l'ouverture de l'adoption aux homosexuels et de l'IAD (insémination avec donneurs) pour les lesbiennes. Noël MAMERE, qui avait été le premier à célébrer un mariage gay, à Bègles, en 2004, et qui représente Dominique VOYNET, témoigne de la même ouverture chez les Verts. Au nom de Ségolène Royal, Patrick BLOCHE rappelle les deux propositions de loi déposées par le PS en juin 2006 sur le mariage et les conditions d'exercice de la parentalité. En revanche, l'UMP et l'UDF sont opposées au mariage et à l'adoption gays. Laurent WAUQUIEZ (UMP) propose de transformer le Pacs en un contrat célébré en mairie, et d'améliorer le statut du beau parent. Pour l'UDF, Jean-Christophe LAGARDE évoque la création d'un « contrat d'union sociale avec les mêmes droits que le mariage », et la possibilité d'adoption simple par le deuxième parent.

04.02.07 – A Paris, à l'occasion de son congrès, le mouvement *Alternative libérale* présente son programme fondé sur « la responsabilité, la liberté de circuler, de s'exprimer, d'échanger, de faire ses propres choix de vie ». Cette organisation, qui présente un candidat à l'élection présidentielle, Édouard FILLIAS, 27 ans, propose par exemple la liberté de choisir son assureur santé ou retraite, l'acceptation de la concurrence fiscale entre États membres de l'Union Européenne, mais aussi l'expérimentation de la vente libre du cannabis, la dépénalisation de l'euthanasie et la restriction des contrôles d'identité. *Alternative libérale* revendique 1 500 adhérents, et son candidat, Édouard FILLIAS, qui dit se sentir plus proche de François BAYROU que de Nicolas SARKOZY, assure avoir déjà obtenu 350 promesses de parrainages.

04.02.07 – Invité du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, François FILLON, principal conseiller de Nicolas SARKOZY pour la campagne présidentielle, explique pourquoi il ne renonce pas à prôner la « rupture », alors que le candidat a désormais banni ce terme de son vocabulaire, dans le but de rassembler et de rassurer. François FILLON pense qu'« il est temps de tourner la page et de mettre en place une nouvelle façon de gouverner notre pays », que Jacques CHIRAC n'est donc plus l'homme de la situation, mais il pense néanmoins que celui-ci, une fois sa décision annoncée, ne devrait « pas trop tarder » à s'engager publiquement en faveur de Nicolas SARKOZY.

Il estime d'autre part que l'idée, proposée par François BAYROU, candidat UDF à l'élection présidentielle, d'une coalition droite-gauche sur le modèle de celle qui gouverne aujourd'hui l'Allemagne « n'a pas de sens » en France.

05.02.07 – Inaugurant sur TF1 l'émission « J'ai une question à vous poser » face à un panel de 100 Français, le candidat de l'UMP, Nicolas SARKOZY réaffirme sa volonté de réformer les régimes spéciaux de retraite en 2008. Il critique les 35 heures : « A quoi ça sert, les RTT, si on ne peut pas payer de vacances à sa femme et ses enfants ? » Aux retraités comme aux actifs, il présente sa « martingale » : « travailler plus pour gagner plus ». Il propose par exemple d'autoriser le cumul emploi-retraite, d'élargir la liberté du choix du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite. Il confirme par ailleurs qu'il quittera ses fonctions de ministre de l'Intérieur environ un mois et demi avant l'élection présidentielle.

Au cours de l'émission, le candidat est vivement interpellé par quelques personnes. Il est notamment traité « d'homophobe » par un jeune homme lui reprochant de s'opposer au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels, et qualifié de « populiste » par un étudiant en droit lui reprochant des signaux adressés aux électeurs du Front national avec des formules telles que « la France, aimez-la ou quittez-la ». Après avoir évoqué certains « musulmans qui tuent des moutons dans leur appartement », le candidat se voit critiqué pour ce « propos raciste » par une jeune femme d'origine algérienne. Revenant sur le mot de « racaille », qu'il avait utilisé à Argenteuil en 2005, Nicolas SARKOZY affirme avoir simplement voulu distinguer les jeunes de « ceux qui foutent le feu à des bus ». Il assure d'autre part être « le ministre de l'Intérieur qui a fait le plus pour les musulmans de France ».

06.02.07 – Avec le soutien de *Libération*, le mensuel *Alternatives économiques* lance un appel intitulé « Pourquoi nous, soussignés, consentons à l'impôt ». Les signataires considèrent comme « légitime » d'être assujéti à l'impôt sur le revenu et éventuellement à l'impôt de solidarité sur la fortune. Ils avancent également qu'« un impôt progressif sur les successions est le corollaire indispensable des libertés économiques offertes par l'économie de marché ». Cet appel déplore que des candidats à la « magistrature suprême » proposent des mesures « démagogiques » en matière fiscale et justifient la « sécession sociale des plus riches ». Il souligne que les dépenses publiques « sont aussi un investissement, gage à la fois de justice et de dynamisme ». C'est pourquoi les signataires récusent « des baisses de la fiscalité dont la contrepartie serait l'insuffisance des moyens donnés à la protection sociale des plus pauvres, à l'éducation, à la recherche, à la santé, au logement ou encore à l'environnement. »

06.02.07 – Ancien militant communiste, l'essayiste Alain SORAL annonce officiellement son ralliement à la candidature de Jean-Marie LE PEN. L'écrivain, partisan de Jean-Pierre CHEVENEMENT en 2002, aujourd'hui proche de DIEUDONNE soutient le président du Front national car « seul un nationaliste possède les fondamentaux pour proposer une alternative » contre la déferlante « mondialiste et ultralibérale ». Se réclamant toujours du marxisme, Alain SORAL se présente aujourd'hui comme un « national républicain ».

06.02.07 – Lors du premier véritable meeting de sa campagne présidentielle, devant quelque 5 000 personnes dans la halle Carpentier, à Paris (XIII^e arrondissement), Ségolène ROYAL prononce un discours de combat, dans une ambiance surchauffée. Elle se pose en héritière de l'histoire de la gauche et de ses combats. Contre le « conglomérat de la finance et des médias », elle se dépeint en candidate qui veut « donner d'abord la parole au peuple ». « J'ai besoin de chacune et de chacun d'entre vous [...], de vos différences et de votre unité », lance-t-elle devant de nombreux responsables du Parti socialiste, dont notamment son ancien rival Dominique STRAUSS-KAHN. Au cours de cette soirée, Ségolène ROYAL se pose en candidate d'une « République nouvelle », celle « de la parole tenue ».

07.02.07 – Devant près de trois mille personnes réunies pour son premier grand meeting de campagne organisé à Aubagne, s'agissant de son score au premier tour de l'élection présidentielle, José BOVE indique qu'il rêve d'une « dynamique à deux chiffres ».

Son pourvoi en cassation étant refusé, sa condamnation à quatre mois de prison pour un fauchage de maïs OGM, prononcée en novembre 2005 à Toulouse, devient définitive. Mais le candidat à l'élection présidentielle précise qu'il ne demandera pas un aménagement de peine qui permet souvent d'éviter l'incarcération dans le cas des condamnations à moins d'un an de prison. L'arrêt de la cour de cassation va être d'abord adressé au procureur général de Toulouse (lieu de la condamnation) qui peut opter pour une incarcération immédiate, s'il estime que José BOVE met en danger les biens d'autrui. Dans le cas contraire, l'arrêt est transmis au procureur de Montpellier (siège de la cour d'appel du domicile). L'arrêt est enfin adressé au juge d'application des peines de Millau (lieu de résidence du condamné), qui a quatre mois pour le convoquer. En fonction de la rapidité avec laquelle ces différentes étapes sont franchies – les procureurs étant hiérarchiquement dépendants du ministre -, José BOVE sera ou non en prison au moment de l'élection présidentielle. Mais rien ne l'empêche d'y participer, dans la mesure où il n'a pas été privé de ses droits civiques par le tribunal.

07.02.07 – Nicolas SARKOZY exprime son « clair » soutien dans une lettre adressée à Philippe Val, directeur de la rédaction de *Charlie Hebdo*, à l'occasion de l'ouverture du procès intenté par la Mosquée de Paris et l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) à cet hebdomadaire. Certains de ses membres ayant brandi dans la journée la menace d'une démission collective, le bureau du Conseil français du culte musulman (CFCM), auquel appartiennent les deux organisations plaignantes, s'est réuni en urgence pour répondre aux propos du ministre. Cette réunion a débouché sur une « dénonciation de l'instrumentalisation de cette affaire par les chefs des partis politiques » : le courrier adressé au directeur de la rédaction de *Charlie Hebdo* était en effet à en-tête non pas du ministère de l'intérieur mais du candidat à l'élection présidentielle.

Ce geste vient après les critiques par le candidat de la polygamie, de l'excision et du « mouton qu'on égorge dans son appartement » formulées sur TF1 et le silence sur l'existence du CFCM, qu'il a pourtant largement contribué à créer, lors de la présentation de son bilan de ministre de l'Intérieur, en janvier.

07.02.07 – Participant à la nouvelle émission de LCI-*L'Express-Le Figaro*, « Les trois marches », Arlette LAGUIILLER indique qu'elle a obtenu « à peu près 500 promesses de signatures ». Dans

l'hypothèse où elle serait amenée à soutenir Ségolène ROYAL au deuxième tour de l'élection présidentielle, elle précise que ce serait « sans illusion ».

07.02.07 – Devant quelque 3 500 personnes venues l'écouter à Bordeaux, François BAYROU expose le « nouveau contrat social et républicain » qu'il entend mettre en oeuvre. Traitant de sa vision du modèle social français dans cette première grande réunion publique, il conteste la « loi du plus fort » qu'illustre bien d'après lui le projet de Nicolas SARKOZY, pour lui préférer la « loi du plus juste ». Il avance que la question de l'immigration ne se réglera qu'en partenariat avec l'Afrique. Sur l'école, « clé du lien social », il énonce : « Personne ne devra plus entrer en sixième sans savoir lire, écrire et compter ». M. BAYROU s'est dit décidé à imposer du logement social, et même « ultrasocial », dans tous les programmes de logement, « dans toutes les municipalités », désignant sans la nommer Neuilly-sur-Seine, la ville dont Nicolas SARKOZY, a longtemps été maire. S'agissant du chômage et de l'exclusion, il souhaite que toute personne « **réduite à l'inactivité** » se voie « **offrir une activité au service de la collectivité** ».

07.02.07 – Lors d'un discours prononcé à Toulon, au Zénith, devant environ 7 000 personnes Nicolas SARKOZY affirme : « Si tu veux devenir Français, tu dois être fier de la France. » Dans cette ville, un temps tenue par le Front national, dans une région, Provence-Alpes-Côte d'Azur, où vivent de nombreux rapatriés d'Afrique du Nord, le candidat à l'élection présidentielle écarte la possibilité que la France puisse se repentir de l'action qu'elle a menée en Algérie. Ancien membre du Front national, le maire de Nice, Jacques PEYRAT, était présent.

Le candidat propose d'autre part la création d'une union méditerranéenne, qui réunirait tous les pays du pourtour méditerranéen, sur le modèle de l'Union européenne, et il fait l'éloge « du métissage des cultures », « du mélange », et de la « diversité ».

08.02.07 – Dans une lettre à l'association France Terre d'asile, Ségolène ROYAL se déclare favorable à une régularisation des sans-papiers « sur critères ». Pour la candidate socialiste, il convient de prendre en compte la durée de la présence sur le territoire français, les attaches personnelles, la scolarisation et la possession ou la promesse d'un contrat de travail.

08.02.07 – Invité de l'émission « À vous de juger » sur France 2, Jean-Marie LE PEN, 78 ans, estime que son âge n'était pas un frein à sa candidature. Il invoque le précédent de CLEMENCEAU, qui était président du Conseil « à presque 80 ans ». Le président du Front national confirme par ailleurs qu'il n'a pas encore la certitude d'obtenir les 500 signatures de maires nécessaires à sa candidature.

Plutôt que de recourir à une augmentation du SMIC, Jean-Marie LE PEN préfère instaurer une allocation supplémentaire de 200 euros. Il propose enfin un service militaire volontaire de six mois qui permettrait de bénéficier d'avantages spécifiques, comme des « points supplémentaires dans les concours de la fonction publique ».

09.02.07 – Dans deux entretiens accordés au *Quotidien du Médecin* et au *Généraliste*, Nicolas SARKOZY se dit « favorable à la revalorisation de la consultation à 23 euros, au plus vite ». Interrogé sur le déficit de la l'assurance-maladie, le candidat à l'élection présidentielle se déclare « opposé à une maîtrise budgétaire et comptable qui se donnerait pour objectif de réduire les dépenses ». Il évoque comme piste la lutte contre les abus et gaspillages et l'instauration d'une ou de franchises imposées aux assurés, déjà évoquées sur TF1, ainsi que la nécessité de mieux « contrôler les dépenses liées à la CMU ».

09.02.07 – Dominique STRAUSS-KAHN, le député fabiusien Didier MIGAUD et le sénateur royaliste François MARC rendent publiques leurs propositions budgétaires et fiscales contenues dans le rapport que leur avait demandé Ségolène ROYAL.

Les trois parlementaires proposent de revenir sur les mesures prévues par la droite pour 2007 au profit des contribuables les plus aisés et de supprimer le bouclier fiscal. La note préconise l'instauration de la retenue à la source. Elle suggère également de « rétablir une fiscalité favorable à l'activité », qui ne soit plus « un frein au travail », en permettant notamment une modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de critères comme la création d'emplois durables et le réinvestissement des bénéficiaires dans l'outil de production. Compte tenu de leur contribution à la création d'emplois, les trois coauteurs suggèrent que les PME puissent bénéficier davantage de l'aide publique ainsi que d'un taux d'imposition minoré. Les parlementaires incitent aussi à lutter contre le « dumping fiscal », en proposant aux Allemands de travailler à une harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

Dans le domaine environnemental, les trois experts projettent de taxer les émissions de carbone et d'instaurer une TVA écologiste. Ils suggèrent un prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières et s'opposent à toute remise en cause de l'impôt sur la fortune (ISF) comme à l'allègement des droits de successions proposé par Nicolas SARKOZY. Enfin, ils proposent la création d'une « contribution citoyenne » pour tout Français installé à l'étranger ne payant pas d'impôt en France.

09.02.07 – À Mantes-la-Jolie, au Val-Fourré, François BAYROU défend son projet pour les banlieues. Refusant le qualificatif de « métissée » qu'emploie Ségolène ROYAL, il considère que cette « France des quartiers » a besoin « de compréhension et de bienveillance », et qu'elle veut « qu'on ne passe pas son temps à lui renvoyer des stéréotypes, du genre le mouton », en visant le propos de Nicolas SARKOZY sur TF1. C'est par contraste avec le Ministre de l'Intérieur qu'il a voulu montrer au cours de cette journée qu'il est le bienvenu dans les banlieues. Il a détaillé un certain nombre de mesures : construction massive de logements sociaux pour assurer la mixité sociale, plan en faveur des transports en commun, service civique obligatoire de six mois, présence de l'État dans les zones défavorisées à travers la nomination de sous-préfets avec obligation de résidence, priorité à l'éducation, soutien scolaire.

Dînant le soir avec une centaine de femmes des cités, dont beaucoup portent le voile, il rappelle qu'il n'a pas voté la loi prohibant les signes religieux à l'école. « C'est un droit de porter les signes religieux que l'on souhaite. Mais le lieu où on montre que ce droit passe après les valeurs de la République, c'est l'école », a-t-il dit, soulignant qu'on était parvenu à « une forme d'équilibre ».

09.02.07 – Eric BESSON, secrétaire national PS à l'économie estime que le programme de Nicolas SARKOZY comporte pour 77 milliards d'euros de dépenses «non financées».

Semaine du 10 février au 16 février 2007

11.02.07 – Devant les 3000 responsables de ses comités de soutien locaux réunis à la Mutualité à Paris, Nicolas SARKOZY propose aux Français « un nouveau pacte républicain fondé sur la confiance et le respect » et se pose en futur « président de la réconciliation ». Il promet qu'il ne sera pas « le président d'une France contre une autre », d'une « faction » ou d'un « clan » et proclame son « ouverture ». Il se veut le porte parole de « ceux que l'on entend jamais, de ceux dont la voix est trop faible, des plus humbles, des plus vulnérables ». « Je ne suis pas un conservateur, je ne le serai jamais » assure le candidat UMP. Illustration de l'« ouverture politique » de Nicola SARKOZY : la présence à la tribune de Véronique VASSEUR, ex-médecin de la prison de la Santé, de Christian BLANC, député UDF des Yvelines et

ancien conseiller de Michel ROCARD et d'André SANTINI, vice-président de l'UDF et député des Hauts de Seine. Celui-ci, venu annoncer publiquement son ralliement à Nicolas SARKOZY, critique la stratégie de François BAYROU candidat de l'UDF, une stratégie selon lui « contraire à la logique institutionnelle de la Ve République » et « inefficace ».

Le soir même, invité de Canal +, François BAYROU a estimé que le ralliement d'André SANTINI n'avait « aucune importance » et raillé la volonté d'ouverture politique de Nicolas SARKOZY, l'accusant de chercher à accaparer « tout le pouvoir ».

11.02.07 – S'appuyant sur « plus de 6 000 débats participatifs » organisés sur tout le territoire et « 135 000 contributions » reçues par Internet, selon la méthode qu'elle avait choisie, Ségolène ROYAL présente son « pacte présidentiel » au « peuple français » devant un rassemblement de plus de 15 000 personnes, à Villepinte (Seine-Saint-Denis) : « plus qu'un programme, un pacte d'honneur », précise-t-elle. La candidate du Parti socialiste évoque l'état des comptes sociaux et de la dette publique « devenue insoutenable », puis elle présente son programme, cent propositions « pour que la France retrouve une ambition partagée, la fierté et la fraternité (...) ».

- Ségolène ROYAL redit sa volonté de « construire un ordre économique et social juste ». Elle propose un pacte « pour le pouvoir d'achat garanti » et s'engage sur l'augmentation du Smic à 1500 euros « le plus tôt possible » et sur celle « des bas salaires », la mise en œuvre de cette mesure étant renvoyée à une conférence nationale sur « la croissance, les revenus et les salaires » dès « juin 2007 ». Elle annonce une revalorisation de 5% des « petites retraites » et une allocation autonomie pour les jeunes sous condition de ressources.
- La candidate socialiste s'engage à « faire de la recherche et de l'innovation une des priorités majeures de [son] mandat ». En matière d'emploi elle entend soutenir les entreprises « innovantes et créatrices d'emplois » et en particulier les PME vues comme le fer de lance de « la réhabilitation de la valeur travail », par la modulation des aides publiques à l'entreprise ou des exonérations de charges en fonction de la nature des contrats signés. Ségolène ROYAL réaffirme son intention d'abroger le Contrat nouvelles embauches (CNE) « pour faire du CDI la règle » et annonce la création d'une « sécurité sociale professionnelle » : un système inspiré des pays nordiques qui permettrait à un licencié de se former et de toucher pendant un an 90% du dernier salaire. « L'inventivité des entrepreneurs doit être reconnue, mais la dignité du travail doit être respectée et même remise à l'honneur », a-t-elle déclaré.
- Pour garantir « une vie de famille sécurisée » dans le domaine de l'habitat, Ségolène ROYAL propose d'augmenter la construction de « 120 000 logements sociaux par an » et de substituer l'État aux maires qui refuseraient de remplir leurs obligations (20% de logements sociaux sur leur territoire). Deux autres mesures de son programme pourraient être adoptées dans le cadre de la loi sur le logement opposable examinée par l'Assemblée nationale le 15 février : l'obligation pour chaque commune de créer une place d'hébergement pour 1000 habitants et l'instauration d'un « service public de la caution » venant en aide aux locataires en difficulté et de bonne foi.
- La candidate socialiste déclare qu'« [elle fera] de l'accès à l'eau potable une grande cause internationale à porter pour la France et [engagera] la France dans la voie de l'excellence environnementale ». Elle préconise « un plan de développement massif des énergies renouvelables qui représenteront 20 % de la consommation d'énergie dans dix ans » et indique qu'elle proposera aux partenaires européens de la France une refondation de la politique agricole commune pour réorienter les aides. Elle confirme enfin l'instauration d'un moratoire sur les OGM.

Ségolène ROYAL n'a pas abordé la fiscalité qui avait fait l'objet de désaccords au sein du Parti socialiste. Au sujet des 35 heures dont elle avait précédemment critiqué l'application, elle promet

« d'ouvrir les négociations pour déterminer comment on peut consolider cet acquis et réduire ses effets négatifs pour les ouvriers et les employés ». Elle a par ailleurs repris les principales mesures qu'elle avait défendues pendant la campagne interne au PS et parfois controversées :

- Sur la décentralisation la candidate socialiste indique qu'elle veut « réduire le nombre de ministères » et « alléger le poids de nos administrations » : « Il faut en finir avec cette lourdeur de l'État central (...), donner un coup de jeune à cet État colbertiste, jacobin, centralisé à l'excès, croulant sous le poids des ans, des bureaucraties inutiles et des réglementations trop complexes », affirme-t-elle.
- Sur l'éducation, présentée comme un thème majeur - « Avec moi, ce sera l'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation » - Ségolène ROYAL confirme sa volonté de « réviser la carte scolaire » et de laisser aux parents « le choix entre plusieurs établissements », mais « pour supprimer les ghettos scolaires » et « assurer la mixité sociale ». Elle rend par ailleurs hommage aux enseignants et critique « les coupes sombres dans le budget et les emplois » de l'Éducation nationale.
- Sur la démocratie, Ségolène ROYAL s'engage à moderniser les institutions à l'aide de la « démocratie participative » et réitère sa proposition d'instituer des « jurys de citoyens » et des « budgets participatifs » « dans toutes les collectivités publiques ».
- Sur la sécurité, tout en prônant le « recrutement de juges des enfants, d'éducateurs et de greffiers » et la création « d'une police de quartier », la candidate réaffirme sa volonté de développer « des centres éducatifs renforcés, si besoin avec un encadrement militaire » comme solution alternative à des peines de prison parfois trop lourdes et qui favorisent, selon elle, un fort taux de récidive. Elle promet aussi aux jeunes « des quartiers » de « lutter farouchement contre les discriminations et les humiliations ».

En matière de politique étrangère, Ségolène ROYAL a défendu la place de la France dans le monde et son retour « à la table de l'Europe », elle a également plaidé pour la révision du fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ou encore prôné « des relations favorisées et équitables avec l'Afrique ».

12.02.07 - Le discours de Ségolène ROYAL à Villepinte a suscité des réactions critiques parmi ses concurrents. Rachida DATI et Xavier BERTRAND, porte-parole de Nicolas SARKOZY jugent que « cette litanie de constats et ce catalogue de mesures n'expriment aucune politique d'ensemble susceptible de créer de la croissance et de l'emploi, donc du pouvoir d'achat » et que ces mesures se traduiraient par « un nouveau matraquage fiscal ». La veille, sur Europe 1, le ministre de l'économie Thierry BRETON avait déclaré que les propositions de la candidate socialiste coûteraient « des milliards et des milliards » et qu'elles étaient « impossibles » à financer. Pour Philippe de VILLIERS candidat du Mouvement pour la France (MPF), « Ségolène ROYAL revient aux fondements du programme commun de François Mitterrand ». Jean-Marie LE PEN dénonce « un catalogue de volontés et de propositions démagogiques ». Selon le candidat du Front National, « Mme Royal a été sommée de mettre un peu de socialisme dans son potage ». Pour Jean-Christophe LAGARDE porte-parole du candidat UDF François BAYROU, Ségolène ROYAL n'a délivré qu'un « cahier de revendications ».

A la gauche du Parti socialiste, Olivier BESANCENOT, candidat de la LCR estime que la candidate socialiste « enfermée dans sa bulle, la ségosphère, a du mal à ressentir ce qu'est réellement la misère sociale ». « Encore une fois, ajoute-t-il, nous avons affaire à un saupoudrage de mesures sans définir une politique qui fasse payer le patronat pour une nouvelle répartition des richesses ». Arlette LAGUILLER, candidate de Lutte ouvrière juge que le pacte présidentiel de Ségolène ROYAL n'est « pas un programme mais une incantation ». « Il est impossible, explique-t-elle, de satisfaire, tout à la fois, les exigences du grand patronat et celles des classes populaires ». Invitée de

du Grand Jury RTL – Le Figaro – LCI, Maire-George BUFFET déclare que les solutions que préconise Ségolène ROYAL « sont très loin des exigences, même en retrait sur les propositions du projet socialiste » (...) et « ne sont accompagnées d'aucune disposition fiscale permettant d'assurer leur financement ». « La candidate socialiste ne porte pas un projet apte à rassembler les forces de gauche », conclut-elle.

Pour sa part, le porte-parole des Verts Yann WEHRLING, joint par *Le Figaro*, indique qu'il y a « plein de choses sur lesquelles on aimerait y voir plus clair, comme sur le financement des propositions, la régionalisation et le nucléaire ».

12.02.07 – En Seine-Saint-Denis, lors d'une rencontre avec des enseignants Ségolène ROYAL se donne « un an de réflexion » avant de procéder à l'aménagement de la carte scolaire.

12.02.07 – Invité de l'émission « J'ai une question à vous poser » sur TF1, Philippe de VILLIERS, candidat du Mouvement pour la France (MPF) souligne ses différences avec Jean-Marie LE PEN. Selon lui, le candidat du Front national « par des jeux de mots douteux ou par des rencontres douteuses, comme DIEUDONNE, a parfois rendu incontestables les idées nationales ou patriotiques ». Philippe de VILLIERS poursuit « La seconde différence : depuis cinquante ans, il proteste, moi j'agis, j'ai fait de la Vendée une terre de réussite ». Le candidat du MPF, président du conseil général de ce département le décrit comme « champion de France de la création d'emplois », « du bien-être social », « de la réinsertion des Rmistes » et également « du co-développement » avec l'Afrique. « Je ne crois pas qu'on puisse résoudre les problèmes de l'immigration par la seule fermeté chez nous » explique-t-il, avant de conclure « qu' [il est] capable de faire pour la France ce qu' [il a] fait pour un morceau de la France ».

12.02.07 – A Berlin où il rend visite à la chancelière Angela MERKEL, Nicolas SARKOZY revient sur sa stratégie d'ouverture politique. « Ce que j'ai proposé, explique-t-il, c'est de mener campagne sur un projet, de rassembler le plus grand nombre de Français sur ce projet et d'avoir la sagesse de m'ouvrir à d'autres personnes, à d'autres idées ».

Le candidat de l'UMP a par ailleurs affirmé qu'il avait eu avec la chancelière allemande « un long échange sur la situation de l'Europe et sur la façon de sortir de l'imbroglio et des difficultés actuelles ». A la proposition de l'UMP de faire adopter un « minitraité » constitutionnel pour effacer l'échec du référendum français, Angela MERKEL n'a pas réagi publiquement. « Je crois pouvoir dire qu'il y a une très grande entente, une grande compréhension entre nous et que l'idée d'un traité simplifié est une idée qui, pour le moins, l'intéresse fortement », a assuré Nicolas SARKOZY.

12.02.07 – Rappelant que la France dépense 100 millions d'euros par jour pour payer les intérêts de la dette publique, Dominique de VILLEPIN dénonce dans le « pacte présidentiel » de Ségolène ROYAL « un retour à la dépense publique inconsidérée » et met en garde les candidats à l'élection présidentielle contre un retour « aux errements du passé ». Il se dit convaincu que « nous pourrions atteindre un taux d'endettement de 55% dès 2012 ». Nicolas SARKOZY s'était fixé le taux de 60% du PIB.

Le Parti socialiste réagit aux critiques de la droite sur le coût des cent propositions de Ségolène ROYAL. « Ségolène ROYAL est la seule à s'engager en faveur d'une réduction de la dette et d'une stabilisation des prélèvements obligatoires », affirme Didier MIGAUD, député de l'Isère. Indiquant que le chiffrage précis du « pacte présidentiel » sera rendu public prochainement, Eric BESSON, secrétaire national du Parti socialiste à l'économie et à la fiscalité souligne que « les socialistes n'ont guère de leçons de gestion à recevoir d'une majorité qui aura à la fois accru le poids de la dette de 300 milliards d'euros, fait connaître à notre pays un déficit historique du

commerce extérieur de 30 milliards d'euros et, contrairement à ses engagements, fait augmenter les prélèvements obligatoires ». Eric BESSON dénonce par ailleurs le coût du programme de Nicolas SARKOZY : « plus de 77 milliards » et fait valoir que « le projet de François BAYROU n'est toujours pas connu ». Il propose à la droite « un débat contradictoire public en présence d'experts indépendants ».

12.02.07 – Devant 3 000 personnes, au Palais des congrès de Strasbourg, François BAYROU candidat de l'UDF défend « l'espoir que l'Europe représente pour la France ». Autour de son projet pour l'Europe, il souhaite rassembler aussi bien « les défenseurs du Traité constitutionnel, aujourd'hui en plein désarroi, que les partisans du non, parce qu'ils croyaient en votant non défendre une autre idée de l'Europe ». Il fixe les sept chantiers nécessaires (économie, diplomatie, défense, environnement, énergie, recherche, immigration) car, plaide-t-il, « aucun des grands problèmes qui se posent à nous ne peut trouver de réponse sans l'Europe, si nous ne nous regroupons pas pour bâtir un monde plus juste ». Le président de l'UDF appelle de ses vœux « une Europe à deux cercles » : « une Europe large fondée sur les règles du commerce et du droit et une Europe socle qui n'est pas une Europe fermée, où les pays qui la composent acceptent d'agir ensemble sur les grands sujets qui concernent l'avenir de la planète ».

Pour sortir de la crise institutionnelle, François BAYROU propose qu'une nouvelle conférence intergouvernementale soit chargée d'élaborer un nouveau texte « bref, dense, significatif, pas 'mini' mais solide, lisible par tout le monde » et qui devra faire l'objet d'un référendum en France. Cette consultation pourrait avoir lieu en 2009, au même temps que les élections européennes, après un vote au Parlement. Le candidat de l'UDF rejette la proposition de Nicolas SARKOZY d'un mini traité institutionnel ratifié par la voie parlementaire.

13.02.07 – Selon *Le Monde* (daté du 14 février), les associations entendent peser sur l'élection présidentielle en obtenant des candidats qu'ils prennent, face à la « souffrance » des quartiers, des engagements sur les questions de logement, d'emploi ou de discrimination, sur le modèle de ce que l'animateur de télévision Nicolas HULOT a obtenu pour l'écologie. Parmi elles, AC-Le feu (Association Collectif Liberté Egalité Fraternité Ensemble et Unis) qui avait recueilli des cahiers de doléances au cours d'un tour de France des quartiers en 2006 prévoit de rendre public un « contrat social et citoyen » le 23 février ; le Parlement des banlieues, qui doit publier d'ici à la fin février un « manifeste des quartiers populaires destiné à présenter une série de propositions compte également amener les candidats à préciser leurs engagements.

13.02.07 – Alors que Ségolène ROYAL et Nicolas SARKOZY s'appuient pour leurs programmes sur une croissance moyenne respective de 2,5% et 2,25% entre 2007 et 2012, l'INSEE publie le chiffre de la croissance annuelle en 2006 : 2%.

13.02.07 – La CFDT adresse ses propositions sur l'emploi, les salaires, la protection sociale, le logement et l'Europe aux candidats à l'élection présidentielle : elle les interpelle sur « l'élévation inévitable des besoins de financement dans les domaines de la santé, des retraites et de la dépendance » et demande à être reçue par François BAYROU, Marie-George BUFFET, Ségolène ROYAL, Nicolas SARKOZY et Dominique VOYNET. Son secrétaire général François CHEREQUE déclare ainsi s'inquiéter des « zones d'ombre sur le traitement global des problèmes » par les candidats.

La CGT engagera en mars la même démarche. Bernard THIBAUT indique qu'il compte « montrer en quoi, après des politiques libérales, où l'on a libéralisé le temps de travail, les rémunérations, les aides aux entreprises, il est temps de réinjecter de la maîtrise publique ».

13.02.07 – Invitée de l'émission « Les trois marches » de LCI-L'Express-Le Figaro, Dominique VOYNET reconnaît qu'il lui manque environ 150 promesses de parrainage pour être certaine d'atteindre les 500 nécessaires. C'est « très difficile », du fait « des consignes données par le PS », « mais je les aurai », assure-t-elle. Créditée de moins de 1,5% à 2% des intentions de vote, la candidate des Verts estime que la candidature de José BOVE ne la « gêne pas vraiment ». « Nous ne sommes pas sur le même créneau », explique-t-elle.

14.02.07 – Le débat sur le coût des programmes de Ségolène ROYAL et de Nicolas SARKOZY s'envenime.

Dans un entretien aux *Echos*, Nicolas SARKOZY assure que son projet « représente 30 milliards d'euros en cinq ans, dont 15 milliards d'allègements d'impôts et de charges » : un chiffre très éloigné de celui qu'en a fait le Parti socialiste (« plus de 77 milliards ») mais aussi de celui effectué par la cellule « Débat 2007 » de l'Institut de l'entreprise. Composé d'experts indépendants celle-ci estime le coût net des mesures annoncées par le candidat de l'UMP à un peu moins de 50 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent 68 milliards d'euros de prélèvements obligatoires (soit 4 points de PIB en dix ans) que Nicolas SARKOZY souhaite restituer aux Français, contre 53 milliards pour la candidate socialiste. « Ce n'est pas la même chose de dépenser pour assister et de dépenser pour investir » plaide également Nicolas SARKOZY. Il compte sur les recettes de TVA dégagées grâce « aux allègements de charges sur les heures supplémentaires », indique-t-il aux *Echos* et veut « redéployer autour de 5% des 590 milliards d'euros de dépenses publiques ».

Interrogé sur Canal +, François HOLLANDE n'estime « pas sérieux aujourd'hui (...) de dire qu'on va baisser les impôts et les taxes quand on a une dette publique de cette importance ». Le premier secrétaire du PS évalue le coût du « pacte présidentiel » de Ségolène ROYAL à « 35 milliards d'euros en net », un chiffre éloigné de celui de l'Institut de l'entreprise et qui fait débat au sein du parti. Selon *Le Monde* (daté du 15 février) Eric BESSON dément avoir affirmé, la veille devant le bureau national du parti, que ces 35 milliards seraient dépassés.

14.02.07 – En présence de plusieurs sportifs de haut niveau, à Marcoussis (Essonne) Ségolène ROYAL annonce le doublement du budget du sport. Elle promet de « remettre à niveau » le nombre de postes au Capes pour les étudiants professeurs de sport (Staps) et de rétablir la troisième heure d'éducation physique et sportive dans les lycées. Auparavant la visite de stades dans l'Essonne a été perturbée par une modification de dernière minute du planning et par des mouvements d'impatience du public d'enfants dans les tribunes.

15.02.07 – Eric BESSON secrétaire national du Parti socialiste à l'économie démissionne. Il invoque des « raisons personnelles » et souligne sa volonté de « ne pas nuire au premier secrétaire et à la candidate ». « C'est un mouvement d'humeur personnel » déclare François HOLLANDE au *Monde* (daté du 16 février).

Le coût du projet n'est pas seul en cause, la « désorganisation de la campagne » et la publication de sondages défavorables à la candidate socialiste sont également responsables des inquiétudes des socialistes. Selon une enquête CSA pour le Parisien réalisée les 14 et 15 février, Nicolas SARKOZY recueillerait au second tour de l'élection présidentielle 55% des intentions de vote contre 45% pour Ségolène ROYAL.

15.02.07 – Réunie les 15 et 16 février, la Conférence des présidents d'université va soumettre des propositions aux candidats à l'élection présidentielle. Une autonomie renforcée des universités figure au programme de Nicolas SARKOZY comme à celui de Ségolène ROYAL.

15.02.07 – François BAYROU, Marie-George BUFFET, Ségolène ROYAL, Dominique VOYNET et Nicola SARKOZY présentent leur programme en matière de sport devant le Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

15.02.07 – Une réunion des responsables « budgétaires » de l'UMP (Pierre MEHAIGNERIE, Gilles CARREZ et Alain LAMBERT) examine le coût du programme économique et social de son candidat. Celui-ci pourrait être revu à la baisse pour ne pas dépasser un plafond de 30 milliards d'euros de dépenses nouvelles sur cinq ans. Un certain nombre de mesures pourraient être repoussées comme l'allocation au premier enfant ou le bouclier fiscal à 50% et certains objectifs réévalués, comme la suppression des droits de succession et la baisse des prélèvements obligatoires de 4 points du PIB. Le principe selon lequel aucune dépense de fonctionnement ne doit être financée par l'emprunt a été établi.

15.02.07 – Invité de l'émission « A vous de juger » sur France 2 François BAYROU précise que le coût de son projet représente « environ 20 milliards d'euros, entièrement équilibré par des économies ». Il indique que « l'intégralité du financement et du coût de ce programme » sera présentée dans les premiers jours de mars. Le candidat de l'UDF prend « cinq engagements » : suppression du déficit de fonctionnement de l'État en trois ans, dispositif de création par chaque entreprise de deux emplois nouveaux sans charge (hormis 10% pour les retraites), maîtrise de la lecture et de l'écriture par tous les enfants à l'entrée en sixième dans un délai de trois ans, plan de lutte contre l'exclusion dès son entrée en fonction, remplacement des cautions pour les locations de logement par un système d'assurance mutuelle.

15.02.07 – En meeting à Dunkerque (Nord), Ségolène ROYAL s'engage à organiser des états généraux de l'éducation « dès mai 2007 » afin de rétablir les moyens pour la rentrée. Elle promet un soutien scolaire gratuit pour les élèves mais rémunéré aux enseignants et propose de ne pas financer un deuxième porte-avions : « Si la nation est capable de dégager le coût d'un porte-avions (...), cette marge de manœuvre supplémentaire n'ira pas à la défense nationale mais à l'éducation nationale », affirme-t-elle.

Semaine du 17 février au 23 février 2007

18.02.07 – Invité de l'émission « Le grand Jury RTL-Le Figaro-LCI », Jean-Marie LE PEN confirme qu'il n'a pas encore ses 500 parrainages. Le candidat du FN a ironisé sur le fait que François BAYROU soit parfois présenté comme le « troisième homme » de l'élection présidentielle, rappelant que ce rôle avait déjà été attribué à Jean-Pierre Chevènement en 2002. Il a nié que le candidat de l'UDF puisse lui disputer le rôle de candidat de « l'antisystème », qu'il considère assumer « depuis très longtemps ». Il a souligné le nombre particulièrement élevé des électeurs potentiels de François BAYROU qui indiquent dans les enquêtes qu'ils sont encore susceptibles de changer de vote, alors que ceux qui disent vouloir choisir le président du Front national se disent sûrs de leur choix.

Interrogé sur la politique qu'il propose pour contenir l'immigration, il a rappelé son intention de supprimer les différentes aides que reçoivent en France les nouveaux entrants. Quant aux travailleurs étrangers qui sont en situation régulière, leurs cotisations seront « majorées » par rapport à celles des Français.

Admettant qu'il y a « trop de fonctionnaires » en France, il a évalué à 20 milliard d'euros le coût des mesures qu'il propose, et indiqué qu'il n'envisage pas, « dans un premier temps », de réduire le déficit public.

Il a affirmé ne pas savoir pour qui il voterait s'il est éliminé du second tour, tout en signalant que Nicolas SARKOZY lui emprunte parfois certaines thématiques.

19.02.07 – Selon deux sondages publiés aujourd'hui (Ifop pour Fiducial et LCI, et Ipsos pour *Le Point*), François BAYROU recueillerait 16% des voix au premier tour de l'élection présidentielle, soit une nouvelle hausse de 2 points. Il serait cependant devancé par Nicolas SARKOZY (Ifop : 32%, -1,5 ; Ipsos: 33%, -1) et Ségolène ROYAL (Ifop : 25,5%, -0,5 ; Ipsos: 23%, -4).

Derrière le trio de tête, on trouve dans l'ordre, Jean-Marie LE PEN (Ifop : 11%, Ipsos : 13%) suivi d'Olivier BESANCENOT (4% pour les deux instituts). Viennent ensuite Marie-George BUFFET (Ifop : 2%, Ipsos : 2,5%), José BOVE (2%), Philippe DE VILLIERS (Ifop : 2,5%, Ipsos : 1,5%), Arlette LAGUILLER (Ifop : 2%, Ipsos: 1,5%), Dominique VOYNET (Ifop : 1,5%, Ipsos : 1%), Corinne LEPAGE (Ifop : 1%, Ipsos : 0,5%) et Nicolas DUPONT-AIGNAN (0,5%).

Pour le second tour, Ségolène ROYAL perdrait selon les deux instituts face Nicolas SARKOZY : par 47% des voix contre 53% dans le sondage Ifop, par 46% contre 54% pour Ipsos. Enfin, s'il parvenait au second tour, selon l'enquête Ifop, François BAYROU, gagnerait la course à l'Elysée quel que soit son adversaire : face à Ségolène ROYAL (54% contre 46%), comme contre Nicolas SARKOZY (52% contre 48%).

19.02.07 – A moins d'un mois du 16 mars, date de fin du dépôt des signatures auprès du conseil constitutionnel, *Le Figaro* publie une liste de personnalités ayant annoncé leur candidature et confrontées au défi d'obtenir les parrainages d'élus en nombre suffisant :

- Antoine Waechter, 57 ans, président du Mouvement écologique indépendant (MEI), candidat en 1988 (3,78%).
- Corinne Lepage, 55 ans, présidente de Cap 21 (Citoyenneté Action Participation pour le XXI^e siècle), ancienne ministre de l'environnement de 1995 à 1997, candidate en 2002, (1,88%).
- Frédéric Nihous, 39 ans, directeur de Chasse Pêche Nature Traditions (CPNT).
- France Gamberre, 64 ans, présidente de Génération Ecologie.
- Eric Taffoureau-Millet, 43 ans, président de « Attention! Handicap ».
- Yves-Marie Adeline, 46 ans, président de l'Alliance Royale.
- Roland Castro, 64 ans, architecte-urbaniste, fondateur du « Mouvement de l'utopie concrète ».
- Christian Chavrier, 40 ans, président du Parti fédéraliste.
- Jean-Philippe Allenbach, 58 ans, ancien dirigeant du Parti fédéraliste.
- Rachid Nekkaz, 34 ans, président du « Club des élus Allez France ».
- Nicolas Miguet, 45 ans, président du Rassemblement des contribuables français.
- Leïla Bouachera, 45 ans, chargée de mission au CSA.
- Jean-Marc Governatori, 47 ans, président du mouvement « La France en action ».
- Soheib Bencheikh, 45 ans, ancien grand mufti de Marseille.
- Yvan Bachaud, 67 ans, retraité, défenseur du référendum d'initiative citoyenne.
- Michel Martucci, 75 ans, président de la Confédération nationale des syndicats CID (artisans, commerçants).
- Romdane Ferdjani, 59 ans, adjudant-chef à la retraite.
- Robert Baud, 57 ans, pour une « majorité des minorités en souffrance morale et sociale ».
- Alain Mourguy, 58 ans, président de l'union droite-gauche.
- Jean-Christophe Parisot, 39 ans, président du Collectif des démocrates handicapés.
- Michel Baillif, 62 ans, président de la Fédération nationale de l'invalidité.
- Lucien Sorreda, 64 ans, candidat pour que « les revenus du bas tirent vers le haut ».
- Yves Aubry, 38 ans, « permettre aux Rmistes, aux pauvres de vivre décemment ».
- Edouard Fillias, 27 ans, président d'Alternative libérale.

- Jean-Paul Le Guen, 63 ans, « apolitique ».
- Gérard Schivardi, 56 ans, maire de Mailhac (Aude) et conseiller général, soutenu par le Parti des travailleurs.
- Pierre Larrouturou, 41 ans, socialiste en marge du parti.
- Jacques Borie, 41 ans, candidat de France Equité.
- Franck Abed, 25 ans, candidat de « Réconciliation nationale ».
- Gabriel Enkiri, 75 ans.
- Hervé Mathiasin, 38 ans, ingénieur conseil en énergies, candidat du Centre humain ouvert à tous (CHOAT).
- Cindy Lee, candidate du Parti du plaisir.

Figure également sur cette liste Jean-Michel Jardry, 56 ans, vice-président du Centre national des indépendants et paysans (CNI). Toutefois, à l'issue de son conseil national tenu le 17 février, cette formation, associée à l'UMP, a annoncé qu'elle retirait cette candidature, et indiqué qu'elle décidait d'apporter « un soutien de raison sans ralliement enthousiaste » à Nicolas Sarkozy, évoquant « quelques points de divergence ».

19.02.07 – Pendant plus de deux heures, Ségolène ROYAL, candidate socialiste à l'élection présidentielle, répond au panel de 100 Français réunis sur le plateau de TF1 pour l'émission « J'ai une question à vous poser ». L'audience est massive : 8,9 millions de téléspectateurs suivent la prestation de Mme ROYAL, selon les chiffres de Médiamétrie cités par la chaîne. Avec 8,2 millions, Nicolas SARKOZY détenait jusqu'alors le record de l'émission.

Mme ROYAL est revenue sur son « pacte présidentiel » énoncé à Villepinte, et qu'elle a cité à huit reprises. « Je pense être prête, je suis la seule à pouvoir incarner et réaliser ce dont la France a besoin », a-t-elle assuré. La candidate socialiste a cherché à donner le sentiment d'une grande proximité vis à vis des Français, témoignant de sa compassion envers un homme handicapé en posant la main sur son bras, ou bien à l'égard du père d'une enfant sourde. Encourageant et remerciant chaque personne qui pose une question, quelle qu'elle soit, ne polémiquant pas, même avec l'adversaire de droite ou d'extrême droite, elle n'a guère fait de concession toutefois, en affirmant par exemple : « Non madame, l'apprentissage à 14 ans n'est pas une bonne chose... » - mettant alors en avant sa propre expérience de mère.

Ségolène ROYAL s'est posée en conciliatrice entre les Français, affirmant « Il faut les laisser tranquilles, les chasseurs... », proposant de « réconcilier les Français avec les entreprises » - encourageant des PME « innovantes », mais stigmatisant également une société comme *Aubade*, qui a procédé à des « licenciements de confort » et « la grande distribution qui paie mal ses caissières ».

Favorable à un « État modeste », la candidate a promis qu'il n'y aurait plus « de ministre nourri, blanchi, avec femmes et enfants » dans les ministères. Elle s'est ouvertement interrogée sur la révision, en fonction des besoins, des horaires d'ouverture des services publics « au moment où on en a le plus besoin », a promis un « service public de la petite enfance gratuit » pour l'accueil de tous les moins de 3 ans, le doublement de l'allocation de rentrée scolaire, « une nouvelle génération de dispensaires » pour un meilleur accès aux soins, la remise à niveau en personnel des hôpitaux publics qui manquent de bras. Elle s'est insurgée contre la fermeture des hôpitaux ruraux et a réclamé « la santé gratuite pour les jeunes ». D'un point de vue général, elle s'est déclarée favorable à l'acquisition de nouveaux droits mais « pas pour une société de l'assistanat ». Elle est cependant restée floue sur le financement de ces mesures

Sur la forme, elle a utilisé beaucoup la première personne, a parlé de son expérience -« Moi qui suis partie de rien... »- et a rattaché au machisme les critiques dont elle fait l'objet. « N'importe quel homme qui a mon parcours ne verrait pas ses compétences ainsi remises en cause. »

Sur bien des sujets, Mme ROYAL a redit ses convictions, en particulier sur la sécurité, où elle a appelé à une sanction « proportionnée » au « premier acte de délinquance » et évoqué toutes les solutions alternatives à la prison dont « l'encadrement militaire ». Des chapitres sont laissés ouverts : aucune précision quant à une éventuelle réforme des retraites, ni même sur l'assurance-maladie. Sur ce dernier point, la candidate s'est contentée d'annoncer la tenue d'Etats généraux de la santé - les troisièmes qu'elle annonce après les Etats généraux de l'agriculture, puis ceux de l'éducation.

19.02.07 – Dans une lettre ouverte, deux porte-parole de José BOVE, France Coumian et Yannis Youlountas, demandent à Ségolène ROYAL « d'intervenir » pour « lever l'embargo électoral » dont est victime, disent-ils, José BOVE. Le leader paysan n'aurait pour le moment recueilli que 230 parrainages. « Des consignes ont été données publiquement par le PS à ses élus pour qu'ils ne donnent leur soutien à aucun autre candidat » ont-ils rappelé. Mais ils mettent également en cause « l'argument du chantage aux subventions » émanant de « collectivités territoriales » socialistes à l'égard d'élus « non encartés ».

19.02.07 – A l'occasion d'une conférence de presse, Jean-Marie LE PEN lance un « appel solennel aux élus, sénateurs, députés, conseillers régionaux, conseillers généraux et maires », afin qu'ils lui donnent « dans les meilleurs délais les parrainages qui [lui] manquent ». Pour l'heure, le président du Front national affirme avoir entre « 460 et 500 » promesses de signature. Il a rappelé qu'il n'est pas « un candidat fantaisiste », ayant obtenu 14 % des voix en 1988, 15 % en 1995 et 17 % en 2002. Il a dénoncé une nouvelle fois le fait que les noms des parrains des candidats - plus exactement les noms de 500 d'entre eux tirés au sort par candidat - soient rendus publics.

20.02.07 – Sur RTL, Dominique de Villepin exclut de faire partie du gouvernement de Nicolas SARKOZY en cas de victoire du candidat UMP à la présidentielle. Il imagine plutôt « s'engager au service de la paix, de la justice ou de la culture ».

20.02.07 – Première séance au QG de campagne de Nicolas SARKOZY du groupe de travail placé sous la responsabilité conjointe de Brice Hortefeux, secrétaire général délégué de l'UMP, et de François Fillon, coordinateur de la campagne de l'ancien maire de Neuilly. Le candidat modifie ainsi l'organisation de sa campagne en fusionnant les réunions des parlementaires chargés de le relayer dans les médias qui se tenaient l'une Place Beauvau, sous la responsabilité du ministre délégué aux Collectivités Territoriales, et l'autre rue d'Enghien, sous celle de l'ancien ministre des Affaires sociales. Dans l'entourage du candidat, on explique que cette nouvelle architecture n'est pas un désaveu pour M. Hortefeux, mais une « clarification » qui anticipe et prépare le départ de M. SARKOZY du Ministère de l'Intérieur.

20.02.07 – À Nice, devant cinq cent cinquante sympathisants, Philippe de VILLIERS, malgré le faible score dont le créditent les sondages, réaffirme qu'il ira « jusqu'au bout » de la course à l'Élysée. « L'UMP n'a pas tenu ses engagements de campagne de 2002 », a d'abord lancé Jérôme Rivière, député UMP et président du comité de soutien local au président du Mouvement pour la France pour expliquer son ralliement à l' élu vendéen. « Europe, immigration, sécurité, 35 heures : la liste des reniements de Nicolas Sarkozy est longue », a lancé le député des Alpes-Maritimes.

Le président du Mouvement pour la France, auquel il « ne manque que cinquante signatures de maires », a ensuite comparé Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL à « des distributeurs

automatiques de crédits publics ». Selon Philippe de VILLIERS, « les campagnes de ces deux candidats ne visent qu'à séduire des consommateurs. Je m'adresse, moi, à des citoyens. »

20.02.07 – Dans un Palais des congrès de Dijon comble, François BAYROU présente son « contrat de confiance entre la société et l'école ». Il redit sa considération à l'égard du monde de l'éducation : « Je suis désespéré quand je vois comment on fait des enseignants les boucs émissaires de tous les problèmes de la société », a affirmé le président de l'UDF. Il a défendu sa vision de l' « école de la République », l'école de la « transmission des valeurs communes qui nous rassemblent ». Réaffirmant vouloir faire de l'éducation la « priorité absolue », il s'est engagé à une « garantie des moyens pendant cinq ans ».

Le « premier défi » qu'il entend relever, c'est que chacun des élèves entrant en 6e sache lire et écrire. Dénonçant au passage « la vanité de prétendre introduire des méthodes de lecture par décret », il plaide pour que les élèves en difficulté puissent bénéficier de classes particulières, « avec des maîtres spécialement formés ». Pour le collège, le candidat s'est fixé la sécurité comme objectif : « Je veux la discipline scolaire, avec les moyens de l'école, pas avec des policiers. A l'école, ce n'est pas des rapports de forces qu'il faut, ce sont des rapports de respect ». Pour y parvenir, « il faut être capable d'offrir un autre type de scolarité à ceux qui déstabilisent le collège ». Il se prononce pour la création d' « établissements d'éducation, collèges hors murs ou internats, encadrés non seulement par des enseignants, mais par des éducateurs ».

« Certains veulent casser la carte scolaire : c'est une faute républicaine », a poursuivi M. BAYROU. Le candidat a développé l'idée qu'il se fait d'un « service public de l'école », abordant les questions de l'ouverture des établissements hors période scolaire, de la création d'un corps d'auxiliaires pour l'accompagnement des élèves handicapés, du développement de l'enseignement artistique et de la carrière des enseignants.

20.02.07 – Devant plus de 10 000 supporters rassemblés dans deux salles du Parc des expositions de Rennes, Ségolène ROYAL aborde le financement des projets PS et UMP. Elle met en cause les engagements contradictoires du candidat de l'UMP. De son côté, elle conçoit son pacte présidentiel comme « un investissement pour l'avenir qui rapportera ensuite ». Selon l'évaluation qui devait être présentée mercredi par les députés Michel Sapin et Didier Migaud, le coût de son « pacte présidentiel » s'élève à 50 milliards d'euros d'ici à 2012, auxquels le PS retranche 15 milliards d'économies pour parvenir aux 35 milliards avancés jusqu'ici. L'endettement serait ramené de 65 % à 60 % du produit intérieur brut (PIB) à cette date, ce qui signifie une réduction de 1 % du déficit sur la législature. Les socialistes tablent sur une croissance de 2,5 % à partir de 2008 et s'engagent à une stabilité des prélèvements obligatoires, « ce qui n'empêche pas, précisent MM. Sapin et Migaud, des mouvements pour une meilleure justice fiscale ».

Les cinq plus gros postes de dépenses concernent la recherche (5,3 milliards d'euros d'ici à 2012), l'université (5 milliards), la création de 500 000 emplois-tremplins (4,5 milliards), la justice et la lutte contre les discriminations (4,5 milliards) et l'éducation nationale (3,4 milliards, avec le soutien scolaire et la réduction à 17 des élèves dans les classes en ZEP). La création du revenu de solidarité active proposé par le président d'Emmaüs, Martin Hirsch, est estimée à 3 milliards d'euros et la revalorisation de 5 % des petites retraites à 2 milliards.

En contrepartie, l'enveloppe globale des aides aux entreprises, 65 milliards d'euros actuellement, devrait diminuer de 5 milliards, grâce à leur modulation selon des critères tels que la taille, l'emploi ou les investissements. D'autres économies sont prévues sur la formation professionnelle, après transfert de compétences aux régions.

Mme ROYAL a accusé François BAYROU de ne pas avoir de projet du tout et d'entretenir une « confusion molle » : « Est-ce que, par le passé, ceux qui se disent ni de droite ni de gauche n'ont-ils pas toujours fini par tomber du même côté ? », a-t-elle demandé.

21.02.07 – Dans un entretien au *Parisien*, Nicolas SARKOZY promet une réforme des régimes spéciaux de retraite et détaille le calendrier de son action s'il est élu président. Parmi les premières mesures contenues dans son « paquet social », le candidat réaffirme que la loi sur le service minimum « sera votée dès l'été », de même que l'organisation d'un vote à bulletins secrets au bout de huit jours de grève dans « les entreprises et les universités ». Pour les autres mesures telles que la liberté de candidature au premier tour des élections professionnelles, le contrat de travail unique et l'égalité des salaires hommes-femmes, M. SARKOZY prévoit qu'« il faudra négocier ».

L'autre précision de calendrier concerne le « paquet fiscal ». Le collectif budgétaire de juillet devra intégrer la décharge sociale et fiscale des heures supplémentaires et leur paiement uniforme, quelle que soit la taille de l'entreprise, la déduction des intérêts de l'emprunt contracté pour l'achat de sa résidence, la suppression des droits de succession et de donation « pour la totalité des classes moyennes et une partie des classes supérieures », et enfin, la possibilité pour les assujettis à l'ISF d'investir jusqu'à 50 000 euros de leur impôt dans une PME.

M. SARKOZY se fixe pour objectif de ne remplacer que la moitié des 450 000 fonctionnaires qui, d'ici à 2012, partiront à la retraite. A cette date, explique-t-il, en ciblant le secteur des douanes, des impôts, de la formation professionnelle et de l'action sociale, « on aura retrouvé le même nombre de fonctionnaires qu'en 1992 ».

Interrogé sur l'intervention de Ségolène ROYAL sur TF1, M. SARKOZY déclare : « La compassion n'est pas une politique, et l'imprécision n'est pas une stratégie. (...) Comprendre la souffrance des Français, c'est nécessaire, mais ils ne nous demandent pas seulement de les comprendre : ils demandent de tirer les conséquences de leurs souffrances. »

Le même jour, sur RTL, le candidat n'a pas caché son agacement quant à la montée de M. BAYROU dans les sondages et l'intention du candidat UDF de le battre : « Quel projet ! s'est exclamé M. SARKOZY, quand on sait que la totalité des élus de l'UDF sont élus avec des voix de la droite et du centre ».

21.02.07 – José BOVE organise à la Bourse du travail de Saint-Denis sa première réunion publique importante en Ile-de-France. C'est également dans cette municipalité communiste qu'il a lancé sa campagne le 1er février, puis à Aubagne (Bouches-du-Rhône), autre fief du PCF, qu'il a tenu son premier meeting. Cette sensibilité est d'ailleurs très présente dans son équipe de campagne. Jacques Perreux, vice-président (PCF) du conseil général du Val-de-Marne la dirige, et une figure des fondateurs, le député de Seine-Saint-Denis Patrick Braouzec, est l'un de ses principaux porte-parole. D'autres élus franciliens communistes les ont rejoint comme le conseiller régional Jean Brafman et le député de Seine-Saint-Denis François Asensi - décidant donc de ne pas faire la campagne de Marie-George BUFFET. Le sénateur des Bouches-du-Rhône Robert Bret et le vice-président du conseil général du Gard, Christophe Cavard ont fait le même choix.

Même si Mme BUFFET affirme qu'aucune sanction ne sera prise contre les dissidents, Olivier Dartigolles, un de ses proches, prévient : « Je ne vois pas les communistes renouveler leur confiance à des personnalités qui ne sont pas présentes à la présidentielle. »

21.02.07 – Dans le journal *La Croix*, à une question portant sur « l'initiative commune prise par les responsables des grandes religions - islam compris - de dénoncer les attentats de New York de 2001 », Jean-Marie LE PEN répond « C'est une excellente chose. Mais elle fait partie de ces

pétitions de principe qui ont une influence éphémère. Sur le moment, l'événement du 11-Septembre, pour ne pas dire l'incident, a conduit un certain nombre de gens à prendre leurs distances pour ne pas tomber sous le coup des accusations qui étaient alors lancées. »

Les journalistes de *La Croix* s'étonnant de l'utilisation du mot « incident » pour parler de l'attentat qui fit près de 3 000 morts, Jean-Marie LE PEN déclare : « 3 000 morts, c'est ce qu'il y a en un mois en Irak, c'est beaucoup moins que les bombardements de Marseille ou de Dresde à la fin de la seconde guerre mondiale, qui étaient aussi des actes terroristes car ils visaient expressément des populations civiles pour faire capituler des militaires. »

Adversaire de la politique américaine dans le Golfe, opposant de l'intervention en Irak, Jean-Marie LE PEN a toujours minimisé les attentats. Rappelant qu'il a « toujours condamné sans équivoque la pratique du terrorisme, de tous les terrorismes », le président du FN avait ainsi estimé, le 21 septembre 2001, que les attentats du 11-Septembre étaient « directement liés » à la politique américaine.

21.02.07 – Devant un public estimé par l'UMP à 7 000 personnes, à Strasbourg, Nicolas SARKOZY réaffirme son objectif de remplacer la Constitution rejetée par les Français en 2005 par un « traité simplifié, de nature institutionnelle », qui, a-t-il dit, « sera soumis dès l'été 2007 pour ratification au Parlement ». Il préconise donc une autre voie pour sortir de l'impasse que celle choisie par ses rivaux, Ségolène ROYAL et François BAYROU, qui évoquent la possibilité d'un nouveau référendum pour faire adopter un traité modifié.

Tout au long de son discours, M. SARKOZY a balancé entre son amour revendiqué de l'Europe, avec un éloge de ses Pères fondateurs, et les vifs reproches qu'il lui adresse – jusqu'à exprimer sa compréhension pour les électeurs du « non ».

Au nombre des griefs, le candidat de l'UMP reproche à l'Europe de « tenir le peuple à l'écart », de s'être « dépolitisée », d'avoir préféré l'élargissement à l'approfondissement, de négliger « la protection de nos intérêts » face au dumping fiscal et social et de limiter sa politique monétaire au contrôle de l'inflation. Pourtant, l'Europe peut jouer le rôle précieux de rempart contre la mondialisation : elle « est aujourd'hui la seule force capable de contrebalancer toute tentation hégémonique dans le monde. La seule capable de s'opposer à la toute-puissance du marché. La seule en mesure de porter un projet de civilisation. »

21.02.07 – A Caen, Mme ROYAL indique que, si elle est élue, elle décidera un moratoire sur le programme EPR, le réacteur nucléaire dit de troisième génération. Elle juge que la décision de construire l'EPR a été prise en 2004 « sans véritable débat » et qu'il faut « replacer l'EPR dans le contexte global d'une politique énergétique et du développement des énergies renouvelables », examiner ses inconvénients et ses avantages (énergie sans CO₂, exportations,...), ses effets sur l'emploi, mais aussi ceux d'un développement plus volontariste des énergies renouvelables (éolien, solaire...).

21.02.07 – Eric Besson qui a démissionné de la direction du parti indique dans un texte à publier sur Internet sa décision de quitter le PS, de renoncer à se présenter aux prochaines élections législatives, et de « se tourner à nouveau vers le secteur privé ».

Pour expliquer son départ de la semaine dernière, M. Besson indique qu'il « n'adhère pas » à la campagne de Mme ROYAL ; il énumère les raisons de ses « ratés » : « déconnexion entre le siège de la campagne [le PS] et le «QG» [de la candidate], rôle excessif et souvent nocif » de certains conseillers dont il conteste la légitimité et le savoir-faire, « absence de lieu d'arbitrage et de mise en cohérence des thèmes, discours et propositions de la campagne », « faible utilisation des experts

proches du Parti socialiste ». Du pont de vue de la méthode, il déplore en particulier l'absence de transparence et de caractère contradictoire dans les débats préalables aux décisions. M. Besson évoque notamment « les hésitations et les revirements permanents d'une stratégie de réplique sur le chiffreage ».

21.02.07 – François Hollande met en cause le coût des propositions de Nicolas SARKOZY en soulignant qu'en un mois les engagements de baisse des prélèvements obligatoires de M. SARKOZY étaient passés de 68 milliards d'euros à 15 milliards d'euros sur cinq ans. Le premier secrétaire du PS s'est déclaré toujours partisan d'un audit des finances publiques.

21.02.07 – Invité de « Questions d'info LCP- Le Monde-France Info », José BOVE appelle les « quatre grands partis représentés à l'Assemblée » à lever l' « embargo électoral » sur les parrainages d'élus afin qu'il puisse se présenter à la présidentielle. M. BOVE a mis en garde la candidate du PS qui aura besoin de voix de la gauche antilibérale pour espérer atteindre la majorité au second tour. « Si le 16 mars au soir nous n'avons pas réuni les 500 parrainages, a-t-il ajouté, je crains que beaucoup de gens prêts à se mobiliser aujourd'hui n'acceptent pas cette situation et ne participent pas à ce simulacre d'élection. »

21.02.07 – Daniel Cohn-Bendit, député Vert au Parlement européen, suggère sur France Inter, un « partenariat présidentiel », avec « un pôle écologiste » autour de Dominique VOYNET et Nicolas Hulot, « Ségolène ROYAL comme pôle central » et « l'UDF de François BAYROU ».

22.02.07 – Ségolène ROYAL annonce la nouvelle équipe, de treize personnes, chargée de promouvoir son « pacte présidentiel » dans le cadre d'une réorganisation qu'elle a décrite le 18 février comme mettant fin à « l'autogestion » et instaurant une « hiérarchie » dans la conduite de la campagne. Outre Lionel Jospin, elle comprend ses anciens rivaux Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius, mais aussi Pierre Mauroy, Martine Aubry, Bernard Kouchner, Henri Emmanuelli, Yvette Roudy, le premier secrétaire, François Hollande, les présidents des groupes parlementaires Jean-Marc Ayrault et Jean-Pierre Bel, et deux « grands » maires, Bertrand Delanoë et Gérard Collomb. Intervenue après le rebond qui a suivi l'audience de son intervention, sur TF1, le 19 février, cette annonce estompe le départ de l'ancien secrétaire national à l'économie, Eric Besson.

A côté de l'équipe du « pacte », les chefs de parti alliés, Jean-Pierre Chevènement, pour le MRC, et Jean-Michel Baylet, pour les radicaux de gauche, font partie, avec M. Hollande, d'une « coordination des forces politiques ». La réorganisation touche également les lieutenants, rassemblés dans un « pôle expression publique » : Jack Lang et Julien Dray deviennent conseillers spéciaux. Vincent Peillon et Najat Belkacem, - une jeune conseillère régionale dans le Rhône élue en 2004 et proche du maire de Lyon, M. Collomb -, rejoignent Arnaud Montebourg comme porte-parole. Le strauss-kahnien Jean-Marie Le Guen et la jospiniste Annick Lepetit sont chargés des argumentaires. Et la communication sera désormais pilotée par des politiques : le fabiusien Claude Bartolone, et Delphine Batho, proche de Julien Dray, candidate aux législatives dans la circonscription de Mme ROYAL, s'occuperont de la presse nationale ; Gilles Savary et Jean Guérard de la presse régionale ; Elisabeth Guigou et Manuel Valls de la presse internationale. Les deux directeurs de campagne, François Rebsamen et Jean-Louis Bianco, critiqués ces dernières semaines, sont confirmés.

22.02.07 – A Marseille, devant 3 500 personnes venues de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marie-George BUFFET demande le rassemblement d'une « gauche de combat » pour faire barrage à la « droite toujours plus revancharde » de Nicolas SARKOZY et de François BAYROU.

Pour son deuxième grand meeting de campagne, la candidate est entourée de Fabio Amato, représentant de Rifondazione comunista, et d'Oskar Lafontaine, de la Gauche allemande. Prenant

la parole pendant près d'une heure devant un public plutôt âgé, Mme BUFFET a proposé une longue série de « mesures concrètes qui seront présentées, dès la prise de fonction d'un gouvernement de gauche, lors de la session parlementaire extraordinaire de juillet 2007 », parmi lesquelles le smic porté immédiatement à 1 500 euros, l'augmentation de 300 euros de tous les minima sociaux, l'abrogation des lois Sarkozy et Chevènement sur l'immigration, un moratoire sur l'expulsion des locataires .

Localement, des pétitions circulent pour exiger la démission des élus communistes qui soutiennent José BOVE, comme le sénateur des Bouches-du-Rhône, Robert Bret, ou le maire d'Aubagne, Daniel Fontaine, absents jeudi soir.

23.02.07 – Entouré de Jean Peyrelevade, ancien président du Crédit lyonnais, Christian Saint-Etienne, professeur à l'université Paris-Dauphine et membre du Conseil d'analyse économique, Jean-Claude Casanova, économiste et directeur de la revue *Commentaire*, ainsi que de Charles-Amédée de Courson, secrétaire de la commission des finances de l'Assemblée nationale et Jean Arthuis, président de la commission des finances du Sénat, M. BAYROU présente son projet économique et social, qu'il baptise la « social-économie ». Il entend en effet marier le progrès social et la liberté d'entreprendre.

Le président de l'UDF met au coeur de ses priorités la lutte contre la dette - « financière, générationnelle et écologique ». Dans cette situation, il estime que « le Parti socialiste se trompe quand il déclare qu'il faudra augmenter les impôts » et juge « irresponsables les déclarations de l'UMP qui promettent de baisser de 4 points, soit 72 milliards d'euros, les prélèvements obligatoires ».

Ses principales propositions portent sur le nettoyage des « quelque 40 milliards d'euros que représentent les 300 niches fiscales », estimant qu'elles sont « autant d'atteintes au principe de la progressivité de l'impôt ». Il suggère que l'avantage fiscal né du cumul des niches soit plafonné « à un montant fixé en pourcentage du revenu de chaque contribuable, avec un plafond de 8 000 euros ».

M. BAYROU considère par ailleurs que l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) « tel qu'il est conçu a fait beaucoup de dégâts ». Sur ce point, il critique sévèrement la proposition de Nicolas SARKOZY de fixer un « bouclier fiscal », incluant la CSG et la CRDS, à 50 % du revenu, ce qui reviendrait à limiter le montant maximal de l'imposition à l'actuel taux marginal de l'impôt sur le revenu : « Le bouclier Sarkozy est un filet qui laisse échapper les gros poissons mais attrape les petits », dénonce M. BAYROU. Il se dit partisan d' « une imposition sur le patrimoine à base large mais à taux léger ». « Un prélèvement de 1 pour 1 000 sur les patrimoines supérieurs à 750 000 euros rapporterait à peu près l'équivalent de l'ISF aujourd'hui », assure-t-il. En ce qui concerne les droits de succession, il est favorable à leur exonération complète jusqu'à 200 000 euros.

Le candidat est convaincu de la nécessité d'une nouvelle réforme des retraites. Il s'engage à ouvrir un débat national sur ce sujet afin d'aboutir à la rédaction d'un projet de loi qui sera soumis à un référendum. Il défend le principe d'une « égalité devant la retraite, par la prise en compte de la pénibilité du travail dans le calcul des trimestres cotisés ». Il vise à supprimer les régimes spéciaux et à instaurer un système de retraite par points. M. BAYROU se fixe un objectif de revalorisation du minimum vieillesse et des petites retraites à 90 % du smic à la fin du quinquennat, ce qui représenterait un coût de 3,3 milliards d'euros.

M. BAYROU, signataire du Pacte écologique de Nicolas Hulot, se prononce pour une « régulation du prix des énergies fossiles ». Partisan d'une fiscalité écologique, il propose « une taxe carbone établie de façon progressive sur dix à quinze ans ».

Il a également détaillé un certain nombre de propositions en faveur de l'emploi des jeunes. « Il faut associer premier contrat de travail et formation professionnelle, accepter que la collectivité prenne en charge la part du salaire consacrée à la formation du jeune débutant », estime M. BAYROU. Il se prononce pour la création d'un service civique universel de six mois, qui sera pris en compte dans la validation des acquis. « Le contrat de travail normal doit être le CDI », affirme-t-il. Refusant de « prendre le CNE comme modèle, comme l'a proposé Nicolas SARKOZY », il ajoute que « notre mission n'est pas de répandre la précarité, ni pour le salarié, ni pour l'entreprise ».

23.02.07 – Dans le quartier de Mailloles à Perpignan, ville où, en juin 2005, se sont déroulées des violences entre communautés gitane et maghrébine, Nicolas SARKOZY rencontre des jeunes des cités. Organisée par deux associations de ce quartier en difficulté, cette réunion ne devait initialement recevoir que Rachida Dati, porte-parole du candidat et tête de pont de M. SARKOZY dans les banlieues. Sans doute assuré que l'accueil lui serait favorable, le candidat a finalement décidé le jour même d'y aller en personne. M. SARKOZY y a fait l'éloge de la « discrimination positive », et a promis, s'il est élu, d'instaurer la diversité « à la tête des cabinets ministériels et des administrations ». Il a réaffirmé son projet d'un « plan national de formation qualifiante pour chaque jeune en difficulté ».

emaine du 24 février au 2 mars 2007

24.02.07 – Rappelant que les formulaires de parrainage d'élus doivent être déposés auprès du Conseil constitutionnel avant le 16 mars à 18 heures, *Libération* publie l'état des promesses d'un certain nombre de candidats à l'élection présidentielle, hormis François BAYROU, Marie-George BUFFET, Ségolène ROYAL et Nicolas SARKOZY qui dépasseront aisément les 500 signatures nécessaires :

- Jean-Marie LE PEN (FN) : « Entre 460 et 500 ».
- Arlette LAGUILLER (LO) : « 510 exactement ».
- Philippe de VILLIERS (MPF) : « A peu près 440 promesses ».
- Nicolas DUPONT-AIGNAN (Debout la République, ex-UMP) : 425.
- Olivier BESANCENOT (LCR) : 460.
- José BOVE (ex-dirigeant de la Confédération paysanne) : entre 240 et 330.
- Dominique VOYNET (Verts) : 441.
- Frédéric NIHOUS (CPNT) : 403.
- Jean-Philippe ALLENBACH (ex-dirigeant du Parti fédéraliste) : 737.

Libération fait état des discussions en cours sur les règles du parrainage. Guy CARCASSONNE, constitutionnaliste et professeur de droit public à Paris X Nanterre constate que « le système des parrainages est mauvais » car « à chaque échéance sont présents des candidats qui n'atteignent même pas 0,5% des suffrages exprimés tandis que, à l'opposé, des familles politiques significatives risquent de se trouver exclues ». Brice HORTEFEUX, ministre délégué aux Collectivités territoriales et proche de Nicolas SARKOZY a notamment proposé qu'un « nombre significatif de signatures de citoyens puisse valider une candidature ». Mais cette méthode présente le défaut d'être inapplicable en cas d'élection anticipée. D'autres idées de réforme ont été avancées. Le maire UMP de Sannois (Val d'Oise), Yannick PATERNOTTE a suggéré qu'un candidat qui s'est présenté à la présidentielle précédente et a obtenu 5% des voix soit « exempté de devoir réunir à nouveau 500 signatures pour l'élection suivante », ce système ayant l'inconvénient d'instituer une sorte de droit acquis à se présenter.

Beaucoup enfin s'interrogent sur la publicité des parrainages. Pour Jean Marie LE PEN qui souhaite un anonymat complet, susceptible de décomplexer les maires des petites communes, la législation

en vigueur qui prévoit de ne rendre public que 500 signataires par candidat après tirage au sort ne va pas assez loin. Le président de l'Association des maires de France (AMF), Jacques PELISSARD (cité dans le *Monde* du 28 février), fait deux propositions pour lever les réticences des élus. Il suggère, lui aussi, que le parrainage ne soit pas rendu public et qu'un maire puisse parrainer deux candidats. « L'anonymat est une formule qui permettrait la liberté du maire et sa réelle liberté de conscience », expliquait-il, le 22 février sur RMC. Quant au deuxième parrainage, il permettrait de « diluer le soutien politique ». « Aujourd'hui, il y a une confusion entre les parrainages et le soutien politique », déplore le président de l'AMF.

24.02.07 – Le Conseil constitutionnel met en garde les élus contre l'envoi massif par Nicolas MIGUET, candidat du Rassemblement des contribuables français, de documents se présentant comme des « guides officiels » de la procédure des signatures et les invitant à renvoyer leurs parrainages à une adresse du VIII^è arrondissement de Paris. Nicolas MIGUET s'est défendu de toute manœuvre ambiguë.

25.02.07 – Clôturant la convention présidentielle organisée à Lille qui a réuni plus de mille participants, Jean Marie LE PEN s'est adressé, comme au soir du 21 avril 2002, aux « petits », aux « obscurs », aux « sans-grade, travailleurs pauvres ou retraités », mais aussi aux « artisans » et « petits patrons » menacés par « le capitalisme planétaire » et « prédateur ». Il n'a pas hésité à utiliser dans son discours des formules que ne désavouerait pas l'extrême gauche. Se présentant comme « la voix du peuple », le candidat du FN a rendu hommage aux « travailleurs qui obtinrent par la lutte syndicale des conditions de travail décentes, des salaires acceptables dont on ne leur fit jamais cadeau ». Selon M. LE PEN, « gauche et droite » ont « trahi » « l'électorat populaire ». « Les Sarkozy, les Bayrou, les Royal », partisans du « oui à la Constitution européenne » sont devenus les « serviteurs zélés » des « nouveaux grands patrons du Medef et du CAC 40 » et « sacrifient les productions française sur l'autel de la compétitivité d'un ultralibéralisme mondialisé », a-t-il déclaré.

Le candidat du FN a présenté son programme, inscrit dans la stratégie de normalisation choisie par l'état-major du mouvement. La « préférence nationale », le « contrôle strict de l'immigration », le « retour des clandestins et des illégaux dans leurs pays », « l'arrêt des pompes aspirantes » par l'attribution des aides sociales aux seuls Français restent certes au centre du programme, mais cette politique prend place, selon Jean Marie LE PEN, dans « un projet économique et social clair, cohérent, réaliste ». Il se veut le chantre d'un « commerce équitable » et propose la création d'un « droit de douane pour les produits importés » qui « ouvrirait un droit de même montant à l'achat des produits français ». Il promet que s'il est élu, il ira à « l'Assemblée générale des Nations Unies » pour demander que soient gérées en commun (...) quatre parties communes de la copropriété planétaire : l'eau, l'alimentation, les médicaments de base et l'instruction ». Fustigeant la « camisole politique et fiscale de l'Europe de Bruxelles », le candidat du FN préconise le retour à « la nation » avec « rétablissement des frontières pour les marchandises et pour les hommes ».

25.02.07 – Invitée du « Grand Jury RTL – *Le Figaro* – LCI » Dominique VOYNET se déclare pour « un partenariat équitable avec le Parti socialiste » et refuse de brader « l'autonomie des Verts sur l'autel des signatures ». A propos des pressions exercées par le PS sur ses maires pour qu'ils ne lui accordent pas leurs parrainages, la candidate des Verts « constate » qu'un chantage aux signatures a été « tenté », demandant aux Verts de se montrer plus conciliants sur l'organisation des législatives.

26.02.07 - Pour relancer le débat sur l'environnement, oublié depuis l'annonce le 22 janvier de la non candidature de Nicolas HULOT, l'Alliance pour la planète, fédération qui rassemble 71 associations de défense de l'environnement dont les plus grandes (France Nature Environnement, Greenpeace, le WWF-Fonds mondial pour la nature) publie son appréciation des programmes des

candidats à l'élection présidentielle. Après les avoir examinés à la loupe, l'Alliance a établi pour chaque candidat une note sur 20, comme elle l'avait fait pour l'action au pouvoir des partis politiques (*Le Monde* du 13 décembre 2006).

Résultat : Dominique VOYNET et Corinne LEPAGE, dont les programmes sont jugés « forts et courageux » par le porte-parole de l'Alliance Daniel RICHARD, arrivent premières ex aequo, avec 16,5/20. Ségolène ROYAL jugée « assez carrée sur les moratoires les plus urgents, notamment l'EPR et les OGM » obtient un honorable 13/20. Suivent Marie-George BUFFET (9/20), et François BAYROU (9/20). Nicolas SARKOZY qui se voit reprocher ses positions « pronucléaire et pro-OGM » et son soutien aux aides à la pêche n'obtient que 8,5/20. Derrière viennent Olivier BESANCENOT (8/20) et Philippe de VILLIERS (7/20). Jean-Marie LE PEN et Arlette LAGUILLER terminent tous deux derniers, avec la note de 5/20. « On voit bien que l'environnement ne fait pas partie des préoccupations à l'extrême gauche et à l'extrême droite », constate M. RICHARD.

26.02.07 – Dans *Le Monde* (27 février), les SCOP, sociétés coopératives de production « dont la gestion repose sur l'implication déterminante des salariés dans un fonctionnement participatif » interpellent les candidats à l'élection présidentielle « en vue de soutenir et promouvoir les entreprises territorialement durables, dirigées par des entrepreneurs qui savent concilier la création de profit avec une localisation des emplois ». La Confédération générale des SCOP demande « solennellement [aux candidats] de s'engager dès à présent sur des mesures significatives favorisant la reprise d'entreprise par les salariés » :

- « des financements spécifiques en faveur des salariés qui investissent collectivement dans la reprise de leur entreprise » ;
- « la garantie du risque pris par les salariés repreneurs, au même titre que l'est celui des sociétés de capital-risque dont c'est le métier » ;
- « la sécurisation du processus de transmission aux salariés pour les cédants » ;
- « une fiscalité incitative pour favoriser des transmissions gagnant-gagnant entre les cédants et les salariés repreneurs ».

26.02.07 – Sur France-Inter Ségolène ROYAL critique la campagne de François BAYROU. « Ce n'est pas un homme qui m'effraie » lance-t-elle d'abord avant d'expliquer : « Je comprends que ce discours plaise, mais la politique n'a rien à gagner dans le ramollissement des identités politiques. (...) C'est assez dangereux, parce que dans ce discours de la confusion on cherche à empêcher les Français de choisir entre deux modèles de société ». On ne réglera pas les problèmes de la France avec « une pincée de social dans un océan de libéralisme », a-t-elle affirmé.

Le même jour, lors d'une réunion publique à Nîmes, le premier secrétaire du PS François HOLLANDE ironise sur la démarche du candidat de l'UDF : « Bayrou est de droite, du centre droit, et il voudrait nous faire croire qu'il suffirait que les garçons et les filles se donnent la main pour qu'on gouverne ensemble. »

26.02.07 – Répondant pendant une heure et demie aux questions d'un panel de cent téléspectateurs réunis sur TF1, dans l'émission « J'ai une question à vous poser », François BAYROU expose l'« autre chemin » qu'il entend proposer pour « sortir la France de l'impasse » dans laquelle l'a conduite, selon lui, la « guerre perpétuelle PS-UMP ». L'émission a été suivie en moyenne, selon Médiamétrie, par 6,6 millions de téléspectateurs pendant la durée de sa prestation. Nicolas Sarkozy en avait rassemblé 8,2 millions le 5 février et Ségolène Royal 8,9 millions le 19. « J'ai choisi de tendre la main par-dessus ce mur de verre qui coupe la France en deux », a plaidé M. BAYROU, citant en exemples le général de Gaulle, en 1945 et en 1958, et Pierre Mendès France en 1954. « Le rassemblement, ce n'est pas la mollesse, c'est la fermeté », a-t-il affirmé, précisant que s'il est élu, il nommera un « gouvernement rassemblant des compétences et des sensibilités

différentes », peut-être même avec un Premier ministre de gauche, comme il l'avait déjà avancé. Accusé d'avoir toujours voté avec la droite, il est revenu sur « [son] cas de conscience » lorsqu'en 2006 il a « voté la censure contre le gouvernement avec la détermination de celui qui veut changer les choses ».

Le candidat de l'UDF a rendu hommage à Jacques CHIRAC pour son opposition à la guerre en Irak. En revanche, il a pris le contre-pied de Ségolène ROYAL sur le nucléaire iranien, souhaitant que la France ait une position « absolument nette » et que les responsables fassent preuve de « la plus grande prudence ». « Nous avons signé un traité de non-prolifération, a-t-il rappelé qui prévoit que l'Iran a droit au nucléaire civil et pas au nucléaire militaire. »

François BAYROU a exprimé sa volonté d'accorder « la priorité à l'éducation » : « Nous allons garantir les moyens à l'éducation. Au lieu de faire la chasse aux postes, on va lui garantir des postes. (...) On fera les efforts nécessaires dans les cinq ans à venir » a-t-il déclaré. Il s'est fixé « un objectif » : parvenir à « 0% d'illettrisme », estimant toutefois qu'il fallait « au moins trois ans pour arriver à améliorer vraiment les choses. » Interrogé sur l'apprentissage de la lecture, M. BAYROU a envoyé une pique au ministre de l'éducation nationale, Gilles de ROBIEN (UDF), qui a voulu imposer la méthode syllabique : « Le temps n'est plus où les ministres claquaient du doigt, et ça obligeait tout le monde à changer. (...) Ce n'est pas au ministre de décider des méthodes de lecture », a-t-il dit, avant de souhaiter « un travail d'évaluation ». Il a également rendu un hommage appuyé aux syndicats d'enseignants, les qualifiant de « chance et non [de] handicap pour le pays ».

Au nom des valeurs républicaines, M. BAYROU s'est dit opposé à la discrimination positive, défendue par Nicolas SARKOZY : « Ce n'est pas une idée bien inspirée et ça ne marchera pas en France. Je suis pour qu'on défende le modèle républicain, et pour que ce modèle donne des chances dans l'entreprise autant que pour les études. » Le candidat de l'UDF n'a pas manqué d'embrayer sur l'un de ses sujets favoris : la dette de la France. Il a espéré pouvoir revenir à l'équilibre des finances publiques « en cinq ou six ans », proposant d'inscrire dans la Constitution « l'interdiction de présenter un budget en déficit de fonctionnement ». Pour cela, « il faut baisser le train de vie de l'État ». Enfin, sur l'immigration clandestine, François BAYROU a estimé qu'il ne fallait « pas régulariser tous les sans-papiers, pour ne pas créer un appel d'air ». Mais, a-t-il convenu, « au cas par cas, il est légitime de reconnaître l'effort immense qu'ils ont fait pour s'intégrer ».

26.02.07 – Invité de BFM TV et RMC Info, Nicolas SARKOZY dénonce le « centrisme mystificateur » (expression employée le même jour par Jacques JULLIARD dans les colonnes de *Libération*) : « Ce que propose François BAYROU, explique-t-il, on l'a parfaitement connu sous la IV^e République ». « C'était le règne des partis. Il n'y en avait aucun qui dominait à l'arrivée. Ils se mettaient tous ensemble pour partager le gâteau et on avait une politique informe ». À propos de l'exemple italien loué par François BAYROU pour illustrer son projet d'ouverture, Nicolas SARKOZY déclare : « Le gouvernement Prodi, c'est onze partis dans la coalition. Cela conduit à quoi au bout de trois mois ? La démission », avant de conclure : « Si le gouvernement Bayrou échoue, on laisse la place à quoi ? À Le Pen ou à Laguiller ? »

26.02.07 – Au cours de l'émission « Le Franc-Parler », de France Inter, iTélé, *Le Monde* Olivier BESANCENOT se dit « pour un rassemblement unitaire (...) sur des bases politiques qui sont fondamentales, celle du changement de société ». « Cela reste une ligne de clivage politique à gauche extrêmement importante », même si les deux gauches « peuvent faire des choses ensemble face à la droite, notamment sur les licenciements », ajoute-t-il. Le candidat de la LCR se veut « pragmatique » et explique qu'il se « présente à cette élection [présidentielle] pour proposer un plan de mesures d'urgences sociales et démocratiques qui permettraient maintenant à des millions de personnes de sortir la tête de l'eau ». Interrogé sur son attitude au second tour, il indique :

« la LCR n'a jamais fait la politique du pire, et en effet, je me présente contre Nicolas SARKOZY. Je fais une différence entre la gauche et la droite. Sur la consigne de vote en tant que telle, cela dépend de ce qui est dit dans le cadre d'une campagne ».

27.02.07 – Ségolène ROYAL effectue une visite à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), ville triplement symbolique, où deux jeunes sont morts dans un transformateur EDF le 27 octobre 2005, où les émeutes urbaines de l'automne 2005 ont démarré et où, en réaction aux violences urbaines, est né le collectif AC le Feu (Association collectif liberté égalité fraternité ensemble unis), dont les cahiers de doléances élaborés après l'organisation de rencontres dans 120 quartiers avaient été salués par la candidate socialiste lors de son discours de Villepinte. « Rien ne peut se faire sans vous. Vous faites partie intégrante de la nation. On a besoin de vous, de vos talents », a lancé Mme ROYAL. « Vous n'êtes pas un problème, vous êtes au contraire une partie de la solution à nos problèmes » a-t-elle ajouté, souhaitant que « l'énergie des jeunes des quartiers, l'inventivité, la créativité, l'envie d'avancer, constituent un élément fort de la relance de la croissance économique ».

La candidate socialiste a signé le «contrat social et citoyen» du collectif AC le Feu, à la Maison de la jeunesse. Un document synthétisant 105 propositions « concrètes » pour les banlieues à l'attention de tous les candidats. Il est décliné en neuf thèmes dont l'emploi, le logement, les discriminations, la justice, l'éducation, la santé... Ségolène ROYAL a décidé de ne pas retenir certaines mesures, qui lui paraissent irréalistes, mais elle a assuré que si elle était élue, « la réussite des quartiers populaires » serait son « grand chantier présidentiel ».

Quelques heures plus tard, François HOLLANDE s'est lui aussi déplacé en banlieue à Argenteuil (Val d'Oise) - autre lieu emblématique où Nicolas SARKOZY avait parlé de « racaille » - pour soutenir la candidature aux législatives de Faouzi LAMDAOUI, secrétaire national du PS à l'égalité. « Je crois qu'il n'y a aucun lieu de la République qui doit être délaissé. Et c'est d'ailleurs aujourd'hui un problème pour Nicolas SARKOZY parce qu'il ne peut plus se rendre dans certains lieux au risque de faire naître des incidents », a ironisé le premier secrétaire du PS.

François HOLLANDE a par ailleurs appelé au vote utile : afin d'éviter un face-à-face « entre la droite et l'extrême droite comme en 2002 » ou « entre la droite et la droite comme l'ont connu les plus anciens avec le choc entre Pompidou et Poher » en 1969, « il ne faut pas attendre le deuxième tour » pour voter pour Ségolène ROYAL », a-t-il déclaré.

27.02.07 – En déplacement à Madrid, où il s'est félicité de trouver en José Luis ZAPATERO un homme « attentif » à ses propositions en faveur d'un « traité simplifié » pour sortir l'Europe de la crise institutionnelle, Nicolas SARKOZY tient réunion publique au Palais des congrès devant quelque 2 000 expatriés. Pour l'année 2006, 835 000 Français de l'étranger ont fait la démarche de s'inscrire sur les registres des consulats pour pouvoir voter en 2007. Comme il l'avait déjà fait le 30 janvier à Londres, le candidat de l'UMP les a encouragés à « revenir en France » pour la « reconstruire ensemble ».

En marge de ce déplacement Nicolas SARKOZY a dû affronter la presse à deux reprises pour tenter de faire pièce aux révélations du *Canard enchaîné* sur les conditions « avantageuses » d'achat et de travaux de son appartement de l'île de la Jatte à Neuilly (Hauts-de-Seine). « Je conteste les allégations d'un article blessant et outrancier (...) qui a pour seul objet de me salir » a déclaré le candidat de l'UMP.

27.02.07 – *Le Monde* (daté du 28 février) fait état de l'inquiétude des maires des communes rurales. Très sollicités par les candidats à la présidentielle, ils craignent d'être stigmatisés en accordant leur parrainage aux petits candidats, pour deux raisons : la crainte d'un nouveau 21 avril

avec le Front national au deuxième tour et la proximité des élections municipales. « Les maires ont peur de se faire crucifier en 2008 par leurs adversaires, qui pourraient utiliser leur parrainage comme un argument de campagne », analyse Gérard PELLETIER, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

27.02.07 – Dans son livre *Candidat rebelle* (Hachette) à paraître le 1er mars, José BOVE se présente non plus comme un résistant à la mondialisation libérale mais comme un acteur du mouvement social qui entend « prendre ses responsabilités en acceptant les risques du pouvoir ». « J'ai drôlement changé ! » assure-t-il. « Je ne fais pas un coup politique mais je compte bien aller jusqu'au bout » précise-t-il au *Monde* (28 février). Selon le leader paysan la campagne socialiste ne parviendra à remobiliser les « oubliés de la mondialisation libérale » : la gauche préférant s'intéresser aux classes moyennes est devenue « incapable d'améliorer concrètement et durablement la vie quotidienne des classes populaires ».

27.02.07 – Le syndicat étudiant UNEF lance une campagne d'interpellation des candidats intitulée « Qu'allez-vous faire de nos 20 ans ? ». « Sept exigences » sont mises en avant visant à permettre à tous d'accéder à un diplôme et à améliorer les conditions sociales de « toute la jeunesse », a indiqué Bruno JULLIARD, président de l'UNEF. Celle-ci invite les candidats à son congrès, à Lille, du 22 au 25 mars.

27.02.07 – Lionel JOSPIN déclare, au cours d'un déplacement à Athènes, qu'il entend prendre une part « active certes, mais modeste » à la campagne de Ségolène ROYAL dont il vient de rejoindre l'équipe.

28.02.07 – Interviewé par *Le Figaro* à l'occasion de la sortie de son livre *La dernière marche, Lettre à Nicolas SARKOZY* (Grasset), Jean-Pierre RAFFARIN estime que le candidat de l'UMP est « devenu homme d'État » et « rassembleur ». « C'est un homme de caractère, ce n'est pas un dissimulateur. Sa force, c'est l'authenticité. L'exact contraire de Mme ROYAL » qui, selon lui, « génère » des « incertitudes ». L'ancien Premier ministre critique également le projet politique porté par François BAYROU « sympathique mais irréaliste ». « Pour qu'il ait un sens, explique-t-il, il faudrait que le Parti socialiste se scinde en deux : avec, d'un côté, les sociaux-démocrates et, d'un autre, les altermondialistes. Or, Mme Royal vient de verrouiller le PS en rappelant à ses côtés les éléphants. Elle a rendu le projet d'une troisième force incarnée par Bayrou impossible. »

28.02.07 – Après la parution en janvier du sondage TNS-Sofres pour le CRAN (Conseil représentatif des associations noires), révélant que 61% des Noirs de France disaient avoir été victimes de discriminations au cours des douze derniers mois, le président du CRAN Patrick LOZES lance un appel aux candidats à l'élection présidentielle (*Le Monde* du 1er mars) pour que soient inscrites à leur programme les mesures suivantes :

- « des statistiques de la diversité pour analyser les inégalités et suivre leur évolution dans le temps » ;

- « une politique d'action affirmative ambitieuse et efficace à l'échelle nationale. Nous voulons que les pouvoirs publics tiennent compte du fait qu'être noir en France est un handicap social et agissent en conséquence. Nous voulons que les minorités soient représentées dans les instances politiques, judiciaires et économiques. Nous voulons que des Noirs siègent au gouvernement, au Parlement et aux conseils d'administration des entreprises. Nous voulons que la création d'entreprises par des entrepreneurs issus des minorités soit favorisée. Nous voulons que l'Etat aide les Noirs à accéder au logement, aux bourses, aux stages pour que les jeunes Noirs n'en soient plus réduits à travailler dans la supérette au bas de leur immeuble ».

M. LOZES déplore qu'après cette enquête « aucun candidat à l'élection présidentielle [n'ait] exprimé son soutien. A l'exception notable de Marie-George Buffet (PCF) et de François Bayrou (UDF), qui étaient présents cette année au dîner du CRAN, aux côtés de représentants du CRIF et du MRAP. Pas de déclarations de Nicolas Sarkozy, ni de Ségolène Royal, ni de José Bové... »

28.02.07 – Olivier BESANCENOT dénonce, documents à l'appui, « les pressions » qu'exerce le PS sur ses élus afin qu'ils n'accordent leur parrainage qu'à Ségolène ROYAL. Selon Pierre-François GROND, membre du bureau politique de la LCR, le PS « essaie de priver les citoyens de premier tour ».

François HOLLANDE a confirmé qu'il n'était pas question pour le PS d'accorder des signatures à un candidat « autre que socialiste ». « Si on retrouvait une situation comme celle de 2002, je serais le premier accusé d'avoir empêché le PS d'être au second tour », s'est-il justifié.

28.02.07 – Devant la presse étrangère, à Paris, Nicolas SARKOZY dévoile ses priorités en matière de politique étrangère. Il rend un hommage appuyé à la « lucidité » de Jacques CHIRAC : « J'approuve l'action menée depuis douze ans par le Président de la République », indique-t-il en préambule, avant d'expliquer « certains changements ». Le candidat de l'UMP souhaite fonder sa politique étrangère sur une « doctrine » et déclare s'opposer « au relativisme culturel qui voudrait que certains peuples ne soient pas faits pour la démocratie ». A ce titre il juge que la situation de la Russie est « préoccupante » et le silence inacceptable face aux « 200 000 morts et 400 000 déplacés des guerres de Tchétchénie ». La Chine est selon lui digne d'une « grande admiration » pour sa « réussite économique et monétaire exceptionnelle » même si elle doit aussi « se poser la question des libertés publiques ». M. SARKOZY souhaite, tout en fustigeant « les réseaux d'un autre temps » que l'armée française reste au service de la sécurité en Afrique. S'agissant du Darfour, il prône une plus grande sévérité – jusqu'à la mise au ban – avec le régime soudanais.

La dissuasion nucléaire reste « un impératif absolu » pour Nicolas SARKOZY qui propose d'étendre aux « voisins européens » de la France cette « garantie nucléaire ». Il s'engage à consacrer au minimum 2 % du PIB à l'effort de défense. « La perspective d'un Iran doté de missiles nucléaires n'est pas acceptable » affirme-t-il, tout en tout en plaidant pour une coopération avec les pays du Sud dans le domaine du nucléaire civil. M. SARKOZY a salué « l'amitié profonde » entre la France et les Etats-Unis tout en assurant que « l'amitié, ce n'est pas la soumission ». Il a plaidé pour la relance d'une « Europe politique » et renouvelé sa proposition d'un « traité simplifié » pour sortir l'Union de son blocage institutionnel. Le candidat de l'UMP prône une approche équilibrée du conflit israélo-palestinien, mettant « sur le même plan » le droit d'Israël à la sécurité et celui des Palestiniens à un Etat viable. Il juge « incontournable » l'élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU, afin que « toutes les régions du monde » y soient représentées et prône l'octroi d'un siège permanent à l'Allemagne, l'Inde, le Japon et le Brésil.

01.03.07 – Jean-Marie LE PEN se dit victime « de manœuvres déloyales et d'une grande offensive généralisée pour l'empêcher d'obtenir les parrainages » d'élus indispensables pour valider sa candidature. Il annonce lors d'une conférence de presse qu'il va déposer deux plaintes, l'une contre Philippe de VILLIERS candidat du MPF, à qui il reproche d'avoir affirmé qu'il faisait « un numéro de victimisation » et l'autre contre Jacques BOMPARD, le maire (MPF) d'Orange (Vaucluse), qu'il accuse d'avoir faire pression sur un maire pour qu'il ne le parraine pas. M. LE PEN a déjà fait enregistrer une vingtaine de plaintes pour « manœuvre frauduleuse visant à altérer la sincérité du scrutin » : elles concernent des cas de maires que des personnes se prétendant journalistes de quotidiens régionaux auraient tenté de dissuader d'accorder leur parrainage au candidat du Front national.

01.03.07 – Le plan de restructuration d'Airbus « Power 8 » présenté le 28 février à Toulouse par Louis GALLOIS, patron d'Airbus et coprésident d'EADS relance les controverses sur l'emploi, la politique industrielle, le rôle et la responsabilité de l'État actionnaire. En meeting à Mont-de-Marsan (Landes), devant plusieurs milliers de personnes, Ségolène ROYAL centre son discours sur « le séisme [qui] menace notre pays et plus largement l'Europe » : la suppression de 10 000 emplois par Airbus dont 4 300 et la fermeture de deux usines en France. « L'actuel gouvernement est responsable de ce désastre » a affirmé la candidate socialiste, lui reprochant de ne pas avoir joué « son rôle d'actionnaire responsable » et d'avoir « scandaleusement déstabilisé cette entreprise par des « nominations politiques à sa tête ». Mme ROYAL a appelé à la responsabilité de l'État : « L'État peut faire et doit faire, la puissance publique doit assumer ses responsabilités. L'enjeu de cette élection présidentielle est sur un choix clair entre un État impotent, un gouvernement impuissant et au contraire un État fort qui assume ses responsabilités. (...) Avec moi l'État sera fort, juste, à sa place » a-t-elle déclaré. Alors qu'elle doit rencontrer la chancelière allemande Angela MERKEL le 6 mars, Ségolène ROYAL a promis un « moratoire » pour remettre à plat la gestion d'Airbus si elle est élue.

Selon Nicolas SARKOZY, le problème d'EADS « n'est pas d'abord un problème franco-allemand mais un problème d'actionnariat ». « Je ne considère pas que les États soient les actionnaires industriels les plus avisés » a-t-il indiqué le 28 février.

Quant à Olivier BESANCENOT et Arlette LAGUILLER, ils ont proposé l'un de « renationaliser l'entreprise » et l'autre d'« interdire les licenciements ».

01.03.07 – Dominique VOYNET tient son second meeting de campagne à Montpellier (Hérault) devant près d'un millier de sympathisants. La candidate des Verts minimise la concurrence de José BOVE dont le « positionnement est plus antilibéral qu'écologique ». Elle révèle lors d'une conférence de presse la faiblesse des ressources financières des Verts : « Pour l'ensemble de la campagne de l'élection présidentielle, nous disposons en tout et pour tout d'un million trois cent quarante mille euros », précise-t-elle, « ce qui doit représenter environ le quart du budget de la seule soirée d'adoubement de Nicolas SARKOZY » qui s'était tenu porte de Versailles à Paris le 14 janvier.

02.03.07 – En déplacement dans les Pyrénées-Atlantiques, Ségolène ROYAL rencontre une délégation de salariés d'Airbus. Elle avance l'idée d'un « groupe stratégique d'alternative » qui regrouperait les huit régions concernées par les suppressions d'emplois et, si elle le souhaite, l'intersyndicale, afin de constituer une alternative au plan de restructuration « Power 8 ». Elle propose également que les régions puissent entrer dans le capital de l'entreprise.

02.03.07 – Dans une interview au *Monde* (daté du 3 mars) François BAYROU indique qu'« élu président de la République » il former[a] un gouvernement composé de femmes et d'hommes compétents, d'accord sur les grands choix et représentatifs des grandes sensibilités démocratiques du pays ». « Ce gouvernement accordera un label dans chaque circonscription aux candidats qui le soutiendront », précise-t-il. Le candidat de l'UDF estime que, « pour porter ce nouvel espoir et cette grande responsabilité », la création d'« un grand parti démocrate pour la France » sera « une nécessité ». Les institutions sont l'un « des premiers grands chapitres du redressement » : M. BAYROU se prononce en faveur d'« une loi électorale juste : 50% des sièges au scrutin majoritaire de circonscription, 50% à la proportionnelle, avec une barre à 5% des suffrages ». Interrogé sur la réforme de l'État, il propose d'« engager une conférence avec les collectivités territoriales », « d'en finir avec les compétences croisées : c'est-à-dire qu'une collectivité, et une seule, s'occupe d'un secteur » et de « fondre en une seule collectivité les départements et les régions ». Sur le rééquilibrage du partage des richesses, le candidat de l'UDF souhaite « une mesure incitative forte pour que les entreprises soient amenées à partager leurs bénéfices (...) avec

leurs salariés » et suggère une répartition « d'un tiers pour le capital, un tiers pour l'investissement et un tiers pour les salariés ».

Semaine du 3 au 9 mars 2007

03.03.07 – En meeting à Marseille, devant 1500 à 3000 personnes, Jean-Marie LE PEN indique qu'il se voit « au-dessus de 20 % des voix » au premier tour de l'élection présidentielle - dans l'hypothèse où il obtient les 500 parrainages requis, ce qui n'est pas encore assuré. Il a insisté sur les conséquences à ses yeux dramatiques de l'immigration étrangère et sur les mesures qu'il propose pour l'endiguer. Il a reproché à Nicolas SARKOZY d'être « favorable au droit de vote des immigrés », de « proposer l'immigration choisie sous forme de quotas divers, donc plus d'immigrés encore dans notre pays », d'avoir « institutionnalisé l'islam de France », de « vouloir aider à la construction et au financement des mosquées », d'avoir « supprimé la prétendue double peine », ou encore de « donner des consignes de modération aux préfets en matière de régularisation des Tunisiens et des Algériens »... Il a d'autre part affirmé l'existence d'« un lien entre immigration de masse et insécurité » visible dans le fait que « 60 % des détenus sont étrangers ou binationaux ».

Dénonçant « l'immigration de masse » comme cause de la crise de l'éducation, et « l'explosion des coûts financiers » qui lui est liée comme l'une des causes de « l'appauvrissement dramatique des classes moyennes et populaires, le président du Front national a demandé le rétablissement de la souveraineté nationale, et de la préférence nationale.

03.03.07 – Dans un discours à la Maison de la chimie, Ségolène ROYAL indique qu'elle maintiendra le budget de la défense à son niveau actuel, soit 2 % du PIB, à l'intérieur desquels il sera procédé à des « redéploiements nécessaires ». La candidate socialiste se prononce en faveur du maintien des deux composantes de la dissuasion, sous marine et aéroportée. Mme ROYAL a néanmoins réclamé un renforcement du contrôle parlementaire sur la défense et le développement du droit d'expression des militaires.

Sur la question du deuxième sous-marin, la piste de la coopération avec les Britanniques lui sembler continuer de devoir être explorée. La candidate socialiste a de nouveau évoqué le « service civique » qui pourrait avoir « une dimension de formation de base aux missions de protection civile et de défense du territoire » et « déboucher sur des volontariats de services longs de 18 à 24 mois ». Quant à la défense européenne, « en panne depuis cinq ans », elle devra être relancée.

Visant Nicolas SARKOZY, Ségolène ROYAL a affirmé qu'elle n'entendait « pas mettre ses pas dans ceux de l'administration américaine » et qu'elle veillerait « à ce que l'OTAN ne dérive pas vers un rôle de gendarme du monde, se substituant à l'ONU ». Pour elle, l'Europe doit devenir un « acteur stratégique indépendant », ce qui, en revanche, n'est pas la « vocation » de l'OTAN.

03.03.07 – A Montreuil (Seine-Saint-Denis), lors d'une réunion de la coordination nationale des quelque 300 structures locales qui s'étaient prononcé pour le « non » au référendum sur la constitution européenne, plusieurs personnalités font entendre leur désaccord avec le maintien de la candidature BOVE, « troisième candidature antilibérale » à côté de celles de Marie-George BUFFET (PCF) et d'Olivier BESANCENOT (LCR). Initialement prévue les 10 et 11 mars pour « faire le point » sur l'opportunité de la candidature du leader altermondialiste, une réunion est repoussée au 18 mars, après le dépôt des parrainages au Conseil constitutionnel. Ce report n'a pas été du goût de ceux qui avaient déjà des réserves contre cette candidature, et qui ont fait par de leur désapprobation - notamment Christian PICQUET (LCR) et Clémentine AUTAIN, adjointe (apparentée PCF) au maire de Paris.

05.03.07 – Selon le baromètre TNS-Sofres-Unilog pour *Le Figaro*-RTL-LCI, François BAYROU recueille 18,5 % des intentions de vote, progressant de 6,5 points sur la dernière quinzaine. S'ils restent en tête, Nicolas SARKOZY (31 %, - 2 points) et à un moindre degré Ségolène Royal (25,5 %, - 0,5 points) pâtissent de cette progression. La percée de BAYROU est particulièrement forte chez les 35-49 ans et les cadres où il fait jeu égal avec SARKOZY. Celui-ci gagnerait cependant le second tour face à Mme ROYAL : 54 % contre 46 %.

05.03.07 – En déplacement à Toulouse, François BAYROU rencontre l'intersyndicale d'Airbus. Il se dit favorable à un plan « qui permette de répondre aux défis industriels et de refaire d'Airbus une entreprise performante ». « Airbus ne doit pas faire l'objet de surenchères électorales et être l'otage de la campagne présidentielle », ajoute-t-il. « C'est aux dirigeants de l'entreprise de prendre des décisions de nature industrielle. » ; mais à ses yeux, « le rôle de l'Etat n'est pas d'être aux commandes directement ».

Le président de l'UDF s'est dit attaché au « maintien des capacités de l'outil de production en France » et a souligné les « risques de fragilisation » que ferait courir le nouveau schéma industriel au site de Toulouse. Il redoute également les conséquences locales pour les sous-traitants. S'agissant des actionnaires, il interroge : « Qu'ont-ils fait de leur délégation de gestion ? ».

Cette crise illustre pour M. BAYROU, « le mélange perpétuel des enjeux politiques et industriels dans cette entreprise, qui a conduit à ce que les décisions soient constamment prises sous l'interférence du politique. M. BAYROU juge par ailleurs « totalement fantaisiste » la proposition avancée par Mme ROYAL de faire entrer les régions françaises à hauteur de 10 % dans le capital d'EADS.

05.03.07 – Sur France 3, Nicolas SARKOZY annonce qu'il « se battra » pour que certains de ses concurrents à la présidentielle, comme Jean-Marie LE PEN ou Olivier BESANCENOT, aient les parrainages d'élus leur permettant de se présenter. Dans la matinée, l'UMP avait d'ailleurs amorcé cette évolution en invitant les maires sans étiquette à parrainer les candidats représentant « les principaux courants de pensée ».

05.03.07 – Inspectant les moyens opérationnels du patrouilleur l'Arago, au large du Vieux Port de Marseille, Nicolas SARKOZY affirme qu'il effectue cette visite comme ministre de l'Intérieur, dans la perspective d'une « arrivée probable, au printemps, de migrants clandestins venus d'Afrique ». Il souligne les résultats obtenus grâce à la loi votée fin 2003 en matière de répression de l'immigration illégale, tout en dénonçant un peu plus tard « le système absurde qui faisait office de politique migratoire dans notre pays » : « Dix ans de clandestinité réussis étaient récompensés par l'octroi de papiers. »

Le ministre de l'Intérieur propose par ailleurs que tout postulant au regroupement familial satisfasse, avant le départ de son pays d'origine, « à un test d'intégration » qui inclue notamment la maîtrise de la langue française et « la connaissance de nos institutions et de nos valeurs ».

05.03.07 – A l'issue d'une discussion avec les syndicats, Nicolas SARKOZY estime que « le rôle de l'État est essentiel » dans la recherche d'une solution aux problèmes que rencontre aujourd'hui Airbus. Parlant du « très mauvais pacte » négocié sous le gouvernement JOSPIN, il a affirmé : « Si j'étais président de la République et qu'Airbus avait besoin d'une augmentation de capital, je serais prêt à y souscrire, moi le libéral, l'homme de droite. Mais (...) cette participation de l'Etat viendrait en conclusion d'un nouveau pacte d'actionnaires. » A propos du plan Power 8, qui prévoit 4 300 suppressions d'emplois en France, le candidat de l'UMP a affirmé : « ce plan doit être renégocié ».

06.03.07 – Dans l'entretien qu'elle accorde au *Monde*, Ségolène ROYAL déclare qu'elle souhaite gouverner avec une majorité « la plus large possible ». Les critères de compétence, d'expérience, de renouvellement et l'objectif de parité guideront la formation du gouvernement, sans que soit fait forcément une place à la société civile : « Il est bon qu'un responsable politique se soit confronté au suffrage universel. »

La candidate socialiste souhaite d'autre part l'organisation, avant juin 2009, d'un référendum sur un nouveau « traité » constitutionnel européen, reprenant les parties 1 et 2 du précédent et remplaçant la partie 3, relative aux politiques de l'UE, par un « protocole traitant des politiques nouvelles, du progrès social, des services publics et de l'environnement ».

06.03.07 – Invité de l'émission de LCI-Le *Figaro-L'Express* « Élysée, les trois marches », Olivier BESANCENOT appelle le Parti socialiste à « s'inspirer » de l'appel aux signatures lancé lundi par Nicolas SARKOZY et à lever « tous les obstacles pour que les élus puissent librement » accorder leur parrainage. « Je rappelle qu'au deuxième tour, il faut toutes les voix », a lancé Olivier BESANCENOT, laissant entendre que le report de voix en faveur du PS s'effectuerait mieux s'il peut être candidat.

06.03.07 – En meeting à Cormeilles-en-Parisis, Nicolas SARKOZY fait l'apologie d'un « État fort ». Se présentant comme un « libéral économique », il a critiqué « l'État bureaucratique » qui « empêche le dynamisme ». À trois kilomètres de la dalle d'Argenteuil, l'endroit où il lâcha il y a quelque mois le mot de « racaille », Il a clairement plaidé pour une restauration de « l'autorité de l'État ». « Un mot qui ne me fait pas peur », a-t-il martelé.

Devant un public de banlieusards, il a promis une nouvelle fois qu'il ferait voter une loi sur le service minimum dans les transports en commun « dès le mois de juillet 2007 ». Il a par ailleurs défendu son bilan à l'Intérieur, plaidé pour les peines plancher contre les délinquants multirécidivistes, une « sévérité totale » contre les agresseurs d'agents de la force publique, dénoncé « la loi des petits caïds » et refusé une « régularisation globale et générale des sans-papiers ».

06.03.07 – La chancelière allemande Angela MERKEL reçoit pendant une heure Ségolène ROYAL. A sa sortie de l'entretien, la candidate socialiste a indiqué : « Nous avons échangé sur les reproches qu'elle a entendus lors de sa propre campagne et qu'elle entend encore aujourd'hui. Elle a surmonté tout ça, elle a fait preuve d'une grande compétence et d'une grande crédibilité, y compris sur la scène internationale. Elle a le souci de déboucher concrètement sur les dossiers qu'elle empoigne et qu'elle tient fermement dans ses mains. »

S'agissant des dossiers, l'accord est en revanche limité. Le projet d'un nouveau référendum en France sur la question européenne, prôné par Mme ROYAL, inquiète Mme MERKEL, qui craint que cela ne ralentisse la relance du processus institutionnel.

Les deux responsables ont « très longuement abordé le dossier Airbus » durant leur entretien. « Nous partageons totalement l'idée selon laquelle l'Europe doit tout faire pour protéger son industrie aéronautique », a plaidé Mme ROYAL. Mais la chancelière n'entend pas renégocier le compromis qui vient d'être conclu. Autre sujet de tension : la Banque centrale européenne (BCE). Mme ROYAL souhaite une réforme de ses statuts, tandis que Mme MERKEL a régulièrement rappelé son attachement à l'indépendance de la BCE.

Angela MERKEL a en tout cas évité soigneusement tout ce qui pourrait être interprété comme une immixtion dans la campagne française. Elle avait agi de même en recevant Nicolas SARKOZY il y a quelques semaines.

07.03.07 – Arrivée la veille dans l'ouest pour assister à la manifestation des salariés d'Airbus, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Marie-George BUFFET se rend sur une exploitation agricole puis auprès de salariés d'Alcatel-Lucent, avant de continuer son déplacement sur Lorient et Saint-Brieuc. La Bretagne est en effet tenue par les opposants à la candidate communiste : les partisans de Robert HUE. Pour les fidèles de l'ancien secrétaire général du parti, l'échec de la tentative de rassembler les antilibéraux derrière une candidature communiste serait la cause d'une campagne qui patine. Mme BUFFET rétorque que « c'est les 3,37 % de 2002 qui ont porté atteinte à la crédibilité du parti » - mettant donc en cause M. HUE, candidat en 2002. Les résultats du 22 avril seront néanmoins largement scrutés par les opposants à la ligne de la candidate communiste, mais aussi par les autres opposants à sa ligne que sont les « orthodoxes » du PCF.

07.03.07 – En conclusion de la « Journée de la défense » de l'UMP, Nicolas SARKOZY réaffirme son engagement à maintenir l'effort de défense « au moins à son niveau actuel, soit de l'ordre de 2 % du PIB », un « seuil incompressible ». Répondant à Ségolène ROYAL qui avait déclaré privilégier l'éducation à un deuxième porte-avions, le candidat a indiqué « Je ne financerai pas les universités ou les lycées en annulant des programmes militaires indispensables à notre sécurité ».

Paraphrasant une formule célèbre, M. SARKOZY a affirmé que « la politique de défense est chose trop sérieuse pour continuer à être enfermée dans un domaine réservé » au chef de l'Etat. S'il est élu, les pouvoirs du Parlement dans ce domaine seront donc renforcés.

07.03.07 – A la veille de la Journée internationale des femmes, Ségolène ROYAL tient meeting à Dijon devant 7 000 personnes dans la salle du Zénith. Elle expose ses « 10 propositions pour changer le quotidien des femmes », parmi lesquelles le transfert au Panthéon des cendres de la révolutionnaire et féministe Olympe de GOUGES mais aussi la « lutte contre le travail précaire », la mise en place d'un « revenu de solidarité active », « la parité dans la formation professionnelle », l'accès à la contraception gratuite pour les moins de 25 ans ou « l'augmentation des petites retraites » qui les toucheraient au premier chef. Elle a répété son engagement à faire voter, dès son élection, une « loi-cadre contre les violences faites aux femmes ».

07.03.07 – Dans le cinéma de Brest où il tenait une réunion publique, devant quelque 600 personnes, Olivier BESANCENOT réclame l'allocation d'autonomie de 700 euros « pour tous les jeunes » et la « réquisition des logements vacants ». Il a par ailleurs critiqué Nicolas SARKOZY qui a « mis en place une politique de boucs émissaires où les responsables de tous les maux sont les jeunes des quartiers et les immigrés » - tout comme le programme « a minima » de Ségolène ROYAL qui propose, selon lui, une augmentation du Smic « inférieure à ce qu'a fait le gouvernement de droite depuis cinq ans ».

A neuf jours de la date limite de dépôts des parrainages, le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire qui dispose pour l'heure de 455 signatures d'élus s'est avoué « franchement inquiet ».

08.03.07 – Selon un sondage CSA pour *Le Parisien* et i-télé réalisé, mercredi 7 mars, auprès de 917 personnes, François BAYROU enregistre une nouvelle poussée. Il gagne 7 points par rapport à une enquête du 28 février, ce qui le situe à 24 % des intentions de vote exprimées, et rejoint donc Ségolène Royal (25 %, - 4) et Nicolas SARKOZY (26 %, - 3).

08.03.07 – A Bruxelles, devant un public de hauts fonctionnaires, de diplomates, et d'élus européens, François BAYROU indique vouloir replacer la France « au coeur de l'Europe » : « le non mérite une stratégie de refondation et ne doit pas être éludé », analyse M. BAYROU.

Cela suppose à ses yeux la négociation d'un « nouveau traité » institutionnel, qui serait ratifié par référendum. « Seul le peuple peut refaire ce que le peuple a défait », a-t-il plaidé. Le président de l'UDF a énuméré six domaines dans lesquels l'Europe devrait accroître son intervention : les politiques économiques, l'environnement, l'énergie, la recherche, la gestion de l'immigration et la politique étrangère et de défense.

08.03.07 – Dès la fin de son mandat de membre du Conseil constitutionnel, Simone VEIL, à l'occasion de la Journée des femmes, apporte son soutien à Nicolas SARKOZY. Bien que proche de Valéry GISCARD D'ESTAING dont elle fut trois fois ministre, Mme VEIL s'est depuis longtemps éloignée de l'UDF. « Je continue à appartenir au centre, mais au centre qui existe au sein de l'UMP. Le véritable centre est là », a-t-elle indiqué.

Son différend avec François BAYROU remonte à 1989, quand le député du Béarn dirigeait sa campagne européenne qui fut un fiasco – sa liste n'avait recueilli que 8% des suffrages – ce dont elle tient le député du Béarn en partie pour responsable.

08.03.07 – Sur Canal+, la candidate des Verts à la présidentielle, Dominique VOYNET, se montre confiante sur l'obtention de ses 500 parrainages, en indiquant que « 385 » signatures étaient déjà validées. Elle a accusé le PS d'avoir exercé « beaucoup de pressions sur les maires ». Interrogée sur l'appel de 80 militants Verts lui demandant de retirer sa candidature au profit de celle de José BOVE, Mme VOYNET a stigmatisé « l'insignifiance » de cette démarche.

08.03.07 – Sur France 2, présentant les mesures qu'il fera adopter « en session extraordinaire, dès juillet », s'il est élu, Nicolas SARKOZY oppose les « solutions » qu'il propose à la « stratégie d'immobilisme » de François BAYROU. « Sa stratégie, on la connaît, c'est le système italien. Onze partis dans la coalition. C'est l'immobilisme garanti, parce qu'il y a toujours quelqu'un pour appuyer sur le frein ». « Après toute une carrière à droite et au centre, pour profiter des difficultés de Mme ROYAL, il ne faut s'adresser qu'à la gauche. » Nicolas SARKOZY ne voit que deux « choix clairs » : celui de la candidate socialiste qui veut « revenir à la politique socialiste de l'époque JOSPIN », et le sien.

Le candidat de l'UMP est revenu sur ses propositions placées sous le signe de l'autorité : peines incompressibles pour les criminels et les délinquants multirécidivistes, fermeté en matière d'immigration, pas de minimum social sans contrepartie apportée par son bénéficiaire à la société, service minimum dans les transports publics.

Nicolas SARKOZY s'est d'autre part engagé à instaurer dès son arrivée à l'Élysée l'exonération sociale et fiscale des heures supplémentaires, la « suppression des droits de succession et de donation pour 95 % des Français » et la déduction des intérêts des emprunts de l'impôt sur le revenu.

09.03.07 – Dans une interview au *Monde* daté du 10 mars, interrogé sur les propos de François BAYROU affirmant qu'il pourrait, une fois élu, choisir un premier ministre de gauche, et ajoutant qu'il avait de « l'estime » pour l'ancien ministre de l'économie et des finances, Dominique STRAUSS-KAHN indique que « cette question ne se posera pas ». « Je suis un homme de gauche et l'union nationale, telle que la propose François BAYROU, ferait avant tout l'affaire des extrêmes. La France a besoin d'une majorité de gauche », explique-t-il. DSK a également souligné « le flou du projet » du candidat UDF, même s'il pense qu'on est « parfois trop excessif par rapport à sa démarche ». S'il est « un homme de droite », BAYROU a cependant donné des « signes de rupture par rapport à Jacques CHIRAC et Nicolas SARKOZY ».

DSK « encourage » alors BAYROU à « se prononcer contre l'alliance avec Nicolas SARKOZY au second tour ». « Cela fera une belle majorité pour battre SARKOZY et pour changer la France ». Au demeurant, Ségolène ROYAL n'a-t-elle pas affirmé que tous ceux qui rejoindront son « pacte présidentiel » « auront vocation à rejoindre le gouvernement et la majorité présidentielle » ?

09.03.07 – À Perpignan, François BAYROU rencontre des commerçants et artisans à qui il propose la possibilité de deux nouveaux emplois exonérés de charges, et qu'il assure de son opposition à l'ouverture des supermarchés le dimanche. Un peu plus tard, au palais des congrès, devant près de 3000 personnes, le Président de l'UDF souligne les attaques qu'il subit de la part des dirigeants de l'UMP et du PS. Evoquant la proposition de création par Nicolas SARKOZY d'un ministère de l'Immigration et l'Identité nationale, il y a vu une remise en cause des « principes fondamentaux les plus élémentaires de la République ». (...)

Semaine du 10 au 16 mars 2007

11.03.07 – Jacques CHIRAC annonce aux Français dans une courte allocution télévisée qu'il ne briguera pas de nouveau mandat présidentiel. Il a assuré qu'il voulait « servir autrement » - « Je continuerai à mener [...] les combats de toute ma vie, pour la justice, pour le progrès, pour la paix, pour la grandeur de la France » - et indiqué « s'agissant des échéances électorales » qu'il aurait plus tard l'« occasion d'exprimer [ses] choix personnels ».

Le président de la République s'est efforcé de dresser un rapide bilan de son action, mais surtout de délivrer une série de « messages » d'avenir. « D'abord ne composez jamais avec l'extrémisme, le racisme, l'antisémitisme ou le rejet de l'autre » a-t-il lancé. Il a invité les Français à croire en eux et en la France sans « craindre les évolutions du monde » et à ne « jamais brader notre modèle français ». « Il est vital de poursuivre la construction européenne », a-t-il ensuite plaidé. Le quatrième message du président de la République a été consacré aux « responsabilités particulières de la France » : dialogue entre les cultures et les civilisations, tolérance « face à la montée des extrémismes notamment religieux », paix... Enfin il a appelé à la « révolution écologique », une « révolution dans nos esprits tout autant qu'à l'échelle mondiale », faute de quoi « nous courons à la catastrophe ». En conclusion Jacques CHIRAC a rappelé qu'« [il « n'avait] cessé d'agir pour servir cette France magnifique » (...) « Cette France que j'aime autant que je vous aime. Cette France riche de sa jeunesse, forte de son histoire, de sa diversité, assoiffée de justice et d'envie d'agir. Cette France qui, croyez-moi, n'a pas fini d'étonner le monde », a-t-il lancé.

11.03.07 - Avant de participer à un meeting à Lyon Jean-Marie LE PEN déclare qu'il n'est « plus très inquiet pour les 500 parrainages ». À six jours de la date butoir de dépôt des signatures au Conseil constitutionnel, le président du Front national a confirmé qu'« un certain nombre de parrainages sont dans les tuyaux ». Devant près d'un millier de sympathisants, il a fustigé « les trois candidats des partis qui ont conduit la France au désastre », Nicolas SARKOZY, François BAYROU et Ségolène ROYAL, représentants à ses yeux d'un pouvoir « qui se refuse à distinguer le bien du mal et prétend être neutre entre l'ordre et le désordre ». Sensible, même s'il s'en défend, à la percée de François BAYROU dans les sondages, M. LE PEN a aussi tenu à rassurer ses sympathisants. Le champion de la « droite nationale » a démenti avoir « mis de l'eau dans son vin » au risque de s'affadir.

Son ancien rival, Bruno MEGRET, président du MNR était assis à ses côtés à la tribune. « Les hommes d'État ne doivent pas se souvenir des offenses de leurs ennemis, car il peut arriver qu'ils soient obligés de leur tendre la main pour qu'ils aident à reconstruire ce qu'auparavant, dans leur passion aveugle, ils prétendaient détruire », a déclaré le candidat du FN.

11.03.07 – Devant « Le Grand Jury RTL-*Le Figaro*-LCI », François BAYROU se dit « sûr » de se retrouver au second tour face à Nicolas SARKOZY. Il a laissé entendre que Jean-Louis BORLOO, ministre de l'emploi et de la cohésion sociale, seul au gouvernement à n'avoir pas encore déclaré son soutien au candidat de l'UMP ne « semblait pas absolument déterminé à soutenir SARKOZY ». Poursuivant sa polémique avec celui-ci, le candidat de l'UDF a totalement rejeté sa proposition de créer un « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ».

11.03.07 – Invitée de l'émission « Cinq ans avec vous... » sur M6 et confrontée aux résultats des sondages, Ségolène ROYAL estime qu'« à cause du débat interne, les dirigeants du PS n'ont pas suffisamment fait bloc autour d'[elle] au début de cette campagne ».

11.03.07 – Corinne LEPAGE, candidate du mouvement écologiste Cap 21, déclare au *Journal du dimanche* qu'elle abandonne la course à la présidentielle : « J'ai décidé de rejoindre François BAYROU, malgré ma capacité à obtenir mes 500 signatures. »

12.03.07 – Alors que François BAYROU atteint 23% des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle soit le même score que Mme ROYAL contre 28% à Nicolas SARKOZY (sondage IFOP pour le *Journal du Dimanche* réalisé les 8 et 9 mars), François HOLLANDE critique dans *Libération* ceux qui « imaginent que le seul objectif de la campagne présidentielle serait de battre Sarkozy, et que tous les moyens seraient bons à cette seule fin. Mais il ne faut pas simplement écarter, rejeter, empêcher. Il faut permettre un changement et lever une espérance. Ce choix doit se faire dès le premier tour avec Ségolène ROYAL », plaide-t-il. « Bien plus qu'un vote utile, j'appelle à un vote clair, cohérent, conséquent » en faveur de Ségolène ROYAL, ajoute-t-il. Selon lui, un second tour entre BAYROU et SARKOZY serait « un non-choix ». Le premier secrétaire du PS estime que « si la gauche ne l'emportait pas, les risques pour la cohésion sociale du pays comme pour sa stabilité seraient immenses ». Interrogé sur la proposition de Nicolas SARKOZY de créer un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration, il la juge « choquante ».

12.03.07 – Invité d'Europe 1, Dominique de VILLEPIN affirme : « Je suis avec Nicolas SARKOZY pour défendre les idéaux de notre famille politique ». Quelques minutes plus tard, sur France Inter, Nicolas SARKOZY prend acte de ce soutien : « Il a conduit deux campagnes victorieuses en 1995 et 2002. C'est un homme d'une grande expérience. Son soutien est important » a-t-il déclaré.

12.03.07 – À l'occasion du procès pour euthanasie qui se tient devant la cour d'Assises de la Dordogne, à Périgueux, plusieurs candidats à l'élection présidentielle précisent leurs intentions en matière de législation sur la fin de vie. Pour François BAYROU il ne faut « pas aller plus loin » que la loi Leonetti votée en 2005. « J'ai depuis longtemps une certitude, c'est que les dernières minutes, ça se passe entre le malade et le médecin. C'est une question de confiance, c'est une question de regard et c'est une question de conscience », a-t-il ajouté. À l'inverse, le Parti socialiste souhaite que la loi autorise les personnels de santé à effectuer des euthanasies « actives » dans certaines conditions. En cas de victoire de Ségolène ROYAL « il y a aura des évolutions législatives qui devront être concertées », a assuré le premier secrétaire du PS. Le candidat de l'UMP Nicolas SARKOZY a fait savoir qu'il était favorable à l'ouverture d'un débat.

12.03.07 – Philippe de VILLIERS a bon espoir de recueillir les 500 signatures pour être candidat officiel à l'élection présidentielle et déclare qu'il totalise quelque 480 promesses.

12.03.07 – Au gymnase Japy, à Paris Ségolène ROYAL rencontre des artistes et intellectuels, conviés sur invitation à venir la soutenir. « C'est à vous d'agir », vous « éclaireurs d'avenir », vous « qui portez les intelligences collectives », vous « qui avez compris que vous avez une responsabilité à l'égard de l'opinion publique » leur a-t-elle lancé. Dans son discours, la candidate

socialiste a évoqué le statut des intermittents du spectacle et l'accès à la culture, puis elle a répliqué à Nicolas SARKOZY sur le terrain de « l'identité nationale », affirmant : « Nous républicains, nous sommes amoureux de la France, mais nous ne confondons pas le patriotisme, qui est l'amour des siens avec le nationalisme qui est la haine des autres ». Mais la nation « n'est pas une addition de communautés », a-t-elle ajouté, elle « ne distingue ni Blancs, ni Noirs, ni Jaunes, ni catholiques, ni musulmans, nous sommes tous des citoyens de la république française à égalité de droits et de devoirs ».

12.03.07 – Lors d'un meeting à Bezons (Val d'Oise), Marie-George BUFFET appelle à « une mobilisation générale » à gauche. « Ségolène ROYAL ne prononce même plus le mot gauche » s'est-elle insurgée, en insistant : « On ne fera pas gagner la gauche en faisant du BAYROU, si on veut créer une véritable dynamique, il faut affirmer un projet de gauche. » « Ce n'est pas lorsque Dominique STRAUSS-KAHN tend la main à François BAYROU qu'il se prépare à « changer la vie » », a dénoncé la candidate communiste.

12.03.07 – Invitée du « Franc parler » de France Inter- iTélé-*Le Monde*, Arlette LAGUILLER estime que « ce qui menace Ségolène ROYAL actuellement c'est le vote BAYROU plus que le vote pour l'extrême gauche ». Interrogée sur les moyens de ramener dans le camp de la démocratie les travailleurs tentés par l'extrême droite, la candidate de Lutte ouvrière indique : « J'essaie de montrer aux travailleurs que jamais nous n'avons vu LE PEN soutenir une grève ». « C'est sur le plan social qu'il faut convaincre les travailleurs, explique-t-elle. Sur le reste il ne faut pas faire de morale. Bien sûr, il faut combattre les idées racistes, mais nous les combattons en réglant le problème du chômage, des banlieues... »

12.03.07 – Devant plus de 2 000 personnes réunies dans la halle aux expositions d'Evreux (Eure), François BAYROU rend hommage à Pierre Mendès France qui fut député de l'Eure. Au lendemain de l'intervention télévisée de Jacques CHIRAC qu'il avait saluée, le candidat de l'UDF met en avant « deux références [Pierre Mendès France et Charles de Gaulle], des grandes figures, non pas pour nous comparer à eux, mais parce que, quand on a des grandes références, il y a des chances que l'on fasse de grandes choses ». « Ils n'étaient pas des hommes d'intérêts partisans », précise-t-il, ajoutant « que l'intérêt de la France exige qu'on dépasse les frontières habituelles », comme ils l'ont fait à la Libération ou en 1958 ou, pour Mendès France avec les « majorités d'idées ». « Je suis déterminé à ouvrir le gouvernement avec des personnalités nouvelles, diverses par leur expérience », affirme M. BAYROU.

13.03.07 – Jean-Louis BORLOO présente à la presse son livre, *l'Architecte et l'horloger* (Editions du Moment). Il s'inspire de son action à la tête du ministère de l'emploi et de la cohésion sociale et de son expérience comme maire de Valenciennes pour mettre en avant « les quatre piliers sur lesquels on construit une société, les quatre priorités du prochain gouvernement » : emploi (réduire le temps partiel subi), formation (atteindre 100% de qualifiés), équité et logement (créer « un office national pour l'habitat »). Le ministre de l'emploi et de la cohésion sociale qui « aurait pu être candidat » refuse « d'être une caution » et pose ses conditions à son ralliement à Nicolas SARKOZY. « Si ce programme n'est pas repris, affirme-t-il, je peux ne soutenir personne ».

13.03.07 – Une quinzaine d'élus communistes parmi lesquels le député de Seine-Saint-Denis, Patrick BRAOUZEC, ex-postulant à la candidature de la gauche antilibérale accordent leur parrainage à José BOVE.

13.03.07 – Philippe de VILLIERS annonce avoir déposé 530 signatures de maires au Conseil constitutionnel. « C'est une grande joie, c'est un honneur que je mesure. Je suis candidat à l'élection présidentielle », a-t-il déclaré. Le président du MPF a rendu hommage à « tous les maires

de France qui, malgré les pressions et les intimidations, ont accepté de me faire confiance ». Il s'est défini comme « l'homme du patriotisme » décidé à imposer une « protection européenne pour garrotter et stopper les hémorragies des délocalisations liées au mondialisme», ainsi qu'« un renouveau civique et moral » et le rétablissement de « l'autorité de l'Etat» face « à la montée du communautarisme notamment islamique ». «Je suis la voix de la France libre», a-t-il souligné.

13.03.07 – Claude ALLEGRE (PS) ancien ministre de l'éducation nationale du gouvernement de Lionel JOSPIN indique sur RTL qu'il ne votera pas pour Ségolène ROYAL, justifiant sa décision par un « désaccord théorique » avec la candidate socialiste sur le nucléaire, les OGM et les cellules souches. Invitée sur TF1 à réagir, Ségolène ROYAL ancienne ministre déléguée à l'enseignement scolaire, qui était alors sous la responsabilité de Claude ALLEGRE à l'Education nationale a déclaré : « Cette question ne m'intéresse pas. C'est sa liberté. Je n'ai pas de commentaire particulier à faire ». « Je crois même que ça va peut-être m'aider vis-à-vis des enseignants, parce que je crois qu'il n'a pas laissé un très bon souvenir » a ajouté la candidate socialiste.

13.03.07 – En visite à Vesoul (Haute-Saône) puis à Besançon (Doubs), Nicolas SARKOZY consacre l'essentiel de ses interventions à la question de « l'identité nationale ». « On a le droit d'être fier d'être français sans être nationaliste, de parler d'immigration sans être raciste et de nation sans être protectionniste » a-t-il plaidé à Vesoul devant un parterre de parents d'élèves et d'enseignants, qu'il a mis, par ailleurs, en garde contre « ceux qui vous promettent autant de postes et des augmentations de salaires » et « vous mentent ». Le soir à Besançon, devant 10 000 personnes (selon l'UMP), il affirme ne pas vouloir laisser « le monopole de la nation française au Front national qui l'incarne si mal ».

13.03.07 – Pour sa seconde visite en banlieue (il s'était déplacé à Mantes-la-Jolie, Yvelines, le 9 février) François BAYROU reçoit un accueil bienveillant à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) dont les habitants l'interpellent à propos des expulsions locatives, de la discrimination à l'embauche, de leur « galère ».

13.03.07 – Lors d'une conférence de presse, Laurence PARISOT présidente du Medef déplore le « manque d'ambition » des programmes économiques de Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL lorsqu'ils se fixent des objectifs de croissance de 2% ou 2,5%.

13.03.07 – Dans un entretien à l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles* (daté du 13 au 19 mars), Ségolène ROYAL déclare qu'elle « entend créer les conditions d'un service public de la culture et de l'audiovisuel, fort et dynamique », en proposant la création ou la transformation d'un certain nombre d'instances. « La gauche ne peut pas se penser sans la culture », a-t-elle affirmé.

14.03.07 – Jean-Marie LE PEN met fin au suspense sur sa candidature et annonce avoir déposé 535 parrainages au Conseil constitutionnel, dépassant d'ores et déjà ceux qu'il avait déposés en 2002. « Je pense que je vaudrais actuellement quelque chose qui est au-dessus de 20 % et c'est à ce niveau-là que va se situer le vrai partage » au premier tour, affirme-t-il sur France 2. S'il le fait savoir dès ce jour et non pas dernier moment, c'est pour « permettre aux maires de signer pour d'autres candidats ». Le candidat du FN a d'ailleurs ajouté qu'il mettrait son propre parrainage à la disposition de Nicolas DUPONT-AIGNAN, candidat de Debout la République et ex-UMP (455 parrainages recensés), « un patriote » selon Jean-Marie LE PEN.

15.03.07 – La candidate des Verts dépose 648 parrainages au Conseil constitutionnel. Dominique VOYNET pense être la seule représentante écologiste en lice, après le retrait, la veille, d'Antoine WAECHTER (Mouvement écologiste indépendant) et celui, le 11 mars, de Corinne LEPAGE candidate de Cap 21 et alors que France GAMERRE (Génération écologie) a le plus grand mal à réunir les 500 signatures.

À l'extrême gauche, Arlette LAGUILLER (LO) annonce qu'elle « sera candidate à la présidentielle », ayant recueilli « un peu plus de 500 parrainages » d'élus (520 exactement déclarés dès le 5 mars). Gérard SCHIVARDI, pour le Parti des travailleurs, avait indiqué le 10 mars devant la presse avoir obtenu ses 500 parrainages. Olivier BESANCENOT (LCR), annonce sur France 2 détenir 551 signatures, obtenues « à l'arraché malgré les bâtons dans les roues mis par le PS qui a fait pression sur les élus ». « C'est un immense soulagement, et aussi une grande fierté », déclare-t-il.

José BOVE, à qui ne manquent plus que 8 signatures selon son équipe, a renouvelé ses menaces de représailles envers le PS, après les déclarations de Julien DRAY porte-parole de Ségolène ROYAL sur RFO le 14 mars. Critiquant les candidats « gauchistes » à « la posture de témoignage », M. DRAY avait affirmé : « Je n'ai pas envie que [José BOVE] soit candidat parce que j'ai envie que [Ségolène ROYAL] arrive le plus haut possible au premier tour », tout en estimant que « la gauche va jusqu'à BESANCENOT ». « Ce sont des propos inacceptables, méprisant pour les citoyens et les élus qui m'ont accordé leur soutien », a dénoncé José BOVE à *Libération*. « Je ne peux prédire ce que feront ceux qui s'appêtent à voter pour moi, mais une majorité d'entre eux sanctionnera au premier et au second tour ce déni de démocratie. Le PS n'aura qu'à s'en prendre à Dray. Sans la gauche alternative la victoire est impossible. » Sur LCI, le 14 au soir, le leader altermondialiste avait décidé « de ne plus donner aucune consigne » de vote pour le second tour.

Frédéric NIHOUS, candidat de Chasse Pêche Nature Traditions (CPNT) se dit « optimiste ». Nicolas DUPONT-AIGNAN a, quant à lui, reconnu qu'il était « dans la plus totale incertitude ». En cas d'échec, a-t-il ajouté, « je ne resterai pas inerte face à ce scandale démocratique ». Le dernier chiffre donné par l'ex-député UMP est de 472.

15.03.07 - À cinq semaines du premier tour de l'élection présidentielle, la droite cherche à se réconcilier avec le monde de l'éducation. Alors que Gilles de ROBIEN ministre de l'Éducation nationale, vient de prendre plusieurs mesures financières en faveur des enseignants, Nicolas SARKOZY rend public un rapport sur la « situation morale et matérielle des professeurs », rédigé par l'ancien ministre de l'enseignement scolaire Xavier DARCOS. « Dès la prise de fonction du président de la République et l'ouverture de la nouvelle législature, une négociation globale sur la fonction enseignante au XXI^e siècle peut être engagée », estime M. DARCOS, pour qui « les efforts devront porter plus sur les personnes que sur les structures ». Le rapport pose comme préalable « un moratoire ou une suspension du décret Robien du 14 février 2007 sur les décharges horaires », qui, selon lui, « cristallise toutes les oppositions ».

15.03.07 – Dans une interview à *Libération*, François BAYROU indique : « Ma majorité aura son axe au centre, mais elle ne sera pas fermée. Elle fera leur place à des responsables issus de la gauche républicaine et de la droite républicaine qui voudront participer à ce rassemblement pour refonder le pays. Et les Français éliront cette majorité aux législatives. » Interrogé sur son éventuelle identité de « social-démocrate », le président de l'UDF précise qu'il appartient « au grand courant démocrate » et trouverait « utile pour notre pays et pour l'Europe que la gauche française se pose enfin les véritables questions et accepte d'évoluer ».

Invité à s'exprimer sur les lois « Sarkozy » sur l'immigration, il estime que la seule « politique efficace de l'immigration, c'est le développement de l'Afrique ». Selon M. BAYROU, « tout le monde est d'accord pour ne pas faire de régularisations massives ». Il indique : « Je suis pour un examen au cas par cas, qui tiendra compte de l'intégration et d'un certain nombre de critères. Je me refuse à montrer du doigt les immigrés comme responsables des problèmes de la société française ».

En matière de pouvoir d'achat il prône un « relèvement des retraites jusqu'à 90 % du Smic », une limitation du « recours aux contrats de travail à temps partiel », « une politique d'incitation forte à l'intéressement des salariés aux bénéfices des entreprises » et une amélioration du « régime des heures supplémentaires en les majorant de 35 % et en déduisant cette majoration des charges pour que ce soit, pour l'entreprise, neutre ».

15.03.07 – L'ascension de François BAYROU marque le pas. Selon un sondage CSA- *Le Parisien*-iTélé réalisé le 14 mars auprès de 905 personnes et rendu public ce jour, Nicolas SARKOZY recueille 27% (+1) des intentions de vote au premier tour, Ségolène ROYAL 23% (+1) et François BAYROU 21% (-3).

La stratégie à adopter à l'égard de l'émergence de ce « troisième homme » continue à soulever des controverses au Parti socialiste. Alors que Laurent FABIUS plaide pour une « opposition frontale » contre candidat de l'UDF, François REBSAMEN co-directeur de campagne de la candidate socialiste a estimé le 14 mars, dans l'émission « Questions d'info LCP-*Le Monde*- France Info » que « tous ceux qui soutiennent le pacte présidentiel de Ségolène ROYAL » pour rassembler plus de 50% au second tour, « feront partie de la future majorité ». « Si François BAYROU soutient ce pacte, ce qui serait extrêmement surprenant, c'est qu'il serait sorti de l'ambiguïté dans laquelle il est aujourd'hui », a-t-il ajouté.

15.03.07 – Une centaine d'universitaires rédigent un appel intitulé « Un 'ministère de l'immigration et de l'identité nationale' ? Appel d'universitaires ». Le texte dénonce le fait « qu'une campagne présidentielle se joue sur de prétendues oppositions entre immigration et identité nationale » et réfute « la notion d'identité posée comme monolithique et immuable ». Les signataires font valoir que « plus que toute autre société, la société française s'est construite à travers les immigrations, comme un creuset intégrant la pluralité, s'enrichissant d'elle » et mettent en garde : « L'affaire Dreyfus, Vichy montrent que chaque fois que l'on a prétendu poser les problèmes sociaux en fonction de l'obsession de la pureté des origines, cela a abouti à de graves crises, à un recul de la démocratie ».

15.03.07- Lors de l'émission « A vous de juger » sur France 2, interrogée sur ses liens avec le Parti socialiste, Ségolène ROYAL admet qu'être « appuyée par une organisation politique, c'est une chance pour la stabilité du pouvoir » mais indique : « Aujourd'hui, dans la dernière ligne droite, je reprends toute ma liberté. » « Une élection présidentielle, c'est un lien direct avec le peuple. C'est la nature même de l'élection, il m'appartient d'être libre. »

A propos de François BAYROU, la candidate socialiste déclare : « Avec lui, il n'y aura aucune négociation ». S'il monte dans les sondages, c'est que « les Français cherchent, ils regardent, ils observent, ils écoutent. Ils ne veulent pas se laisser avoir. » Mais elle plaide pour un affrontement clair entre la droite et la gauche : « Je veux que les Français aient un vrai choix. » François BAYROU, à l'inverse, « n'a pas de programme », affirme-t-elle.

Ségolène ROYAL a aussi promis aux Français qu'elle « n'instrumentaliserait pas leur vote ». Si elle est élue, elle « ne dira pas que c'est le PS qui a gagné l'élection présidentielle et qu'on refera tout comme avant ». « Je veux le rassemblement de la gauche mais, au-delà, je veux rassembler le plus grand nombre de Français », précise-t-elle, et cette élection « n'est pas un vote de revanche ». Alors que le projet du PS prévoit d'annuler nombre de lois votées par la majorité UMP, la candidate socialiste affirme qu'elle « ne viendra pas détruire par principe ce qui a été fait avant ».

Ségolène ROYAL se prononce pour « un État sobre », qui « en rabatte sur son caractère un peu monarchique ». Interpellée sur la fiscalité et la création d'une CSG pour financer les retraites, elle ne souhaite pas répondre « aux questions techniques » : « Je trace les grandes orientations »,

indique-t-elle, ajoutant qu'elle donnera pour « feuille de route » à son gouvernement des priorités. Elle laisse ouvertes à la « négociation sociale » les 35 heures et les réformes de l'assurance maladie et de la retraite. La candidate socialiste prône l'autonomie des universités, mais toute réforme se fera en échange d'efforts pour « lutter contre l'échec ». Interrogée sur la volonté du tribunal de Nanterre d'entendre Jacques CHIRAC un mois après la fin de son mandat à l'Élysée dans le cadre de l'affaire des emplois fictifs de la Ville de Paris, elle affirme qu'elle n'est « pas quelqu'un, par nature, qui ait envie de s'acharner ».

15.03.07 – En meeting à Nantes, Nicolas SARKOZY réitère son intention de créer un ministère de « l'immigration et de l'identité nationale » en dépit des critiques qu'il a suscitées et s'abstient de proposer l'autre appellation prévue dans le texte de son discours : « ministère de l'immigration et de l'intégration républicaine ». Selon un sondage Opinionway (auprès d'un échantillon de 1 002 personnes interrogées sur Internet les 13 et 14 mars) pour LCI et *Le Figaro* publié le 16 mars, 55% des Français y sont favorables.

15.03.07 – François BAYROU tient meeting à Nice devant plus de 4 000 personnes avec à ses côtés, Corinne LEPAGE, présidente de Cap 21, qui l'a rejoint.

16.03.07 – Un millier d'adhérents du Parti radical lancent un appel à son co-président Jean-Louis BORLOO et l'invitent à rejoindre François BAYROU. « Certes nous appartenons à une famille politique associée à l'UMP sous les auspices de Nicolas SARKOZY, qui préfère tendre la main à l'extrême droite et délaisser les humanistes », écrivent-ils. « Il ne doit pas y avoir d'hésitation à choisir entre la fidélité à notre famille politique et l'attachement à notre famille de valeurs ».

16.03.07 – A la clôture du dépôt des parrainages d'élus au Conseil constitutionnel, à 18 heures, onze ou douze candidats pourraient participer au premier tour de l'élection présidentielle : François BAYROU (UDF), Olivier BESANCENOT (LCR), Marie-George BUFFET (PCF), Arlette LAGUILLER (LO), Jean-Marie LE PEN (FN), Frédéric NIHOUS (CPNT), Ségolène ROYAL (PS), Nicolas SARKOZY (UMP), Gérard SCHIVARDI (PT), Philippe de VILLIERS (MPF) et Dominique VOYNET (Verts). José BOVE déclare ne pas être en mesure de faire savoir s'il a réuni les 500 signatures nécessaires.

Nicolas DUPONT-AIGNAN (Debout la République, ex-UMP) annonce qu'il n'a pas réuni les 500 parrainages nécessaires. Il pourrait selon *Le Monde* (18-19 mars) rallier François BAYROU. Il regrette qu'il n'y ait pas « de candidat gaulliste » à la présidentielle « pour la première fois depuis la fondation de la Ve République ».

Semaine du 17 mars au 23 mars 2007

17.03.07 – Devant 350 personnes, Lionel JOSPIN tient une réunion publique à Lens pour soutenir son ami Guy DELCOURT, candidat à la députation. En revanche, il n'est pas prévu qu'il tienne de meeting avec Ségolène ROYAL. L'ancien premier ministre n'en a pas moins fait la promotion du pacte présidentiel de la candidate socialiste et a préconisé que les « Français portent une femme à la tête de ce pays » : « la solution, c'est le vote socialiste, c'est le vote Ségolène ROYAL ». Il indique n'être « pas du tout en accord » avec les charges de ses amis, Claude ALLEGRE et Eric BESSON, sur Ségolène ROYAL. Il a considéré que Nicolas SARKOZY, qu'il a assimilé à « un Chirac plus jeune, aussi cynique, aussi porté aux bonnes paroles, mais moins mesuré, plus fébrile, sans honnêteté intellectuelle et de ce fait plus inquiétant », est l'« incarnation même du pouvoir sortant ». L'ancien premier ministre a considéré que le Président de l'UMP constitue un « danger pour le fonctionnement normal de la République », avec notamment son projet de ministère de l'Identité nationale, dont il a souligné l'« inspiration presque totalitaire et en tout cas despotique ».

Lionel JOSPIN a d'autre part indiqué qu'il n'est pas « opportun de s'interroger, encore moins de se diviser » sur François BAYROU. « Voter BAYROU, c'est éliminer la gauche », c'est choisir « une supercherie » qui « provoquerait une vraie crise politique », a-t-il annoncé, avec la perspective d'« une présidence impuissante face à une Assemblée nationale disloquée, où l'on s'efforcera, en vain, de bricoler une force politique inévitablement minoritaire à partir de transfuges des deux côtés ».

18.03.07 – Pour la première fois, Ségolène ROYAL utilise le terme de « VIe République » devant quelque 4 000 élus socialistes réunis porte de Versailles. C'est un signe tangible de la volonté de la candidate de prendre sa « liberté » vis-à-vis d'un parti qui, au Mans, lors de son dernier congrès, avait écarté ce terme de la synthèse entre les différentes motions décidée sous l'impulsion de François HOLLANDE. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le principal promoteur de cette notion, Arnaud MONTEBOURG, aujourd'hui porte-parole de la candidate, avait refusé de voter alors cette synthèse. Ségolène ROYAL a hier identifié les « quatre piliers » de cette « VIe République » : « une démocratie parlementaire revivifiée », « une démocratie sociale », « une démocratie participative » et « une démocratie territoriale », qui préfigure une « nouvelle étape » de la décentralisation.

Cette émancipation vis à vis du Parti socialiste a toutefois été modérée par une protestation de fidélité devant les élus rassemblés : « Je sais ce que je vous dois. Je sais ce que je dois à mon parti. [...] Je suis des vôtres. » Se revendiquer de ce passage à une VIe République permet à la candidate socialiste de reprendre l'initiative face à la contestation du système incarnée par François BAYROU.

18.03.07 – Dominique VOYNET, la candidate des Verts à la présidentielle, lance un appel à l'organisation, avant le premier tour, de débats « devant les Français » entre les candidats de gauche. « Aucune de nos formations ne détient à elle seule les clés de l'avenir de la gauche du XXIe siècle, mais chacune a son rôle à jouer, sa responsabilité à assumer », a-t-elle déclaré devant le Conseil national interrégional (Cnir) des Verts. La gauche ne gagnera pas « en niant sa diversité » et « en invoquant le vote utile », a ajouté la candidate écologiste. Sur Canal +, elle a expliqué qu'il s'agissait de « montrer que l'on peut gouverner ensemble ».

18.03.07 – Au Grand Rendez-Vous Europe1 - TV5Monde - *le Parisien-Aujourd'hui en France* Philippe de VILLIERS, candidat du Mouvement pour la France (MPF) à la présidentielle se déclare partisan d'une « politique de francisation », qui suppose notamment un « service patriote obligatoire » pour les jeunes. Interrogé sur la proposition du candidat UMP Nicolas SARKOZY d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, le président du MPF a indiqué qu'il n'était « pas choqué, contrairement à toutes les vierges effarouchées de la classe médiatique et politique ». Mais Il a accusé le ministre de l'Intérieur d'être le « ministre de l'immigration incontrôlée et de l'identité nationale dégradée ».

18.03.07 – Au Zénith de Paris, devant près de 10 000 jeunes, Nicolas SARKOZY en évitant l'énumération de mesures catégorielles s'engage toutefois à mettre en place un « plan Marshall pour la formation des jeunes ». Donnant sa définition de la jeunesse, « cette envie de vivre jamais satisfaite, ce qui peut expliquer que le bonheur serein n'est pas souvent l'affaire des jeunes », saluant d'autre part la figure de Jean-Paul II, il a lancé à la salle: « Je veux proposer aux jeunes Français une grande ambition, parce que les petites sont médiocres ! ». Le président de l'UMP s'est élevé contre « cette mode » qui est « à la détestation de soi, de la famille, de la nation, de la société, de la culture... de l'Occident, de la religion, de la morale, du devoir... ». Il s'est déclaré partisan de « la promotion d'une culture commune : celle de la France avec son identité, ses valeurs et ses convictions. » Il s'est enfin réclamé du pasteur Martin Luther KING, évoquant longuement la « fraternité » entre les races, les religions, les cultures – et promettant de « garder sa capacité d'indignation », en citant le Darfour - « scandale inacceptable » - et la Tchétchénie - « une horreur ».

19.03.07 – Recevant les journalistes dans son QG de campagne, boulevard Saint-Germain, à Paris, Ségolène ROYAL se dit prête à affronter « un nombre restreint » de ses adversaires à la télévision. Le candidat centriste François BAYROU en a accepté le principe le soir même lors de l'émission « Question ouverte », sur France 2. Mais Nicolas SARKOZY semble hostile : « Si Mme ROYAL voulait un débat, il fallait qu'on le fasse avant », a-t-il estimé compte tenu de la règle de l'égalité du temps de parole entre les différents candidats désormais en vigueur.

Revenant sur la « VIe République » annoncée dimanche, la candidate a indiqué que l'Assemblée élue en juin pourrait se transformer en « constituante ». Quant au mandat unique des parlementaires, il s'appliquerait dès 2008, tout comme le droit de vote des étrangers aux élections locales.

19.03.07 – Invité du journal de 20 heures de France 2, Nicolas SARKOZY laisse au président de la République la prérogative d'annoncer la date de son départ du Ministère de l'Intérieur. « Je serai le premier candidat qui s'imposera toutes ses responsabilités à un peu plus d'un mois de l'échéance présidentielle », a dit hier soir Nicolas SARKOZY, soulignant : « Ce que n'avait jamais fait ni M. JOSPIN, ni aucun autre candidat. »

Interrogé sur la proposition de Ségolène ROYAL de mettre en place une « VIe République », il a critiqué « cette maladie française qui consiste à vouloir changer la Constitution tous les cinq matins », ajoutant : « Ce qu'il faut changer, c'est le chômage. Ce n'est pas les problèmes de la VIe, de la VIIe, de la VIIIe ».

19.03.07 – Invité le soir sur France 3, désormais assuré d'être candidat à l'élection présidentielle, 503 de ses parrainages étant validés par le Conseil Constitutionnel, José BOVE reconnaît avoir douté « jusqu'au bout ». Il a énuméré ses principales propositions : la proportionnelle « intégrale », le SMIC à 1 500 euros « immédiatement », un plan pour les banlieues « pour redonner de la dignité » et un moratoire sur les OGM et l'EPR, le réacteur nucléaire de troisième génération.

19.03.07 – Invité de la radio musicale Skyrock, François BAYROU tente de séduire les auditeurs d'une des chaînes préférées des moins de 25 ans. Il a cherché à se distinguer de Nicolas SARKOZY : « On n'a jamais été proches, on n'a pas du tout la même façon de voir la vie. » Il s'est dit d'autre part en désaccord avec l'idée d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. « L'identité nationale, c'est ce qui nous rassemble et pas ce qui nous sépare », a-t-il affirmé. Le président de l'UDF a aussi dénoncé l'emploi du terme « racaille » par le ministre de l'Intérieur. « Les mots sont des armes. Un président de la République, ça doit être juste dans ses mots », a-t-il indiqué.

Invité le soir de l'émission « Questions ouvertes » sur France 2, François BAYROU affirme qu'« une confrontation avec [Nicolas SARKOZY] aurait beaucoup de sens » parce qu'« il a un projet de société très différent du mien ». « L'UMP a tous les pouvoirs sans aucune exception dans notre pays depuis cinq ans. Qu'en ont-ils fait ? Qu'a-t-on fait en matière de sécurité ? » « Connaissez-vous un autre pays où le ministre de l'Intérieur ne peut pas aller en banlieue ? », a insisté le président de l'UDF. « Si je suis élu, je nommerai un gouvernement d'une majorité nouvelle qui présentera des candidats dans toutes les circonscriptions », a indiqué le candidat centriste. Il n'y aura « aucune pagaille »

20.03.07 – Le Journal officiel publie la liste des candidats à l'élection présidentielle arrêtée par le Conseil constitutionnel. Elle comporte douze candidats. Sept sont classés à gauche : Ségolène ROYAL (PS), Dominique VOYNET (Verts), Marie-George BUFFET (PCF), José BOVE (altermondialiste), Olivier BESANCENOT (LCR), Arlette LAGUILLER (LO) et Gérard SCHIVARDI (PT). Trois sont à droite : Nicolas SARKOZY (UMP), François BAYROU (UDF) et

Philippe DE VILLIERS (MPF) - et un à l'extrême droite, Jean-Marie LE PEN (FN). Frédéric NIHOUS (CPNT) refuse de se situer.

Chaque candidat doit désormais bénéficier d'un temps de parole égal sur les radios et télévisions publiques et privées. Pour financer leur campagne, les concurrents reçoivent une avance de 153 000 euros.

20.03.07 – Dans *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, Nicolas HULOT se dit « déçu » du comportement des candidats « même si au fond cela ne me surprend pas ». Parmi les trois candidats placés en tête dans les sondages, il déplore qu'aucune des six priorités de Nicolas SARKOZY « ne se réfère aux enjeux écologiques ». D'autre part, « sur les 100 points du pacte présidentiel de Ségolène ROYAL, un seul aborde ce thème de manière diluée et transversale ». Quant à François BAYROU, l'environnement est « absent » de ses « quatre chantiers prioritaires ».

« Si j'ai l'impression que les promesses signées ne seront pas mises en oeuvre, je peux donner un bon point supplémentaire à tel ou tel », a-il ajouté. 5 des 12 candidats à la présidentielle (François BAYROU, Marie-George BUFFET, Nicolas SARKOZY, Ségolène ROYAL et Dominique VOYNET) ont signé le pacte écologique de l'animateur de TF1 le 31 janvier dernier. Nicolas HULOT leur demande également de s'engager sur quatre moratoires, bien qu'ils n'étaient pas dans le pacte : le développement autoroutier, les OGM, les usines d'incinération et l'EPR.

20.03.07 – Invité de l'émission « Les 3 marches » LCI-*Le Figaro*, Jean-Marie LE PEN indique qu'il considère que l'appel de Nicolas SARKOZY en faveur de ses signatures correspond au « propre intérêt » du Président de l'UMP. « Si j'avais été absent de l'élection et que les électeurs du FN avaient voté BAYROU, SARKOZY aurait risqué d'être éliminé au deuxième tour », a-t-il affirmé. Bien que pensant toujours être présent le 6 mai, il a admis que ce serait pour lui « moins difficile » d'appeler à voter SARKOZY au second tour que d'appeler à voter CHIRAC – ce qu'il n'avait d'ailleurs pas fait dans le passé.

20.03.07 – Avant son départ du ministère de l'Intérieur, Nicolas SARKOZY, lors d'une réunion à Villebon-sur-Yvette (Essonne) devant quelques 3 500 personnes, attaque la perspective du passage à une VIe République, un projet défendu à la fois par François BAYROU et Ségolène ROYAL. « On ne fera pas de rupture avec la pensée unique en abandonnant la Ve République pour revenir à la IVe sous couvert de faire la VIe », s'est-il exclamé. « Elle est belle la VIe République [de Bayrou] ! S'il est face à une dame au deuxième tour, boum, il est à droite, s'il est face à un monsieur au deuxième tour, boum, il est à gauche ! ».

Il a également décrit la démocratie participative de Ségolène ROYAL : « Au fond, ma démocratie n'a qu'un avantage : ça permet de faire bref. J'arrive, je dis bonjour, j'affirme avec beaucoup d'autorité « vos idées sont les miennes », et je pars en disant bonsoir avant que vous ayez eu le temps de dire quelles étaient vos idées ».

21.03.07 – Dans une déclaration télévisée, Jacques CHIRAC indique qu'il s'est entretenu avec le ministre de l'Intérieur juste avant le Conseil des ministres, en compagnie de Dominique DE VILLEPIN. Nicolas SARKOZY ayant souhaité à cette occasion quitter le gouvernement le lundi 26 mars « pour se consacrer pleinement à la campagne électorale », le chef de l'Etat a accepté cette démission. S'agissant de ses choix personnels, Jacques CHIRAC a expliqué qu'il a créé l'UMP pour « permettre à la France de conduire une politique rigoureuse de modernisation dans la durée ». Or, « dans sa diversité », cette formation politique a choisi de soutenir Nicolas SARKOZY. « C'est donc tout naturellement que je lui apporterai mon vote et mon soutien » a indiqué le président de la République au terme de son second mandat.

21.03.07 – Lors de son premier grand meeting parisien, au Zénith, où avaient afflué plus de 10 000 personnes, François BAYROU prend soin de se démarquer à la fois de Nicolas SARKOZY, dont il a dénoncé « le mépris », comme de Ségolène ROYAL : « Entre le candidat de l'UMP et la candidate du PS, entre celui qui voudrait que la France soit l'Amérique et celle qui voudrait qu'elle soit la Scandinavie, il est temps de montrer que la France veut être la France, que la République veut être la République ».

Répondant au candidat de l'UMP, il a affirmé « J'ai bien entendu Nicolas SARKOZY se moquer du tracteur qui a été, en effet, à mon corps défendant, une part si importante de ma jeunesse (...). Je vais lui faire une confiance : c'est plus formateur (...) de savoir ce que c'est que marnier, de savoir comme il est difficile d'assumer les fins de mois, de savoir comme on peut parfois être découragé, et même c'est plus formateur de rencontrer en sortant de chez soi autre chose que les milliardaires du CAC 40 et les vedettes du show-biz ».

Le candidat de l'UDF a de nouveau mis en cause « les deux partis qui exercent le monopole du pouvoir depuis vingt-cinq ans » en prônant la « révolution pacifique ». Répondant aux interrogations sur ce que serait sa majorité en cas de victoire, François BAYROU a affirmé que « la seule majorité, c'est la majorité centrale, celle qui permet de faire travailler ensemble les reconstruteurs de gauche, les reconstruteurs de droite et les reconstruteurs du centre ». En revanche, il a dénoncé « l'alliance de SARKOZY avec VILLIERS, qui irait jusqu'à embaucher LE PEN » et celle de ROYAL, « avec Marie-George BUFFET et LAGUILLER, jusqu'à BESANCENOT ». Il revendiqué le rôle de « président du peuple », affirmant vouloir « que les Français aient la certitude et la garantie que le pouvoir n'est pas en haut, qu'il est avec eux ».

21.03.07 – Ségolène ROYAL visite la maison de retraite de l'Abbaye, à Saint-Maur-des-Fossés, dans le Val-de-Marne - un établissement jugé « exemplaire » pour la qualité de son accueil. Elle a préconisé la création d'une « cinquième branche de la Sécurité sociale », « au même titre qu'après la Libération une branche de la Sécurité sociale a été créée pour la famille, une autre pour la maladie. » S'agissant de son financement, la candidate du PS refuse de s'engager sur une hausse de CSG, mais s'en remet à « la croissance », qui permettra également de résorber le chômage : elle se fixe « comme objectif », si elle est élue, une progression de « 2,5 % » du PIB. « La répartition des ressources sera aussi un sujet de la conférence nationale sur la croissance et les revenus » qu'elle compte réunir après son élection.

22.03.07 – Dans *Le Point*, plusieurs hauts fonctionnaires de gauche déclarent, dans une tribune intitulée « Merci François » et signée du pseudonyme collectif des Gracques, vouloir « jeter des passerelles pour que demain un rapprochement soit possible entre Ségolène ROYAL et François BAYROU ». Ils plaident pour « une alliance voulue entre partenaires ».

Les auteurs de l'article dénoncent le « conservatisme de gauche » qui prévaut depuis longtemps selon eux dans un Parti socialiste qui « refuse le marché même régulé, la mondialisation même domestiquée, la modernisation de l'Etat même négociée ». A l'opposé, les signataires réclament « une alliance progressiste assumée [qui] conduira naturellement à l'avènement de deux grands pôles : l'un conservateur, dominé par Nicolas SARKOZY ; l'autre social et européen avec les leaders de la gauche réformatrice et François BAYROU. (...) C'est la géographie politique de la plupart des grandes nations d'Europe et d'Amérique du Nord ».

Selon *le Monde* daté du lendemain se cachent notamment derrière ce pseudonyme Jean-Pierre JOUYET, ancien directeur adjoint du cabinet de Lionel JOSPIN à Matignon, Denis OLIVENNES, PDG de la FNAC, Bernard SPITZ, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Matthieu PIGASSE, ancien directeur adjoint du cabinet de Laurent FABIUS à Bercy, Guillaume HANNEZO, ancien membre du cabinet de Pierre BEREGOVOY au ministère de l'économie et conseiller économique

de François MITTERRAND à l'Elysée, et Ariane OBOLENSKY, ancienne conseillère au cabinet de Michel ROCARD à Matignon.

22.03.07 – Devant plus de 6 000 personnes réunies dans la salle du Dôme de Marseille, beaucoup ayant dû rester à l'extérieur, Ségolène ROYAL souligne la permanence de la crise du politique : « J'ai senti gronder la colère des Français, j'ai senti que le doute à l'égard de la politique ne s'était pas apaisé, j'ai entendu ceux qui s'imaginent encore que la politique n'est qu'une suite de promesses non tenues ». « J'ai entendu les deux candidats de droite », a-t-elle ajouté, visant Nicolas SARKOZY et François BAYROU, « se moquer de vos débats participatifs et des jurys citoyens. Je leur dis : la politique, nous devons la réinventer ensemble ». « C'est pourquoi », affirme-t-elle, « nous ferons la VI^e République, pas pour le plaisir de mettre un numéro, mais tout simplement pour refonder le lien entre les Français et ceux qui les gouvernent. »

Répondant directement à Nicolas SARKOZY, et à sa proposition de ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, la candidate, qui a reçu le soutien d'Edmonde CHARLES-ROUX, la veuve de Gaston DEFERRE, et aussi de l'ancien porte-parole des Verts, Stéphane POCRAIN, a affirmé que « l'identité nationale, ça n'est pas de demander des comptes pour savoir d'où l'on vient, mais de savoir où l'on veut aller ensemble ». « Comment ne pas dénoncer cet amalgame insupportable ? » a-t-elle ajouté. « Comment accepter ce mélange, cette immigration régulière qui se trouve ainsi désignée à la vindicte populaire ? Ma conception de l'identité nationale c'est, bien sûr, de lutter contre l'immigration clandestine, mais en mettant fin aux migrations de la misère par une politique courageuse de codéveloppement et en changeant en profondeur la politique africaine de la France ».

A la fin de son discours, la candidate a défendu l'hymne national. « Pas de malentendu, la Marseillaise, c'est le chant de la lutte contre toutes les forces de la tyrannie (...) Ce n'est ni un chant sanguinaire, ni un chant xénophobe. C'est le chant de ceux qui risquent leur vie pour la liberté. » Celui « du message universel de la France qui est, plus que jamais, d'actualité », a-t-elle expliqué, avant d'inviter la salle à chanter en chœur.

23.03.07 – A Tétéghem, près de Dunkerque, dans le Nord, Frédéric NIHOUS affirme « La ruralité n'est ni de gauche ni de droite. C'est une culture, un projet de vie ». Il s'est fixé comme objectif de « battre les Verts, mes ennemis intimes, qui ont une idéologie sectaire ». Contrairement à d'autres candidats, Il n'a d'ailleurs pas signé, le « pacte écologique » de Nicolas HULOT car « ce pacte développe une conception punitive de l'écologie, avec des sanctions, de nouvelles taxes. Il propose de créer des réserves d'Indiens ». Le dirigeant de CPNT (Chasse Pêche Nature Traditions), réclame le maintien des services publics en zone rurale, pour une écologie d'équilibre, avec la liberté de chasser et de pêcher, et incitative, avec un allègement des charges et des taxes.

Semaine du 24 au 30 mars 2007

24.03.07 – Les appels de Ségolène ROYAL à se réapproprier les symboles de la nation - entonner *La Marseillaise*, avoir chez soi un drapeau tricolore et l'exposer à sa fenêtre le 14 juillet - suscitent de vives critiques parmi les autres candidats de la gauche mais aussi de la part de François BAYROU. Alors qu'il est en déplacement à la Réunion, le candidat de l'UDF estime qu'il ne faut pas tomber « dans la névrose perpétuelle de l'identité ». « Cela ne ressemble pas à mon pays. Tout cela, c'est la société américaine » explique-t-il, ajoutant : « Je crois que les deux candidats [Ségolène ROYAL et Nicolas SARKOZY] ont un problème avec cette obsession nationaliste », comme si « les thèses de Jean-Marie LE PEN étaient en train d'envahir l'esprit de ces deux candidats-là. Eh bien, moi, elles n'envahissent pas le mien. »

A gauche, Marie-George BUFFET s'en tient au constat, lors d'un meeting à Nantes, que « ces deux symboles appartiennent au peuple » et qu'« on ne va pas se les disputer comme des bouts de chiffon ». Pour sa part, l'*Humanité* titra le 26 mars : « Royal court après Sarkozy ». Arlette LAGUILLER voit dans *La Marseillaise* un chant « révolutionnaire » mais qui fut aussi « un chant qui a accompagné toutes les guerres coloniales, qui a accompagné le massacre des communards » ; sur Canal + le 25 mars, la candidate de Lutte ouvrière « trouve terrible que (...) Mme Royal, finalement, aille vers le nationalisme de Nicolas Sarkozy ». Les Verts assurent être « catastrophés par la tournure nationaliste » de la campagne et leur porte-parole Anne SOUYRIS demande à Ségolène ROYAL d'abandonner son « slogan désastreux d'une 'France présidente' ». Invité de Canal + le 25 mars, Olivier BESANCENOT déclare : « Ça me choque et ça me fait flipper. Il y a *La Marseillaise*, plus l'identité nationale, plus les drapeaux (...), ça crée un petit climat ». Le candidat de la LCR appelle « l'ensemble de la gauche et de ses militants à retrouver la raison ». Quant à José BOVE il dénonce une « troublante surenchère ». « Je dirais à Mme Royal que le chauvinisme et le nationalisme n'ont jamais été des valeurs de gauche. Le fait de vanter 'le sang impur qui abreuve nos sillons', c'est plutôt attiser les haines que préparer la paix », explique-t-il le 25 mars au Salon du livre à Paris.

24.03.07 – Selon *La Croix* (23 mars) le décret instituant l'Observatoire national de la laïcité sera signé dans les prochains jours par Dominique de VILLEPIN mais Nicolas SARKOZY a insisté pour parapher ce texte avant son départ du ministère de l'Intérieur, lundi 26 mars.

25.03.07 – Devant les étudiants de l'UNEF qui tient son 80e Congrès à Lille, Ségolène ROYAL se fait largement applaudir en défendant son projet d'« allocation d'autonomie » pour les jeunes, qui est l'une des principales revendications du syndicat étudiant. Puis, devant la presse, elle déclare qu'« on fonde une identité nationale » en faisant « en sorte que la République tienne sa promesse que chaque enfant né sur le territoire français soit un enfant qui a des talents à déployer et de l'énergie à donner à l'intérêt général ».

25.03.07 – Lors de l'émission « Le Grand Jury RTL-*Le Figaro*-LCI », Ségolène ROYAL s'explique sur son éloge de la nation, de *La Marseillaise* et du drapeau français. « Je ne fais aucune confusion entre la nation dont on doit être fier - et un chef d'État doit conduire chaque Français à être fier d'appartenir à la nation - et le nationalisme », se défend-elle. Selon elle, « on peut être fier de son drapeau, de son pays, de sa nation et en même temps tourné vers les autres », (...) « on élève un peuple en lui expliquant le sens des symboles ». Au moment où l'Union européenne fête le 50è anniversaire du Traité de Rome, Mme ROYAL ne voit pas de contradiction avec le fait d'exalter la nation : elle souligne qu'une des motivations des catégories populaires ayant voté Non au référendum sur le Traité constitutionnel était « une question existentielle sur le point de savoir si la France allait se diluer dans l'Europe ». Les Français pourront « d'autant plus fortement se tourner vers l'Europe d'une part et regarder la mondialisation sans peur d'autre part s'ils ont la conviction que le chef de l'État saura préserver la nation dans ce qu'elle a de plus précieux », a-t-elle ajouté. La candidate socialiste plaide de nouveau pour « une France métissée » et « dénonce l'amalgame de Nicolas Sarkozy entre l'immigration et l'identité nationale ».

Après les incidents qui ont suivi l'interpellation d'un grand-père chinois sans papier devant une école du quartier de Belleville (Paris, 19ème) le 20 mars, suivis du placement en garde à vue de la directrice de l'école le 23 mars, Ségolène ROYAL se prononce pour la régularisation des sans-papiers ayant des enfants scolarisés : « la régularisation doit suivre la scolarisation des enfants », affirme-t-elle.

25.03.07 – Réagissant dans un communiqué à la déclaration publiée à Berlin par les chefs d'État et de gouvernement des 27 pour le cinquantenaire du Traité de Rome, Nicolas SARKOZY déclare : « Au moment où l'Union traverse une période de doute, le plus bel hommage que nous puissions rendre à ses précurseurs est de faire preuve d'autant de courage pour relancer l'Europe qu'ils en ont

mis pour la construire. » Le candidat annonce que s'il est élu, il fera siens les objectifs fixés par la déclaration, notamment celui de « remédier à l'urgence institutionnelle avant les élections européennes de 2009 ». C'est « un engagement très fort qu'il faudra tenir. C'est aussi une grande promesse pour l'avenir, car c'est seulement en donnant à la construction européenne un nouvel élan et de nouveaux projets que nous pourrions relancer l'Europe et la remettre dans le cœur de ses citoyens », a-t-il commenté.

François BAYROU a critiqué pour sa part la déclaration de Berlin : « Les déclarations adoptées à l'unanimité, généralement, ce sont des déclarations pour ne pas dire grand-chose » a-t-il noté lors du « Forum Radio J ». Pour lui, « l'Europe sera relancée quand les Français seront réconciliés avec l'Europe. » Marie-George BUFFET a estimé que « pour continuer l'Europe, il faut la changer en la rendant aux citoyens. » « Avec les femmes et les hommes de gauche, avec les salariés qui ont dit non, j'exige que la France retire sa signature de ce traité et qu'elle propose d'engager un grand débat à l'échelle des peuples européens pour un nouveau traité fondamental, ratifié par référendum, qui permette de libérer l'Europe de ses politiques et de ses institutions libérales », a ajouté la candidate du PCF. Quant à Philippe de VILLIERS (MPF), il a fustigé la tentative de relance du processus constitutionnel. « Une fois de plus, à l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de Rome, les européistes réunis à Berlin tentent de construire l'Europe contre la volonté des peuples », écrit-il dans son communiqué.

25.03.07 – François BAYROU estime sur Radio J que le resserrement dans les sondages des scores de Nicolas SARKOZY, Ségolène ROYAL et lui-même signifie que « tout est possible » pour la présidentielle. « Le seul fait qu'il y ait [...] un candidat pour un changement profond [lui-même] [...] est en soi un message extrêmement fort », a-t-il ajouté.

Selon le baromètre *Le Figaro*-RTL-LCI, réalisé par TNS-Sofres les 22 et 23 mars auprès d'un échantillon de 1000 personnes, François BAYROU recueille 21,5% des intentions de vote au premier tour (-0,5), Nicolas SARKOZY 28% (-3) et Ségolène ROYAL 26,5% (+2,5).

25.03.07 – En meeting à Toulouse devant 1 200 personnes, Jean-Marie LE PEN a réservé l'essentiel de son propos à l'Europe. « Le marché commun, mis en place en 1958, pouvait à la rigueur être utile, s'il avait été conçu comme un espace unique commercial protégé », concède-t-il, « mais ce ne fut pas le cas, et la disparition des frontières physiques, commerciales et financières, avec l'Acte unique en 1986 et la mise en place de la monnaie unique, fut proprement catastrophique pour le portefeuille de nos compatriotes. » Il dénonce une Commission européenne complice de « l'Organisation mondiale du commerce, des Etats-Unis, d'un marché commun planétaire » pour broyer « politiquement, économiquement et socialement » les nations. Le candidat du Front national se prononce pour « une Europe des nations », « une Europe des identités, des peuples, des Etats indépendants » qui irait « de Brest à Vladivostok », seule capable, selon lui, de prendre « le contre-pied des USA, de la Chine et bientôt de l'Inde ». M. LE PEN ne prône plus la sortie de l'euro comme il l'avait fait en 2002. « La France n'aura pas à sortir de la monnaie unique. Ce n'est pas utile ; nous verrons bien si cette monnaie se survit à elle-même » a-t-il indiqué.

25.03.07 – Invité du « Grand Rendez-Vous » d'Europe 1, TV5 Monde et *Le Parisien*, Nicolas SARKOZY revient sur « l'identité nationale ». « Quand la nation est faible, c'est le communautarisme qui triomphe », déclare-t-il. Il se félicite « d'avoir montré le chemin » à ses rivaux de l'UDF et du PS et ironise sur les déclarations de Ségolène ROYAL : « Je trouve que c'est important qu'elle comprenne ».

Le candidat de l'UMP a jugé que Jacques CHIRAC s'était montré « irréprochable » à son égard. « Je dirais que la sobriété de son soutien et la sobriété de ma réponse témoignaient d'une certaine dignité réciproque et d'une grande sincérité », a-t-il commenté.

26.03.07 – François GOULARD (UMP), ministre délégué à la Recherche et à l'Enseignement supérieur annonce dans *Ouest France* et sur RTL son ralliement au candidat centriste François BAYROU : « J'ai décidé de soutenir l'homme et le projet politique ». Il est, après Azouz BEGAG, ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances, le second ministre à soutenir officiellement le candidat de l'UDF.

26.03.07 – Cent personnalités lancent dans *Libération* un « Appel pour la gauche dans son ensemble ». « Nos concitoyens ne comprennent pas que les valeurs, les idées et les propositions de la gauche ne soient pas plus lisibles, plus évidentes ! Non, tout n'est pas permis, parce que tout n'est pas perdu. Eu égard aux innombrables engagements bénévoles, citoyens et politiques, autant de racines profondes qui font la véritable grandeur de notre pays, il est inconcevable d'avoir à choisir entre l'ultralibéralisme de SARKOZY et l'extrême centre de François BAYROU », écrivent-elles.

Les signataires appellent « les forces de gauche » à se parler, à échanger, à proposer et à se rassembler, « non pas en vue d'une chimérique candidature unique, mais afin de créer à partir de leur diversité et des différentes candidatures qui la traduisent une dynamique transformatrice capable de répondre à l'attente de nos concitoyens, qui veulent un vrai changement. »

26.03.07 – À moins de quatre semaines du premier tour de l'élection présidentielle Nicolas SARKOZY quitte le ministère de l'Intérieur et Xavier BERTRAND porte parole du candidat UMP, celui de la Santé. Nommé au ministère de l'Intérieur François BAROIN est remplacé à l'Outre-mer par un proche du premier ministre, Hervé MARITON, député de la Drôme et ex-UDF. Philippe BAS est nommé ministre de la Santé et des solidarités. Tout en restant à la Défense, Michèle ALLIOT-MARIE devient numéro deux du gouvernement.

Nicolas SARKOZY se présente comme « le premier candidat à une présidentielle qui, par honnêteté, par loyauté, dit aux Français qu'il abandonne ses fonctions un mois et demi avant l'échéance [du second tour] ». Il a promis d' « assumer le bilan du gouvernement » mais aussi, fidèle à sa stratégie de « rupture », de « faire les choses autrement ». « J'ai été ministre des finances et ministre de l'intérieur. Je n'ai pas été président de la République ni premier ministre », a-t-il déclaré. « Je suis libre vis-à-vis de mon parti politique, vis-à-vis de mes amis », « libre d'aller vers les Français avec mon expérience », a-t-il ajouté.

26.03.07 – Dans le cadre de l'affaire du grand-père chinois sans papier interpellé à la sortie d'une école de Belleville (Paris 20^e), les candidats à l'élection présidentielle prennent position sur la régularisation des sans papiers qui sont parents d'enfants scolarisés. Valérie PECRESSE porte parole de l'UMP juge « cette proposition [...] irresponsable, inconséquente, faussement généreuse ». Selon elle, la scolarisation étant un droit en France, il en résulterait que « n'importe quel enfant arrivant sur le territoire français verra ses parents et grands-parents régularisés ». François BAYROU reprend le même argument, affirmant que « tout automatisme est dangereux, car il crée un appel d'air ». « Je ne suis pas pour la régularisation automatique. Je suis pour qu'on regarde dossier par dossier », indique-t-il. A son tour, François HOLLANDE précise la position du PS : « Nous avons dit que nous étions pour une régularisation sur la base de critères et que nous ne voulions pas une régularisation globale ». « Lorsque les familles sont là depuis longtemps [...] et ont scolarisé les enfants, la régularisation doit intervenir », affirme le premier secrétaire. « Il faut éviter aussi, lors de l'inscription des enfants, qu'il puisse y avoir des abus », notamment « qu'une personne venant avec un visa touristique puisse inscrire ses enfants », ajoute-t-il. Dans la soirée, la candidate socialiste a pris soin d'expliquer ses propos, promettant « sur la question de l'immigration clandestine, des examens au cas par cas mais surtout des règles claires » et se défendant de vouloir « faire un appel [d'air] qui serait inconsidéré ». Le lendemain sur LCI, Mme ROYAL indique à nouveau qu' « il faudra des critères objectifs » et « bien sûr aussi du cas par

cas », ajoutant que « les enfants qui sont scolarisés depuis plusieurs années dans l'école de la République devront être tranquilles pour réussir leurs études ».

26.03.07 – Le président de l'Association des maires de France (AMF) Jacques PELISSARD, annonce que l'association a décidé de porter plainte contre le candidat du Parti des travailleurs (PT) Gérard SCHIVARDI qui se présente comme le « candidat des maires ». L'AMF rappelle qu'elle ne soutient « aucun candidat ». M. SCHIVARDI a répondu qu'il « était le candidat des 554 maires qui ont parrainé [sa] candidature » et il publie sur son site web des lettres d'élus précisant qu'ils l'ont « mandaté pour qu'il se présente à l'élection présidentielle pour la défense des 36 000 communes ». Le candidat du PT a séduit de nombreux maires ruraux sur cette campagne de défense des services publics et contre le « poids » de l'intercommunalité. Il se veut « apolitique » et se défend même d'être membre du PT.

26.03.07 – Devant 4 000 personnes rassemblées au Palais des sports de Saint-Étienne (Loire), François BAYROU dénonce « la manière obsessionnelle dont Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL se sont emparés de l'identité et du drapeau ». Il a poursuivi à l'adresse du candidat de l'UMP : « Jamais le général de Gaulle n'a laissé dériver l'amour de la patrie vers des obsessions qui touchent à son identité » et ce « pour des raisons électorales », puis citant François Mitterrand - « le nationalisme, c'est la guerre » - il lance un appel « notamment aux républicains de gauche » les invitant à « résister et non pas céder aux thèmes que charrient tous les LE PEN de la création ». « Comment ne pas se poser des questions quand on voit la gauche française s'engager dans cette course-poursuite ? La France, c'est un rassemblement, pas une exclusion, une réunion, pas une division », a-t-il affirmé.

Le candidat de l'UDF s'est félicité du ralliement à sa cause des personnalités venues de la gauche, comme Jean PEYRELEVADE, de l'écologiste Corinne LEPAGE, ex-candidate de Cap 21 ou encore des ministres Azouz BEGAG, présent à ses côtés et François GOULARD, s'exclamant : « Ceux qui, il y a encore quelques jours, prétendaient que l'idée de faire travailler ensemble des gens différents était utopique, ceux-là en sont pour leurs frais ! »

27.03.07 – Le procès de José BOVE qui devait comparaître devant le tribunal correctionnel de Toulouse pour le fauchage d'un champ de maïs OGM le 30 juillet 2006 à Saint-Hilaire (Haute-Garonne) est reporté à une date ultérieure. Le risque que le prévenu ne soit pas jugé pour les seuls faits commis mais aussi en fonction de sa campagne électorale et que la « sérénité des débats » requise ne soit pas assurée ont été invoqués.

27.03.07 – Eric BESSON ex-secrétaire national à l'économie du Parti socialiste déclare au *Figaro* que Nicolas SARKOZY est « plus qualifié que Ségolène ROYAL pour présider la France ».

27.03.07 – Invité du « Grand Journal » de Canal +, Jean-Louis BORLOO officialise son soutien à Nicolas SARKOZY pour l'élection présidentielle. Le ministre de l'Emploi et de la cohésion sociale a mis en avant les propositions formulées dans son livre *L'Architecte et l'Horloger* en assurant : « Si moi, demain, je disparaissais, je sais qu'il va porter maintenant ce projet. Je pense même qu'il va mettre un point d'honneur à réussir ces engagements. » Jean-Louis BORLOO s'est défendu que ce soutien soit lié à toute promesse de la part du candidat de l'UMP, notamment celle de le nommer à Matignon. La veille, à Avignon, selon le récit fait par Nicolas SARKOZY (*Le Monde* daté du 28) les deux hommes ont travaillé sur trois projets de « gouvernement » : ramener le taux de chômage en cinq ans à 5 %, la création d'un contrat de sécurisation professionnelle mettant fin aux licenciements économiques et un « plan Marshall » pour permettre à 250 000 jeunes des quartiers d'obtenir « un contrat, une rémunération et une formation ».

27.03.07 – Nicolas HULOT rend publiques les réponses des candidats aux dix propositions et cinq objectifs de son Pacte écologique, accompagnées des appréciations rédigées par le Comité de veille écologique (CVE), un groupe qui rassemble une trentaine de scientifiques, partenaires de sa Fondation.

27.03.07 – Olivier BESANCENOT séduit les jeunes et fait régulièrement salle comble, en province, depuis qu'il a réuni ses parrainages (*Le Monde* daté du 29). Devant plus de 1 300 personnes, à Rezé, dans la banlieue de Nantes, le candidat de la LCR propose à ses concurrents José BOVE, Marie-George BUFFET et Arlette LAGUILLER de faire une union de la « gauche radicale » pour que Ségolène ROYAL ait en cas de victoire une « opposition politique crédible sur sa gauche ». Francine BAVAY, porte-parole de José BOVE dénonce : « BESANCENOT ne manque pas d'air. Après avoir été un des diviseurs, il prend dans la dernière ligne droite une posture de rassembleur. Aucun de ceux qui ont tenté de bâtir une candidature unitaire ne seront dupes ». Clémentine AUTAIN, ex-candidate à la candidature des Collectifs unitaires de la gauche antilibérale juge que « l'unité, cela ne veut pas dire : tout le monde se range derrière le point de vue de la LCR ». De son côté, le PCF n'a pas commenté.

27.03.07 – Lors d'une réunion conjointe du Parti socialiste et du Parti socialiste européen (PSE) sur l'Europe sociale, à Paris, à laquelle participe Jacques DELORS, Ségolène ROYAL rend hommage à l'ancien président de la Commission européenne et ancien ministre de François MITTERRAND, le désignant comme celui « dont le nom même est synonyme d'Europe ». En présentant un rapport sur la *Nouvelle Europe sociale*, qu'il cosigne avec Poul Nyrup RASMUSSEN président du PSE, M. DELORS fait allusion à François BAYROU qui s'était dit à la recherche d'un « Delors jeune », et indique implicitement qu'il rejette l'ouverture vers le centre.

Pour la candidate socialiste, « il faut faire les choses dans l'ordre » et « faire la preuve que l'Europe avance » : d'abord « redresser » la France et l'Europe en luttant contre le chômage et les délocalisations, « pousser en avant les entreprises qui innovent et, à ce moment-là, les Français accepteront de lui donner des institutions », affirme-t-elle. Elle appelle à faire de l'Europe sociale une « nouvelle frontière » : « Aujourd'hui le divorce est tel que nous ne réconcilierons les habitants avec l'Europe qu'en démontrant qu'elle est protectrice » insiste-t-elle en prônant notamment « un salaire minimum » et « un taux plancher de l'impôt sur les sociétés » dans chaque État membre de l'Union. En conclusion, Mme ROYAL s'est déclarée « prête à prendre le risque politique » d'organiser un nouveau référendum si elle est élue. Elle a reçu le soutien de M. RASMUSSEN : « Ségolène, a-t-il lancé en conclusion de son intervention, l'Europe sociale passe par toi ».

28.03.07 – Invitée spéciale de la rédaction de *Libération*, Ségolène ROYAL réaffirme son attachement à l'Europe, à une « France ouverte au monde, internationaliste et généreuse » et à la République, « autre nom » de la nation. Selon sa conception, la nation « ne demande pas aux gens d'où ils viennent, mais où ils veulent aller ensemble. Elle n'est pas fondée sur les racines, l'ethnie, que sais-je, mais sur une idée ». Elle n'est pas « incompatible avec l'ouverture, ni du côté du local et je suis de ce point de vue la seule candidate à proposer une régionalisation », précise-t-elle, « ni de l'autre côté, avec le fait européen ».

Interrogée sur l'importance qu'elle attache à l'électorat populaire, la candidate socialiste estime que « la mobilisation des catégories populaires est un des enjeux de cette élection. Non pas pour des motifs partisans mais parce que ces catégories se sont éloignées du vote et qu'il est essentiel pour la santé de notre démocratie qu'elles retrouvent la confiance dans la politique ».

A propos des parents d'élèves sans papiers, elle déclare : « Pour ma part, je veux que l'ensemble de ces situations soient examinées sur la base de critères objectifs, et non pas de façon aléatoire ou statistique, avec le sens de la responsabilité et l'humanité nécessaire. »

Aux enseignants elle promet à nouveau que « si [elle est] élue, la prochaine rentrée scolaire se fera en rétablissant les emplois supprimés, une liberté pédagogique sera donnée aux équipes, des solutions apportées aux élèves décrocheurs qui perturbent les classes et des moyens seront donnés pour développer le travail en équipe ». Elle souhaite aussi répondre « au vœu des parents d'un peu de souplesse dans la sectorisation ».

Interpellée sur son acceptation « du marché », Ségolène ROYAL affirme que « le marché est accepté, pas le système libéral. Mais il faut un marché régulé, qui permette de faire converger l'intérêt de l'entreprise et du salarié. Le rétablissement du lien de confiance passe par le développement d'une culture de compromis dans les entreprises. » C'est-à-dire la mise en œuvre du « donnant-donnant » : « L'agilité que je veux donner aux entreprises a sa contrepartie dans des sécurités nouvelles pour les salariés : c'est par exemple la sécurité sociale professionnelle », explique-t-elle. Pour soutenir les entreprises, elle prône « des politiques sélectives » et la fin du « saupoudrage des fonds publics », critiquant la proposition de François BAYROU de « supprimer les charges sociales pour les entreprises embauchant deux personnes » : « On ne donne pas les mêmes aides aux banques, à la grande distribution ou aux PME ! », lance-t-elle.

Mme ROYAL révolutionne-t-elle le Parti socialiste, suggère *Libération* ? « C'est moi la candidate, c'est sur moi que reposent les responsabilités. Je serai responsable de ce qui arrivera. Je ne ferai porter la responsabilité sur personne d'autre », a-t-elle affirmé.

28.03.07 – Les incidents survenus la veille à la gare du Nord, à Paris, après l'interpellation d'un voyageur sans titre de transport, relancent l'affrontement entre la gauche et la droite sur la sécurité. En arrivant gare du Nord pour prendre le TGV de Lille, Nicolas SARKOZY est accueilli par des huées hostiles. Il revient sur les violences qualifiées d' « inadmissibles », se place du côté de « ceux qui payent leurs billets de train » et, répondant à une question de *Libération* sur ce que révèle ce climat de défiance entre la population et la police, attaque « l'idéologie post-soixante-huitarde qui a conduit à tolérer l'intolérable, et je dois dire que le journal *Libération* en est un des éléments les plus brillants ». « Si Mme ROYAL veut régulariser tous les sans-papiers, si la gauche veut être du côté de ceux qui ne payent pas leur billet, c'est son droit, ce n'est pas mon choix », affirme-t-il. Plus tard, au cours d'une réunion publique à Lille, le candidat de l'UMP confirme : « Le respect et l'ordre, c'est de notre côté ; le soutien à la fraude et à la délinquance, c'est de l'autre côté. Au moins les choses sont claires ».

De son côté François BAYROU, devant 4 000 personnes à Nîmes, fustige à la fois le « laxisme » de la gauche et « l'échec de la politique répressive » de Nicolas SARKOZY, soit « vingt-cinq ans où les uns et les autres ont laissé se dégrader la situation ». Il déplore le « climat d'affrontement perpétuel entre la police et une partie des citoyens », devenu « malsain pour tout le monde » et plaide « non seulement pour une police de proximité, mais pour un Etat de proximité », qui soit « de retour dans les banlieues et dans le monde rural », et « qui coordonne l'Etat - sécurité et l'Etat - services publics ». Le candidat de l'UDF revient sur le thème de l'identité nationale et exalte la République qu'il place devant la nation : « C'est la République qui fait la nation et non la nation qui fait la République », affirme-t-il.

Ségolène ROYAL qui a d'abord déclaré dans l'après-midi qu'elle ne voulait « pas exploiter ce grave incident dans un esprit de polémique politicienne » et simplement dénoncé « une inquiétante dégradation de la confiance réciproque entre le service public de la sécurité et nos concitoyens », s'insurge, le soir, lors d'un meeting au Palais des sports de Tours, contre « les candidats de la

droite » qui voudraient la rejeter « dans le camp de je ne sais quel laxisme ». « Vous me connaissez, ce n'est pas mon genre. Je défends l'ordre juste » clame-t-elle et l'ordre juste, c'est que « chacun applique une règle quelle que soit sa place dans la société, les puissants comme les petits » (...) « Quand on prend les transports, on paye son billet ». Mme ROYAL ne se contente pas de tancer les resquilleurs, elle s'en prend aussi à l'attitude des forces de l'ordre, et donc, implicitement, au bilan de Nicolas SARKOZY au ministère de l'Intérieur. « Sans doute un certain nombre de choses ont été mal faites pour qu'il y ait tant de méfiance réciproque. Je rétablirai un ordre juste où la police et la justice sont respectées par les citoyens parce qu'elles sont là pour garantir la sécurité », affirme-t-elle, suggérant qu'avec « tellement de mauvais exemples venus d'en haut », « c'est difficile de demander à ceux qui n'ont pas la chance d'être les amis du pouvoir » de respecter les règles.

29.03.07 – Après avoir critiqué dans son rapport mensuel la « bipolarisation excessive » pratiquée par les chaînes, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) se félicite finalement de l'« accès équitable à l'antenne » dont ont bénéficié les candidats à la présidentielle durant la période de l'équité (où le temps de parole se répartissait en fonction du poids politique). Désormais, depuis le 20 mars, c'est le principe d'égalité qui s'applique (égalité du temps de parole pour tous les candidats).

29.03.07 – Interrogé par *le Progrès* à propos de ce que signifie pour lui la devise « Liberté, égalité, fraternité », Jean-Marie LE PEN ironise : « Elle dit un certain nombre d'objectifs et de vertus qu'elle propose d'observer. Il y a la liberté, puis, presque son contraire, l'égalité, et pour arranger les choses, on a ajouté la fraternité. C'est une devise qui en vaut une autre. C'est 'honneur et patrie', 'valeurs et discipline', 'tiens voilà du boudin', etc. ». Des mots, souligne *Le Monde* (daté du 31), qui contrastent avec son lyrisme lorsqu'il parlait de la République et de sa devise dans son discours de Valmy, le 20 septembre 2006. Ce jour-là, il s'était plaint de cette « vision terrible (...) de notre pauvre France où la liberté, l'égalité, la fraternité désertent chaque jour un peu plus notre sol et nos vies ».

29.03.07 – En visite durant trois jours dans sept départements du centre de la France, Ségolène ROYAL tient avec François HOLLANDE un meeting commun devant plus de 6 000 personnes au Zénith de Limoges (Haute Vienne). Elle promet de « lancer la bataille du service public ». Alors que des agents de l'ANPE sont en grève, elle déclare : « Nous confierons aux régions la gestion du service public de l'emploi ». La candidate socialiste qui avait déjà annoncé le transfert aux régions de la gestion des aides publiques aux entreprises, franchit un nouveau pas dans la décentralisation.

Le lendemain, à Guéret (Creuse), Mme ROYAL citant le chiffre de 500 000 offres d'emploi non pourvus dans les très petites entreprises, et celui de 190 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans qualification, propose que l'Etat prenne en charge pendant un an le salaire et les charges d'un jeune embauché dans le secteur du commerce et de l'artisanat, une mesure réservée à des jeunes en difficulté et dont elle évalue le coût à 1 milliard d'euros. Complémentaire de sa proposition de créer 500 000 emplois tremplins, réservés cette fois aux jeunes qualifiés, cette mesure serait financée par redéploiement des aides publiques et des fonds de la formation professionnelle. Dans les deux cas, insiste-t-elle, « les régions seront en première ligne ». A Montaigut (Puy-de-Dôme), Ségolène ROYAL s'est montrée l'avocate du « milieu rural » où « la France puise son identité », faisant le « serment » que « plus aucun service public ne fermera sans l'accord des élus ».

29.03.07 – La Commission nationale de contrôle de la campagne présidentielle (CNCCP) donne raison à l'Association des maires de France (AMF) et invalide les affiches et la profession de foi de Gérard SCHIVARDI, candidat du Parti des travailleurs (PT). La Commission a jugé que son étiquette de « candidat des maires » « relevait d'une appropriation d'un soutien non avéré de la généralité des maires » et était par conséquent « de nature à induire les électeurs en erreur ». Le

candidat doit désormais réimprimer l'ensemble de son matériel de campagne. « C'est une mesure antidémocratique » a protesté M. GLUCKSTEIN, candidat du PT en 2002. Le lendemain, un communiqué de Gérard SCHIVARDI qualifie la décision de la CNCCP de « premier coup porté contre les libertés », « porte ouverte vers d'autres coups portés demain contre toutes les libertés démocratiques ».

29.03.07 – Dans une seconde tribune publiée dans *Le Point*, intitulée « Chère Ségolène » les Gracques, collectif d'une vingtaine de hauts fonctionnaires et patrons anciens collaborateurs de gouvernements socialistes, appellent à une « recomposition » politique entre deux pôles, l'un conservateur, l'autre social-démocrate, ce dernier allant des Verts à l'UDF et invitent Ségolène ROYAL à une alliance avec François BAYROU, pour opérer la « modernisation socialement négociée » qu'ils pensent nécessaire à la France. Tout en souhaitant que Ségolène ROYAL porte cette « recomposition » du paysage politique, ils regrettent la façon dont elle avait répondu à leur première tribune : les taxant « d'extrêmement libéraux », elle avait décommandé le 24 mars le rendez-vous qu'elle leur avait accordé. François BAYROU, lui, les a reçus. Mais lorsque les Gracques lui ont affirmé que l'alliance électorale PS-UDF qu'ils prônent devait aussi fonctionner s'il n'arrive pas au second tour, il a répliqué : « Je n'envisage pas cette hypothèse. »

30.3.07 – Les enquêtes d'opinion réalisées au lendemain des affrontements de la gare du Nord à Paris semblent indiquer que l'extrême droite continue de marquer une progression quand le thème de l'insécurité surgit dans la campagne. Selon un sondage CSA réalisé les 28 et 29 mars auprès de 922 personnes publié dans *le Parisien*, Jean-Marie LE PEN est crédité de 15% des intentions de vote (+2), Nicolas SARKOZY reste stable à 26%, Ségolène ROYAL (24,5%) et François BAYROU (19,5%) perdent chacun 1,5%.

30.3.07 – En meeting à Nice, devant 10 000 militants des Alpes-Maritimes, Nicolas SARKOZY se saisit une nouvelle fois du thème de l'insécurité et revient sur ce qu'il tient être le « laxisme » de Ségolène ROYAL et de François BAYROU, qui selon lui ont fait « une sorte de héros » de l'homme dont l'interpellation le 27 mars a provoqué des violences à la gare du Nord à Paris. Le 22 avril et le 6 mai, « les Français auront à choisir entre ceux qui pensent que la République commence avec le respect de la loi et ceux qui pensent que la liberté c'est de faire n'importe quoi. (...) Entre ceux qui veulent que les délinquants soient punis et ceux qui prétendent que c'est toujours la société qui est coupable. (...) Entre ceux qui ont plus de considération pour les délinquants que pour les victimes. » Le candidat de l'UMP a réservé l'essentiel de sa diatribe à la candidate socialiste, dénonçant « la faillite morale d'une certaine gauche » et « du microcosme parisien qui ne prend jamais le métro ». « L'ordre juste, quand on le juge à l'épreuve des faits, c'est juste le désordre et au bout du désordre, il y a toujours l'injustice », a-t-il déclaré, avant de préciser qu'il n'était pas « un conservateur » mais ne voulait pas « laisser l'ordre à l'extrême droite ». « J'ai voulu faire entrer ces idées dans la droite républicaine. Dans les valeurs auxquelles je crois, il y a aussi l'ouverture et la tolérance », a-t-il plaidé.

30.3.07 – A moins d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle, le ministère de l'Emploi et de la cohésion sociale et l'INSEE publient une série de statistiques qui sont autant de bonnes nouvelles pour le gouvernement, dont celles concernant l'emploi : le mois de février a vu reculer le nombre de demandeurs d'emploi de 19 900 personnes, ce qui permet de faire descendre le taux de chômage à 8,4 %, un niveau jamais atteint depuis juin 1983. Cependant la validité de ces chiffres reste contestée tant au Parti socialiste ou à l'UDF que dans les syndicats. « La baisse du chômage n'est pas avérée durant le quinquennat », dénonce Martine AUBRY (PS), qui accuse le gouvernement de « maquiller la réalité ». Le secrétaire général de la CGT Bernard THIBAUT juge le chiffre « artificiel et farfelu ». L'Office européen de statistiques, Eurostat, estime pour sa part le taux de chômage français à 8,8% en février, soit 0,4 point de plus que le chiffre annoncé par le ministre de l'Emploi et de la cohésion sociale, Jean-Louis BORLOO. Celui-ci se dit « convaincu

qu'on sera plutôt à 7,9 % en fin d'année même si sur tel ou tel mois on n'est pas à l'abri d'un mauvais chiffre ».

30.03.07 – Dans une plaquette distribuée à huit millions d'exemplaires intitulée « Mon projet pour la France », Nicolas SARKOZY énonce ses grands engagements déclinés en 15 chapitres. « La réhabilitation du travail est au coeur de mon projet », écrit-il en préambule de ce document où il reprend les propositions égrenées au long de ses discours, parfois avec davantage de précisions, parfois de façon plus floue. On n'y trouve, selon *Le Figaro*, nulle référence à la baisse très commentée de quatre points en dix ans des prélèvements obligatoires, et pas davantage au « bouclier fiscal » de 50 %. Nulle référence précise non plus au nombre de fonctionnaires, même si l'engagement de « ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux » est en revanche repris dans un entretien à *L'Express* la veille. Dans ce même entretien, le candidat UMP indique aussi qu'il lancera « une expérimentation de TVA sociale » et confirme la création d'une « franchise » sur les dépenses d'assurance-maladie, oubliée dans le projet officiel, où il se contente de marquer sa volonté que « chacun se sente responsable du financement de notre système de santé ». Le projet fait preuve de la même prudence sur le service public de l'emploi : « L'ANPE, l'Unedic, les maisons de l'emploi seront réunies en un seul service public », est-il écrit, ce qui n'implique pas forcément la « fusion » que rejettent les partenaires sociaux.

30.03.07 – L'Alliance pour la planète, qui rassemble la plupart des associations écologistes françaises (WWF, Greenpeace, Amis de la Terre, Fondation Hulot, Réseau Action Climat...), rend publique sa dernière notation des candidats à l'élection présidentielle. Tous les candidats ont été jugés sur 24 propositions. En un seul mois, (la dernière notation date du 26 février) beaucoup ont amélioré, selon l'Alliance, leur engagement écologiste. Dominique VOYNET arrive en tête avec une note de 17,5 contre 16,5 en février, suivie par José BOVE qui obtient 16 (pas noté auparavant) et Ségolène ROYAL qui passe de 13 à 16 (grâce, notamment, à sa position très nette en faveur d'un moratoire sur les OGM et sur le réacteur nucléaire EPR). Olivier BESANCENOT est noté 13,5 (contre 8), François Bayrou grimpe de 9 à 13 (une amélioration qu'il doit au ralliement à sa candidature de Corinne LEPAGE, présidente de Cap 21 et ancienne ministre de l'Environnement) et Marie-George BUFFET à 9,5 (9). Nicolas SARKOZY reste en retrait avec 8,5 (sans changement par rapport à février), mais l'Alliance espère le pousser à améliorer sa note lors d'une rencontre organisée avec lui le 31 mars. Philippe de VILLIERS est à 7 (stable), Arlette LAGUILLER et Jean-Marie LE PEN à 6 (contre 5).

Semaine du 31 mars au 6 avril 2007

31.03.07 – Recevant des représentants de la communauté harkie à son QG de campagne, Nicolas SARKOZY s'engage, s'il est élu, « à reconnaître officiellement la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre de harkis » en 1962. Il promet également de développer une « discrimination positive forte et ciblée » à destination de cette communauté, et d'améliorer la circulation des personnes entre la France et l'Algérie à laquelle ses membres sont très attachés.

31.03.07 – Clôture de la journée des comités professionnels organisée par le Front national à Paris, Jean-Marie LE PEN propose de « dégraisser l'Etat » qu'il qualifie de « monstre énorme, adipeux et impotent » ; il entend par exemple baisser les impôts sur les entreprises, revenir sur les 35 heures, faciliter le cumul des emplois et des activités.

Le candidat du FN propose d'autre part de « limiter le libre-échange et les effets négatifs du capitalisme spéculatif et financier ». Il met en cause les syndicats qualifiés de « syndicats de lutte de classes », et promet des « organisations professionnelles par branche » qui pourraient intervenir notamment « en matière de formation professionnelle, de recherche ».

31.03.07 – Devant quelque 3 500 personnes réunies au Palais des Congrès de la porte Maillot, à Paris, Philippe de VILLIERS se présente comme le candidat du « patriotisme » qui « vise à protéger la souveraineté, l'identité et la vitalité de la France ». Le président du MPF fait le rapprochement entre les émeutes de la gare du Nord et la délocalisation en Chine de l'usine Arena de Libourne : « Ces événements ont une seule et même cause, la perte des frontières nationales », affirme-t-il, lui qui se présente comme « le président qui stoppera l'hémorragie française des délocalisations ».

« Je serais une des grandes surprises de ce scrutin », a affirmé le candidat souverainiste, persuadé que les échauffourées de la gare du Nord vont jouer un rôle majeur car « elles signalent l'échec du ministre de l'Intérieur ». Ignorant Jean-Marie LE PEN qu'il n'a pas cité une seule fois, il a en revanche brocardé Ségolène ROYAL qui « vient d'apprendre La Marseillaise ».

31.03.07 – Sur France 3, Ségolène ROYAL met en cause la réaction du candidat de l'UMP à ses critiques quant à son attitude après les incidents de la gare du Nord, à Paris mardi. Elle reproche à Nicolas SARKOZY de n'avoir pas su « garder son sang-froid » lorsqu'il a accusé la gauche d'avoir « perdu tout sens moral » et d'être du côté des « voyous ». La candidate considère qu'il a « frappé en dessous de la ceinture ».

Invitée sur Canal + le dimanche 1er avril, elle saisit cette occasion pour revenir sur cet épisode qui l'oppose à l'ancien ministre de l'intérieur : « La violence de ses propos augure mal de son identité personnelle ». « Il faut savoir tenir ses nerfs », soutient Ségolène ROYAL. « Qu'est-ce que ça veut dire ? ». « Ça voudrait dire que si demain M. SARKOZY était par malheur élu, il se mettrait à insulter tous les autres chefs d'État et de gouvernement qui ne pensent pas comme lui ? », s'est-elle interrogée. Le soir, lors du « Grand Rendez-vous Europe 1- *Le Parisien*-TV5 Monde », la candidate socialiste déclare : « Je ne me laisserai pas insulter ».

1.04.07 – Dans le *Journal du dimanche*, Gilles de ROBIEN, l'unique ministre UDF du gouvernement, annonce son ralliement à la candidature de Nicolas SARKOZY. Il justifie ce choix par des « divergences de fond » avec François BAYROU qu'il accuse de maintenir « le flou » et « l'ambiguïté » sur les futures alliances.

Ancien directeur de campagne de M. BAYROU lors de la précédente élection présidentielle, le maire d'Amiens était déjà écarté des instances dirigeantes du parti centriste dont il critiquait depuis plusieurs années la ligne critique vis à vis du gouvernement.

1.04.07 – Invité du Grand jury RTL- *Le Figaro* -LCI, Nicolas SARKOZY est notamment interrogé sur les violences de la gare du Nord. En réponse, il répète des propositions qu'il a déjà formulées : instauration de peines planchers pour les multirécidivistes, punition des mineurs délinquants comme des majeurs en particulier. Sur le service minimum dans les transports, M. SARKOZY précise qu'il entend y parvenir « avant la fin 2007, soit par la concertation si c'est possible, soit par la loi. ».

Contrairement à ce qu'il avait évoqué, le candidat de l'UMP n'entend pas d'autre part réformer la Banque centrale européenne. S'il est élu, il demandera en revanche une réunion de l'Eurogroupe pour discuter de la stratégie monétaire et de change de la zone euro : « Je n'ai pas voté oui à l'euro pour avoir cet euro-là. »

Sur le plan institutionnel, Nicolas SARKOZY a répété qu'il entendait limiter à deux le nombre de mandats présidentiels. Il a annoncé qu'il formerait un gouvernement de « quinze ministres » respectant « naturellement la parité ».

1.04.07 – À Fort-de-France, François BAYROU propose « une réforme en profondeur de l'État », passant par la suppression de l'ENA et son remplacement par « une école des services publics ». Cette école de « très haut niveau » appelée à remplacer l'ENA préparerait seulement aux emplois publics, ce qui empêcherait le « pantouflage » des énarques dans le privé. Le candidat centriste accuse en effet l'ENA d'incarner « la connivence perpétuelle entre les différents partis installés au pouvoir » et « les puissances financières et économiques qui sont leurs amis de classe et de caste ».

1.04.07 – Au Palais des sports, à Paris, Gérard SCHIVARDI tient son premier grand meeting. Ancien socialiste, conseiller général de Ginestas et maire de Mailhac dans l'Aude depuis 2001, ce candidat se présente en défenseur de la ruralité et des services de proximité, comme les bureaux de poste. Bien que soutenu par les lambertistes du Parti des travailleurs (PT), il se défend d'être trotskiste. En 2002, le secrétaire national du PT, Daniel GLUCKSTEIN, candidat à l'élection présidentielle, avait obtenu 0,47 % des voix.

Gérard SCHIVARDI préconise le retrait de la France de l'Union européenne et le rétablissement des services publics dans les communes. Dans l'immédiat, il doit faire face aux conséquences pratiques et financières de l'invalidation par la Commission nationale de contrôle de la campagne présidentielle de son matériel de campagne, en raison de l'emploi d'un slogan, « candidat des maires », jugé infondé.

1.04.07 – A Bercy, devant 12 à 15 000 personnes, Marie-George BUFFET affirme « Je tiens à rassurer les journalistes visiblement inquiets sur l'avenir du PCF. Regardez, on va très bien ! » S'agissant du 21 avril, la candidate adjure les Français de résister aux pressions les incitant au « vote utile » et de ne pas avoir peur de voter communiste dès le premier tour et les incite à un « vote de courage » pour exprimer, dit-elle, « vos colères, vos idées, vos exigences ». Elle rappelle notamment : « Ce qui a fait le 21 avril, c'est bien que vous, le monde du travail, vous avez sanctionné la gauche parce qu'elle avait finalement cédé à la pression des idées libérales et donc qu'elle avait déçu ».

2.04.07 – Saisi en référé, le Tribunal De Grande Instance de Paris interdit à Gérard SCHIVARDI, candidat à l'élection présidentielle soutenu par le Parti des travailleurs (PT, lambertiste), de se présenter comme « le candidat des maires ». Le TGI donnant ainsi raison à l'Association des maires de France (AMF) qui lui contestait l'usage de cette formule, ainsi qu'à la Commission nationale de contrôle de la campagne présidentielle. Le candidat devra donc envoyer au pilon tout son matériel de campagne (affiches, tracts...) où figurait la formule dont l'emploi lui est refusé, et la retirer de son site internet.

2.04.07 – Ségolène ROYAL, a annulé in extremis les rencontres programmées en Poitou-Charentes et notamment une réunion publique à La Rochelle pour se rendre aux usines Peugeot-Citroën d'Aulnay, afin d'y rencontrer des ouvriers en grève depuis trois semaines. Leur principale revendication est une augmentation de 300 euros par mois ; ils ont déjà reçu la visite d'Arlette LAGUILLER, Olivier BESANCENOT, Marie-George BUFFET et José BOVE.

Sur le parking de l'usine, la candidate socialiste a réclamé la reprise de la négociation devant 200 ouvriers, en adressant « une demande solennelle » à la direction de PSA – à l'instar de ce qu'elle a déjà fait pour Airbus, chez Aubade où, plus récemment, à la Camif. « Les actionnaires ont été rémunérés, les salariés, eux, n'ont pas eu d'augmentation », a-t-elle déploré, sous les applaudissements des grévistes.

2.04.07 – Simone VEIL, qui a apporté son soutien à Nicolas SARKOZY, estime dans une interview au mensuel *Tribune juive* que son idée d'un « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale » était « plus grave » qu'une « imprudence ». « Je n'ai pas compris. D'abord, je trouve que la

formule qu'il a employée est très ambiguë. On ne sait pas très bien ce que cela veut dire », ajoute-t-elle – sans pour autant voir « dans cette affaire aucun clin d'œil à LE PEN » ni remettre en cause son soutien au président de l'UMP.

2.04.07 – Dans un gymnase de Vitry, devant quelque 400 personnes, José BOVE fait le parallèle entre le monde rural et les quartiers populaires, car, selon lui, « la réalité sociale est la même ». « C'est la même aspiration au droit à la dignité qui anime les solidarités dans les quartiers que dans les campagnes » a-t-il affirmé. Le Larzac n'est pas Vitry mais « pour les jeunes, ici et là-bas, l'avenir c'est le chômage », insiste-t-il.

3.04.07 – François BAYROU présente à la presse son « programme d'action pour la France », édité sous la forme d'une brochure de vingt pages, tirée à 10 millions d'exemplaires. Sa priorité affichée est le rétablissement d'« une société de confiance » : « la confiance envers l'Etat, la confiance de l'Etat vers la société, la confiance envers l'économie et la confiance que chacun pourra trouver un destin qui le conduira vers ses responsabilités », défend-il. « Cela suppose une société ouverte, et non une société bloquée. Une société normale est une société où l'on peut commencer en bas et finir en haut. ». En effet, M. BAYROU évoque fréquemment une donnée d'opinion, qu'il juge « effrayante » : les deux tiers des parents estiment que leurs enfants auront une situation plus difficile que la leur. « Il s'agit de remettre en route l'ascenseur social », affirme-t-il.

3.04.07 – En déplacement à Lorient, Nicolas SARKOZY revient sur les propos de Ségolène ROYAL : « Quand elle me traite d'ignoble, je ne dis rien. Je mets ça sur le compte de la fatigue. Quand elle soutient le fraudeur, elle ne doit pas s'attendre de ma part à des applaudissements. » De son côté, dans la journée, au siège du PS, Mme ROYAL prévient qu'elle ne tolérera plus les insinuations de l'ancien ministre de l'intérieur sur sa supposée complaisance pour les incidents de la gare du Nord. « Une fois ça va, mais qu'il n'y revienne pas ! », prévient-elle. Dans la soirée, sur Canal+, quand les propos de M. SARKOZY lui sont rapportés, la candidate socialiste proteste : « Cet homme est vraiment prêt à tout et à dire n'importe quoi ! » Le mot « ignoble », indique alors Mme ROYAL, ne s'appliquait pas à M. SARKOZY mais à sa proposition de créer un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration. « Monsieur SARKOZY a menti et un menteur est-il apte à devenir président de la République ? » demande-t-elle.

4.04.07 – Dans un entretien à l'hebdomadaire *Minute*, Jérôme RIVIERE, président du comité de soutien à Philippe de VILLIERS, se déclare en faveur d'accords avec le Front national de Jean-Marie LE PEN : « Ce mur qu'on a construit autour du FN, en isolant six millions de Français, doit tomber, non seulement pour qu'ils soient représentés à l'Assemblée nationale, mais pour qu'on puisse travailler ensemble ».

4.04.07 – A Blois, dans le Loir-et-Cher, au cours d'une réunion publique, devant quelque 3 000 personnes, François BAYROU dénonce « la guerre stérile qui oppose la droite à la gauche depuis vingt-cinq ans ». « Vous avez entendu, depuis des jours, les noms d'oiseaux qu'ils s'échangent. Le plus aimable, c'est ignoble, le plus gentil, c'est menteur, l'accusation la plus bénigne, c'est complice des voleurs, des escrocs, des trafiquants. Tout cela ne ressemble pas à ce que l'élection présidentielle devrait être », a-t-il déclaré en ciblant la querelle qui vient d'opposer Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL. « Ces injures sont la préfiguration de ce que serait la vie politique française si l'un des deux était élu », a ajouté le candidat de l'UDF. Il a également dénoncé l'attitude de Nicolas SARKOZY, qui a opposé une fin de non-recevoir à sa proposition d'un débat à quatre sur Internet.

4.04.07 – Devant un parterre de quelque 300 personnalités du monde la culture, Nicolas SARKOZY se déclare opposé à la licence globale sur Internet, par « respect du droit d'auteur ». S'agissant de l'intermittence, un nouveau protocole d'accord sur l'assurance-chômage venant

d'entrer en application, il a déclaré : «Je pense qu'il faut le laisser vivre et en faire le bilan dans quelques mois.»

Le même jour, dans *la Croix*, Nicolas SARKOZY annonce qu'il renoncera à modifier la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. En effet, « c'est un sujet sur lequel on ne peut avancer sans consensus », tout en indiquant qu'il « poursuivra la discussion avec l'ensemble des religions ». S'agissant des musulmans, Nicolas SARKOZY a déclaré « vouloir s'en tenir à quelques objectifs, comme mettre à leur disposition des lieux de culte appropriés » et « couper l'islam de France des influences étrangères ».

4.04.07 – À propos du contrat première chance proposé par Ségolène ROYAL aux jeunes sans qualification, le président de l'Unef, Bruno JULLIARD, déclare qu'« il ne fallait pas nourrir l'idée qu'il peut y avoir un CPE de gauche ». «C'est une réponse qui n'est pas appropriée », a-t-il indiqué.

5.04.07 – Bernard TAPIE, membre du Parti radical de gauche, ancien ministre de François MITTERRAND, annonce dans *Le Point* son soutien à Nicolas SARKOZY, compte tenu du « partenariat avec BORLOO » qu'il vient de conclure.

5.04.07 – Devant 20 000 personnes selon l'UMP, Bernadette CHIRAC apporte son soutien à la réunion publique de Nicolas SARKOZY au parc Eurexpo de Lyon. S'adressant à l'épouse de l'actuel Président, l'ancien Ministre de l'Intérieur affirme à la tribune : « Votre présence ce soir est pour nous une forme d'aboutissement. [...] Si la famille est réunie, c'est grâce à vous.»

5.04.07 – Ségolène ROYAL précise le contenu du « contrat première chance » sur i télé, en indiquant qu'il commencera par « un tutorat d'accompagnement de trois mois maximum ». Ce dispositif avait été critiqué dans sa première formulation par Marie-George BUFFET, les Verts, José BOVE et Olivier BESANCENOT.

5.04.07 – A Paris, salle de la Mutualité, Dominique VOYNET lance un appel aux électeurs écologistes :« Votez pour vos idées, ne votez pas contre vous-même, votez pour vous » le 22 avril. Pour Dominique VOYNET, « si les écologistes font 1 ou 2 % » au premier tour de la présidentielle, aucun candidat ne tiendra compte de l'écologie. Avec, selon elle, quelques conséquences majeures : relance « illico » du nucléaire, réalisation de projets « délirants » comme l'incinérateur de Fos ou le doublement de l'A7, « capitulation » sur les OGM.

5.04.07 – Lors de la présentation de son programme à son siège de campagne, Philippe de VILLIERS s'attaque à François BAYROU « Sa posture d'opposant au système est la plus grande escroquerie de la campagne ! », lance-t-il. « Le seul candidat antisystème, c'est moi ! » a insisté le président du Mouvement pour la France. Reprenant à son compte une ancienne formule de Jean-Marie LE PEN, le président du MPF dénonce « la bande des quatre », que forment selon lui les candidats de l'UMP, du PS, de l'UDF et du FN. Le président du conseil général de Vendée appelle ses concitoyens à « choisir au premier tour un candidat de convictions plutôt qu'un candidat de marketing qui change de discours toutes les semaines et provoquera d'amères déceptions.»

6.04.07 – Lors d'une réunion publique de Nicolas SARKOZY à la Mutualité à Paris, devant près de 2 000 femmes, Simone VEIL a réaffirmé son soutien au Président de l'UMP, malgré les critiques qu'elle avait formulées au sujet de sa proposition de « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ». Sur scène, aux côtés de l'ancienne ministre de Valéry GISCARD d'ESTAING étaient présentes une vingtaine d'élus UMP.

Simone VEIL a reconnu avoir été « pour partie femme alibi » du président élu en 1974, ajoutant « Je veux dire à Nicolas combien nous comptons sur lui, sachant que les traditions sont si fortes que ce ne sera pas facile de changer » les discriminations dont les femmes sont l'objet.

Le candidat UMP a formulé un certain nombre de promesses à destination de l'électorat féminin : crèches en entreprise, études surveillées à l'école, suppression des droits de succession entre époux, droit opposable pour la garde des enfants, revalorisation du minimum vieillesse que perçoivent les femmes qui ont travaillé toute leur vie aux côtés de leur mari et n'ont donc pas acquis de droits propres. S'agissant de l'égalité salariale, il a réitéré son engagement de l'atteindre en 2009 : « Je veux donner deux ans aux entreprises pour aligner le salaire des femmes sur celui des hommes. »

6.04.07 – En Corse, François BAYROU dénonce les excès de Nicolas SARKOZY et de Ségolène ROYAL, accusés de se livrer à « une surenchère sans mesure ». Il s'est d'autre part élevé contre les propos tenus par Nicolas SARKOZY dans un dialogue avec le philosophe Michel ONFRAY paru dans *Philosophie Magazine*, où le candidat UMP trouve des racines génétiques à la pédophilie comme au suicide des jeunes. « Dire qu'on est pédophile par la naissance, ça veut dire que le destin est joué à la naissance », a dénoncé François BAYROU. Et selon lui, le suicide des adolescents, « ce n'est pas génétique » : dire le contraire « détournerait de toute prévention et de tout soin ».

6.04.07 – Jean Marie LE PEN se rend dans le Val d'Oise, sur la dalle d'Argenteuil dans la cité du Val d'Argent, où l'ex-ministre de l'Intérieur avait dénoncé la « racaille » en 2005. Plusieurs fois annoncé, Nicolas SARKOZY n'est pour l'heure pas revenu dans ce quartier. Le candidat du Front national est accompagné par de nombreux journalistes. Lisant la déclaration qu'il a préparée à l'intention des jeunes du quartier, il a indiqué : « Si certains veulent vous karchériser ou vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieues où les politiciens français vous ont parqués, pour vous traiter de racaille par la suite. Vous êtes les branches de l'arbre France, vous êtes des Français à part entière. Il n'y a pas de beuritude, pour moi vous n'êtes ni des potes ni des blacks, ni des beurs, vous êtes des citoyens français, des enfants légitimes de la France faisant partie de notre République. Vous pouvez parfaitement comprendre pourquoi il est urgent d'appliquer la préférence nationale.... »

François FILLON, conseiller de Nicolas SARKOZY, a commenté dans la journée cette visite en affirmant qu'elle « illustre parfaitement tout ce qu'il faut rejeter dans une campagne électorale » car « on ne parle pas du fond, on fait des images, on fait le plus de provocations possibles, en espérant qu'on se détournera du débat ». Quant au PS, il a dénoncé de son côté un « safari médiatique ».

6.04.07 – En déplacement dans le sud-ouest de la France, Ségolène ROYAL doit donner des explications supplémentaires sur le « contrat première chance » pour les jeunes non qualifiés. Dans le Tarn-et-Garonne, à Montauban, Mme ROYAL semble s'étonner : « S'il y en a qui ont de meilleures idées, qu'ils les donnent », lance-t-elle devant la presse en critiquant « cette espèce de mollesse et d'indifférence à l'égard de ceux qui souffrent le plus ». « Je peux réajuster mais j'avancerai droit, personne ne m'intimidera » ajoute-t-elle. « Le pays attend quelqu'un qui va le sortir de la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Il n'y a ni changement, ni flottement, mais une écoute et des ajustements, voilà ».

Le soir, en meeting à Carmaux, patrie de Jaurès, la candidate socialiste revient sur ce sujet en évoquant « le Jaurès le plus hardi, le plus iconoclaste, celui qui houspillait fraternellement ses camarades en leur disant : « n'ayez pas peur d'aucune formule ou idée neuve » ».

Chargée d'un rapport par Ségolène ROYAL sur ce sujet, Dominique MEDA précise de son côté le contenu de cette mesure. L'objectif est de remédier aux « grandes difficultés » des jeunes non

qualifiés – environ 200 000 personnes, 120 000 jeunes de plus de 16 ans sortant chaque année du système éducatif sans diplôme autre que le brevet. Le CPC leur offre la possibilité d'un parcours d'insertion dans une petite entreprise, doublé d'un accompagnement (tutorat, formation, etc.). Le type d'entreprise concernée - PME de moins de dix salariés ou de moins de vingt – restera à déterminer avec les partenaires sociaux.

Il ne s'agit ni d'un contrat aidé supplémentaire, ni d'un contrat de travail, mais d'une « convention entre trois partenaires qui s'engagent : la région, l'employeur et le jeune ». Il est prévu une première période de trois mois en entreprise, au cours de laquelle le jeune est suivi notamment par un tuteur. A son terme, un bilan est dressé et un contrat d'apprentissage, de professionnalisation ou à durée indéterminée passé avec le jeune.

La prise en charge par les pouvoirs publics du salaire et des charges dure douze mois. Chaque entreprise ne pourra accueillir qu'un seul jeune, et « un délai d'un an doit être respecté entre deux entrées en contrat première chance ».

6.04.07 – Dans un entretien à *La Tribune*, Xavier BERTRAND, porte-parole de Nicolas SARKOZY, envisage une baisse de 5 points de l'impôt sur les sociétés, pour les entreprises qui respecteront certaines conditions sociales et économiques. Cette baisse permettrait à l'impôt sur les sociétés en France (actuellement de 33 %) de s'approcher de la moyenne européenne (25 %), mais elle n'interviendra probablement que dans la seconde moitié du quinquennat.

6.04.07 – A Dijon, Arlette LAGUILLER, candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle, estime que « tous les courants » de l'extrême gauche sont « légitimes » : « ce qui compte c'est l'addition de ces voix au soir du premier tour », soit « autour des 11 % aujourd'hui, pas tellement moins qu'en 2002 ». « Nous portons des revendications différentes, nos auditoires sont différents, mais le premier tour sert à exprimer toutes les sensibilités » a-t-elle ajouté.

6.04.07 – A Bastia, devant plusieurs centaines de personnes, Marie-George BUFFET déclare que la Corse ne doit pas devenir « un ghetto pour riches ». Elle a affirmé vouloir défendre la loi sur le littoral de manière intransigeante dans cette région. « La Corse ne peut se développer sur un tourisme de luxe, elle a besoin de diversifier son économie » a-t-elle ajouté, se prononçant par ailleurs pour « une enquête parlementaire pour savoir pourquoi ici la vie est aussi chère ».

Semaine du 7 au 13 avril 2007

07.04.07 – Lors des états généraux du Conseil représentatif des associations noires (CRAN), à Paris, son président Patrick LOZES met en cause « l'instrumentalisation » de la question de l'immigration pendant la campagne électorale : « Cela crée un cocktail dangereusement explosif, comme nous l'avons vu lors des incidents de la gare du Nord », a-t-il dénoncé. Aucun candidat à l'élection présidentielle n'était présent, à l'exception de Dominique VOYNET candidate des Verts.

Le CRAN a rendu publiques ses soixante « propositions pour le futur président ». En tête : la « mise en place de statistiques de la diversité, sur une base anonyme, déclarative et facultative, pour les minorités visibles ». Jusqu'à présent, François BAYROU, Marie-George BUFFET, Nicolas SARKOZY et Dominique VOYNET se sont déclarés favorables, Ségolène ROYAL ne s'est pas expressément exprimée. Invité en tant qu'ancien ministre et maire de Sarcelles, Dominique STRAUSS-KAHN a déclaré que la mise en oeuvre de statistiques ethniques était « une bonne chose » : « Il faut nommer la réalité des problèmes si on veut agir contre les discriminations. »

08.04.07 – À deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle, 42 % des Français, soit 18 millions d'électeurs, peuvent « encore changer d'avis » ou s'abstenir de voter, selon un sondage

CSA publié par *Le Parisien* et réalisé sur un mois du 28 février au 29 mars auprès d'un échantillon de 3 587 personnes. La proportion d'indécis s'élève à 56 % chez les moins de 30 ans et est la plus faible (33 %) chez les plus de 50 ans. C'est dans la tranche des 18-24 ans que le plus grand nombre de sondés (60 %) admettent qu'ils peuvent encore changer d'avis d'ici au jour du scrutin, le 22 avril.

08.04.07 – Gérard SCHIVARDI, candidat du Parti des travailleurs (PT) annonce sur Canal + qu'il ne donnera pas de consigne de vote au second tour et glissera lui-même un bulletin blanc dans l'urne.

08.04.07 – Invité du « Grand Rendez-Vous Europe 1-TV5 Monde - *Le Parisien* », Jean-Marie Le PEN prédit que son score sera « au-dessus de 20 % » le propulsant ainsi au deuxième tour comme en 2002. Son adversaire ? « Objectivement, ce devrait être Nicolas SARKOZY », a-t-il répondu. Dans une allusion aux origines hongroises du président de l'UMP, le candidat du Front national présente ce duel qu'il appelle de ses vœux comme un choix entre « un candidat qui vient de l'immigration » et lui-même qui est « un candidat du terroir ». Alors qu'on lui demande si sa politique d'immigration aurait empêché M. SARKOZY de venir en France, M. LE PEN déclare : « La France se serait passée de Nicolas SARKOZY qui aurait peut-être fait une très belle carrière en Hongrie. »

« La candidature de Mme ROYAL est condamnée » estime par ailleurs M. LE PEN, en raison du poids de l'extrême gauche qui, selon lui, va aller en augmentant avec l'ouverture le 9 avril de la campagne officielle. « Le vote utile, c'est le vote LE PEN pour ceux qui veulent changer », a-t-il affirmé, jugeant les trois autres principaux candidats (N. SARKOZY, F. BAYROU, S. ROYAL) « interchangeables ». Dans le cas où il ne serait pas au deuxième tour, le candidat du Front national a précisé qu'il attendrait le traditionnel rassemblement de son mouvement entre les deux tours pour donner sa « consigne de vote ». « Je me déterminerai courageusement, probablement le 1er mai », a-t-il déclaré.

08.04.07 – Au « Grand Jury » RTL- *Le Figaro* – LCI », José BOVE promet « une surprise le 22 avril » et compte beaucoup sur la campagne officielle pour relancer sa propre campagne, estimant que jusqu'à présent « on a été dans un formatage de l'information autour de trois ou quatre candidats ». Selon lui, « les gens en ont assez de cette droite dure incarnée par Nicolas SARKOZY et n'ont pas envie, non plus, de cette gauche tiède que représente Ségolène ROYAL ». « Ils en ont assez de la logique des appareils politiques » et « veulent une alternative », insiste-t-il, affirmant incarner cette alternative, « parce qu' [il est] le seul à pouvoir réunir d'anciens communistes, des Verts et des citoyens qui jusqu'à présent ne votaient pas ».

Interrogé sur l'insécurité, le leader altermondialiste dénonce « l'insécurité sociale, du chômage, du logement, des services publics qui sont en train de partir... ». « Cette insécurité-là, explique-t-il, on ne la règle pas avec des cars de CRS ! ». Il juge que « cette démagogie sur les thèmes sécuritaires est du pain béni pour l'extrême droite et Jean-Marie LE PEN ». Quant au « contrat première chance » (CPC) proposé par Ségolène ROYAL, José BOVE estime que c'est « un cadeau pour les employeurs qui ne paieront plus de charges pendant un an et qui, ensuite, jetteront les jeunes ». Bref, « il faut sortir de ces gadgets ». Pour relancer l'emploi, il avance notamment un plan de 120 000 logements sociaux par an.

08.04.07 – Dans un entretien au *Journal du dimanche*, François BAYROU affirme que « ce qui est en jeu maintenant, ce sont les projets de société que nous défendons les uns et les autres ainsi que les caractères de ceux qui les portent ». Rappelant les dernières déclarations du candidat de l'UMP sur l'origine « génétique » de la pédophilie ou des tendances suicidaires, M. BAYROU observe

que « cette thèse anti-scientifique et anti-humaniste (...) remet en cause les valeurs communes autour desquelles a été construite la société française ».

Le candidat de l'UMP suscite aussi dans le camp de Ségolène ROYAL des inquiétudes portant sur son caractère (*Le Monde* daté du 10 avril). « La question de son aptitude est posée », a lancé Arnaud MONTEBOURG, l'un des porte-parole de la candidate socialiste. « SARKOZY est un écorché vif. Il ne peut vivre que dans la tension », a affirmé en écho son conseiller spécial Julien DRAY. Lors de son déplacement dans le Sud-Ouest, Mme ROYAL a souligné « la brutalité » du projet de celui qu'elle désigne comme « le candidat sortant », en opposant sa vision d'une « France de la réconciliation » à celle d'une « France de l'affrontement ».

09.04.07 – La campagne officielle pour l'élection présidentielle commence à zéro heure, ouvrant la voie à l'affichage sur les panneaux installés devant les 85 000 bureaux de vote et à la diffusion des clips radiotélévisés des douze candidats. Jusqu'au 20 avril à minuit, ces derniers sont assurés d'une stricte égalité de temps de parole et d'antenne dans les médias publics audiovisuels. Pour la première fois lors d'une campagne présidentielle, les candidats ont reçu l'autorisation d'être filmés dans les lieux de leur choix (à l'exception des bâtiments officiels) et non plus nécessairement dans les studios de Radio France. Ils bénéficient également d'une plus grande liberté dans l'introduction d'éléments vidéo dont la durée peut représenter jusqu'à 50 % des spots. Au total, chaque prétendant disposera sur chaque média (France 2, France 3, France 4, France 5, RFO, France Inter et RFI) de 45 minutes réparties en 18 films (quatre modules de 5 minutes 30, six modules de 2 minutes 30, et huit modules d'une minute). La diffusion de ces huit programmes courts constitue une autre « première ».

09.04.07 – Sur TF1, le leader altermondialiste José BOVE accuse Jean-Marie LE PEN et Nicolas SARKOZY de « s'aider mutuellement » en excitant les peurs des Français. « C'est à qui ira le plus loin dans l'extrémisme », assure-t-il, ajoutant : « Cette France-là me fait peur, parce que c'est une France de la division, où on monte les gens les uns contre les autres ».

09.04.07 – Invité du Franc Parler de France Inter – iTélé – *Le Monde*, le philosophe et écrivain Bernard-Henri LEVY condamne les propos de Nicolas SARKOZY sur les prédispositions génétiques de la pédophilie et du suicide. Il indique qu'il votera pour Ségolène ROYAL au premier tour de l'élection présidentielle mais, faisant allusion aux déclarations de la candidate sur l'identité nationale, « regrette que la gauche française (...) en soit à parler de mettre un drapeau tricolore [chez soi]. « La bonne idée » serait d'y mettre « aussi à côté un drapeau européen. Je regrette que Ségolène ROYAL ne l'ait pas dit », a-t-il ajouté.

10.04.07 – Selon un sondage LH2 pour RMC-BFM TV-20 *Minutes* réalisé les 6 et 7 avril auprès d'un échantillon de 1 009 personnes, Nicolas SARKOZY reste en tête au premier tour à 28 % (- 1) devant Ségolène ROYAL à 24 % (- 2), François BAYROU à 18 % (=) et Jean-Marie LE PEN à 15 % (+ 2). Aucun autre candidat ne dépasse 5 % alors que le taux d'indécis demeure élevé à 47 % (- 6). Au second tour, Nicolas SARKOZY l'emporterait avec 52 % (+ 1) contre 48 % (- 1) à Ségolène ROYAL. Mais 27 % des électeurs n'auraient pas encore fait leur choix entre ces deux candidats s'ils étaient qualifiés.

10.04.07 – L'Institut français du gouvernement d'entreprise (IFGE), dirigé par Pierre-Yves GOMEZ, publie un cahier spécial recensant les propositions de trente experts pour améliorer le mode de gouvernement des entreprises dans les cinq prochaines années. Ces propositions ont été adressées aux candidats à l'élection présidentielle « pour qu'ils comprennent que l'on ne peut pas parler objectivement d'économie si on ne parle pas aussi de la manière dont on opère l'économie, c'est-à-dire dont on dirige les entreprises », explique M. GOMEZ.

10.04.07 – Après les propos tenus le 8 avril par Jean-Marie LE PEN sur Nicolas SARKOZY qualifié de « candidat qui vient de l'immigration », celui-ci, invité de France 2, insiste sur sa « différence » avec le candidat du Front national : « [Il] a dit qu'il y avait une différence entre lui et moi, il a raison, nous sommes différents, je rajoute très différents ».

Dès le 8 avril, le Parti socialiste avait été le premier à réagir aux déclarations du leader frontiste. Pour le secrétaire national à l'égalité du PS Faouzi LAMDAOUI, « ces propos sont inacceptables et relèvent de la xénophobie exprimée régulièrement par cet homme d'extrême droite ». « Je me suis senti visé », a déclaré de son côté Gérard SCHIVARDI - d'origine italienne - candidat soutenu par le Parti des travailleurs. A l'UMP, Brice HORTEFEUX juge que les propos de M. LE PEN « condamnent le fantasme de connivence entre la droite et l'extrême droite » et François FILLON déclare que « l'immigration enrichit l'identité française ». Une manière opportune, analyse *Le Monde* (daté du 11 avril) d'apporter un démenti au soupçon qui poursuit Nicolas SARKOZY de rechercher par ses dérives droitières le ralliement des électeurs du FN.

10.04.07 – En meeting à Tours, pour tenter de clore la polémique déclenchée par ses déclarations sur les prédispositions génétiques de la pédophilie et des tendances suicidaires, Nicolas SARKOZY choisit de contre-attaquer en jouant les victimes face à ses adversaires, « tellement membres des élites et de la pensée unique, qu'avec eux, on ne peut plus rien dire. (...) Quand je parle de l'identité on m'accuse d'être nationaliste, quand je parle de l'immigration on me reproche d'être raciste et aujourd'hui, on me fait un procès en eugénisme ». Il revient également sur les propos de Jean-Marie LE PEN à son égard : « Oui, ma famille est venue d'ailleurs, mais dans ma famille, on aime la France parce que l'on sait ce qu'on lui doit.»

10.04.07 – La Fondation Copernic, cercle de réflexion proche de la gauche antilibérale, s'inquiète de l'attraction que François BAYROU exercerait sur une partie de l'électorat socialiste et publie sur son site Internet (fondation-copernic.org) une note intitulée « L'effet Bayrou ou le retour de la République du centre » où elle livre une analyse du programme du candidat de l'UDF. « Nous essayons de déconstruire cette image d'homme hors système et de prouver que finalement BAYROU est un libéral », explique Evelyne SIRE-MARIN, coprésidente de la Fondation. La note souligne le parcours politique de l'homme, ministre de l'Education du gouvernement d'Edouard BALLADUR, qui a ainsi « participé à la thérapie de choc néolibérale infligée à la France de 1993 à 1997 » et dénonce son programme actuel « nettement plus libéral que social ».

10.04.07 – En visite dans le Pas-de-Calais, au coeur du bassin minier, à Hénin-Beaumont, sur le site de Metaleurop, et, dans une usine occupée, François BAYROU fait écho aux exigences « de ceux qui se sentent abandonnés » les exhortant à ne pas sombrer « dans la désespérance ». Le président de l'UDF, qui n'a « pas de baguette magique », critique ses adversaires : « Les autres candidats pensent que l'Etat peut tout faire. C'est faux. La faiblesse de l'Etat est même le phénomène marquant de ces dernières années ». En fin d'après midi, à Noyelles-Godault, devant un millier de personnes, il s'engage à « défendre une politique industrielle », dit son intention d'« alourdir considérablement » les peines encourues par les « patrons voyous qui contournent la loi » et de rendre les « licenciements dissuasifs » grâce un à un système de « bonus malus » sur les cotisations d'assurance chômage qui relèverait leur coût. M. BAYROU a aussi évoqué un système d'incitation au partage des profits avec les salariés.

10.04.07 – Philippe de VILLIERS veut profiter des derniers jours de la campagne pour s'adresser à « tous ceux qui doutent de Nicolas SARKOZY » et de sa capacité à « avoir une vraie politique de droite, sur des sujets essentiels », déclare le porte-parole du candidat du MPF, Guillaume PELTIER.

11.04.07 – Les secrétaires nationaux, conseillers exécutifs ou simples adhérents de l'UMP, issus des « minorités visibles » et réunis au sein du Cercle de la diversité républicaine de ce même parti,

entendent ouvrir le débat présidentiel sur la diversité. Ils présentent lors d'une conférence de presse, un Livre blanc intitulé « La diversité, une richesse pour l'identité française : 35 propositions pour une diversité valorisée, assumée et en mouvement ». « M. SARKOZY est précurseur sur le thème de la discrimination positive. Nous avons voulu donner corps à ce principe en le déclinant en mesures concrètes », explique Yves JEGO, secrétaire national aux nouvelles adhésions. « Il s'agit de mettre en place de véritables politiques de rattrapage pour aller vers l'égalité effective, en accordant des avantages à ceux qui agissent », relève Dogad DOGOU, porte-parole du Cercle.

En introduction, les auteurs du Livre blanc prennent soin de distinguer la « discrimination positive à la française » fondée sur une base territoriale et la reconnaissance du mérite « quelle que soit la couleur de peau », qu'ils veulent promouvoir, de « l'affirmative action » américaine s'appuyant sur des critères raciaux ou ethniques. Ils appellent cependant à la mise en place de statistiques fondées « sur les catégories retenues dans la vie ordinaire, c'est-à-dire les Blancs, les Noirs, les Asiatiques ».

11.04.07 – Interrogés par *Libération*, six leaders syndicaux donnent leur vision du traitement des questions sociales dans la campagne présidentielle. Pour Bernard THIBAUT (CGT), si « le pouvoir d'achat, les salaires, l'emploi et l'insécurité sociale sont bien la première préoccupation » des Français, le « décalage avec les solutions proposées par les uns ou les autres » est révélateur « d'une forme de renoncement de la part des politiques à prétendre changer le quotidien ». François CHEREQUE (CFDT) observe que les sujets sociaux sont nettement plus présents dans la campagne qu'en 2002, mais il a « le sentiment que les candidats ont cherché une réponse aux préoccupations concrètes des Français, sans proposer une évolution du système social dans son ensemble.»

Jean-Claude MAILLY (FO) constate lui aussi que «le social est abordé » dans le débat électoral, mais « mal » : « C'est une campagne marketing et zapping », « il n'y a pas de cohérence d'ensemble dans les programmes », accuse-t-il. Cette analyse est partagée par Jacques VOISIN (CFTC) qui estime qu'au-delà de « la même volonté de donner du sens à la valeur travail », les propositions « ne sont pas à la hauteur », les réponses demeurent « partielles et, en général, elles ne sont pas nouvelles » ou manquent de cohérence, « comme avec le contrat première chance de Ségolène ROYAL », précise-t-il. Pour Bernard Van CRAEYNEST (CFE-CGC) les candidats « ne connaissent pas les sujets à fond. Or les questions économiques et sociales sont souvent très techniques, et ils ne peuvent maîtriser tous les domaines ».

11.04.07 – Selon le *Canard Enchaîné*, un accord aurait été conclu entre Jacques CHIRAC et Nicolas SARKOZY pour mettre le président de la République à l'abri de poursuites judiciaires à l'expiration de son mandat. L'hebdomadaire précise qu'une disposition limitant les instructions à une durée de 10 ans serait ajoutée à la loi que le candidat de l'UMP souhaite faire voter pour réformer l'ordonnance de 1945 sur les mineurs. Ce qui pourrait entraîner l'annulation de nombreuses procédures, parmi lesquelles celles concernant M. CHIRAC. « Ce sont des allégations strictement sans fondement » a indiqué l'Élysée, tandis que Nicolas SARKOZY s'est indigné : « C'est grotesque, c'est blessant, c'est mensonger ».

11.04.07 – Le versement de 8,5 millions d'euros d'indemnités de départ à Noël FORGEARD, ancien président d'Airbus et coprésident d'EADS suscite la réprobation unanime des candidats à la présidentielle. « C'est dégueulasse », lance Frédéric NIHOUS, candidat de Chasse, pêche, nature et tradition (CPNT) sur France Inter, et sur France 2, Jean-Marie LE PEN se dit « scandalisé » par ce « gangstérisme mondain ».

Ségolène ROYAL qualifie ces indemnités de « provocation » et de « scandale » « surtout dans cette entreprise où l'Etat est actionnaire ». Elle promet, si elle est élue, de « rendre publique la

rémunération des hauts dirigeants des entreprises dont l'Etat est actionnaire » (cette disposition existe déjà) et demande le retrait du plan de redressement d'Airbus, Power 8, qui prévoit la suppression de 10 000 emplois. Pour la candidate socialiste comme pour Marie-George BUFFET, M. FORGEARD devrait « rendre » ce qu'il a touché.

François BAYROU a pour sa part proposé « une loi de moralisation de la vie économique [qui] obligera à ce que ces avantages soient décidés en assemblée générale » pour créer « une vie de transparence dans l'entreprise ». L'UMP, par la voix du nouveau président de l'Assemblée, Patrick OLLIER « indigné », a aussi prôné une moralisation des affaires. « Ce qui se passe n'est pas acceptable, a-t-il expliqué. En cas d'échec industriel, on doit pouvoir empêcher un patron de lever ses stock-options ». Le lendemain (12 avril), sur Europe 1, Nicolas SARKOZY observe à son tour : « Ce que je n'accepte pas, c'est qu'on ait à la fois la grosse rémunération et le parachute. Si on réussit, on est récompensé. Si on échoue, on est sanctionné ».

11.04.07 – Le décret autorisant la construction par EDF du prototype du réacteur nucléaire de troisième génération (EPR) à Flamanville, dans la Manche, dont la mise en service est prévue pour 2012, paraît au *Journal officiel*. Moins de quinze jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, l'événement suscite de vives protestations.

Dominique VOYNET, candidate des Verts à la présidentielle, s'insurge contre un décret qui traduit le « mépris » pour la mobilisation des populations et la démarche de débat public. Elle a précisé qu'elle excluait d'apporter son soutien au second tour à un candidat qui « n'aurait pas pris l'engagement de revenir sur cette décision ». Les Verts soulignent le coût « « faramineux » - 3,4 milliards d'euros - de l'EPR, pour une efficacité « médiocre » et une construction « inutile », la France étant « en situation de surcapacité énergétique ».

Au Parti socialiste, très partagé sur la question, on juge le décret révélateur « d'une conception de la politique qui fait fi du débat transparent et ouvert en matière énergétique, et illustre le passage en force qui a été la caractéristique de la méthode de la droite sur tous les sujets depuis cinq ans ». Le PS « s'engage à ouvrir un débat transparent et approfondi sur l'avenir de l'EPR au lendemain de l'élection présidentielle ». François BAYROU qualifie ce décret de « totalement antidémocratique » et se déclare favorable à sa suspension pour « avoir un vrai débat ». José BOVE appelle « toute la gauche, tous les écologistes, tous ceux qui refusent que leurs enfants soient soumis au diktat des nucléocrates à s'opposer à cette construction inutile et dangereuse ». Le candidat altermondialiste incite « tous les candidats à demander un moratoire sur l'EPR et la construction de nouvelles centrales ».

11.04.07 – Devant plusieurs milliers de personnes réunies dans la nouvelle salle 3000 du palais des congrès de Lyon, Philippe de VILLIERS se définit comme le candidat du « patriotisme ». Le patriotisme qui « ne consiste pas à agiter des drapeaux ou à chanter La Marseillaise », a ironisé le candidat du MPF à l'adresse de Ségolène ROYAL, c'est « une méthode de gouvernement, la seule qui permettra à la France de sortir du chômage de masse et de stopper l'hémorragie des délocalisations (...) de rétablir les repères de la société et les valeurs de la responsabilité personnelle (...) l'autorité de l'État et de la République. » Parmi les 337 mesures de son programme qu'il a déclinées, M. de VILLIERS réclame la suppression de l'impôt sur la fortune, des 35 heures, ou encore un taux maximal de prélèvements obligatoires à 38 %.

11.04.07 – Devant plus de 4 000 personnes rassemblées dans les arènes (complexe sportif) de Metz, Ségolène ROYAL expose sa vision de la politique internationale. Elle réitère la position « ferme » qu'elle avait prise, lors de la primaire interne au Parti socialiste, sur les risques de transfert du nucléaire civil au nucléaire militaire que fait peser le régime iranien sur « la sécurité du monde ». « A l'époque j'étais bien isolée, on s'est même moqué de mes propos, la suite,

aujourd'hui, me donne raison », observe-t-elle. Elle indique aussi que si elle est élue « il n'y aura plus de bonne et de mauvaise dictature » et qu'elle n'aura aucune complaisance, non plus, avec les « grands pays », comme la Russie, à propos de la guerre en Tchétchénie ou de la « situation faite à la presse libre et aux journalistes ». A l'égard des Etats-Unis, pays « ami », « la France gardera son autonomie de jugement et d'action », a-t-elle déclaré.

11.04.07 – La plupart des candidats ont réagi dès le 11 avril au soir aux attentats suicides perpétrés à Alger et dit l'horreur qu'ils leur inspiraient. A gauche comme à droite, on s'inquiète d'une éventuelle action sur le territoire français avant le 22 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle. La lutte contre le terrorisme, comme l'engagement des militaires français en Afghanistan et au Liban, sont tenus en dehors du débat présidentiel par les principaux candidats. Philippe de VILLIERS et Jean-Marie LE PEN, eux, ont clairement montré le lendemain qu'ils ne se sentaient pas membres de cette union sacrée. Commentant, sur Public Sénat, les attentats au Maghreb, le candidat du Front national assure qu'en raison d'une « immigration planétaire », la France était devenue « une poudrière ». Devant environ 1 500 sympathisants, réunis à Lyon pour son premier meeting en province, Philippe de VILLIERS déclare que « l'orage terroriste tourne autour de la France », appelant à l'« interdiction sur le territoire national des mouvements salafistes ».

12.04.07 – Dans un entretien au *Figaro* Jean-Marie LE PEN se félicite de voir l'irruption de ses thèmes de prédilection, immigration, sécurité, identité nationale, dans la campagne présidentielle. Pour le candidat du Front national, cela « prouve qu'il avait raison ». Au sujet de ses relations avec Nicolas SARKOZY, il indique qu'il n'a « pas de contentieux personnel » avec lui comme il en avait avec M. CHIRAC « de son fait à lui » : « C'est Chirac qui a fait preuve d'ostracisme à l'encontre du FN et non pas l'inverse, précise-t-il. Chirac ne voulait pas parler avec nous. Si M. Sarkozy veut parler avec tous les partis politiques y compris le FN, c'est une ère nouvelle, oui ». M. LE PEN assure qu'il pourrait y avoir des « points possibles de convergence » avec le candidat de l'UMP, comme « l'école, la réforme fiscale, la réforme des retraites », ajoutant néanmoins que les questions de l'immigration et de l'Europe rendraient « extrêmement difficiles » les discussions.

Le leader frontiste précise certains éléments de son programme. En matière fiscale il propose de « réduire à trois tranches taxées à 5 %, 10 % et 20 % l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les successions, et soustraire la résidence principale de l'assiette de l'ISF ». Il compte instaurer « le salaire parental : le SMIC pendant trois ans pour le premier enfant, trois ans pour le second, quatre ans pour le troisième. Ce qui implique un véritable statut du parent éducateur, avec les économies que cela postule dans les crèches ». « Nous entreprendrons aussi un relèvement des très bas salaires », ajoute-t-il, « l'État [prenant] en charge les cotisations pour les salaires inférieurs à 1,4 fois le SMIC. Interrogé sur le risque d'un désaveu par le Conseil constitutionnel des mesures mettant en œuvre la préférence nationale, M. LE PEN juge que « le Conseil constitutionnel s'est arrogé un pouvoir de contrôle par rapport à des normes dont il a fixé lui-même l'étendue sans que cette mission lui ait été confiée par la Constitution » et que « rien n'empêche de revenir là-dessus. »

Interrogé sur l'Europe, le candidat du Front national déclare que « pour recouvrer notre souveraineté, il faut une révision des traités. Si nos partenaires s'y opposent, nous procéderons à la politique de la chaise vide et nous mènerons nos propres affaires ». Il propose d'abandonner « le plus vite possible » la préparation de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne mais souhaite y « réintégrer le monde slave et le monde orthodoxe ». Et au sujet des « racines chrétiennes de l'Europe », M. LE PEN estime que « tout le monde peut renier sa mère, mais cela n'empêche pas qu'on soit sorti de son ventre. Les autres sont des lâches, ils veulent se coucher devant la pensée unique ».

12.04.07 – Nicolas SARKOZY semble courtiser le candidat du Front national et le réintégrer dans le giron de la droite en le « dédiant » . Aux journalistes de *Libération* qui lui demandent s'il « droitise [son] discours pour rassembler son camp au premier tour », il répond : « Quelle est la vraie caractéristique de cette campagne ? C'est que les gens ne se mobilisent pas sur des mesures mais sur des valeurs, sur le sens. Mais si je veux être tout à fait honnête, Ségolène est plus à droite que Jospin, je suis plus à droite que Chirac, Bayrou est plus à droite que Lecanuet. Finalement, celui qui est moins à droite qu'avant, c'est Le Pen ! » Interrogé sur le « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale », qui figure dans le programme du FN, le candidat de l'UMP ajoute : « Ce n'est pas parce que Le Pen touche quelque chose que cela devient interdit ». Et il confirme qu'il a abandonné l'idée, qui « aujourd'hui, cristallise les passions, raidit les positions », d'accorder le droit de vote aux étrangers dans les élections locales : un sujet primordial pour le FN.

12.04.07 – L'Observatoire de la parité a interrogé les douze candidats à l'élection présidentielle sur la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ségolène ROYAL, Nicolas SARKOZY et François BAYROU promettent un gouvernement paritaire et s'engagent à créer un ministère chargé des droits des femmes et de l'égalité.

12.04.07 – José BOVE déclare qu'il votera en faveur de Ségolène ROYAL au second tour de l'élection présidentielle mais qu'il laissera « les gens qui ont voté pour [lui] voter pour qui ils veulent. »

12.04.07 – Devant 4 500 personnes réunies au parc Chanot, à Marseille, François BAYROU exprime sa volonté de « recoudre le tissu social » qu'il estime déchiré par des « lignes de fracture économique, sociale, d'origine, géographique et éducative ». « Je veux un pays dans lequel les mots égalité et fraternité comptent autant que le mot liberté » a plaidé le candidat de l'UDF. A propos de sa proposition de supprimer l'ENA, il a expliqué qu'il ne lui semblait « pas normal que toutes les fonctions de responsabilité soient occupées par un petit club recruté dès l'âge de 20 ans ».

13.04.07 – L'hebdomadaire britannique *The Economist* prend position pour Nicolas SARKOZY, estimant que son programme économique est le plus « libéral », au sens anglais du terme, a indiqué sa rédaction au *Monde* (daté du 13 avril).

13.04.07 – Olivier BESANCENOT entend bien s'imposer comme meneur de la gauche antilibérale. En meeting à Marseille, devant quelque 500 personnes, il affirme que si Ségolène ROYAL est élue, « il faudra une gauche présente au quotidien parce que les politiques libérales vont continuer » et il revendique d'être le seul à avoir « un positionnement clair » : « Je suis 100% indépendant du PS et je n'ai pas autre chose en tête » clame-t-il. Dans un entretien à *Libération*, daté du même jour, le candidat de la LCR indique : « Même si je n'arrive pas au pouvoir, les trois mesures sur lesquelles je veux peser sont l'augmentation des revenus de 300 euros net par mois, l'interdiction des licenciements avec l'idée de récupérer les aides publiques données aux licenciés, et la création d'un service public du logement oeuvrant à la réquisition des logements vides, et l'inéligibilité pour les élus qui ne respectent pas l'obligation des 20 % de logements sociaux dans leur commune, à commencer par M. Sarkozy. »

Olivier BESANCENOT est le seul à voir ses intentions de vote progresser sensiblement depuis le début de l'année. Elles sont passées d'une fourchette de 2-4 % début mars à 3,5-5% aujourd'hui. À l'inverse, Arlette LAGUILLER (LO) est en perte de vitesse pour sa sixième élection présidentielle et créditée de 1,5 à 3 % des intentions de vote, en recul par rapport à son score de début d'année. Estimée à 2-3 %, la candidature communiste Marie-George BUFFET ne semble portée par aucune dynamique. José BOVE est, quant à lui, créditée de 1,5 à 2,5 % des intentions de vote sans aucune progression perceptible à ce jour.

13.04.07 – Dans une interview au *Figaro*, Brice HORTEFEUX, ministre délégué aux Collectivités territoriales et proche collaborateur de Nicolas SARKOZY, se prononce pour l'instauration d'une « dose de proportionnelle » aux élections législatives à l'horizon 2012. Il précise qu'il ne s'agit pas de prendre une « décision » mais de lancer une « réflexion qui suppose de prendre du temps ». La réforme du mode de scrutin pourrait être « couplée avec le redécoupage des circonscriptions électorales ». Faut-il voir dans cette déclaration, s'interroge *Le Monde* (daté du 14 avril), un autre signe en direction du Front national qui, dépourvu de représentation parlementaire a toujours demandé un mode de scrutin proportionnel pour les élections législatives ?

La déclaration de Brice HORTEFEUX provoque des réactions hostiles. Pourtant, hormis l'UMP, les principaux candidats (dont Ségolène ROYAL et François BAYROU) proposent tous dans leur programme l'instillation d'une dose de proportionnelle pour les élections législatives. Ségolène ROYAL a accusé l'UMP de « commencer à négocier en douce avec le Front national ». François BAYROU a, lui, souligné « les dérapages contrôlés et multipliés de Nicolas SARKOZY » en direction du FN. Il a fait état « d'énormément de signes, énormément d'affirmations qui montrent qu'il a décidé d'aller au premier tour se rapprocher du FN ».

Si Nicolas SARKOZY s'est, par le passé, montré favorable à l'introduction d'une dose de proportionnelle au Sénat pour permettre à des partis absents du Parlement d'avoir une représentation dans la Haute Assemblée, l'ex-ministre de l'Intérieur s'y était toujours opposé pour les législatives. Ses porte-parole ont d'emblée précisé, dans un communiqué, que la proposition de M. HORTEFEUX « n'exprime qu'une réflexion personnelle » et qu'elle « n'engage en aucune façon le candidat Nicolas SARKOZY ». Celui-ci a confirmé lors d'un meeting à Meaux (Seine-et-Marne) qu'il ne se sentait « absolument pas engagé » par ces déclarations, tout en admettant que « chacun a le droit de dire ce qu'il veut. Ce n'est pas aux autres [le PS et l'UDF] de donner des leçons ». Il s'est appliqué à durcir le ton vis-à-vis du candidat du FN : « Je ne veux pas de Jean-Marie LE PEN au deuxième tour ».

Quant au Front national, il a rejeté la proposition de Brice HORTEFEUX. « Nous réclamons depuis des années la proportionnelle intégrale. Pas une aumône, pas un pourboire », a déclaré Bruno GOLLNISCH, le numéro deux du parti, qui revendique « juste une place conforme à [leur] poids dans la vie politique française ».

13.04.07 – Lors de son déplacement à Meaux, Nicolas SARKOZY dialogue avec une centaine d'habitants d'une cité de la ville et évoque son projet de « plan Marshall II » pour les banlieues : un plan de formation rémunérée et en alternance pour 250 000 jeunes de quelque 750 quartiers les plus défavorisés de France.

13.04.07 – En meeting à Besançon (Doubs), devant plusieurs milliers de personnes, Ségolène ROYAL s'emploie à attaquer Nicolas SARKOZY sur différents sujets : ses déclarations ambiguës sur la place des parents d'élèves dans la « communauté éducative », qu'il avait paru remettre en question le 6 avril, son traitement du dossier d'Airbus dont il venait de rencontrer les salariés la veille à Toulouse, ses propos sur la pédophilie. Elle dénonce le candidat de l'UMP qui a cité « 27 fois Jaurès » [lors de son meeting à Toulouse] tandis que « son bras droit [Brice HORTEFEUX] commence à négocier en douce avec le Front national ».

13.04.07 – Dans une tribune du *Monde* (daté du 14 avril) Michel ROCARD appelle socialistes et centristes à conclure un accord avant le premier tour. « J'affirme que sur les urgences d'aujourd'hui rien d'essentiel ne sépare plus en France les sociaux-démocrates et les démocrates-sociaux, c'est-à-dire les socialistes et les centristes » écrit l'ancien Premier ministre socialiste. « Rassemblés avec les Verts, la gauche sociale-démocrate et le centre démocrate-social constituent une majorité dans le pays (...). Dans quelques jours, les Français décideront qui, de François

Bayrou ou de Ségolène Royal, sera le mieux à même de battre Nicolas Sarkozy. Et ils le feront d'autant mieux qu'ils sauront que, dans tous les cas, une alliance sincère et constructive défendra au second tour puis aux législatives un projet commun d'espoir pour la France» plaide-t-il.

François HOLLANDE est le premier à réagir à la tribune de Michel ROCARD qu'il qualifie de « texte indigne ». Le premier secrétaire du PS déclare qu'il n'y a « pas d'alliance concevable entre la gauche et un parti de la droite ».

L'appel de M. ROCARD surprend Ségolène ROYAL, en déplacement dans l'est de la France : « Je ne me laisserai pas balloter au gré des réactions des uns et des autres » répond-t-elle aux journalistes qu'elle rencontre à la mairie de Mulhouse, et elle dénonce « un certain nombre de tractations ou de manoeuvres [ayant] pour objectif d'empêcher la clarification du débat politique ». La candidate socialiste lance un appel à un vote large et utile : « Toute la gauche doit se mobiliser dès le premier tour mais aussi tous les électeurs républicains et humanistes » et rebondit sur François BAYROU : « Le candidat de l'UDF n'a pas de programme ni même d'équipe puisqu'il cherche à débaucher individuellement untel ou untel (...). L'UDF et l'UMP sont coresponsables du bilan dans lequel se trouve la France ».

Le lendemain Jean-Marc AYRAULT, dénonce dans le *Figaro* un « propos personnel et isolé ». « Ce dont nous avons besoin, c'est de sortir des confusions et de donner de la clarté. Notre pays a besoin que le changement soit réel et qu'il ne s'apparente pas à des combinaisons d'appareils surannées. »

Semaine du 14 au 20 avril 2007

15.04.07 – En déplacement dans l'ouest, François BAYROU se félicite de l'appel de Michel ROCARD à une alliance entre lui-même et Ségolène ROYAL « avant le premier tour », ainsi que du plaidoyer de Bernard KOUCHNER dans le *Journal du dimanche* pour une alliance des socialistes avec l'UDF. Ces appels légitiment à ses yeux sa proposition d'« une nouvelle majorité, centrale et ouverte », au-delà des clivages droite-gauche qu'il juge révolus. A Nantes, il affirme : « Il y a beaucoup de gens à droite comme à gauche qui veulent une démocratie de réforme constructive et déterminée ». Il ajoute ensuite : « Beaucoup de gens de la droite républicaine considèrent que les orientations de Nicolas SARKOZY et la manière dont il les exprime ne correspondent pas à ce qu'ils voudraient ; et que la manière violente dans laquelle il se situe dans la société française ne ressemble pas à ce que ces femmes et ces hommes d'équilibre veulent. »

15.04.07 – Lors d'une visite dans les deux départements, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, qui ont le plus voté LE PEN en 2002 Nicolas SARKOZY cherche à justifier son combat pour convaincre les électeurs potentiels du candidat du Front National : « Moi, ce qui m'intéresse, c'est que l'on se tourne vers l'avenir. Je ne veux pas de Jean-Marie LE PEN au deuxième tour, comme en 2002. Il y a une autre possibilité que de s'abstenir ou voter Front national ».

Le candidat de l'UMP a d'autre part critiqué les « combinaisons d'appareil » voulues par « M. ROCARD et M. BAYROU ». « Je pense aux électeurs de l'UDF qui n'ont jamais été à gauche et qui doivent trouver curieux que M. BAYROU (...) dise qu'il est plus proche de Mme ROYAL que de moi. »

15.04.07 – Près de Montpellier, José BOVE est l'invité d'une fête militante. Le candidat antilibéral réclame à cette occasion « la proportionnelle intégrale pour répondre à l'urgence démocratique, puis une augmentation des salaires et des retraites pour l'urgence sociale. »

15.04.07 – Au Palais des sports de Paris, devant plus de 5 000 militants, Jean-Marie LE PEN multiplie les critiques contre Nicolas SARKOZY, qu'il brocarde pour « avoir dit qu'il voulait convaincre les électeurs de LE PEN de voter pour lui ». « Non, monsieur SARKOZY, le monde ne tourne pas autour de votre petite personne. Bien avant que vos parents ne viennent de Hongrie, de Grèce, il y a toujours eu, au sein du peuple français, un courant national plus préoccupé de l'avenir et de l'intérêt du pays que de la personne des dirigeants » a-t-il déclaré. À son adversaire UMP, accusé de « n'avoir qu'une nationalité, la nationalité sarkozienne » il lance encore : « Le sang français que vous méprisez, il a coulé beaucoup pour défendre la liberté et l'indépendance de la France. » Quant à Ségolène ROYAL, le candidat du Front national a qualifié sa façon de revendiquer le drapeau tricolore et La Marseillaise « d'artificielle et dérisoire »

«Il y aura une grosse surprise le 22 et peut-être deux, des pleurs et des grincements de dents», a-t-il pronostiqué.

15.04.07 – Arlette LAGUILLER tient son ultime grand meeting national au Zénith de Paris. Ovationnée par plus de 5 000 personnes, cette réunion a été marquée par les symboles traditionnels : *Internationale* chantée le poing levé, drapeaux rouges,... « Vous allez peut-être trouver que je manque de sensibilité, mais la relève est là, elle est nombreuse, nous avons un grand choix », a déclaré la candidate de Lutte Ouvrière.

Arlette LAGUILLER a décrit Ségolène ROYAL en « défenseure du profit » qui « laissera les mains entièrement libres au grand capital », et dénoncé les « vagues promesses » de la candidate socialiste en matière salariale. La candidate de LO a affirmé également : « Le seul vote utile, c'est de dire ce qu'on pense au premier tour ». En tout état de cause, elle « n'a jamais cru que la gauche au pouvoir serait capable de prendre des mesures efficaces pour arrêter la dégradation des conditions des travailleurs ».

15.04.07 – A Achicourt, dans la banlieue d'Arras, Ségolène ROYAL se centre sur l'essentiel, à quelques jours du scrutin : « Le dernier message, c'est l'appel à la participation massive, l'appel au vote conscient, le choix des valeurs », a déclaré la candidate du PS en marge d'une fête de la Rose. Affirmant les clivages, elle s'est déclarée « choquée et bouleversée par les déclarations du candidat de l'UMP, qui estime que la pédophilie est génétique » et évoque « sa brutalité qui inquiète » et ses idées qui « font peur ». Elle n'épargne pas François BAYROU, candidat « d'une droite équivoque qui trouble le débat » et dont elle peine à « identifier » les idées.

Commentant les appels des anciens ministres Michel ROCARD, puis Bernard KOUCHNER, à une alliance entre le PS et le centre de François BAYROU, elle regrette : « Rien ne m'aura été épargné. Même les choses les plus inattendues ». « En face, il n'y a pas ces fantaisies », plaisante-t-elle ensuite devant la presse. « Il y a toujours moins de discipline à gauche ! ». En tout cas, elle a répété que les « petits arrangements » d'appareils ne sont pas à l'ordre du jour. En revanche, elle ne rejette pas les partisans de François BAYROU. « Entre les deux tours, la majorité présidentielle se construira avec tous ceux qui viendront autour de moi », a-t-elle expliqué sur Radio J.

16.04.07 – En déplacement en Haute-Marne pour aller se recueillir sur la tombe du général DE GAULLE, à Colombey-les-Deux-Églises, Nicolas SARKOZY affirme : « le général DE GAULLE incarnait la passion de la France, la passion au service de l'intérêt général, l'oubli de soi. Il incarnait la fidélité à ses convictions. Ses valeurs n'ont pas pris une ride. » « Peut-être que la rupture que j'appelle dans la façon de faire de la politique, c'est retrouver le sens de l'identité nationale française ». Il a ajouté : « À quelques jours de l'élection présidentielle et du choix qu'auront à faire les Français, je veux m'inscrire dans cette partie de l'histoire de France car l'histoire de France je veux l'assumer dans un bloc. Je veux parler à tous les Français, j'aime la France, je veux aimer chaque Français, lui donner de l'espoir, je veux lui dire qu'il n'y a pas de fatalité ».

Dans un entretien publié le même jour par *20 Minutes*, il réitère sa promesse de pratiquer l' « ouverture » s'il est élu, en affirmant qu'il pourrait faire entrer dans son gouvernement « un certain nombre de personnalités de gauche ».

Le soir, sur TF1, Nicolas SARKOZY se réclame de Jean-Paul II, parce que ce pape a donné « une belle leçon d'ouverture, de tolérance et de fermeté » - une appréciation qui doit être mise en parallèle avec le nombre élevé d'intentions de votes pour François BAYROU, un candidat qui s'inscrit dans la tradition chrétienne-démocrate.

16.04.07 – Sur France Info, Jean-Marie LE PEN affirme que Nicolas SARKOZY pourrait ne pas être présent au second tour de l'élection présidentielle. « Vous me demandiez quelle allait être la grande surprise. La grande surprise, c'est que SARKOZY pourrait être le JOSPIN de 2007 », a déclaré le candidat du Front national.

16.04.07 – Au micro de France Inter, François BAYROU affirme qu'« aucun accord d'alliance n'était imaginable dans une élection présidentielle avant le scrutin » - en l'espèce entre Ségolène ROYAL et lui, avant le premier tour. Mais ces propos ne sont en aucune façon une fin de non-recevoir à l'appel lancé vendredi par Michel ROCARD pour une alliance « sincère et constructive » entre les sociaux-démocrates et les centristes.

Au demeurant, le même jour, au cours d'un meeting dans un palais des sports de Gerland à Lyon, devant 10000 personnes, il affirme : « Je veux donner une majorité nouvelle à la France (...) Plusieurs personnalités importantes se sont exprimées en ce sens ». Mais il renvoie dos à dos ses adversaires PS et UMP. Ségolène ROYAL lui fait penser au « tango argentin » : « Elle a avancé des idées, elle en a retiré, un pas en avant, un pas en arrière. » Et s'il récuse « la société du tout-État », il ne croit « pas non plus à la société que propose Nicolas SARKOZY, qui se caractérise par sa dureté ». Il a critiqué vivement les positions du président de l'UMP sur les exonérations fiscales « qui profitent aux plus riches », ses déclarations sur la génétique, « sur les musulmans qui égorgent des moutons dans leur baignoire » ou sur les fraudeurs alors qu'« on fait des grâces à Bernard TAPIE ». « Je suis le seul qui soit en mesure de devancer Nicolas SARKOZY au deuxième tour. » a-t-il répété.

16.04.07 – Sur France Info, Frédéric NIHOUS revient sur le vote utile qu'il qualifie d'argument « pour ceux qui n'en ont pas ». « S'il s'est passé ce qui s'est passé le 21 avril 2002, c'est quand même parce que les différents gouvernements ont créé les conditions d'une telle situation ».

16.04.07 – En réunion publique à Nantes, devant 9000 personnes, Ségolène ROYAL s'inscrit dans la postérité de François MITTERRAND en se comparant à une « force tranquille » face à Nicolas SARKOZY, qualifié une nouvelle fois de « candidat de la brutalité ». Elle dénonce également « certaines théories génétiques » et affirme : « Quand j'entends certaines théories génétiques, je me dis qu'il y a vraiment une confrontation des projets. Non, les violeurs et les abuseurs savent parfaitement ce qu'ils font et à ce titre ils doivent être poursuivis et condamnés », promettant alors de leur imposer le port du bracelet électronique après leur sortie de prison, ainsi qu'un « rendez-vous régulier pour que ces anciens délinquants soient suivis ».

Avant Mme ROYAL, c'est l'ancien garde des Sceaux Robert BADINTER, qui avait accusé M. SARKOZY de prendre ses idées chez « BARRES et MAURRAS, inspirateurs de Vichy ». Evoquant notamment sa proposition d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, il l'a accusé de « « lepéniser » son discours ».

16.04.07 – Dans la Manche, un département rural qu'il décrit comme étant un « haut lieu de résistance » face au projet de l'EPR, le réacteur nucléaire de troisième génération, José BOVE

affirme : « Je trouve aberrant qu'en pleine campagne électorale le gouvernement sorte un décret pour construire une nouvelle centrale nucléaire à Flamanville. C'est un déni de démocratie ». Appelant à la « désobéissance civique », évoquant notamment l'installation de pylônes électriques pour relier cette centrale au reste du pays, il a menacé : « J'inciterai les citoyens à désobéir à la construction de cette centrale en empêchant la construction des pylônes, ou en les démontant ».

En matière d'environnement, il propose quatre moratoires : « sur l'EPR, les OGM, les incinérateurs, et les modes de transport ». José BOVE a de nouveau condamné le principe de l'élection présidentielle au suffrage universel. « Si je suis élu, je serai le dernier président de la République », a-t-il déclaré.

16.04.07 – À Toulouse, devant environ 700 personnes, Philippe de VILLIERS cherche à contrer la tentation du « vote utile » dont Nicolas SARKOZY espère bénéficier à droite. Ainsi, il avance que « la pente naturelle de SARKOZY, s'il accède à l'Élysée, sera d'éluder toutes les réformes courageuses ». « Seul un score important de ma candidature contraindra SARKOZY à tenir ses promesses, car j'aurai alors les moyens d'y veiller ». S'agissant de Ségolène ROYAL, le Président du MPF lui trouve « l'allure de Jeanne d'Arc et le cerveau de Bécassine ».

17.04.07 – Dans l'entretien qu'il a accordé au *Figaro*, Nicolas SARKOZY avance : « Le vrai sujet de cette présidentielle, ce sont les valeurs ». « Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là ». Il affirme ne pas mener « un combat politique mais un combat idéologique ». Récusant l'idée d'une « droitisation de l'électorat », le président de l'UMP dit parler « d'identité nationale parce qu' [il] pense que les gens ont besoin de repères ». Enfin, il estime qu'« on ne peut pas ignorer les racines chrétiennes de l'Europe, ni celles de la France ». « C'est le choix de BAYROU d'être aujourd'hui un candidat de gauche, mais c'est pour cela que ses électeurs le quittent », a affirmé également le candidat de l'UMP.

17.04.07 – Jean-Marie LE PEN est en déplacement dans le Pas-de-Calais, à Boulogne-sur-Mer puis Hénin-Beaumont. Au port de Boulogne, le président du FN rend visite aux marins pêcheurs : il rappelle qu'il est « fils et petit fils de marin pêcheur, le métier le plus dur du monde », et dénonce devant eux la politique européenne : « La moitié des bateaux a été cassée par l'Europe, qui veut casser pour faire glisser la pêche vers le Sud », déclare-t-il.

A Hénin-Beaumont, au cœur de l'ancienne activité minière du bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais, Jean-Marie LE PEN se présente comme « le seul candidat à l'Élysée qui ait exercé un métier manuel », ayant été quelque temps mineur de fond dans sa jeunesse. « Je suis allé à la rencontre de nos compatriotes qui souffrent, des laissés-pour-compte des dépôts de bilan », ajoute-t-il, dénonçant une fois de plus « l'Europe de Bruxelles ». « Je lance un appel solennel aux chômeurs, aux travailleurs pauvres de notre pays. Ne vous laissez pas endormir par les trois candidats de l'établissement, qui ont tous voté pour le traité de Maastricht. Ne vous laissez pas non plus abuser par les candidats internationalistes, soi-disant hostiles à l'Europe, qui par leur altermondialisme sont responsables de la ruine de notre économie. »

Indiquant par ailleurs que le tribunal administratif de Marseille a annulé la décision du conseil municipal de la ville d'attribuer un terrain pour la construction d'une grande mosquée, le candidat du Front national commente : « C'est une bonne nouvelle. Le tribunal a sanctionné GAUDIN et SARKOZY » : « Nos compatriotes doivent être les premiers servis chez nous. Nous n'avons rien contre les étrangers en France à condition qu'ils subviennent à leurs besoins. 95 % des étrangers qui entrent en France ne sont pas travailleurs ».

17.04.07 – A Lille, François BAYROU affirme : « Tout le sens de mon action, c'est de faire travailler ensemble des gens comme STRAUSS-KAHN et comme BORLOO, qui ont fait avec plus ou moins de bonne humeur les choix qu'ils ont été obligé de faire ; il n'y a que moi qui puisse le faire ».

18.04.07 – Ségolène ROYAL se rend dans un supermarché Champion de la place d'Italie. Il s'agit d'attirer l'attention sur un secteur, la grande distribution, où les caissières travaillent dans des conditions très difficiles - souvent à temps partiel, sans l'avoir choisi, payées au smic. De surcroît, leur emploi est menacé par l'installation des caisses automatiques, qui permettent au client de payer ses achats sans intervention humaine. La candidate considère que ces salariées constituent le « prolétariat d'aujourd'hui ».

Elle dénonce le contraste entre la situation de ces caissières et le caractère « révoltant » des indemnités de départ reçues en 2002 par Daniel BERNARD, PDG de Carrefour, groupe auquel appartient Champion : « 38 millions d'euros, c'est-à-dire l'équivalent de 2 500 emplois payés au SMIC ». « Ça prouve bien que, de l'argent, il y en a... », dénonce-t-elle.

La candidate socialiste se promet d'obtenir des entreprises qui font des bénéfices et qui licencient le remboursement des aides publiques qu'elles ont reçues « depuis l'embauche du salarié », y compris les allègements de charges.

18.04.07 – Devant 5 000 militants (selon l'UMP) rassemblés au Palais des sports d'Issy-les-Moulineaux, dans la ville d'André SANTINI qui a rallié sa candidature, Nicolas SARKOZY reçoit le soutien des « vrais centristes historiques », selon l'expression du député de Boulogne-Billancourt, Pierre-Christophe BAGUET, premier parlementaire UDF à avoir rejoint le candidat UMP.

À la tribune, Simone VEIL prend la défense de son candidat, selon elle, injustement « diabolisé » ces jours-ci : « il a été l'objet d'une mauvaise foi et d'une intolérance que je n'avais jamais vues dans le pays. » Gilles de ROBIEN, seul ministre UDF du gouvernement, dénonce BAYROU et son « extrême centre ». Quant au maire d'Issy-les-Moulineaux, il accuse BAYROU de « trahir les valeurs du centre ».

18.04.07 – A la Mutualité de Paris, devant près de 4 000 personnes, Olivier BESANCENOT défend sa candidature, au sein de l'extrême-gauche : « Il faut qu'il y ait au moins une voix qui se fasse entendre ». Il a également critiqué la candidate du PS : « Dans cette campagne, on a une gauche qui court derrière Sarko, qui lui-même court derrière LE PEN ! », dit-il notamment.

18.04.07 – Au Palais omnisports de Paris-Bercy, devant 17 000 personnes, François BAYROU prône une « révolution orange ». Devant une salle enthousiaste, il refuse « le label de la droite à la mode Sarkozy » et « le label de la gauche à la mode Jospin ». « Il y a de la droite en moi parce que je veux de la rigueur et de la sévérité, il y a de la gauche en moi parce que je veux l'égalité des chances et des droits, la solidarité », avance-t-il. « Et il y a du centre en moi : équité, justice, fraternité. Ces valeurs-là, nous allons les faire entrer dans la réalité. » », a-t-il ajouté. Invoquant l'esprit de la Résistance, il a affirmé que la France était « en danger d'épuisement, de révolte et de fracture ».

Etaient présents le ministre démissionnaire Azouz BEGAG, le ministre François GOULARD, l'homme d'affaires Jean PEYRELEVADE, l'écologiste Corinne LEPAGE, l'économiste Christian SAINT-ETIENNE, le comédien Vincent LINDON, le producteur Marin KARMITZ, le cinéaste Pascal THOMAS, le chansonnier Pierre DOUGLAS, la comique Florence FORESTI, l'animateur télé Patrice CARMOUZE, le chanteur Nilda FERNANDEZ ou encore le judoka Djamel BOURRAS.

Le candidat de l'UDF a aussi fait acclamer les noms de Michel ROCARD, Bernard KOUCHNER et Claude ALLEGRE, qui plaident pour une alliance entre le PS et le centre.

19.04.07 – En meeting au Parc des expositions de Toulouse, devant 15 à 20 000 personnes, Ségolène ROYAL tient sa dernière réunion avant le premier tour de l'élection présidentielle, en présence de Laurent FABIUS et de Danielle MITTERRAND. François HOLLANDE a d'abord appelé au « vote utile ». Puis, le président du gouvernement espagnol, José Luis ZAPATERO, qui avait fait le déplacement, intervient à la tribune pour soutenir la candidate socialiste : « Ségolène incarne dans ces élections les promesses de réussite de la social-démocratie, qui est capable d'assurer en Europe le progrès, le bien matériel, la justice sociale, l'équité. ». Intervenant ensuite, Ségolène ROYAL a critiqué Nicolas SARKOZY et ses « oeillades à l'extrême droite ». « Son projet, c'est de prendre le pouvoir. Le mien, c'est de vous le rendre pour écrire avec vous l'histoire de France. Son projet c'est lui, mon projet c'est vous ». « La France présidente », ajoute-t-elle, « ce n'est pas le masque de la peur » - avant de conclure par une citation de MITTERRAND : « La victoire, vous ne la rencontrerez que si vous la forcez. »

19.04.07 – Jean-Marie LE PEN tient son dernier meeting à Nice, dans les Alpes-Maritimes, département où il était arrivé en tête en 2002, obtenant 26 % des voix. Trois mille sympathisants sont venus l'applaudir, ainsi que sa fille Marine, Bruno GOLLNISCH mais aussi Bruno MEGRET. Le président du FN a successivement critiqué ses trois principaux rivaux, « MM. SARKOZY et BAYROU, flanqués de Mme ROYAL » qui ont « bradé toutes les valeurs derrière lesquelles ils prétendent pourtant se réfugier : l'égalité en créant d'insupportables situations de disparité entre les Français, et la liberté, celle d'entreprendre et de circuler, mais aussi de penser, de réfléchir, de s'exprimer. A Nicolas SARKOZY, le président du FN a reproché de « changer d'idées comme de chemise ». Il a dénoncé les contradictions de Ségolène ROYAL, incarnant selon lui le « socialisme à visage câlin », qui « se met à parler de la nation, des anciens, de l'encadrement militaire de la jeunesse » alors qu'en 1989, elle « créait avec d'autres l'association Riposte pour riposter contre l'idéologie sécuritaire ». Quant à François BAYROU, « parlementaire installé », « ministre repu », « chef d'un parti de 29 députés, 32 sénateurs, 11 députés européens, 1400 maires », comment peut-il prétendre « être hors du système », s'interroge-t-il ?

Un peu plus tôt, sur TF1, il était revenu sur les origines, hongroise et grecque, de Nicolas SARKOZY, jugeant qu'il n'était pas « de bon goût » pour un homme qui n'a « qu'un seul grand-parent français » de briguer l'Elysée, « alors qu'un Français de vieille lignée est probablement mieux placé pour incarner le passé, le présent et l'avenir de la France ».

19.04.07 – Environ 200 intellectuels rendent public un appel à voter pour Ségolène ROYAL dès le premier tour de l'élection présidentielle, estimant qu'une « nouvelle défaite électorale de la gauche » aurait des conséquences extrêmement négatives. Parmi les signataires, on relève notamment Marc ABELES, Etienne BALIBAR, Christian BAUDELLOT, Stéphane BEAUD, Jacques BOUVERESSE, Robert CASTEL, François DUBET, Françoise HERITIER, Alain JOXE, François MASPERO, Hubert NYSSSEN, Serge PAUGAM, Thomas PIKETTY, Pierre ROSANVALLON, Benjamin STORA et Loïc WACQUANT.

19.04.07 – Dans le journal *Le Parisien*, Valéry GISCARD D'ESTAING apporte son soutien à Nicolas SARKOZY. « Par les choix qu'il propose sans ambiguïté aux Français, par son expérience de l'exercice du pouvoir et sa capacité à faire avancer les choses, par sa volonté déclarée de dialogue, par l'existence d'une majorité sur laquelle il pourra s'appuyer et qui donne des signes encourageants de renouvellement, Nicolas SARKOZY est le seul à réunir les conditions qui nous permettent de choisir raisonnablement notre futur président », déclare l'ancien président de la République.

M. GISCARD D'ESTAING accuse en revanche François BAYROU de « flotter dans le vide entre des politiques évidemment différentes, et de s'appuyer sur des majorités impuissantes et fragiles ».

19.04.07 – Pour son dernier meeting, à Marseille, Nicolas SARKOZY avait souhaité une assistance nombreuse, pour contrer François BAYROU et ses quelques 17 000 supporters réunis mercredi soir à Paris-Bercy. Selon l'UMP, la réunion publique de Marseille a réuni 20.000 personnes, parmi lesquelles il faut compter François FILLON, Jean-Louis BORLOO, Alain JUPPE, Jean-Pierre FARIN, Philippe DOUSTE-BLAZY, Bernard ACCOYER, François BAROIN, Rachida DATI, Xavier BERTRAND, Jean-François COPE ainsi que les UDF ralliés comme André SANTINI et Gilles de ROBIEN et les soutiens locaux - notamment Jean-Claude GAUDIN, maire de Marseille, et le député Renaud MUSELIER.

Après le triomphe obtenu par le premier orateur du meeting, l'ex-footballeur Basile BOLI, Nicolas SARKOZY se pose en victime : « On ne sort pas indemne d'une telle campagne », dit-il. Puis il s'est adressé à « la France malheureuse », pour lui parler de la France dont il « rêve ». C'est, selon lui, parce qu'il a « voulu ouvrir tous les débats, même les débats interdits », qu'il a été « traîné dans la boue par tous les adeptes du politiquement correct et de la pensée unique ». Il a ainsi énuméré toutes les « valeurs » qui font bondir ses adversaires : « L'identité nationale, la famille, la patrie, la religion, le travail, la politesse, l'ordre, la morale, l'autorité. »

19.04.07 – Devant près de 7 000 personnes venues la soutenir dans son dernier meeting à Marseille, Marie-George BUFFET dénonce la tentation du vote utile. « La meilleure façon de ne plus avoir de 21 avril, c'est que la gauche ait le courage d'affronter la droite. La principale menace, c'est le vote utile qui fait glisser toute la vie politique à droite », soutient-elle. Pour la candidate communiste, le « vrai vote utile » est le choix d'une gauche « effrontément populaire » et non d'une « gauche du renoncement ». Contre « les tactiques politiciennes : votons pour nous, allons droit au but, votons pour donner une boussole à la gauche, cette boussole c'est le Parti communiste français », a-t-elle lancé.

19.04.07 – Au Zénith de Pau, François BAYROU tient sa dernière grande réunion publique. Après avoir fait brièvement monter sur scène son épouse, le candidat centriste dit vouloir conduire « la révolution orange » pour « arracher le pouvoir » à l'UMP et au PS, « ces deux partis épuisés qui nous ont conduits au gouffre où nous sommes ». « C'est une révolution sans risque, avec un président - pardon de dire cela de moi - équilibré, modéré, qui aime la France plus qu'il n'aime le pouvoir, qui a des racines, qui a une vocation de rassembleur, qui peut parler et respecter ceux qui ne sont pas du même avis », a-t-il affirmé. « À force de faire monter les tensions entre les communautés, entre les origines, entre les couleurs de peau, entre les religions, on rend la France dangereuse. Moi, je veux la France en sécurité, je veux la France apaisée », a-t-il assuré.

Auparavant, lors d'une conférence de presse, le candidat centriste s'était élevé, contre l'éditorial de Jean-Marie COLOMBANI paru dans *Le Monde* du 20 avril sous le titre « Impératif démocratique ». Le directeur de la publication du quotidien y estimait que, « en dépit des confusions qui ont parasité la campagne, le seul projet qui s'oppose à celui de Nicolas SARKOZY et qui s'appuie sur une force politique capable de gouverner est celui de Ségolène ROYAL ». « J'ai ressenti cet éditorial comme un coup de poignard », a confié M. BAYROU au *Monde* ajoutant y voir « une preuve de l'incroyable collusion au sommet de l'Etat entre le PS, l'UMP et les puissances qui les soutiennent ».

20.04.07 – Sur France 2, José BOVE, candidat altermondialiste à la présidentielle écarte l'idée d'entrer dans un gouvernement de gauche en cas de victoire de Ségolène ROYAL, en expliquant que le programme du PS et le sien sont « incompatibles ». « Quand on parle des services publics, le PS ne remet pas en cause les directives de Barcelone qui ont décidé de les privatiser ». Au

demeurant, « les socialistes refusent de remettre en cause l'accord de l'OMC », a-t-il déclaré. Invité à dire quelle consigne de vote il donnerait pour le deuxième tour, José BOVE a réaffirmé qu'il faisait « la différence entre la droite et la gauche ». « Mais on va attendre le 22 au soir ».

Semaine du 21 au 27 avril 2007

22.04.07 – A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, Nicolas SARKOZY (UMP) et Ségolène ROYAL (PS) se qualifient pour le second tour. Ils obtiennent respectivement 31,11% et 25,83% des voix. Le candidat de l'UDF, François BAYROU arrive en troisième position avec 18,55% des suffrages exprimés et Jean-Marie LE PEN à la quatrième place avec 10,51%, un score qui fait revenir le candidat du Front national vingt ans en arrière, puisqu'il est inférieur à ceux de 2002 (16,85%), 1995 (15,27%) et 1988 (14,38%). Le candidat du Front national perd près d'un million de voix par rapport à 2002.

La participation s'établit à 84,60%, le taux le plus élevé au premier tour de l'élection présidentielle depuis 1965 (84,8%), et très largement supérieur à celui de 2002 (71,6%).

Aucun des huit autres candidats n'atteint le seuil de 5% des voix. Ils s'échelonnent entre 4,11%, score obtenu par Olivier BESANCENOT (LCR) et 0,34%, celui atteint par Gérard SCHIVARDI soutenu par le Parti des travailleurs. Le candidat de la LCR devance largement l'ensemble de ses concurrents de la gauche antilibérale et obtient même 280 000 voix de plus qu'en 2002, même si son score était alors, en raison d'une participation plus faible, un peu supérieur (4,25%). En totalisant 1,94% des voix, soit un résultat encore inférieur à celui de Robert HUE en 2002 (3,37%), Marie-George BUFFET a conduit le PCF à son plus bas niveau historique. La candidate des Verts Dominique VOYNET (1,57%) donne également à son parti son plus mauvais score depuis sa création (elle-même avait obtenu 3,32% en 1995 et Noël MAMERE 5,31% en 2002) mais devance légèrement l'altermondialiste José BOVE (1,32%) qui n'a pas réussi à percer. Pour sa sixième et dernière élection présidentielle Arlette LAGUILLER, de Lutte ouvrière, enregistre un score quatre fois inférieur à celui de 2002 avec 1,34%. Crédité de 2,24% des suffrages, Philippe de VILLIERS, (MPF) s'offre le luxe de devancer les Verts (1,57%) et le Parti communiste (1,94%) mais il est en nette régression par rapport au score qu'il avait réalisé en 1995 (4,74%). Le candidat de CPNT Frédéric NIHOUS qui s'était fixé comme objectif de dépasser le score de Jean SAINT-JOSSE en 2002 (4,23%) n'obtient que 1,15% des suffrages.

| | | |
|-----------------|------------|------------|
| Inscrits | 43 651 575 | % inscrits |
| | | |
| Abstentions | | 15,40% |
| Votants | 36 929 117 | 84,60% |
| Blancs ou nuls | | 1,44% |
| Exprimés | 36 395 644 | |
| | | % exprimés |
| Nicolas Sarkozy | 11 323 599 | 31,11% |
| Ségolène Royal | 9 402 797 | 25,83% |
| François Bayrou | 6 750 006 | 18,55% |

| | | |
|----------------------|-----------|--------|
| Jean-Marie Le Pen | 3 824 258 | 10,51% |
| Olivier Besancenot | 1 494 446 | 4,11% |
| Philippe de Villiers | 815 789 | 2,24% |
| Marie-George Buffet | 705 487 | 1,94% |
| Dominique Voynet | 570 240 | 1,57% |
| Arlette Laguiller | 486 495 | 1,34% |
| José Bové | 479 125 | 1,32% |
| Frédéric Nihous | 420 097 | 1,15% |
| Gérard Schivardi | 123 305 | 0,34% |

Source : ministère de l'Intérieur, France entière, métropole et Outremer (hors Français de l'étranger) (*Le Monde* du 24 avril)

Le candidat de l'UMP Nicolas SARKOZY fait mieux que n'a jamais fait Jacques CHIRAC, égalant presque le score de Valéry GISCARD d'ESTAING en 1974 (32,6%). Pour l'emporter au second tour, il lui faudra capitaliser les voix qui se sont portées sur Philippe de VILLIERS, Frédéric NIHOUS et, ce qui peut paraître moins évident, Jean-Marie LE PEN. Il lui faudra enfin puiser dans les voix du candidat centriste François BAYROU, ce qui ne paraît pas plus aisé. Le score de Ségolène ROYAL, évidemment supérieur à celui de Lionel JOSPIN en 2002 (16,17%) mais aussi en 1995 (23,3%) est voisin de celui de François MITTERRAND en 1981 (25,85%). Mais la candidate du Parti socialiste bénéficie d'une faible réserve de voix : l'addition de ses voix avec celles de la gauche communiste, de l'extrême gauche et des écologistes dépasse à peine 36%. Quant à François BAYROU, il n'a pas réussi son pari de se qualifier mais il triple son score de 2002 (6,84%) ; ses électeurs seront les arbitres du second tour de l'élection présidentielle.

22.04.07 – Dimanche soir, dès les premières estimations, commentaires et réactions fusent, les soutiens émergent et les électeurs de François BAYROU sont très sollicités.

Devant ses partisans, salle Gaveau, à Paris, Nicolas SARKOZY propose de « réunir » le pays autour d'un « nouveau rêve français », celui « d'une République fraternelle » qui se veut accueillante à « tous les Français de bonne volonté, quelles que soient leurs origines, leurs croyances, leurs partis ». « Cette France fraternelle, c'est celle qui m'a tout donné. Je lui dois tout », déclare-t-il. Le président de l'UMP assure Ségolène ROYAL de son « respect » et souhaite avoir avec elle, en donnant « une image de dignité », un « débat entre deux idées de la nation, deux projets de société, deux systèmes de valeurs, deux conceptions de la politique ».

Le Premier ministre Dominique de VILLEPIN se réjouit de « l'excellent score obtenu par Nicolas SARKOZY, candidat de notre famille politique ». Françoise de PANAFIEU, candidate de l'UMP à la mairie de Paris, estime qu'il sera facile de « trouver des points de convergence, notamment avec l'UDE, dans le respect des différences des uns et des autres », alors que pour François FILLON, conseiller de Nicolas SARKOZY, il ne « faut pas se tromper d'élection : c'est une élection présidentielle, ce n'est pas une élection où l'on passe des accords avec des partis, où l'on discute ». L'ancien premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN se dit prêt à jouer les « Monsieur bons offices » pour faire vivre l'idée du « rassemblement élargi » autour de Nicolas SARKOZY. « Nous voulons gouverner avec une majorité ouverte, avec plusieurs pôles, y compris avec des gens de

gauche », affirme-t-il, alors que Eric BESSON, ex-secrétaire national à l'économie du Parti socialiste venait de se rallier au candidat UMP sitôt le résultat connu.

Jean-Marie LE PEN ironise sur les résultats : « J'ai dû faire une erreur d'appréciation, déclare-t-il, en croyant que les Français étaient assez mécontents [du chômage, de l'ampleur de la dette et de l'immigration]. (...) Je m'étais trompé. Ils sont très contents puisqu'ils viennent de réélire les gens qui ont mené la France au désastre ». Marine LE PEN estime de son côté que les Français « ont préféré l'apparence du changement au vrai changement ». Le président du FN ne fera connaître sa position pour le second tour que le 1er mai, lors de la traditionnelle manifestation en l'honneur de Jeanne d'Arc.

Philippe de VILLIERS se dit « Sarko incompatible », refuse d'appeler à voter pour Nicolas SARKOZY au deuxième tour, assurant n'être « pas propriétaire de [ses] voix ».

François BAYROU s'exprime vers 21 heures : « Plus de sept millions de Français se sont réunis pour le changement » (...) « Ils ont formé une force nouvelle. Il y a enfin un centre en France, un centre large, un centre noble, un centre indépendant, capable de parler et d'agir au-delà des frontières d'autrefois », déclare le président de l'UDF, ajoutant qu'il « ne reviendra pas en arrière » et qu'il « n'abandonnera aucune de [ses] convictions ». Le candidat de l'UDF ne laisse percer aucune intention de se prononcer en faveur de Nicolas SARKOZY ou de Ségolène ROYAL et indique qu'il interviendra lors d'une conférence de presse le 25 avril.

La candidate socialiste fait sa déclaration depuis Melle (Deux Sèvres) : « Une nouvelle campagne s'ouvre. Dans quinze jours, la France va choisir son destin et son visage », commente-t-elle, appelant « au rassemblement » de ceux qui pensent « que l'on peut réformer la France sans la brutaliser, qui veulent faire triompher toujours les valeurs humaines sur les valeurs boursières » (...) et répétant son refus « de cultiver les peurs ». Ségolène ROYAL entend faire de son « pacte présidentiel » la base du rassemblement au second tour, elle « tend la main à toutes celles et ceux qui pensent comme [elle] qu'il est (...) urgent de quitter un système qui ne marche plus » et assure notamment aux électeurs de François BAYROU qu'elle sera la « présidente garante d'un Etat impartial ».

Dès l'annonce des résultats, François HOLLANDE avait invité « ceux qui n'ont pas voté pour le candidat de la majorité sortante à se retrouver sur le pacte de Ségolène ROYAL ». Le premier secrétaire du PS n'attend pas de François BAYROU qu'il appelle à voter pour la candidate socialiste. Il faut, plaide-t-il à 1h30 du matin devant les militants rassemblés au siège du parti, à Paris, s'adresser à ses électeurs, « leur envoyer des messages sur le fond, la proportionnelle, l'Europe, la décentralisation », l'écologie. C'est également l'analyse de Daniel COHN-BENDIT, l'eurodéputé Vert allemand : peu après minuit, il est venu recommander aux socialistes d'insister sur certains thèmes comme « changer de système », grâce notamment à « une proportionnelle conséquente » ou promettre un « Etat impartial » et d'« éviter de s'enfermer dans le traditionnel débat droite-gauche – sinon, Sarkozy a gagné ».

A l'extrême gauche, tous les candidats, à l'exception de Gérard SCHIVARDI, appellent plus ou moins explicitement à voter pour la candidate socialiste le 6 mai. Dès 20h30, Arlette LAGUILLER annonce qu'elle votera Ségolène ROYAL au second tour, « sans réserve et sans illusion, par solidarité avec tous ceux dans les quartiers populaires [qui] ne veulent pas voir Nicolas SARKOZY au pouvoir ». Olivier BESANCENOT appelle « à battre cette droite brutale dans la rue et dans les urnes » sans nommer Mme ROYAL, tandis que José BOVE, dans un registre comparable, appelle « les citoyens à battre Nicolas SARKOZY le 6 mai ». « Ce soir, nous mesurons le gâchis électoral qu'a constitué la division des forces de gauche », a constaté par ailleurs le candidat altermondialiste, tandis que Clémentine AUTAIN, adjointe (apparentée PCF) à la mairie de Paris

et ex-postulante à la candidature unitaire des antilibéraux a lancé : « Il faut qu'on se retrouve les manches. On appelle à des meetings communs pour que la voix de la gauche antilibérale se bouge les fesses pour battre la droite ».

Premier à réagir au score de Marie-George BUFFET, Robert HUE évoque « la précarisation » du PCF. La candidate de « la gauche populaire et antilibérale », estime que « ces résultats ne sauraient traduire l'audience réelle » du PCF, avant d'appeler « sans hésitation », elle aussi, à voter pour Ségolène ROYAL malgré « les insuffisances et les ambiguïtés » de son programme. La candidate des Verts, Dominique VOYNET se dit « massivement victime du matraquage en faveur du vote utile », ce qui ne l'empêche pas d'appeler à voter pour Ségolène ROYAL. « Les électeurs écologistes auront envie de contribuer à une dynamique unitaire si elle prend en compte un certain nombre de [leurs] préoccupations », a-t-elle ajouté. De son côté, Jean-Luc BENHAMIAS, député Vert européen favorable à une candidature de Nicolas HULOT se voit conforté dans ses regrets : « Si HULOT avait été candidat, il aurait pris une grande partie des 18% qui se sont portés sur François BAYROU ».

23.04.07 – Avant son meeting au parc des Expositions à Valence, Ségolène ROYAL lit devant la presse un texte où elle se déclare « disponible pour parler de l'avenir de la France avec tous ceux qui, pendant toute cette campagne, ont souhaité le changement et la rénovation politique ». « Je propose un dialogue public sur la base du pacte présidentiel portant sur la rénovation de la République, l'État impartial, le refus des tensions dans les villes et les quartiers, (...) l'Europe, les priorités éducative et écologique », ajoute la candidate socialiste, dont l'appel vise directement François BAYROU : « Un débat public, en toute clarté, en toute transparence et devant tout le monde. J'attends une réponse. A M. BAYROU de dire s'il souhaite ce débat », précise-t-elle. Interrogée sur une éventuelle alliance, Ségolène ROYAL répond : « Pour l'instant, non », tandis que son codirecteur de campagne François REBSAMEN assure de son côté qu'« il n'y aura pas d'accords de couloirs » mais un débat public, peut-être « à la télé ». « L'important, ajoute-t-il, c'est que Mme ROYAL a fait mouvement ».

Durant le meeting la candidate a renouvelé son appel « à tous ceux qui pendant cette campagne ont dénoncé le système sortant » et lancé aux 5 000 personnes venues la soutenir, dans une ambiance surchauffée : « Une nouvelle campagne commence. Mobilisez-vous, c'est dans chaque rue, chaque quartier, chaque campagne, chaque maison qu'il vous appartient de porter (...) cette France rassemblée ».

Au même moment, sur TF1, François HOLLANDE précise sa conception de l'appel aux centristes : « Que François BAYROU fasse son choix. On met chacun devant ses responsabilités (...). Moi je veux m'adresser aux électeurs, ce sont eux qui comptent ».

23.04.07 – Nicolas SARKOZY tient son premier meeting de l'entre-deux tours à Dijon, ville administrée par François REBSAMEN, codirecteur de campagne de Ségolène ROYAL. Le candidat de l'UMP a paru poser des conditions au président de l'UDF François BAYROU : « Aux électeurs qui ont voté pour d'autres candidats au premier tour et qui sont des femmes et des hommes de bonne volonté, je veux dire qu'ils ont toute leur place dans ce rassemblement, dès lors qu'ils partagent aussi les valeurs de l'identité nationale, du mérite, du travail, du civisme et de la justice » a-t-il lancé, ajoutant qu'il ne « [se livrerait] à aucune ouverture politicienne à travers des débauchages et des marchandages ». « Que l'on ne compte pas sur moi pour renier mon projet dans le but d'obtenir un consensus entre les partis. Je ne scellerai pas d'alliance au détriment de mes convictions », a-t-il répété. Le candidat de l'UMP a ironisé sur « la coalition hétéroclite qui ne veut pas que je sois élu. Il y a du beau monde. Même Arlette LAGUILLER s'y est mise ».

Quatre nouveaux parlementaires UDF ralliés à la candidature de Nicolas SARKOZY étaient présents, ainsi qu'Eric BESSON, ancien secrétaire national du PS qui s'est livré à un exercice d'autocritique, rappelant qu' « il y a quatre mois, [il participait] au début d'une entreprise délibérément conçue de diabolisation du favori de l'élection présidentielle ».

23.04.07 – Laurence PARISOT présidente du Medef indique que l'organisation patronale ne prendra « pas position » pour M. SARKOZY ou pour Mme ROYAL pour le second tour, car les candidats sont tous deux « favorables à l'économie de marché ».

24.04.07 – Les modalités du débat télévisé entre Ségolène ROYAL et Nicolas SARKOZY sont arrêtées : il aura lieu le mercredi 2 mai à 21h en simultané sur TF1 et France2 et sera arbitré par Patrick POIVRE d'ARVOR (TF1) et Arlette CHABOT (France2). Il s'agit du cinquième face-à-face depuis 1974. En 2002, Jacques CHIRAC avait refusé de débattre avec Jean-Marie LE PEN.

24.04.07 – Le club Réforme et modernité qui compte parmi ses membres plusieurs sympathisants de François BAYROU dont le ministre délégué à la Recherche François GOULARD, appelle à voter pour Nicolas SARKOZY au second tour.

24.04.07 – Les syndicats sont soulagés de ne pas avoir à ressortir les banderoles anti-LE PEN qui avaient servi le 1er mai 2002 et se félicitent de la participation et de la marginalisation du FN dans les urnes. « Cela lave le 21 avril 2002 », note Jean-Claude MAILLY (Force ouvrière). La CFDT, l'UNSA et FO entendent rester à l'écart du « Tout sauf Sarko » que souhaite activer le Parti socialiste. « Quel que soit le candidat élu, il faudra travailler avec lui demain », explique François CHEREQUE (CFDT) ; « Il va bien nous falloir entrer dans des négociations difficiles », ajoute Alain OLIVE (UNSA). NI FO ni la CFDT n'envisagent de donner une consigne de vote.

L'union syndicale Solidaires, sans « se satisfaire du programme de Mme ROYAL constate que celui de M. SARKOZY est en totale contradiction avec les revendications qu'elle porte ». Jacques VOISIN (CFTC) s'inquiète quant à lui de « la façon brutale de SARKOZY de tailler dans le vif » et note que derrière « la valeur travail » promue par les deux candidats, on entend surtout « la dimension économique du travail, l'entreprise, mais pas la place des travailleurs, leur reconnaissance ».

La CGT rend publique une déclaration où elle « alerte à nouveau les salariés sur le risque qu'à l'issue des élections s'installe un gouvernement totalement acquis à une vision ultralibérale de la société et de l'économie dont les salariés et leurs libertés seraient les victimes ». Soulignant sans le nommer les convergences entre le programme de Nicolas SARKOZY et les « ambitions du Medef », la CGT réaffirme son opposition à « toute restriction des libertés syndicales et du droit de grève » et appelle « à participer massivement au second tour ».

24.04.07 – *Le Monde* publie les résultats du premier tour de l'élection présidentielle chez les Français de l'étranger. Peu mobilisés (taux d'abstention : 59,70%) ils ont accordé 90% de leurs suffrages à trois candidats : 38,49% à Nicolas SARKOZY, 29,92% à Ségolène ROYAL et 21,54 à François BAYROU.

24.04.07 – Nicolas SARKOZY explique Au *Monde* (daté du 26 avril) que « dans la majorité présidentielle, il y aura un pôle UMP et place pour un autre, issu du centre, qui pourra porter avec l'identité qui est la sienne les valeurs auxquelles il tient : celles de l'Europe, de l'ouverture sociale, d'une République exemplaire. » « Avec ou sans M. BAYROU » interroge *Le Monde* ? « C'est à lui de choisir », répond le candidat de l'UMP, qui propose à tout élu centriste qui le rejoindrait « avant le 6 mai » d'intégrer « la majorité présidentielle » et de recevoir « l'investiture de cette majorité ». Il poursuit : « Un troisième pôle s'ajoutera aux deux premiers, un pôle de gauche,

auquel je ne demanderai pas de renier son engagement mais qui se reconnaîtra dans la nécessité de faire bouger la France sur un contrat de gouvernement de cinq ans. Le travail que j'ai engagé avec Eric BESSON ne s'arrête pas le 6 mai si je suis élu ».

M. SARKOZY « s'inscrit en faux contre la droitisation du débat politique ». « D'un candidat de la droite républicaine qui fait campagne sur le pouvoir d'achat et va dans les usines, on pourrait aussi bien dire qu'il va à gauche », plaide-t-il. Il rappelle que « [ses] valeurs sont les valeurs de la République : travail, mérite, récompense, fraternité, autorité, exigence » et qu'e « chacun comprend qu'il y a de très grandes différences entre [lui et LE PEN] ». A l'accusation qui lui adressée de reprendre les idées du président du FN, Nicolas SARKOZY répond qu' « il y a toujours une part de l'opinion, notamment à gauche, qui considère illégitimes ceux qui n'ont pas ses idées. Cela s'appelle le sectarisme. Mais le « tout sauf Sarko » est une construction médiatique parfaitement artificielle ».

Le candidat de l'UMP détaille ensuite les mesures de sa première semaine de présidence :

- Il proposera aux partenaires sociaux quatre conférences pour septembre, la première portant sur l'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
- La deuxième discussion portera sur la flexicurité avec notamment l'adoption du contrat de travail unique, le nouveau service public de l'emploi ;
- Le troisième chantier sera celui de l'amélioration des conditions de travail ;
- le quatrième chantier sera celui de la démocratie sociale avec notamment la liberté de présentation au premier tour des élections professionnelles ;
- Il proposera en juillet l'instauration de peines planchers sévères pour les multirécidivistes (punis entre 16 et 18 ans comme les majeurs) ;
- La seconde journée sera consacrée à la préparation d'un Grenelle de l'environnement avec les ONG, les industriels et les partenaires sociaux ;
- Dans la suite de la semaine, viendra l'agenda européen avec une première visite à Bruxelles et à Berlin, puis Nicolas SARKOZY ira en Afrique : il proposera une union de la Méditerranée.

24.04.07 – Au meeting du candidat de l'UMP qui se tient au Zénith du Grand-Quevilly, dans la banlieue de Rouen, Pierre ALBERTINI, héritier et successeur de Jean LECANUET à la Mairie de Rouen et co-auteur du projet législatif de l'UDF annonce son ralliement à Nicolas SARKOZY et déclare : « L'UDF est ma famille et je n'ai aucune intention de l'abandonner. Mais le 6 mai, c'est le choix de la raison qui dicte l'intérêt supérieur du pays. Jean Lecanuet m'a appris une chose : ne jamais se tromper d'adversaire ». Il a trouvé dans le projet de Ségolène ROYAL, explique-t-il, « des propositions qui [le] heurtent » et désapprouve la présence, « dans l'équipage » de la candidate socialiste « de Jean-Pierre CHEVENEMENT et Laurent FABIUS [dont Grand-Quevilly est le fief] ».

En réponse, Nicolas SARKOZY dit « à [ses] amis de l'UDF qu'ils sont les bienvenus » et qu'il « ne demande à personne de se renier », réaffirmant qu'il ne chercherait pas « à constituer des majorités artificielles et à négocier des compromis qui seraient contraires à [ses] convictions ». Sans nommer Ségolène ROYAL, puisqu'il s'est interdit les « attaques personnelles », il accuse les socialistes d'« avilir » le débat politique. « Cette gauche négocie des alliances, elle négocie des ralliements, elle rêve de négocier avec le centre, a-t-il affirmé. Elle voudrait contenter à la fois le trotskiste, le communiste, l'écologiste, le chevènementiste, le socialiste, le radical de gauche et, à l'arrivée, elle mécontentera tout le monde parce qu'elle n'a voulu choisir aucune stratégie claire. »

24.04.07 – A Montpellier, devant 6 500 personnes, Ségolène ROYAL exhorte à nouveau « le plus grand nombre de Françaises et de Français (...) à converger et à se rassembler ». Elle évoque le

profil de son gouvernement : « Je rassemblerai une équipe d'hommes et de femmes choisis sur le seul critère de leurs capacités, de leur dévouement et de leur morale publique » a-t-elle déclaré.

En marge du meeting, interrogée sur l'hypothèse de ministres UDF dans un gouvernement de gauche, elle a répondu : « Si nous nous rejoignons, j'en tirerai toutes les conséquences pour la majorité présidentielle ». Elle s'est déclarée prête à tenir « une séance de travail » avec les centristes, pour trouver un accord sur la base de son pacte présidentiel, précisant qu'il était possible « d'ajouter des choses » dans son pacte, mais pas « d'en enlever ». Elle s'était également entretenue le matin avec Jacques DELORS, ancien président de la Commission européenne, lequel a, selon la candidate, « manifesté tout son soutien à cette démarche d'ouverture, sur cette volonté, dans l'intérêt de la France, d'essayer de travailler à la convergence des idées qui peuvent servir la France et lui permettre d'avancer ».

Juste avant Mme ROYAL, Daniel COHN-BENDIT a vanté « l'idée extraordinaire de l'ouverture », indiquant que « nous ne voulons pas d'un État UMP, nous ne voulons pas non plus d'un État seulement PS ». Ségolène ROYAL a aussi remercié « du fond du cœur tous les candidats de la gauche et les écologistes, avec une pensée particulière pour Arlette LAGUILLER qui, pour la première fois, a franchi le pas ». « Arlette, avec nous », s'est mise à scander la salle. Citant les noms de Marie-George BUFFET, José BOVE, Dominique VOYNET et Olivier BESANCENOT, tous salués par des clameurs, la candidate a promis que « leurs idées ne [seraient] pas oubliées dans le pacte présidentiel ».

25.04.07 – Dans un entretien au *Figaro*, Jean-Luc MELENCHON, sénateur (PS) de l'Essonne, déclare : « Soyons clairs : pour la gauche, il n'y a pas de majorité présidentielle possible avec BAYROU. Mais nous espérons que ses électeurs nous aideront à en constituer une. » Pour M. MELENCHON, « le centre n'existe pas. Ce qui existe, ce sont des millions de citoyens qui ont voulu remettre en cause le système et qui ont pensé le faire à moindre risque en votant BAYROU. M. BAYROU a clairement dit au premier tour qu'il rejetait le projet de Nicolas SARKOZY. Au deuxième tour, ce rejet a un nom : Ségolène ROYAL. C'est pourquoi François BAYROU se fera dépouiller dans le débat », affirme-t-il.

25.04.07 – Au cours d'une conférence de presse attendue, François BAYROU réitère sa volonté d'installer le centre comme « une force centrale », annonce la création avant les élections législatives d'un « Parti démocrate » sous l'étiquette duquel seront présentés des candidats dans toutes les circonscriptions et se refuse à donner toute consigne de vote au second tour de l'élection présidentielle. Il accepte cependant de débattre avec Ségolène ROYAL, comme elle le lui a proposé, « sans arrières pensées, par exemple à la télévision », déclare-t-il, ajoutant : « Nicolas SARKOZY n'a pas proposé le même débat, mais s'il le faisait, je l'accepterais aussi ».

M. BAYROU ne met pas les deux candidats finalistes sur le même plan. L'un, M. SARKOZY, « va aggraver les problèmes de la démocratie et la fracture du tissu social » et représente à ses yeux « une inquiétude aiguë », l'autre, Mme ROYAL, « par son programme va aggraver durablement les problèmes de l'économie » et suscite chez lui « une inquiétude chronique ». Le président de l'UDF n'hésite pas à évoquer les « ressemblances » entre Nicolas SARKOZY et l'ancien chef du gouvernement italien Silvio BERLUSCONI et déclare : « A l'heure qu'il est, je ne sais pas ce que je ferai, mais je commence à savoir ce que je ne ferai pas ». Interrogé le soir sur France 2, il a précisé qu'il pourrait indiquer son choix personnel « en fonction de l'évolution de cette campagne électorale ».

M. BAYROU a fait remonter l'origine du Parti démocrate qu'il entend créer à l'initiative qu'il avait prise en 2004, à l'occasion des élections européennes, de fonder un Parti démocrate européen avec Francesco RUTELLI, président de la Marguerite (parti chrétien de centre gauche), actuel vice-

président du gouvernement italien. Il avait alors déjà à l'esprit « un parti central qui [irait] loin vers le centre gauche et aussi vers le centre droit ».

25.04.07 – Ségolène ROYAL qui doit participer le 27 avril à un forum de la presse quotidienne régionale (PQR) propose à François BAYROU de « partager ce temps de parole et de débat ». Sur France 2, à 20 heures, celui-ci donne son accord à ce débat à condition qu'il « ait lieu devant vous, à la télévision, que tous les Français puissent y accéder ».

Sur la même chaîne, lors de l'émission « A vous de juger », Mme ROYAL veut « faire attention à la politique spectacle », renouvelle son offre et propose à France 2 de venir filmer le débat au forum de la PQR. « M. BAYROU m'a rejointe sur le constat très sévère de la situation du pays, la gravité de la crise sociale et la fracture républicaine, puisqu'il a parlé de tissu social déchiré », note-t-elle. Il « était un homme de droite, mais il a bougé pendant cette campagne et il faut prendre des bonnes idées partout pour que la France se redresse » a-t-elle ajouté.

25.04.07 – Sur TF1, interrogé sur la proposition de François BAYROU de débattre avec lui, Nicolas SARKOZY peine à dissimuler son agacement : « 44 millions d'électeurs ont dit qu'ils voulaient un débat contradictoire entre Ségolène ROYAL et moi » (...). « La finale est jouée par les finalistes, le numéro trois fait autre chose », déclare-t-il. Selon lui, « tout ceci est dérisoire. Moi je pense aux deux millions de chômeurs. Croyez-moi, dans quelques jours, on ne parlera plus de ça ».

25.04.07 – Dans un communiqué à l'AFP, Philippe de VILLIERS (MPF) refuse « la politique du pire » et annonce que tout compte fait « il invite les Français à faire le choix de la droite et de Nicolas SARKOZY pour barrer le route à la gauche ».

25.04.07 – Le Conseil constitutionnel publie les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle :

| | | |
|-----------------|---------------|------------|
| Inscrits | 44 472 834 | % inscrits |
| | | |
| Abstentions | | 16,23% |
| Votants | 37 254 242 | |
| Blancs ou nuls | | 1,44% |
| Exprimés | 36 719 396 | |
| | | % exprimés |
| Nicolas Sarkozy | 11 448 663 | 31,18% |
| Ségolène Royal | 9 500 112 | 25,87% |
| François Bayrou | 6 820 119 | 18,57% |

| | | |
|----------------------|-----------|--------|
| Jean-Marie Le Pen | 3 834 530 | 10,44% |
| Olivier Besancenot | 1 498 581 | 4,08% |
| Philippe de Villiers | 818 407 | 2,23% |
| Marie-George Buffet | 707 268 | 1,93% |
| Dominique Voynet | 576 666 | 1,57% |
| Arlette Laguiller | 487 857 | 1,33% |
| José Bové | 483 008 | 1,32% |
| Frédéric Nihous | 420 645 | 1,15% |
| Gérard Schivardi | 123 540 | 0,34% |

26.04.07 – La main tendue à François BAYROU suscite des remous au Parti socialiste. « Dès lors qu'il dit qu'il ne donnera pas de consigne de vote, nous allons nous adresser à ses électeurs, rien qu'à ses électeurs », déclare le premier secrétaire du PS au *Figaro*, depuis Nantes où il est en déplacement. « La main a été tendue, elle n'a pas été prise. Il n'y a donc pas de négociation à avoir avec l'UDF et pas de majorité avec François Bayrou. Le seul débat que nous devons avoir entre les deux tours, c'est avec Nicolas Sarkozy », a-t-il ajouté.

Plusieurs responsables sont intervenus la veille pour protester contre la nouvelle stratégie de la candidate en direction de l'UDF. Si tous étaient tombés d'accord pour s'adresser aux électeurs de François BAYROU et mettre le président de l'UDF au pied du mur, il n'a jamais été question d'aller plus loin. C'est un « changement » de stratégie qui n'a pas été discuté, s'est alarmé Daniel VAILLANT. Le directeur de campagne de Ségolène ROYAL, François REBSAMEN ayant laissé penser, sur RTL, que le PS était d'accord avec ce changement de ligne puisque... personne n'avait protesté, l'ancien ministre Jean GLAVANY a lancé : « Ce procédé est parfaitement déloyal ».

26.04.07 – André SANTINI, maire (UDF) d'Issy-les-Moulineaux déclare que le débat entre M. BAYROU et Mme ROYAL « est antidémocratique et même anticonstitutionnel ».

Le syndicat de la presse quotidienne régionale refuse d'organiser ce débat, car il ne souhaite pas changer le dispositif prévu : un débat avec M. SARKOZY à 9 heures, l'autre avec Mme ROYAL à 11 heures.

Jean-Louis BIANCO, codirecteur de campagne de Ségolène ROYAL annonce que le débat Bayrou-Royal aura lieu samedi 28 et sera retransmis sur Canal+, iTélé et France Inter.

Claude GUEANT, directeur de campagne de Nicolas SARKOZY, évoque un « problème de compensation des temps de parole ».

Canal + annonce qu'il n'organise pas le débat « en raison des règles d'égalité édictées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel » (CSA). Le CSA dément être intervenu auprès de Canal+.

En début de soirée, Jean-Louis BIANCO s'insurge : « Deux fois dans la même journée, l'État Sarkozy se croit tout permis », tandis que Jack LANG dénonce « un droit d'empêchement ».

26.04.07 – Sur France 2 Nicolas SARKOZY promet un plan Alzheimer sur le modèle du plan cancer et s'engage à créer « un congé rémunéré pour une personne qui s'occuperait d'une personne âgée dépendante ou en fin de vie ». En réponse à une question de Marie HUMBERT qui avait aidé son fils à mourir, le candidat de l'UMP affirme son désaccord avec « le mot euthanasie » et, se disant opposé à « une loi », il prône « un dialogue entre le médecin, le malade et la famille ». Il rétorque au secrétaire général de la CGT Bernard THIBAUT qui l'interpelle sur le service minimum dans les transports publics : « S'il a un projet présidentiel, il faut qu'il se présente ! » et à la CGT des cheminots qui s'alarme de la suppression envisagée des régimes spéciaux de retraites : « Dans ce cas, il n'y a qu'à voter CGT » ! M. SARKOZY a exprimé le souhait d'un retrait des 1 100 militaires français engagés en Afghanistan. Cette prise de position est intervenue à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum fixé le 20 avril par les talibans qui détiennent depuis le 3 avril deux travailleurs humanitaires français de l'ONG Terre d'enfance.

26.04.07 – Tout en critiquant l'ouverture au centre de Ségolène ROYAL, le PCF, les Verts, la LCR et LO estiment que l'important est de « faire barrage à SARKOZY ».

26.04.07 – Sur TF1 Ségolène ROYAL confirme qu'elle pourrait nommer des ministres UDF, si le centre soutient son « pacte présidentiel ». « Je le dis sans détour. Je le dis clairement devant tous les Français et pas dans des tractations de couloir » insiste-t-elle. Interrogée sur une éventuelle installation de François BAYROU à Matignon si elle accédait à l'Elysée, la candidate socialiste temporise : « Nous n'en sommes pas là. De toute façon, le choix des ministres, je l'ai souvent dit, se fera sur des critères politiques », notamment celui de faire partie de « la majorité présidentielle ».

27.04.07 – Invité de RTL, François BAYROU juge que Nicolas SARKOZY « représente un risque pour la France » et l'accuse d'avoir usé d'« intimidations » et de « menaces » pour empêcher le débat qu'il devait avoir avec la candidate socialiste, samedi 28 avril. « Je dis avec certitude qu'il y a dans l'organisation de Nicolas SARKOZY, depuis longtemps, une tentative de verrouiller l'information. Nous avons sous nos yeux la preuve que cette propension (...) est nuisible pour la France », affirme-t-il. La veille, Ségolène ROYAL avait elle-même dénoncé des « pressions » venant du côté du candidat de l'UMP, pour rendre impossible le dialogue médiatisé avec M. BAYROU. Canal + dément, ce vendredi 27, toute pression et explique que la chaîne a renoncé pour des « problèmes techniques » (difficulté de respect de l'égalité de temps de parole sur la chaîne cryptée).

Claude GUEANT, directeur de campagne de Nicolas SARKOZY s'est élevé contre « les accusations aussi outrancières que mensongères » de pressions, portées « sans aucune preuve, sans le moindre indice ». De son côté François FILLON, conseiller politique du candidat a qualifié, dans un entretien à *20 minutes*, le débat Bayrou-Royal de « coup médiatique » et de « détournement de l'esprit de l'élection présidentielle ».

27.04.07 – Les deux tiers des 29 députés UDF se sont prononcés à ce jour en faveur de Nicolas SARKOZY.

27.04.07 – Le meeting de Ségolène ROYAL à Lyon est l'occasion de multiplier les adresses aux électeurs de François BAYROU, devant quelque 15 000 personnes enthousiastes. La candidate juge nécessaire de « sortir, sur certains sujets, de l'éternel affrontement bloc contre bloc, chercher des convergences sur des valeurs fondamentales qui nous permettront de faire un bout de chemin ensemble, dès lors que ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous différencie ». Parmi ces convergences, elle égrène : « l'éducation et la sécurité sociale », « les valeurs de paix sociale », « la question de la dette », « la paix civile », « une réforme fondamentale pour que la VIe République se lève », « l'État impartial qui ne nomme pas les membres du CSA et du CSM ».

la nécessité de faire « revenir la France à la table de l'Europe ». Elle lance son appel « à un vaste rassemblement, au-delà de la gauche et des écologistes ».

Auparavant, Arnaud de MONTEBOURG a fait applaudir, après Marie-George BUFFET, Dominique VOYNET et José BOVE, le leader centriste ; le maire de Lyon Gérard COLLOMB (PS) a plaidé pour un « arc-en-ciel » électoral « rouge, rose, vert et aussi, ce soir, pour la première fois orange ». Un message vidéo de soutien adressé par Romano PRODI à Ségolène ROYAL pour ses « amis socialistes et centristes » a été diffusé. Dominique STRAUSS-KAHN a ensuite fustigé « l'anathème lancé sur les autres, le débauchage des parlementaires centristes » et opposé « ce que propose Ségolène ROYAL (...) : une société démocratique, une société ouverte » à « ce que propose Nicolas SARKOZY (...) : la société du libéralisme, la société du corset ». « Quand on est de gauche, quand on est démocrate, on vote pour Ségolène ROYAL », a-t-il conclu.

27.04.07 – En meeting au Zénith de Clermont-Ferrand, devant 12 à 16 000 personnes selon les appréciations, Nicolas SARKOZY est apparu aux côtés de Valéry GISCARD d'ESTAING, fondateur de l'UDF. Alors qu'il venait de visiter une PME et d'exalter les « ouvriers », il s'est posé en « candidat du peuple », contre la « pensée unique », contre « l'idéologie de Mai 68 », contre « la politique de caniveau ». Il a qualifié Ségolène ROYAL de « candidate des partis et des combinaisons ».

27.04.07 – Dans un entretien au *Figaro*, Clémentine AUTAIN adjointe (apparentée PCF) à la mairie de Paris déplore la « love story » de Ségolène ROYAL avec le président de l'UDF : « Je ne comprends pas comment on peut passer d'un discours de premier tour stigmatisant l'homme de droite et l'opportuniste qu'est François BAYROU et, 48 heures après le premier tour, proposer que gouvernement ensemble le PS et l'UDF ». « J'y vois une erreur d'analyse : de nombreux électeurs authentiquement de gauche ont voté pour elle au premier tour par peur d'un nouveau 21 avril et par déception devant la dispersion des candidatures à la gauche du PS. Mais cela ne donne pas un chèque en blanc à Ségolène ROYAL pour solder la gauche ! » lance-t-elle. Pour Mme AUTAIN, « l'urgence est de battre Nicolas SARKOZY qui est un homme dangereux, ultralibéral et autoritaire ».

27.04.07 – Le débat entre Ségolène ROYAL et François BAYROU aura lieu le 28, à 11 heures et sera diffusée sur BMFTV et RMC. BMFTV propose de compenser le temps accordé à Mme ROYAL par la diffusion du meeting de M. SARKOZY dimanche 29 au Palais omnisports de Bercy, à Paris.

Semaine du 28 avril au 4 mai 2007

28.04.07 – À Valenciennes, Nicolas Sarkozy visite l'usine Vallourec-Mannesmann, accompagné de Jean-Louis Borloo, longtemps maire de cette ville. « Jean-Louis est un homme populaire qui fait un travail remarquable. » avance le candidat UMP. Il est vrai que cet élu local, qui fut porte-parole de François Bayrou en 2002, est un élément fondamental dans la stratégie de Nicolas SARKOZY visant à détourner les voix centristes du vote pour Ségolène ROYAL.

Tandis qu'à la même heure se déroule l'entretien entre les deux leaders, devant quatre-vingts ouvriers, Nicolas SARKOZY indique : « Pendant que les deux autres bavassent dans un grand hôtel, moi je veux être compris du peuple. Moi, mon hôtel c'est ici ».

28.04.07 – Sur RMC et BFM TV, Ségolène Royal et François Bayrou débattent de leurs projets respectifs. Après son élimination du deuxième tour et la qualification de la candidate socialiste, François Bayrou prévient : « De ce débat, il ne sortira pas de ralliement ». Ségolène ROYAL souligne un certain nombre de « points de convergence » avec le candidat centriste : sur « l'État ».

impartial » et la réforme des institutions notamment. L'analyse converge également sur les médias et la sécurité.

En revanche, François Bayrou se déclare en désaccord « assez profond » avec le pacte présidentiel sur l'économie, qu'il juge « trop étatiste ». Concernant la réforme des retraites, il affirme notamment : « Personne ne reviendra sur la loi Fillon », ce que la candidate socialiste affirme pourtant vouloir faire. Même désaccord sur les 35 heures, ou sur le rôle de la Banque Centrale Européenne.

29.04.07 – Au Palais Omnisports de Paris-Bercy, près de 20 000 sympathisants selon l'UMP, viennent soutenir Nicolas Sarkozy. Celui-ci se présente comme le « candidat du peuple français » contre « les élites », le candidat d'une « majorité silencieuse ». Mais le point central de ce discours est ailleurs : Nicolas SARKOZY poursuit en effet : « Ce fut une campagne aux prises avec une crise morale comme la France n'en a peut-être jamais connue, sauf peut-être au temps de Jeanne d'Arc ». Le candidat en passe alors à une critique sévère de « l'idéologie de 1968 » déclarant notamment : « Le mot morale ne me fait pas peur. La morale, après Mai 68, on ne pouvait plus en parler. (...). Les héritiers de Mai 68 avaient imposé que tout se valait, qu'il n'y avait donc désormais aucune différence entre le bien et le mal, aucune différence entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître, qu'il ne fallait pas mettre de classement. Que la victime comptait moins que le délinquant. Il n'y avait plus de valeurs, plus de hiérarchie, ils avaient réussi. (...). Je veux tourner la page Mai 68. (..) Je propose aux Français de rompre réellement avec l'esprit, avec les comportements, avec les idées de Mai 68 », dénonçant dans le même mouvement la « gauche, héritière de Mai 68 ».

Passant de cette volonté de rupture au registre des propositions, le candidat UMP ajoute : « Il reste huit jours, huit petits jours, pour créer les conditions d'un rassemblement immense, huit jours pour construire pour les cinq années qui viennent le pays le plus prospère au monde. Huit jours pour le pouvoir d'achat, huit jours pour le plein-emploi, huit jours pour le rétablissement de l'autorité. Il reste huit jours pour faire de nos rêves une réalité ».

Nicolas SARKOZY s'est aussi adressé aux électeurs de François Bayrou, allant jusqu'à reprendre à son compte la proposition d'instiller une dose de proportionnelle « à l'Assemblée nationale ou au Sénat » – une perspective susceptible de séduire tant les électeurs du centre que ceux du Front national.

29.04.07 – La candidate socialiste se rend à Corbeil-Essonnes, pour visiter le centre d'appel du Samu et les urgences, avec pour guide le Dr Patrick Pelloux, patron de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France, qui a affirmé à cette occasion qu'il avait « voté pour François Bayrou au premier tour » et qu'au second il « voterait pour Ségolène Royal ».

Sur Canal +, dans l'émission « Dimanche Plus », Ségolène Royal réaffirme qu'elle pourrait nommer des ministres centristes, et qu'elle ne s' « interdit rien » quant à l'hypothèse de nommer François Bayrou premier ministre, se déclarant par ailleurs « prête à compléter » son « pacte présidentiel ». elle ajoute : « Je n'oublie pas aussi les candidats à gauche et les écologistes qui m'ont soutenue aussi dès le soir du 1er tour » - soulignant sa proximité idéologique avec le slogan d'Olivier Besancenot et le combat de José Bové contre les producteurs d'OGM. « Quand j'entends dire nos vies valent plus que des profits », je suis d'accord avec cela. Lorsque j'entends dire que la mondialisation doit avoir des règles plus justes, notamment qu'il faut garantir la sécurité alimentaire des pays les plus pauvres, je suis d'accord avec cela ».

29.04.07 – Réunis pour un deuxième jour consécutif à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), les quelque 210 délégués des collectifs antilibéraux, n'ont pas apprécié que José BOVE ait accepté la mission que lui a confiée Ségolène Royal sur la mondialisation et la souveraineté alimentaire.

Le leader paysan étant absent, la coordination lui a envoyé un message indiquant qu'une telle mission ne pouvait se concevoir « qu'après la fin de la campagne électorale. Dressant un bilan de la période qui vient de s'achever, le profil de campagne de M. Bové a été souvent jugé « trop intellectuel », « agressif » à l'égard d'Olivier Besancenot, « sectaire » parfois. Mais la stratégie de refus de l'unité par la LCR a été durement critiquée.

Seule une quinzaine de circonscriptions devraient d'ailleurs voir une candidature unitaire pour les élections législatives à venir.

30.04.07 – Dans un entretien donné à l'hebdomadaire L'Éveil de Pont-Audemer, Hervé Morin annonce que « dans l'intérêt du pays », il votera « sans hésitation » pour Nicolas SARKOZY. « J'estime que Ségolène Royal n'est pas à la hauteur de la fonction présidentielle et reste enfermée dans un vieux système d'alliance entre les appareils du Parti communiste et de l'extrême gauche », déclare-t-il.

Le ralliement du président du groupe parlementaire de l'UDF à l'Assemblée nationale ne fait que confirmer un mouvement déjà largement amorcé : une vingtaine de députés se sont déjà prononcés pour le président de l'UMP, aucun n'a fait le choix de Royal, et quelques uns seulement n'ont pas encore fait connaître leur décision. Il est vrai que beaucoup d'entre eux avaient été élu en 2002 avec le soutien ou en tout cas les voix de l'UMP, que beaucoup gouvernent localement avec la droite, et qu'a probablement beaucoup compté la promesse de Nicolas Sarkozy de ne pas opposer d'adversaire aux élections législatives aux députés UDF qui le rejoindraient avant le 2e tour.

01.05.07 – Devant les militants qui s'étaient rassemblés place de l'Opéra (15 000 selon les organisateurs, 2 500 selon la police) après avoir participé à son défilé traditionnel en l'honneur de Jeanne d'Arc, Jean-Marie LE PEN appelle les 3,8 millions de Français qui ont voté pour lui le 22 avril à « s'abstenir massivement » dimanche prochain - refusant de choisir entre « bonnet rose et rose bonnet ». En effet, selon lui, « il serait illusoire et dangereux de voter pour la candidate socialiste pour se venger du hold-up réalisé sur notre programme par Nicolas Sarkozy ». Le chef du Front national a également appelé à tout faire pour « prendre une revanche aux législatives ».

01.05.07 – Ségolène Royal tient son grand meeting parisien de l'entre-deux-tours au stade Charléty. Les organisateurs ont dénombré 40 000 personnes à l'intérieur et plusieurs milliers de personnes qui n'avaient pu entrer. Etaient notamment présents François Hollande, Bertrand Delanoë, Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang, Michel Rocard, Christiane Taubira. De nombreux chanteurs ont assuré la première partie ; Michel Delpech, Kery James, Têtes raides, Cali..., D'autres personnalités du monde du spectacle, du sport ou des médias avaient également pris place dans l'assistance : Jane Birkin, Jean-Pierre Darroussin, Geneviève de Fontenay, le footballeur Vikash Dhorasoo. Certains, comme Bénabar, Renaud et Yannick Noah, chanteront après le discours de Ségolène ROYAL.

Au micro, Robert Hue, l'ancien dirigeant du Parti communiste, dénonce les « propos haineux » de Nicolas Sarkozy, représentant de « cette bourgeoisie de l'argent roi qui n'a pas changé ». Prenant la parole vers 19h, la candidate appelle à l'union : « Dans la France que je veux, il y a de la place pour toutes et pour tous. Notre réunion est ce soir un formidable signe d'espoir. Un événement à la hauteur d'une victoire espérée. Moi, je ne veux pas de la victoire d'une partie de la France contre l'autre. Ce que je veux, c'est la victoire de la France présidente ». Ségolène royal a ainsi tendu la main à la fois aux électeurs du centre : « Ceux qui aujourd'hui n'ont pas mon

opinion politique seront associés demain aux réformes. Je rassemblerai toutes les énergies, d'où qu'elles viennent, car c'est comme cela que nous nous relèverons » mais aussi à ceux de gauche voire d'extrême gauche : « j'ai entendu le candidat de la gauche antilibérale : oui, la vie vaut mieux que le profit. J'ai entendu le candidat de l'altermondialisme : oui, un autre monde est possible ». La candidate socialiste a profité de cette occasion pour répondre à Nicolas Sarkozy, qui a évoqué une nécessaire rupture avec mai 68 dans son discours de Bercy. Elle défend les « acquis » de 68, la contraception et l'IVG pour les femmes, et ajoute : « Quand j'entends le candidat de la droite en appeler à la majorité silencieuse, il veut sans doute redéfiler sur les Champs-Élysées ! Mais le Palais Omnisports de Paris-Bercy, ce n'est pas les Champs-Élysées. Doc Gynéco, ce n'est pas André Malraux. Bernard Tapie, ce n'est pas François Mauriac. Et M. Sarkozy, ce n'est pas le général de Gaulle ».

La candidate conclut son discours dans l'enthousiasme : « Il y a une sorte de miracle français (...). En avant ! Rassemblons-nous ! Aimons-nous les uns les autres... »

02.05.07 – Dans *Le Monde*, Ségolène ROYAL juge que Dominique Strauss-Kahn, « homme talentueux et imaginatif », « pourrait être un très bon premier ministre ».

02.05.07 – Opposant donc Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, le traditionnel débat télévisé d'entre deux tours se tient devant plus de 20 millions de téléspectateurs. Le candidat UMP et sa rivale PS débattent pendant deux heures sous les yeux de plusieurs millions de Français. Au cours de ce débat, dont l'organisation avait été réglée dans les moindres détails, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal ont abordé sept grands thèmes : la France, les institutions, les questions économiques et sociales, le triptyque éducation-recherche-environnement, « les familles », l'écologie, l'Europe et les questions internationales.

Nicolas Sarkozy, a reproché à Ségolène ROYAL de ne proposer « aucune piste » pertinente pour la réduction de la dette. Rappelant que les salaires des fonctionnaires représentent 45 % des dépenses de l'État, il a renouvelé sa proposition de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, tandis que la candidate socialiste s'engageait au maintien du nombre de fonctionnaires. Elle a assuré que les mesures qu'elle propose sont financées si la croissance économique dépasse 2,5%, mais son adversaire lui a opposé : « Vous n'avez donné aucun moyen pour relancer la croissance ». Nicolas SARKOZY a déclaré vouloir « libérer le travail », en exonérant de charges et d'impôt sur le revenu les heures supplémentaires, pour stimuler le pouvoir d'achat et donc la croissance. « À quoi cela sert-il d'avoir des RTT si vous ne pouvez pas payer des vacances à vos enfants ? », a-t-il lancé.

Sur les 35 heures, qui « ne sont pas responsables de tous les maux de la terre, comme le dit le Medef » Ségolène ROYAL a considéré que la deuxième loi Aubry avait été « trop rigide ». Sur les retraites, la candidate ne se considère pas comme engagée par la proposition de François Hollande d'augmenter la CSG, et préfère une « taxe sur les revenus boursiers ».

La dernière partie du débat a été marquée par un incident : Nicolas Sarkozy évoquant l'accueil des enfants handicapés dans les écoles se voit accusé par la candidate socialiste d'atteindre sur ce sujet « le summum de l'immoralité politique » : elle indique que la droite a « cassé » la politique qu'elle avait mise en place comme ministre de Lionel Jospin. Invitée par son adversaire à se calmer, la candidate rétorque : « Non, je ne me calmerai pas. Quand il y a des injustices, il y a des colères particulièrement saines ». Le président de l'UMP relevant alors : « Vous sortez de vos gonds avec beaucoup de facilité. Le président de la République, c'est quelqu'un qui a des responsabilités très lourdes ». Ségolène Royal lui répond : « Je ne m'énerve pas, je me révolte car j'ai gardé ma capacité de révolte intacte ». Les données révélées ultérieurement établiront que s'il est exact que Ségolène Royal a créé le plan Handiscol et que ce plan a été supprimé par le gouvernement de droite, les

postes créés pour la plupart sous la forme d'emplois-jeunes ont été progressivement transférés à l'éducation nationale après la suppression de ce dispositif d'emploi. »

03.05.07 – au cours d'un déplacement dans le Nord, Ségolène Royal visite une PME innovante spécialisée dans la chimie pharmaceutique, à Beuvry-la-Forêt. interrogée sur François Bayrou, elle indique : « Ma décision est prise, si je suis élue, je travaillerai avec le centre et avec François Bayrou en particulier. »

Tenant ensuite son dernier grand meeting de campagne au Grand Palais de Lille, devant plus de 20 000 personnes, avec la participation de Dominique Strauss-Kahn, Jacques Delors, mais aussi Poul Nyrup Rasmussen, président du Parti socialiste européen, et l'Italien Piero Fassino, la candidate socialiste s'exprime après les interventions de soutien de Martine Aubry et de Pierre Mauroy. Elle indique croire que tout est encore possible en deux jours : « Il y en a qui hésitent encore, il y en a qui ont déjà pris une autre décision, mais cette décision n'est peut-être pas définitive, on peut peut-être les retourner. » Elle termine en invitant les Français à avoir l'audace d'élire une femme présidente. « Osez », répète-t-elle plusieurs fois.

03.05.07 –A Montpellier, devant un peu plus de 10 000 sympathisants - selon l'UMP - pour son dernier meeting de campagne, Nicolas Sarkozy a voulu afficher le rassemblement de sa famille politique : François Fillon, Jean-Louis Borloo, Michèle Alliot-Marie, Brice Hortefeux, et une quinzaine d'autres élus, dont l'ex-secrétaire national du PS, Éric Besson, et un fidèle de François Bayrou, le député UDF des Alpes-Maritimes, Rudy Salles, sont présents – ainsi que Bernadette Chirac. Nicolas Sarkozy a surtout délivré un message d'appel au « rassemblement » : « encore deux jours pour dire adieu à 68, pour renoncer au renoncement, pour que le doute soit vaincu », a-t-il lancé

04.05.07 – *Le Monde* daté de ce jour indique que, sollicité par ses soins mercredi soir, après le débat télévisé entre les deux candidats restant en lice, M. Bayrou a assuré qu'il ne ferait « probablement pas » de déclaration avant le second tour, en précisant toutefois : « Je ne voterai pas pour Sarkozy ».

04.05.07 – Selon un des « Gracques » - ces hauts fonctionnaires de gauche signataires d'un manifeste avant le premier tour appelant à un rapprochement entre le PS et François Bayrou pour poser les bases d'un parti social-démocrate - , au sein de ce groupe, « Un tiers devrait voter Royal, un autre s'abstenir et un autre voter Sarkozy ». Denis Olivennes, le patron de la Fnac, reconnaît faire partie de ceux qui s'apprêtent à voter pour le candidat UMP. Selon certains, Jean-Pierre Jouyet, l'ancien directeur du Trésor aujourd'hui chef de l'Inspection des finances, serait dans un état d'esprit similaire.

Semaine du 5 au 11 mai 2007

06.05.07 – Nicolas SARKOZY est élu sixième président de la V^{ème} République avec près de 19 millions de voix (53,06%) contre un peu moins de 17 millions à Ségolène ROYAL (46,94%), selon la totalisation du ministère de l'Intérieur (France entière, y compris Français de l'étranger). Avec un taux de 83,97% la participation a été légèrement plus élevée qu'au premier tour de l'élection mais le nombre des blancs et nuls a plus que doublé en quinze jours (353%).

| | | |
|----------|------------|----------------|
| Inscrits | 44 472 363 | |
| | | % des inscrits |

| | | |
|-----------------|------------|----------------|
| Votants | 37 343 469 | 83,97% |
| Abstentions | | 16,03% |
| Blancs ou nuls | | 3,53% |
| Exprimés | 35 574 019 | 80,44% |
| | | % des exprimés |
| Nicolas Sarkozy | 18 983 408 | 53,06% |
| Ségolène Royal | 16 790 611 | 46,94% |

Source : Ministère de l'Intérieur, France entière (y compris Français de l'étranger)

Devant ses partisans rassemblés Salle Gaveau à Paris, M. SARKOZY s'est adressé aux Français : à ceux « qui, aujourd'hui, m'ont témoigné leur confiance je veux leur dire qu'ils m'ont fait le plus grand honneur qui soit à mes yeux en me jugeant digne de présider aux destinées de la France ; (...) à ceux qui n'ont pas voté pour moi, je veux leur dire qu' (...) il n'y a pour moi qu'une seule France. Je veux leur dire que je serai le Président de tous les Français, que je parlerai pour chacun d'entre eux. Je veux leur dire que ce soir, ce n'est pas la victoire d'une France contre une autre ». « Ma pensée va à Mme ROYAL », a-t-il affirmé. « Je veux lui dire que j'ai du respect pour elle et pour ses idées, dans lesquelles tant de Français se sont reconnus. Respecter Mme ROYAL, c'est respecter les millions de Français qui ont voté pour elle ».

Nicolas SARKOZY a affirmé sa volonté de « réhabiliter le travail, l'autorité, la morale, le respect », « remettre à l'honneur la nation et l'identité nationale », « rendre aux Français la fierté de la France », « en finir avec la repentance qui est une forme de haine de soi et la concurrence des mémoires qui nourrit la haine des autres ». « Le peuple français a choisi le changement », a-t-il déclaré. « Ce changement, je le mettrai en œuvre parce que c'est le mandat que j'ai reçu du peuple et parce que la France en a besoin. Mais je le ferai avec tous les Français », a promis le futur président, (...) « dans un esprit d'union et de fraternité », « sans que personne n'ait le sentiment d'être exclu, d'être laissé pour compte ».

Il a ensuite lancé un triple appel : « à nos partenaires européens auxquels notre destin est profondément lié, pour leur dire que toute ma vie j'ai été européen (...) et que, ce soir, la France est de retour en Europe » ; (...) « à nos amis américains pour leur dire qu'ils peuvent compter sur notre amitié (...) mais que l'amitié, c'est accepter que ses amis puissent penser différemment, et qu'une grande nation comme les Etats-Unis a le devoir de ne pas faire obstacle à la lutte contre le réchauffement climatique, mais au contraire de prendre la tête de ce combat » ; (...) « à tous ceux qui dans le monde, croient aux valeurs de la tolérance, de la liberté, de la démocratie, de l'humanisme (...), à tous les enfants à travers le monde, à toutes les femmes martyrisées dans le monde, je veux leur dire que la fierté, le devoir de la France sera d'être à leurs côtés ».

« La France sera du côté des opprimés du monde. C'est le message de la France, c'est l'identité de la France, c'est l'histoire de la France », a lancé Nicolas SARKOZY en conclusion.

Dès 20 heures 05 Ségolène ROYAL prononce une déclaration à la Maison de l'Amérique latine, à Paris. Elle souhaite « au prochain président de la République d'accomplir sa mission au service de tous les Français », « remercie du fond du cœur les 17 millions d'électeurs, de citoyens, de citoyennes qui [lui] ont accordé leur confiance, et (...) mesure leur déception et leur peine ».

« Mais je leur dis que quelque chose s'est levé qui ne s'arrêtera pas », affirme-t-elle, ajoutant : « J'ai donné toutes mes forces et je continue avec vous et près de vous ». Mme ROYAL a paru ainsi se poser comme leader naturel du Parti socialiste. « J'ai engagé un renouvellement profond de la vie politique, de ses méthodes et de la gauche », a-t-elle plaidé. (...) « Ce que nous avons commencé ensemble, nous allons le continuer ensemble. Vous pouvez compter sur moi pour approfondir la rénovation de la gauche et la recherche de nouvelles convergences au-delà des frontières actuelles ».

Sur France 2, peu après 20 heures, Dominique STRAUSS-KAHN, député du Val d'Oise et battu par Ségolène ROYAL lors des primaires organisées au sein du Parti socialiste pour l'investiture à l'élection présidentielle, se dit lui aussi « disponible pour la [rénovation sociale- démocrate] ». « Je pense que Ségolène ROYAL a mené un combat courageux, mais je pense aussi à ces millions de Françaises et de Français qui, dès le premier tour, n'ont pas porté leurs suffrages sur la gauche parce qu'ils n'ont pas vu dans la gauche la possibilité de porter leur espoir de changement », déclare-t-il. « C'est au premier tour que nous avons perdu l'élection présidentielle. Jamais la gauche n'a été aussi faible et pourquoi la gauche était aussi faible ? Parce que la gauche française n'a toujours pas fait sa rénovation ». (...) « La rénovation sociale-démocrate que j'ai initiée ne l'a pas encore emporté dans le camp socialiste. Il faut maintenant mettre en œuvre ce renouveau » insiste-t-il. Plus tard, M. STRAUSS-KAHN précisait : « Je ne visais pas Ségolène, mais collectivement, tout ce que le parti n'a pas fait depuis cinq ans.»

De son côté, Pierre MOSCOVICI, ancien ministre, a déclaré lors de l'émission spéciale du « Franc parler », organisée par i-télé, France Inter et *Le Monde*, dimanche soir : « La gauche n'a pas su opposer la même [cohérence que Nicolas SARKOZY]. Le temps de la rénovation est arrivé. (...) Si nous voulons à un moment donné faire un bout de chemin avec une partie du centre qui se détache de la droite, qu'il y ait un centre-gauche, il ne faut pas attendre que nous soyons au deuxième tour des élections [législatives] ». « Et ce n'est pas un reproche que je fais à Ségolène ROYAL. Elle ne pouvait pas le faire avant », a-t-il précisé.

A 20 heures 45, François BAYROU, arrivé en troisième position au premier tour de la présidentielle fait une déclaration dont seuls des extraits seront diffusés en différé sur les chaînes de télévision. Son objectif est « d'équilibrer le pouvoir », c'est-à-dire empêcher l'UMP de disposer d'une majorité écrasante à l'Assemblée nationale à l'issue des élections législatives. M. BAYROU doit annoncer le 10 mai la création du Mouvement démocrate. Sous ce sigle, seront présentés des candidats dans toutes les circonscriptions.

La question reste ouverte quant à l'attitude des députés sortants de l'UDF, qui, pour une grande majorité d'entre eux, ont appelé à voter pour Nicolas SARKOZY au second tour. Au siège de l'UDF, en marge de sa déclaration officielle, François BAYROU a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de présenter des candidats face à ceux qui l'ont soutenu au premier tour. Il a également affirmé qu'il n'y aurait pas d'accord avant le premier tour des élections législatives sur des désistements réciproques entre le PS et le Mouvement démocrate.

Réagissant au résultat du second tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie LE PEN estime que si « la France va faire l'économie d'une nouvelle catastrophe socialiste, il serait illusoire de croire qu'elle s'engage sur la voie de la nécessaire reconstruction nationale ». Pour deux raisons : « le détournement au profit de l'Union européenne, de la quasi-totalité des moyens de notre souveraineté », l'absence de volonté de Nicolas SARKOZY pour « restaurer nos frontières nationales », stopper l'immigration et « l'invasion commerciale ». Ces « déceptions inévitables » conduiront les électeurs à se retourner vers le FN dans cinq ans, assure-t-il. Le président du FN appelle, en attendant, « les patriotes et les nationaux » à faire « élire dès le premier tour des élections législatives, des députés du Front national ».

06.05.07 – Après l'annonce de la victoire de Nicolas SARKOZY, des incidents ont éclaté dans les grandes villes, à Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille ou Toulouse. Des affrontements ont opposé de jeunes manifestants « anti-Sarkozy » sympathisants de gauche et d'extrême gauche aux forces de l'ordre. Des vitrines ont été brisées et des véhicules incendiés (quelque 730 au total).

07.05.07 – Au lendemain de l'élection présidentielle les organisations à la gauche du Parti socialiste appellent à la « mobilisation » et à la « résistance ». « C'est le programme du Medef qui s'incruste au pouvoir » a lancé Olivier BESANCENOT (LCR) dès dimanche soir. « C'est à la construction de résistances sociales et démocratiques que la LCR entend désormais consacrer toutes ses forces. Elle prendra toutes les initiatives en ce sens dans les prochains jours », a-t-il expliqué.

Marie-George BUFFET, depuis le siège du PCF à Paris a déclaré : « il faut se rassembler pour faire barrage à la politique que la droite va vouloir mettre en œuvre. J'appelle, dans l'urgence, à une mobilisation de toutes les forces de la gauche pour organiser la riposte ». La direction du PCF enjoint ses militants et ses élus à « être aux côtés de notre peuple pour s'opposer » et appelle à la « mobilisation des électeurs de gauche pour élire des députés communistes ».

José BOVE appelle lui aussi « à la résistance face à un régime qui promet d'être autoritaire et à la solidarité envers tous ceux qui risquent de souffrir dans les mois à venir de mesures de discrimination et d'exclusion ».

Les Verts invitent, dans un communiqué, « tous les citoyens à ne pas se résigner, à se mobiliser ». Face au rouleau compresseur que SARKOZY a amorcé, les verts seront de toutes les batailles », a assuré Noël MAMERE, député de Gironde.

07.05.07 – À l'issue de la réunion du bureau national du Parti socialiste, qu'elle a qualifiée de « chaleureuse », Ségolène ROYAL a assuré que le PS allait « s'engager de façon homogène et très unie » dans la préparation des élections législatives. Le premier secrétaire, François HOLLANDE, a promis un « nouveau projet législatif » et annoncé qu'il proposerait samedi 12 mai, lors d'un conseil national, la mise en place d'un fonctionnement « collectif » pour conduire la campagne où Mme ROYAL « jouera tout son rôle ».

07.05.07 – L'UMP indique préparer un « pacte présidentiel » pour les législatives, sur lequel se retrouveraient ceux qui ont soutenu Nicolas SARKOZY « à l'UMP et parmi d'autres sensibilités ». Ce qu'il faut, c'est « l'UMP avec d'autres », a confirmé Alain JUPPE, sur France Inter. « Dans la future majorité présidentielle, j'espère que nous aurons des centristes (...) et peut-être aussi des hommes et des femmes de gauche qui penseront que le moment est venu de joindre nos efforts », a espéré l'ancien premier ministre.

Un bon nombre de députés UDF actuels pourraient être tentés de rallier le camp du nouveau président, pour éviter d'être confrontés à un adversaire UMP. 22 députés sur 29 avaient annoncé leur soutien à Nicolas SARKOZY pour le second tour de la présidentielle. Plusieurs, dont le président du groupe UDF à l'Assemblée, Hervé MORIN, ou les députés Maurice LEROY et François SAUVADET, se sont déjà ralliés à la « majorité présidentielle » pour les législatives, en dépit du prochain lancement, par François BAYROU du Mouvement démocrate.

08.05.07 – Dans un entretien à *Libération* Jean-Christophe CAMBADELIS, proche de Dominique STAUSS-KAHN, regrette que le Parti socialiste n'ait « pas travaillé à une offre politique réaliste et de gauche » depuis 2002. Selon lui, les électeurs de gauche ne sont « pas à la gauche du PS, que nous avons asséchée, ni dans l'abstention. Le logiciel de la gauche actuelle n'est plus majoritaire dans le pays. » Il déclare : « D'abord et avant tout, j'attends que l'on dise que nous avons subi une défaite et que nous avons entendu le message du pays. On ne peut aller aux législatives en

proclamant : on a été bons, on est bons et on sera bons. Ensuite, il faut que nous engagions le processus de refondation de la gauche et que nous construisions un socialisme réel, dans le réel, qui sera la maison du renouveau ». Interrogé sur l'ouverture de cette « maison » à l'UDF, M. CAMBADELIS réplique : « elle est à bâtir et elle est à gauche. Arrêtons de faire de la tactique, de l'élaboration approximative, le regard rivé sur le score de la droite dans sa ville. Revenons à l'identité de la gauche, changeons la gauche pour changer la France », plaide-t-il.

08.05.07 – Henri WEBER, eurodéputé socialiste et proche de Laurent FABIUS, également interviewé dans *Libération* souhaite repousser tout bilan critique après les élections législatives : « Jusqu'au 17 juin, nous devons uniquement nous préoccuper de la campagne pour les élections législatives. Ensuite, nous prendrons le temps de tirer le bilan et les enseignements de toute cette séquence électorale. C'est un appel au calme et à la mobilisation pour que le Parti socialiste envoie un maximum de députés à l'Assemblée nationale ». Il veut repositionner le PS au centre d'une grande coalition : « Je pense qu'il n'y aucune fatalité qui condamne le PS à rester à ce faible score, ce qui implique de conduire à l'intérieur du parti une véritable mutation, bien plus qu'une simple rénovation », explique-t-il. Selon lui, le Parti socialiste a sa place dans « une coalition de gauche, allant du PS aux Verts, au Parti Communiste, sans oublier les radicaux et José BOVE » et qui « formera l'opposition ». « Son problème principal n'est pas un problème d'alliance, c'est celui de sa transformation en un grand parti réformiste moderne capable de rassembler toute la gauche et au delà les hommes et les femmes de progrès », conclut M. WEBER.

08.05.07 – Interviewé par le *Figaro*, Jean GLAVANY rend hommage au courage, au « tempérament certain » et à l'« obsession respectable du renouvellement » de Ségolène ROYAL. « Mais elle n'a sans doute pas su offrir au PS la place que ce grand parti et ses dirigeants - en particulier le premier secrétaire – méritaient », ajoute-t-il. Interrogé sur un accord aux législatives avec l'UDF, il juge « cette idée déconnectée de la réalité politique du terrain ». Pour lui, la question prioritaire pour le PS « n'est sûrement pas celle du leadership ». Elle est : « Comment être collectivement utile aux Français ? La réponse commence lors des législatives en construisant une force d'équilibre à l'État UMP et de protection de nos concitoyens les plus fragilisés », explique-t-il.

08.05.07 – Le Parti socialiste a déjà passé des accords électoraux pour les élections législatives avec deux partis. Le Mouvement républicain et citoyen (MRC) a obtenu dix circonscriptions et six suppléants sur la base d'un accord politique et en échange du retrait de la candidature présidentielle de M. CHEVENEMENT ; le Parti radical de gauche (PRG), dirigé par Jean-Michel BAYLET, a négocié trente-cinq circonscriptions en contrepartie du désistement de Christiane TAUBIRA.

Vingt-cinq circonscriptions avaient été gelées dans un premier temps pour les Verts, mais la conclusion de l'accord avait été renvoyée à une discussion sur un accord de gouvernement dans l'entre-deux-tours de la présidentielle, qui n'a pas eu lieu.

Quant au PCF, il a pris contact avec le PS, mais, comme les Verts, il pourrait, selon *Le Monde* (daté du 9 mai), se retrouver avec une portion congrue compte tenu des résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

08.05.07 – Constatant que des heurts violents se sont produits, deux nuits de suite, dans plusieurs villes de France et à Paris, François HOLLANDE demande à ceux qui ont participé aux violences de « cesser tous ces comportements ». Rappelant qu'il avait appelé au calme dès le soir de l'élection, le premier secrétaire du PS lance, sur RTL, « un appel à la responsabilité et au calme ». « Nous sommes dans une République. Le suffrage universel est la seule loi que nous connaissons. Il peut y avoir déception. Il peut y avoir de la colère. Il peut y avoir de la frustration. Mais le seul moyen de

réagir, c'est de prendre des bulletins de vote, pas d'autres instruments », déclare-t-il. Le premier secrétaire du PS a réagi d'autant plus fermement que, à la veille du scrutin, la candidate socialiste avait surpris en annonçant ces tensions si son adversaire était élu.

Dans l'après-midi, c'est le maire socialiste de Paris Bertrand DELANOË qui avait appelé « chacun au plus grand calme et au renoncement à toute forme de brutalité », dénonçant les violences qui ont eu lieu dans la capitale et estimant que « ces comportements n'ont rien à voir avec l'expression de convictions ». Le Parti communiste a lui aussi donné fustigé « des actes nuisibles et sans signification politique ». « Celles et ceux qui contestent la politique proposée par le nouveau président de la République auront la possibilité de s'exprimer et d'agir par leur vote les 10 et 17 juin prochain », lors des législatives, estime le PCF.

09.05.07 – Claude BARTOLONE, le premier des proches de Laurent FABIUS, déclare au *Figaro* que la plate-forme socialiste pour les élections législatives « doit bien sûr reprendre des orientations qui ont été au coeur de la campagne [présidentielle], comme le plein-emploi, la santé, la réforme des retraites, la question de l'énergie ou la maîtrise de la mondialisation. Mais elle doit aussi tenir compte d'un fait : nous n'avons pas gagné. Si notre candidate n'a pas été élue, c'est aussi parce que son pacte présidentiel n'a pas convaincu », affirme-t-il. Interrogé sur une alliance avec l'UDF de François BAYROU, il estime que « pour qu'un accord de désistement soit crédible, il faut qu'il se fonde sur un accord programmatique, une plate-forme commune » et qu' « on ne fonde pas une stratégie politique sur des accords sans contenu ». « Ne refaisons pas les erreurs de l'entre-deux-tours de la présidentielle », ajoute-t-il.

09.05.07 – Vingt et un députés, membres et apparentés du groupe UDF, auxquels s'ajoutent les signatures d'un élu ayant déjà quitté le groupe et d'un candidat pressenti aux législatives, expriment dans une tribune au *Figaro* leur volonté de s'inscrire « sans hésitation » dans la majorité présidentielle. Ils jugent « impératif de créer les conditions du rassemblement le plus large possible ». « Nous sommes attachés à la constitution d'une majorité pluraliste, fondée sur le dialogue et la coopération de formations politiques porteuses de la diversité des sensibilités françaises », écrivent-ils.

Jusque tard dans la nuit du 9 au 10 mai, les réunions se sont poursuivies - réunions du comité exécutif au siège de l'UDF et du groupe sénatorial - pour recoudre ce qui peut encore l'être avant le conseil national de l'UDF appelé, le lendemain à la Mutualité, à Paris, à tirer le bilan de l'élection présidentielle et à se prononcer sur la création du Mouvement démocrate. François BAYROU a pris soin de préciser qu'il n'y aurait « pas d'alliance privilégiée avec le PS ». « Nous voulons continuer à défendre aux législatives l'idée d'un centre indépendant et libre, a-t-il assuré. Ce sont nos électeurs qui nous donneront nos sièges. »

09.05.07 – Le Parti communiste décide de présenter des candidats aux élections législatives dans 518 circonscriptions et de soutenir une dizaine de candidats non communistes issus de la « mouvance antilibérale », affirme Joëlle GREDER, membre de la direction du PCF, à l'issue du Conseil national, le « parlement » du parti. Dans l'actuelle Assemblée, le groupe communiste compte 21 députés. Sept des députés sortants ont décidé de ne pas se représenter. Après « le grave échec de la gauche et du PCF » à la présidentielle, le parti s'est fixé pour objectif « le maintien d'un groupe à l'Assemblée nationale ».

A Stains (Seine-Saint-Denis), la secrétaire nationale du PCF, Marie-George BUFFET lance un appel à toute la gauche afin qu'elle organise une « riposte générale » à Nicolas SARKOZY et fasse tout « pour faire élire un maximum de députés ». Affirmant qu'il ne s'agit pas d'un appel du pied au Parti socialiste, elle veut juste démontrer qu' « un dialogue est nécessaire quand la gauche est en danger ».

». « Il faut que la gauche soit intelligente et respecte le pluralisme », a cependant ajouté Mme BUFFET.

09.05.07 – La commission des investitures de l'UMP pour les législatives annonce qu'elle investira un candidat dans chacune des circonscriptions des six députés de l'UDF sortants, dont François BAYROU, qui refusent toujours de faire allégeance à Nicolas SARKOZY.

10.05.07 – La dynamique engendrée par la nette victoire de Nicolas SARKOZY, qui est arrivé en tête dans 372 des 577 circonscriptions, place la droite en position de force pour les élections législatives. Selon une première projection en sièges réalisée le 7 mai (806 personnes interrogées par l'institut BVA pour Orange et la presse régionale) et publiée ce jour, l'UMP conserverait la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Son groupe, qui compte actuellement 350 membres plus 9 apparentés, oscillerait entre 288 et 344 députés. Le PS (aujourd'hui 141 membres et 8 apparentés) aurait 158 à 200 élus. Aucune dose de proportionnelle ne pouvant être introduite avant les législatives de 2012, les petits partis devraient de nouveau faire les frais de la re-bipolarisation du débat public qu'a illustré le duel SARKOZY-ROYAL. Selon l'enquête de BVA, seuls l'UMP et le PS disposeraient d'un groupe dans la nouvelle Assemblée. Le PCF ne conserverait que 14 à 18 députés (au lieu de 21 actuellement), les écologistes entre 0 et 6. Une fois de plus, le Front national n'enverrait aucun élu au Palais Bourbon. La formation de François BAYROU pourrait perdre au moins la moitié de ses membres (26 et 3 apparentés actuellement). Vingt-deux députés UDF sortants - soit les trois quarts de l'actuel groupe centriste - ayant déjà annoncé leur volonté de s'inscrire dans la majorité présidentielle.

10.05.07 – Au banquet de soutien à Jean-Christophe CAMBADELIS, candidat à sa propre succession aux élections législatives dans la 20e circonscription de Paris, Dominique STRAUSS-KAHN déclare qu'il « persiste et signe » dans son diagnostic : « c'est la troisième défaite, la plus large que nous subissons depuis le général de Gaulle ». Et pourtant, ajoute-t-il, « elle était évitable, nous pouvions l'emporter ». Tout en épargnant Ségolène ROYAL -« Elle a fait bouger les lignes », note-t-il - il estime que les Français « veulent une gauche du réel, efficace, concrète, pas de l'idéologie qui ressasse les solutions d'hier. » Il conclut sur une dernière salve contre la direction collégiale pour la campagne législative : « Il ne faut pas inventer à chaque fois des comités Théodule. Il y a un bureau national, qu'il fasse son travail ». Et se redit « disponible » pour la rénovation du PS « qui s'ancre dans le socialisme du réel, la social-démocratie ».

10.05.07 – Jean-Louis DEBRE, président du Conseil constitutionnel, proclame officiellement Nicolas SARKOZY président de la République française, élu avec 18 983 138 millions de voix, soit 53,06 % des suffrages exprimés et 44,7 % des électeurs inscrits. Son mandat ne commencera que lorsque Jacques CHIRAC, son prédécesseur, lui aura remis les clés de l'Élysée. La passation de pouvoir doit avoir lieu dans la journée du mercredi 16 mai, soit quelques heures avant la date ultime prévue par la Constitution.

10.05.07 – Le conseil national de l'UDF réuni à Paris, à la Mutualité, approuve « la constitution d'une force politique nouvelle, indépendante, ouverte, le Mouvement démocrate », qui devrait être rapidement identifié comme le « Modem », selon M. BAYROU. La délibération soumise au vote des conseillers nationaux a été adoptée à l'unanimité moins 4 contre et 4 abstentions. C'est sous cette étiquette que la formation centriste présentera des candidats aux élections législatives dans toutes les circonscriptions, à l'exception, peut-être, des circonscriptions dont le député UDF sortant a soutenu François BAYROU jusqu'au premier tour de l'élection présidentielle. L'écologiste Corinne LEPAGE, présidente de Cap 21 et l'ancien secrétaire général des Verts Jean-Luc BENNAHMIA ont annoncé leur intention d'adhérer au Mouvement démocrate et l'UDF se félicite des quelque 22 000 pré-inscriptions sur Internet à ce jour.

Devant les quelque 2 500 membres du conseil M. BAYROU a lancé : « Nous avons le devoir de résister. J'ai résisté hier, je résiste aujourd'hui, je résisterai demain ». Admettant que des « pressions » avaient dû peser sur la décision des députés UDF sortants qui ont fait le choix de la nouvelle majorité présidentielle, il a déclaré : « Je veux leur dire ceci : dans la vie, quand c'est l'essentiel qui est en jeu et que l'on subit des pressions, vous n'avez le choix qu'entre deux attitudes : céder ou résister. C'est plus facile de céder, mais c'est sans avenir. Il est plus juste de résister et de montrer de quel bois on est fait. »

Le président de l'UDF s'est à nouveau défendu de tout « accord secret » avec le PS pour les législatives. « Je n'ai pas quitté l'allégeance d'un côté pour aller m'enfermer dans l'allégeance de l'autre », a-t-il affirmé. Ce qui ne ferme pas la porte, cependant, à tout accord de désistement entre les deux tours. « Nous examinerons, au soir du premier tour des législatives, les situations dans chaque circonscription », a ainsi déclaré Jean-Marc AYRAULT, président du groupe PS de l'Assemblée nationale sur LCP. « Peut-être, avec un certain nombre de candidats, y compris du Mouvement démocrate, il y aura des convergences pour ne pas donner tous les pouvoirs à un seul parti. »

10.05.07 – Les réunions se succèdent au siège du Parti socialiste pour préparer le conseil national du 12 mai qui lancera la campagne des élections législatives. Comme François HOLLANDE l'avait annoncé, le projet se concentre sur quatre thèmes : l'emploi et le pouvoir d'achat réunis dans le chapitre « travailler tous, travailler mieux »; les retraites, la santé et les services publics dans « protéger le présent et préparer l'avenir »; l'Europe; et enfin la décentralisation et le dialogue social dans un dernier volet consacré à « la défense et l'approfondissement de notre démocratie ». Les discussions se poursuivent pour tenter de trouver un accord avec les Verts, sur une douzaine de circonscriptions, et avec le PCF qui demande expressément que dans 7 ou 8 circonscriptions, le PS retire son candidat afin de « sauver » quelques députés en situation délicate.

11.05.07 – Selon *Le Figaro*, Ségolène ROYAL se prépare à annoncer qu'elle sera candidate aux législatives dans sa circonscription de Melle dont elle est l'élue depuis 1988. Mais le soir, *Le Monde* indique que malgré les pressions de ses partisans, elle renonce à briguer un nouveau mandat de député dans la 2e circonscription des Deux-Sèvres. Ségolène ROYAL avait annoncé avant le résultat de l'élection présidentielle son attachement au non-cumul des mandats, qui faisait partie, pour elle, « des piliers de la réforme des institutions. »

11.05.07 – Pour Gilles de ROBIEN, le Mouvement démocrate créé par François BAYROU « n'a pas d'espace politique ». Le ministre de l'Education nationale déclare au *Figaro* que l'appel à la « résistance » lancé par l'ancien candidat à l'élection présidentielle est « un combat d'arrière-garde ». L'UDF (...) a toujours fait le choix d'une appartenance à la majorité avec la droite républicaine », souligne M. de ROBIEN qui entend, à présent, constituer « un pôle centriste, adhérent à la plateforme présidentielle ». Ce futur « parti centriste » devrait présenter au moins cinquante candidats aux élections législatives afin de bénéficier des fonds publics.

Semaine du 12 mai au 18 mai 2007

12.05.07 – Lors du conseil national du parti socialiste, commentant son résultat au 2e tour de l'élection présidentielle, Ségolène ROYAL affirme : « Ce vote contient des perspectives d'avenir ». Elle utilise pour la première fois le mot de « défaite », mais c'est pour commenter les interprétations qui en sont données : « certaines sont justes, d'autres dérisoires, d'autres inutilement blessantes ». « Le temps n'est pas aux polémiques. Je dirai ce que j'en pense après les élections législatives » indique-t-elle, annonçant qu'elle « prendra toute sa place » dans la campagne qui s'ouvre. À l'avenir, il convient « que la désignation » (du candidat à la présidentielle) intervienne « plus tôt avant le combat pour ne pas laisser un certain nombre de

séquelles », afin d'éviter « l'utilisation du combat interne par la droite ». Elle plaide également pour que le projet présidentiel ne soit pas conçu avant, mais après la désignation, « pour qu'il y ait plus de cohérence ».

Elle écoute ensuite le discours du premier secrétaire, François HOLLANDE, qui parlant de son bilan, indique : « J'assume le mien, et je ne fais pas ici comme si rien ne s'était passé. Chacun en prendra sa part. Mais je suggère que cet exercice-là soit reporté » après les élections législatives. Puis l'ancienne candidate à l'élection présidentielle sort tandis que les autres responsables du parti commencent à s'exprimer. « Je les connais déjà » explique-t-elle alors à la presse. S'agissant des derniers mois, elle regrette : « A droite, la discipline a été sans faille. De mon côté, tous les matins, en ouvrant le journal, je me demandais quel socialiste allait porter une critique sur ce que je disais... » indique-t-elle, ajoutant son vœu que le candidat à la présidentielle de 2012 « soit rapidement désigné après les législatives ». Elle propose une désignation dès « le prochain congrès ». Elle affirme par ailleurs qu'il serait « cohérent » que le prochain candidat soit le premier secrétaire sans fermer toutefois la porte à d'autres schémas.

Dans l'immédiat, un certain nombre de dispositions ont été adoptées par le Parti socialiste pour la campagne législative. Un nouveau slogan est apparu : « La gauche qui agit, la gauche qui protège ». Dans la « plate-forme législative » adoptée le même jour, on ne retrouve pas certaines des formules auxquelles Ségolène ROYAL a largement eu recours, comme la notion d'« ordre juste », ou de « gagnant gagnant ». Quelques propositions comme le contrat première chance n'y figurent pas non plus. En revanche, la proposition de créer une VI^e République est réitérée.

13.05.07 – Hervé MORIN, président du groupe UDF à l'Assemblée, en rupture avec François BAYROU, annonce sur Radio J qu'il souhaite qu'une nouvelle « formation politique » centriste ancrée dans la majorité présidentielle voie le jour d'ici aux législatives.

13.05.07 – Réuni en conseil national interrégional (Cnir), les Verts rejettent les propositions du PS pour les élections législatives. Le parti de François HOLLANDE avait réservé, samedi, quatorze circonscriptions pour son allié, dont celles de ses trois députés sortants, en échange d'un accord de désistement automatique pour le second tour. Pour les Verts, c'est trop peu.

En conséquence, les Verts présenteront des candidats dans les 577 circonscriptions. Néanmoins, François Hollande a indiqué que les trois députés verts sortants (Martine BILLARD et Yves COCHET à Paris et Noël MAMERE à Bègles), seront soutenus par le Parti socialiste, qui ne leur opposera donc pas de candidat aux législatives. Par ailleurs, en application d'accords départementaux, il n'y aura pas non plus de socialiste en face du candidat Vert dans la 1^e circonscription de Nantes, gagnable par la gauche, ni la 9^e des Alpes-Maritimes.

13.05.07 – Invité du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, Jean-Pierre CHEVENEMENT affirme : « Aucun autre candidat n'aurait fait mieux que Ségolène ROYAL ». Le président d'honneur du MRC a en revanche critiqué le Parti socialiste, soulignant son « retard », déplorant « la sensibilité libérale-libertaire » qui l'imprègne, mettant en cause l'attitude d'un « certain nombre de grandes personnalités du Parti socialiste qui n'ont pas pris part à la campagne » et déplorant la vision d'une « nation européenne » soutenue par Dominique STRAUSS-KAHN. Dans l'immédiat, Jean-Pierre CHEVENEMENT, qui avait été battu aux législatives de 2002, dans la 2^e circonscription du Territoire de Belfort, tentera de retrouver un siège à l'Assemblée en juin.

14.05.07 – Lors d'une conférence de presse donnée en compagnie de Bruno GOLLNISCH, délégué général du FN et directeur de la campagne qui s'ouvre, Jean-Marie LE PEN se dit « optimiste » pour les législatives, qu'il qualifie d'ailleurs de « match retour » : « On va reprendre largement les voix que nous avons perdues ». Le président du Front National souligne par ailleurs que la

subvention que touche annuellement son parti (environ 4,8 millions actuellement) et qui lui est « nécessaire pour exister » dépend de son résultat aux législatives.

Quant à la « réflexion » que pourrait inspirer son résultat à l'élection présidentielle, elle est remise à la période qui suivra l'élection des députés – notamment lors du prochain congrès du mouvement qui se tiendra, selon Jean-Marie LE PEN, « *fin 2007 début 2008* ».

Le Front national a investi des candidats dans presque toutes les circonscriptions, dans le « strict respect de la parité », selon Bruno GOLLNISCH. Il n'y aura pas de candidature commune avec le MNR, mais des accords de désistement.

15.05.07 – A l'issue d'un entretien de trois quarts d'heure avec le Président de la République, Jean-Michel BAYLET, président du Parti radical de gauche (PRG), souhaite un rapprochement avec le Parti radical, qui a soutenu Nicolas SARKOZY. « Je constate qu'après cette élection, les choses ne seront plus les mêmes, les frontières sont en train de bouger », a déclaré le président du PRG, mandaté par le bureau national pour explorer tout rapprochement avec les valoisien.

16.05.07 –Après avoir été reçu par François HOLLANDE, Jean-Michel BAYLET déclare sur France 3 : « Le PRG est par nature un parti de gauche, donc un parti d'opposition. Mais d'opposition constructive ». Cette déclaration apparaît liée à l'entretien avec le premier secrétaire du parti socialiste. Comme l'a d'ailleurs rapporté le directeur de cabinet de François HOLLANDE, Stéphane LE FOLL : « On veut un engagement dans la clarté, sinon il ne peut pas y avoir d'accord électoral ». Le PRG est en effet lié au Parti socialiste par un accord électoral pour les élections législatives, qui lui réserve 32 circonscriptions, notamment celles de ses 9 députés sortants. Le dépôt des candidatures sera clos demain

18.05.07 – Sur les vingt ministres et secrétaires d'Etat du gouvernement nommés, quinze appartiennent à l'UMP. Ce gouvernement est d'autre part marqué par une ouverture à gauche : un ministre socialiste, Bernard KOUCHNER, deux secrétaires d'Etat dont un ex-socialiste, Eric BESSON, et un proche de François HOLLANDE, Jean-Pierre JOUYET, ainsi qu'un haut-commissaire, Martin HIRSCH, patron d'Emmaüs-France, un homme réputé de gauche. En revanche, un seul centriste, Hervé MORIN, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale devient ministre. Ce gouvernement semble conçu pour donner une majorité la plus large possible à l'Assemblée au Président de la République.

Sur les vingt membres du gouvernement (treize hommes et sept femmes), quatorze sont candidats aux législatives. Ceux qui ne seront pas élus risquent de devoir le quitter.

18.05.07 – Invité du journal de TF1, François FILLON nouveau chef du gouvernement affirme : « Mon gouvernement mettra en oeuvre scrupuleusement le programme de Nicolas SARKOZY ». Il s'est également posé en chef de campagne déterminé à obtenir une majorité à l'Assemblée nationale : « La première de nos priorités, c'est de gagner la bataille des élections législatives, parce que si nous n'avons pas la majorité à l'Assemblée nationale nous ne pourrions rien faire. » Le sénateur de la Sarthe a indiqué qu'il serait lui-même candidat dans son ancienne circonscription de Sablé.

Semaine du 19 mai au 25 mai 2007

19.05.07 – Candidat dans la 4ème circonscription de la Sarthe, le premier ministre François FILLON explique : « Je veux que le premier ministre soit confronté au suffrage universel, que mon gouvernement aille devant le peuple pour lui demander sa confiance. » C'est la troisième fois dans l'histoire de la Ve République qu'un premier ministre est candidat aux élections législatives dans la

foulée de sa nomination. En 1981, Pierre MAUROUY, et, en 1988, Michel ROCARD, avaient été réélus avant d'abandonner leur siège à leur suppléant, comme le fera M. FILLON s'il l'emporte. Dix de ses ministres se lancent dans la bataille législative.

20.05.07 – Les députés UDF ralliés à Nicolas SARKOZY, réunis dans les locaux de l'Assemblée nationale autour D'HERVE MORIN, ancien président du groupe UDF de l'Assemblée et ministre de la défense dans le gouvernement de François FILLON, décident de constituer un nouveau parti centriste au sein de la majorité présidentielle. La formation pourrait s'appeler « Nouveau centre ». Le futur parti présentera aux élections législatives plus de cinquante candidats avec le label de la majorité présidentielle, sous l'appellation « Parti social libéral européen ».

20.05.07 – En invitant les Français, sur TF1, à ne pas donner une « majorité écrasante » au gouvernement et au président de la République, François HOLLANDE fixe l'enjeu des élections législatives pour l'opposition : l'objectif n'est pas d'emporter la majorité des sièges, mais de ne pas aller en deçà du rapport des forces enregistré au second tour de l'élection présidentielle. « 53 % des Français ont préféré Nicolas SARKOZY à Ségolène ROYAL, je ne le conteste pas. Mais encore faut-il qu'il y ait une Assemblée nationale qui corresponde justement à ce vote », a-t-il précisé.

21.05.07 – La campagne officielle des élections législatives s'ouvre ce jour. Les 10 et 17 juin, plus de 44,5 millions d'électeurs départageront les quelques 7 700 candidats en lice pour la conquête des 577 sièges de députés. Dans l'histoire de la Ve République, il n'y a eu que trois précédents d'élections législatives organisées dans la foulée de l'élection présidentielle : à chaque fois, en 1981, 1988 et 2002, les électeurs ont donné une majorité, plus ou moins confortable, au chef de l'Etat qu'ils venaient d'élire. Le 6 mai, 203 circonscriptions (dont 191 en France métropolitaine) ont accordé une majorité à Ségolène ROYAL. 65 sont actuellement détenues par des parlementaires de droite ou du centre, « dont une bonne vingtaine où elle a fait 53 % et où on va concentrer nos efforts », souligne Bruno LE ROUX, député de Seine-Saint-Denis et secrétaire national du PS aux élections.

À un peu moins de trois semaines du premier tour la gauche part avec un handicap électoral et psychologique. Aux éléments structurels que constituent la dynamique engendrée par la nette victoire de M. SARKOZY et la difficulté de réclamer aux électeurs une nouvelle cohabitation, s'ajoute l'ouverture à gauche affichée dans la composition du gouvernement FILLON. Déstabilisé, le Parti socialiste ne peut compter sur ses partenaires pour redynamiser son camp. Il n'a conclu d'accord électoral ni avec les Verts ni avec le PCF. Les Verts ont refusé les 14 circonscriptions qu'il voulait lui réserver et ne peuvent espérer beaucoup plus que de conserver leurs trois députés sortants - le PS ne leur opposant dans ces trois cas aucun candidat. Le PCF a décidé de faire cavalier seul et présente 518 candidats, comptant sur les désistements républicains du second tour pour garder un groupe à l'Assemblée nationale - ce dont la plupart des commentateurs doutent (20 élus sont nécessaires).

Le Mouvement républicain et citoyen (MRC) dispose en revanche d'une dizaine de circonscriptions réservées et le Parti radical de gauche (PRG) de 32. Mais son président Jean-Michel BAYLET, tenté par une réunification des radicaux de gauche (PRG) et de droite (Parti radical valoisien) a été rappelé à l'ordre par François HOLLANDE et les candidats PRG ont tous été conviés à envoyer un courrier aux fédérations socialistes pour témoigner de leur « loyauté ».

Si la dynamique de recyclage des électeurs lepénistes par l'UMP sarkozyste se confirme, la perspective de « triangulaires » droite-gauche-FN pouvant contribuer à la victoire de la gauche ne constituera qu'une faible marge de manœuvre pour celle-ci.

21.05.07 – Selon un sondage IFOP pour *Paris Match* réalisé les 10 et 11 mai auprès de 885 personnes, les candidats UMP recueilleraient 37 % des intentions de vote du premier tour, et ceux du PS, 28 %. Le nouveau parti centriste de François BAYROU (MoDem) en réunirait 14 %, et le Front national, 7 %. D'après la projection en sièges réalisée par le même institut, l'UMP disposerait alors de 336 à 390 sièges, le PS en sauverait de 149 à 190, - soit un gain éventuel puisque le groupe socialiste compte actuellement 141 membres - ce qui n'empêcherait pas l'UMP d'avoir la majorité absolue. Le FN n'aurait, comme dans l'assemblée sortante, aucun élu, et les amis de François BAYROU, de 0 à 8.

21.05.07 – Le Parti socialiste s'approche de la parité : près de 48 % des 577 circonscriptions ont été dévolues à des candidates. L'UMP ne devrait présenter que 30 % de femmes et le Mouvement démocrate (MoDem) 38 %. Les autres partis, notamment à gauche, respectent pour la plupart la parité sans que cela pèse sur l'équilibre de l'Hémicycle en raison de leur faible représentation. Avec 12,3 % de femmes dans l'Assemblée nationale actuelle, la France se place, selon l'Union interparlementaire, au 88e rang mondial, loin derrière le Chili, l'Ouganda, la Lituanie ou la Tunisie.

21.05.07 – En présentant des candidats dans 535 circonscriptions sous l'étiquette l'UDF-Mouvement démocrate (MoDem), François BAYROU confirme le choix de construire une nouvelle force autonome et rompt avec le schéma traditionnel de la « primaire à droite ». C'est la première fois depuis la création de l'UDF, en 1978, que ce courant jouera sa propre carte, en toute indépendance, dans un scrutin de cette nature. C'est cette rupture que la majeure partie des députés de l'UDF n'a pas voulu suivre. Seuls cinq députés sortants sur vingt-neuf - François BAYROU et Jean LASSALLE, Anne-Marie COMPARINI, Gilles ARTIGUES et Jean-Christophe LAGARDE - ont été réinvestis. Deux autres - Philippe FOLLIOU et Rodolphe THOMAS - bénéficient du soutien de l'UDF-MoDem. Celle-ci, toutefois, ne présente pas de candidat face aux députés sortants qui avaient soutenu M. BAYROU au premier tour, à quelques exceptions près : Stéphane DEMILLY, Francis HILLMEYER, Michel HUNAULT, François ROCHEBLOINE et Olivier JARDE auront ainsi à affronter une candidature UDF-MoDem, tout comme Christian BLANC et André SANTINI, qui avaient soutenu Nicolas SARKOZY dès le premier tour.

21.05.07 – A Lyon, François HOLLANDE réitère les trois engagements pris par la direction du PS : « remobiliser les troupes » et donc « éviter les petites phrases » ; aller aux législatives des 10 et 17 juin « avec l'objectif d'obtenir le maximum de députés et de conquérir la majorité à l'Assemblée nationale » ; dénoncer « avec force les débauchages en cours » de personnalités socialistes par Nicolas SARKOZY.

Sur LCI Laurent FABIUS invite les socialistes à « faire bloc » : « Il y a beaucoup de problèmes qui se posent au sein du PS, mais je suis partisan qu'on les traite après les élections législatives parce que, sinon, ça va donner un spectacle tout à fait lamentable », déclare-t-il.

A Poitiers, venue présider une commission permanente du conseil régional de Poitou-Charentes, Ségolène ROYAL explique qu'elle ne se présente pas aux élections législatives « pour éviter le cumul des mandats », estimant que cela ne « l'empêchera pas de s'exprimer ». Elle a appelé les électeurs à « donner la plus grande majorité possible aux élus socialistes ».

21.05.07 – Les comités BOVÉ, issus de la campagne présidentielle, ainsi qu'un certain nombre de collectifs antilibéraux, annoncent qu'ils présenteront entre 120 et 130 candidats aux élections législatives sous le label « Gauche alternative 2007 ». Leur objectif affiché est de « surmonter la division et reconstruire une autre gauche ». Près de la moitié seront opposés à des candidats du PCF ou de la LCR.

21.05.07 – Le petit parti Alternative libérale présente 47 candidats aux législatives, 9 autres, issus notamment du Parti blanc, partiront sous d'autres couleurs mais lui sont rattachés financièrement. Les candidats d'Alternative libérale défendront, explique son président, Edouard FILLIAS, un « libéralisme authentique ».

22.05.07 – Guillaume PELTIER, délégué général du Mouvement pour la France (MPF) annonce que le parti de Philippe de VILLIERS présente 500 candidats aux élections législatives. Les deux députés villiéristes sortants, tous deux élus en Vendée, le fief de l'ex-candidat à la présidentielle, se présenteront sous l'étiquette MPF « majorité présidentielle ». Dans le reste de la France, les candidats MPF seront estampillés « majorité de droite ».

22.05.07 – Après avoir réuni la veille un « groupe de pilotage » associant notamment le vice-président de l'UMP, Jean-Claude GAUDIN, son secrétaire général, Pierre MEHAIGNERIE, son successeur pressenti Patrick DEVEDJIAN, les ministres Michèle ALLIOT-MARIE et Brice HORTEFEUX et l'ancien Premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN, François FILLON reçoit les parlementaires UMP à l'hôtel Matignon. Il les a appelés à la « mobilisation totale » pour confirmer la victoire « nette et franche » du 6 mai et offrir au président de la République la « majorité décidée et créative dont il a besoin ». Pour le chef du gouvernement, la victoire aux élections législatives sera d'autant plus nette que l'ouverture au centre et à gauche sera assumée et revendiquée. Le chef du gouvernement est attendu le 23 mai à Marseille pour le premier grand meeting de soutien aux candidats de la majorité présidentielle.

22.05.07 – Selon les chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur, 7 639 hommes et femmes sont candidats aux élections législatives, soit en moyenne 13,2 candidats pour chacun des 577 sièges de députés. Certaines circonscriptions ont jusqu'à vingt candidats, comme les 8^e et 18^e arrondissements de Paris. Lors des dernières législatives de 2002, 8 444 personnes s'étaient présentées. Avec 3 177 candidates, les femmes représentent 41,6 % de l'ensemble, le « plus haut niveau historique » selon le ministère de l'Intérieur. L'âge moyen des postulants est de 50,2 ans. Les plus jeunes ont juste l'âge légal pour se présenter (23 ans), le doyen a 86 ans.

Plus d'un quart des 78 eurodéputés français sont candidats aux élections législatives (6 FN, 8 PS, 7 UDF, 1 UMP). En cas de victoire, ils devront choisir entre le Parlement européen et l'Assemblée nationale.

23.05.07 – Interrogé sur Europe 1, François FILLON rappelle son attachement au suffrage universel et fixe la règle à l'attention des onze membres de son gouvernement candidats aux législatives : « La logique, c'est que quand on est battu, ça veut dire qu'on n'a pas le soutien du peuple et qu'on ne peut pas rester au gouvernement », a-t-il estimé. Une règle qu'il s'appliquera à lui-même s'il est battu dans la 4^{ème} circonscription de la Sarthe.

Par ces déclarations, le premier ministre s'est efforcé de remobiliser une partie de l'électorat de droite, sans prendre de gros risques électoraux. Indépendamment de la dynamique nationale engendrée par la nette victoire de Nicolas SARKOZY, les onze circonscriptions concernées ne semblent guère susceptibles de basculer à gauche. Pas plus que la 4^e circonscription de la Sarthe, qui est le fief de François FILLON depuis un quart de siècle.

23.05.07 – À Marseille, en présence de François FILLON, le maire, Jean-Claude GAUDIN déclare : « Le 6 mai, on a gagné un billet de 500 euros coupé en deux. Il faut maintenant aller chercher l'autre partie dans les urnes des élections législatives » ! C'est aussi l'objectif du premier ministre, venu tenir son premier meeting de la campagne des législatives : « Sans majorité à l'Assemblée nationale, rien ne pourra être réalisé », a-t-il répété.

23.05.07 – En meeting à Bordeaux, François HOLLANDE seul, aucun des responsables nationaux du PS ne s'étant déplacé, lance la campagne nationale des socialistes aux élections législatives. A son arrivée, avec une heure trente de retard, Razzye HAMMADI, président du Mouvement des jeunes socialistes, est venu galvaniser les troupes jusque-là sagement assises, à l'exception des jeunes du MJS. Le premier secrétaire du Parti socialiste a rappelé l'enjeu « grave et important » des prochaines élections législatives : « C'est le dernier rendez-vous démocratique national avant cinq ans. Il faut empêcher que la droite ait tous pouvoirs dans notre pays. »

Lors de l'émission « Questions d'info LCP/ Le Monde/France Info », M. HOLLANDE a confirmé qu'il ne serait « pas candidat à [sa] propre succession », précisant qu'il n'entendait pas pour autant avancer la date du prochain congrès, prévu en novembre 2008.

24.05.07 – Contrairement au Parti communiste français (PCF), qui risque de perdre son groupe à l'Assemblée nationale, l'extrême gauche aborde les législatives avec sérénité. Pour les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), comme pour ceux de Lutte ouvrière (LO), l'objectif de ces élections n'est pas de gagner des sièges, mais de bénéficier du financement public pour la durée de la législature. La loi sur le financement public des partis politiques dispose en effet que ces derniers reçoivent une dotation annuelle, à hauteur de 1,66 EUR par voix obtenue, dès lors qu'ils ont eu au moins cinquante candidats ayant dépassé 1 % des suffrages exprimés dans au minimum trente circonscriptions. C'est la raison pour laquelle la LCR et LO présentent respectivement 471 et 563 candidats autonomes plutôt que de tenter de mutualiser leurs forces ainsi que le vote des électeurs de la gauche radicale. Les lambertistes du Parti des travailleurs (PT), présentent quant à eux 153 candidats.

24.05.07 – Le futur parti du « Nouveau centre » porté sur les fonts baptismaux par les parlementaires de l'UDF ralliés à la majorité présidentielle compte des députés sortants avant même d'avoir été créé. Afin d'atteindre les seuils permettant de bénéficier du financement public, un peu plus de 80 candidatures aux élections législatives ont été déposées sous l'étiquette « Parti social libéral européen » (PSLE), dont plusieurs provenant de l'UMP. Selon *le Monde* (daté du 25 mai) les formalités permettant aux candidats de se rattacher à ce groupement administratif ont été accomplies avant le second tour de l'élection présidentielle. Les deux chefs d'orchestre de l'opération, Maurice LEROY président du groupe UDF sortant et Hervé MORIN, nouveau ministre de la Défense, ont constitué une liste sur laquelle on relève pas moins de cinq candidats portant le patronyme de « MORIN », deux portant celui de « LEROY », outre Maurice LEROY lui-même et trois « POURDIEU ». Les collaborateurs du groupe UDF sortant de l'Assemblée nationale ont aussi été mis à contribution, jusqu'aux deux chauffeurs du groupe.

24.05.07 – Au Zénith, à Paris, François BAYROU lance la campagne pour les élections législatives de l'UDF-Mouvement démocrate (MoDem).

25.05.07 – Jean-Marie LE PEN relativise son échec à l'élection présidentielle et reste sur sa position pour les élections législatives : il ambitionne d'y avoir des élus et entame ce jour un tour de France pour soutenir les candidats du Front national : celui-ci en présente 577, 281 hommes et 276 femmes, respectant ainsi la parité, afin, a précisé son président, « d'éviter les sanctions pécuniaires ». Et il espère « faire élire un certain nombre de députés », faisant valoir que « cela est déjà arrivé quelques fois » au FN, même avec ce scrutin « inique » qu'est, selon lui, le système majoritaire. Trois députés avaient été élus au scrutin majoritaire dans le passé : Yann PIAT dans le Var en 1988, Marie-France STIRBOIS à Dreux en décembre 1989 et Jean-Marie LE CHEVALLIER à Toulon en 1997, invalidé en 1998.

25.05.07 – Trois élus Verts à la mairie de Paris, Violette BARANDA, Olivier PAGES et Danièle AUFFRAY, adjointe de Bertrand Delanoë chargée de la recherche et des nouvelles technologies, ont

quitté leur parti et rallié le Mouvement démocrate (MoDem) de François BAYROU, qui les a investis candidats aux élections législatives dans les 20ème, 6ème et 10ème circonscriptions.

25.05.07 – Les sondages continuent de faire état d'une large domination de la droite. Selon la troisième vague du baromètre Ipsos/Dell pour SFR et *Le Point*, réalisée les 19, 20 et 21 mai auprès de 1773 personnes, les candidats UMP et UDF soutenus par l'UMP recueilleraient 41,5 % des intentions de vote, contre 28,5 % à ceux du PS, du PRG et du MRC. Les candidats du MoDem de François BAYROU, obtiendraient 9 % d'intentions de vote, ceux du Front national 5,5%, ceux des Verts 3,5%, du PCF 3,5% et de l'extrême gauche 4 %.

Semaine du 2 juin au 8 juin 2007

04.06.07 – En meeting à Lyon, devant 1 200 personnes rassemblées au Centre des congrès, le premier ministre oppose une droite « qui veut changer la façon de penser et d'agir » à une « gauche qui n'ose plus aimer la France ». Il appelle « à rejeter l'imposture morale de cette gauche qui joue à colin-maillard avec l'histoire », et multipliant les formules assassines s'en prend à « une gauche fatiguée, dépassée, bardée de certitudes et de préjugés ».

04.06.07 – Venue soutenir les candidats socialistes du Grand Ouest à Nantes, devant 2 000 sympathisants qui peinent à faire preuve d'enthousiasme, Ségolène ROYAL veut que se perpétue « la vague populaire et enthousiaste » qui l'a portée. Cette « volonté de 17 millions de Français » [qui ont voté pour elle] « il faut qu'elle s'exprime à nouveau ». L'ex-candidate exhorte les Français à voter pour éviter une « assemblée bleu nuit, une assemblée du grand sommeil, une chambre d'enregistrement où plus rien ne se passera ».

Auparavant le maire de Nantes, Jean-Marc AYRAULT avait répliqué aux propos tenus le jour même par François FILLON : « Nous n'acceptons pas le révisionnisme de l'histoire de cette droite qui se croit maintenant tout permis parce qu'elle croit qu'elle va tout gagner. L'amour de la France ne se mesure pas à la violence des déclarations. Nous l'avons autant qu'eux. »

La salle semble se réveiller avec François HOLLANDE. « Il est possible d'agir avant 2012 [la prochaine présidentielle], assure-t-il. Le PS, il faudra le rénover, le changer mais ce sera toujours le PS avec ses valeurs et ses convictions. » M. HOLLANDE insiste : le Parlement doit garder un équilibre droite-gauche pour « conjurer le risque » d'une droite trop sûre d'elle-même. « Il faudra équilibrer, corriger ce gouvernement et même protéger [la majorité présidentielle] contre elle-même !

04.06.07 – Le Conseil représentatif des associations noires (CRAN) présente les résultats d'une enquête réalisée à partir de l'examen de la liste des principaux partis, mettant en évidence la « sous-représentation » des candidats issus de la diversité aux élections législatives en métropole. Sur 3 777 candidats présentés en métropole par l'UMP, le PS, les Verts, le MoDem et le PRG, le CRAN a recensé 19 candidats noirs, soit 0,5 %. Dans le détail, il en a dénombré deux pour l'UMP (0,36 %), « la lanterne rouge », trois pour le PS (0,59 %), qui présente néanmoins « une vingtaine d'Arabes », cinq pour les Verts (0,9 %), six pour l'UDF (1,12 %), qui compte aussi 18 « candidats arabes », et trois pour le PRG (4,54 %).

05.06.07 – A cinq jours du premier tour, aucun quotidien national ne consacre sa « une » aux élections législatives. Plusieurs facteurs se conjuguent pour donner à ce scrutin les allures d'une « élection de confirmation » ne suscitant qu'un intérêt modéré : l'inversion du calendrier électoral réduit l'autonomie de ces élections et le mode de scrutin, destiné à assurer la stabilité des majorités, limite encore les marges d'incertitudes ; la nette victoire obtenue le 6 mai par Nicolas SARKOZY semble délégitimer une campagne socialiste en faveur d'une cohabitation, tandis que l'entrée au

gouvernement de François FILLON de personnalités de gauche et la promesse d'une nouvelle « ouverture » pour l'après législatives déstabilisent le Parti socialiste et réduisent la portée des arguments visant à instaurer un contre-pouvoir à l'Assemblée.

05.06.07 – Devant 1 500 personnes rassemblées au gymnase Japy à Paris, où il est venu apporter son soutien aux 21 candidats que présente le Mouvement démocrate (MoDem) dans la capitale, François BAYROU défend « le droit des citoyens au débat et au pluralisme ». « L'Assemblée nationale est le lieu où s'exerce ce droit à voir débattues les décisions avant qu'elles ne soient prises. C'est le lieu où le peuple peut parler », a-t-il plaidé, soulignant « le risque que l'Assemblée nationale n'ait d'autre rôle, en raison du poids écrasant du parti majoritaire, que d'adopter le plus vite possible, sans contradiction, les textes qui lui seront soumis ».

06.06.07 – Dans une lettre à Bernard ACCOYER, président sortant du groupe UMP dans l'Assemblée, et candidat à la présidence de la future Assemblée, Nicolas SARKOZY s'adresse aux députés UMP candidats aux élections législatives. « J'ai besoin d'une majorité à l'Assemblée » afin de « mettre en œuvre le projet » pour lequel les Français « m'ont donné mandat ». « Dans les derniers jours de l'intense campagne que vous avez menée pour les élections législatives des 10 et 17 juin, sous les couleurs de la majorité présidentielle, je souhaite vous redire mon soutien personnel dans votre action pour la défense des valeurs et la promotion de nos projets pour notre pays », écrit-t-il.

07.06.07 – Dans un entretien au *Figaro*, Nicolas SARKOZY déclare : « Mon devoir de président c'est de rassembler une majorité et le devoir de la majorité c'est de s'ouvrir. Si la majorité ne s'ouvre pas, elle se condamne. Le président de la République ne peut être l'homme d'un parti ou d'un clan. Cet engagement sera donc tenu dès le lendemain des élections législatives ». « Je suis heureux d'avoir dans mon gouvernement des hommes de la qualité de Bernard KOUCHNER, de Jean-Pierre JOUYET, d'Eric BESSON et Martin HIRSCH. Ils ont été courageux. Si l'opportunité se présente, je proposerai à d'autres personnalités de gauche et du centre de nous rejoindre », ajoute-t-il.

Dans cette interview, Nicolas SARKOZY a aussi implicitement rappelé à l'ordre les candidats à la présidence de l'Assemblée nationale - principalement Bernard ACCOYER et Patrick OLLIER -, ainsi qu'à la présidence du futur groupe UMP - Jean-François COPE et Christian ESTROSI - qui font déjà campagne auprès de leurs collègues. À quatre jours des élections législatives, le président de la République a rappelé que « rien n'est gagné, rien n'est joué », enjoignant « tous les responsables de la majorité à se battre jusqu'à la dernière minute (...) » avant de « savoir qui présidera quoi ».

08.06.07 – Selon *Le Monde* (daté du 9 juin), par rapport aux élections législatives précédentes, les candidats dits de la diversité font cette année une apparition encore timide, mais remarquée sur les listes des grandes formations politiques en métropole. Alors qu'il n'y a pas de députés issus de cette diversité dans l'Assemblée sortante (mis à part certains élus des DOM), quelques-uns sont en position d'éligibilité. Le nombre de postulants noirs ou arabes reste cependant loin des promesses faites dans les partis pour favoriser une meilleure représentation de ces Français dans l'Hémicycle. Si le PCF comme les Verts en revendiquent une cinquantaine, le PS n'en présente qu'une petite vingtaine et l'UMP qu'une dizaine. « Souvent, ils ont fait d'une pierre deux coups, en désignant des femmes issues de la diversité. Sur dix-neuf candidats noirs, dix sont des femmes », observe Louis-Georges Tin, porte-parole du Conseil représentatif des associations noires (CRAN).

Remettant en cause les choix de la direction de leur parti, une dizaine de militants et responsables du PS issus de l'immigration ont, mi-mai, démissionné et annoncé qu'ils se présentaient sous l'étiquette « divers gauche ».

Semaine du 9 juin au 15 juin 2007

10.06.07 – Le 1er tour des élections législatives donne les résultats suivants selon le ministère de l'Intérieur (résultats définitifs) :

- Inscrits : 43 888 779 électeurs
- Abstentions : 39,56 % des inscrits Votants : 60,44 % Exprimés : 59,29 %
- 105 des 577 sièges à pouvoir le sont au premier tour : 93 députés UMP, 10 divers droite, 1 MPF, et 1 PS.
- Total droite : 47,43 % des voix
- Total gauche : 35,55 %

La participation - 60,44 % -, très inférieure à ce qu'elle avait été pour l'élection présidentielle, atteint son plus bas niveau historique pour un premier tour d'élections législatives.

Les candidats de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) et ceux qu'elle soutient ont remporté une large victoire au premier tour : environ 45,5 % des voix contre 43,5 % en 2002. Toutes formations confondues, de l'extrême gauche aux Verts, la gauche a obtenu 39 % des voix (40% en 2002), son plus mauvais score après celui de 1993.

10.06.07 – L'UMP recueille 39,54% des suffrages, et le soutien à Nicolas SARKOZY davantage encore si l'on ajoute les voix des candidats non UMP se réclamant de la majorité présidentielle – pour l'essentiel le Nouveau Centre fondé par les centristes ralliés à l'exécutif. Sauf correction intervenue dans l'intervalle, ce premier tour laisse augurer d'une écrasante majorité à l'Assemblée nationale pour cette coalition, avec sans doute près de 450 sièges – ce qui se situe près du record historique de 1993, quand la droite RPR-UDF avait totalisé 472 députés.

Après avoir communiqué à l'Elysée les éléments de son discours, le chef du gouvernement François FILLON, évoque le soir, sur les écrans, « une révolution politique » en marche. Il égrène les réformes à venir, propres à mobiliser encore son électorat pour le second tour : statut des universités, service minimum dans les transports, nouvelles lois pour renforcer la sécurité, réduction des déficits... Elu au premier tour dans son fief de la Sarthe, le chef de file de la bataille législative à droite a estimé qu'une « partie du chemin est fait », mais a exhorté ses électeurs à lui donner dimanche prochain « une majorité pour agir » afin que « le changement soit bien en marche ».

10.06.07 – Après l'annonce des premiers résultats, le premier secrétaire du Parti socialiste, François HOLLANDE considère dans une déclaration que, même si son résultat est « supérieur à 2002 », la gauche a obtenu « un résultat certes honorable, mais pas suffisant ». « Il y a des majorités écrasantes qui écrasent, des partis dominants qui dominent, des pouvoirs absolus qui gouvernent de façon absolue », a-t-il ajouté en lançant un appel à « l'équilibre », plaidant pour « pluralisme d'opinions au sein de l'Assemblée ».

De son côté, Ségolène ROYAL s'est adressée directement à ses électeurs, ceux qui étaient venus « sur son nom » et « d'abord les jeunes ». « Nous avons besoin de votre énergie, de votre présence. » « Je sais pourquoi un certain nombre d'entre vous ne sont pas venus voter. Il y a eu une forme de

| | |
|---------------------|---------|
| Extrême gauche : | 3,41 % |
| PCF : | 4,29 % |
| PS : | 24,73 % |
| PRG : | 1,31 % |
| Verts : | 3,25 % |
| Divers gauche : | 1,97 % |
| Modem : | 7,61 % |
| Divers : | 1,03 % |
| Ecologistes : | 0,80 % |
| Régionalistes : | 0,51 % |
| CNPT : | 0,82 % |
| UMP : | 39,54 % |
| Majorité (droite) : | 2,37 % |
| Divers droite : | 2,47 % |
| MPF : | 1,20 % |
| FN : | 4,29 % |
| Extrême droite : | 0,39 % |

fatalisme, ils sont déçus, tristes », a-t-elle expliqué en opposant le « sursaut » de la présidentielle aux législatives, qui furent « le contraire ». « Il y a quelque chose qui ne va pas. » Pour Ségolène ROYAL, il faut « une gauche qui surveille, mais aussi une gauche qui propose, une gauche qui va reconstruire et préparer la prochaine alternance ». C'est ce qu'elle appelle une « gauche neuve ».

L'ancien premier ministre Laurent FABIUS s'est inquiété « pas seulement d'une vague bleue, mais d'une chape bleue » à l'Assemblée nationale. Sur France 2, l'ancien ministre Dominique STRAUSS-KAHN a estimé qu'« avoir 400-500 députés de droite et un petit nombre de députés de gauche, ça rend impossible le débat démocratique ».

10.06.07 – Avec 7,61 % des voix, le MoDem devrait avoir entre 1 et 4 députés à l'Assemblée. Après avoir salué «le courage» de ses candidats, François BAYROU dénonce « le déséquilibre terriblement marqué » et « pas sain » de la représentation nationale telle qu'elle s'ébauche. Depuis le ralliement de la plupart des députés UDF sortants à la majorité de Nicolas SARKOZY, François BAYROU savait que sa formation risquait d'être privée de la plupart de ses députés. Aucune soirée électorale n'avait d'ailleurs été programmée au siège parisien de l'UDF-MoDem

Si lui-même devrait l'emporter dans sa circonscription des Pyrénées-Atlantiques où il recueille 37,6 %, des voix, et à l'exception de Jean Lassalle, en ballottage défavorable dans une autre circonscription du même département, la totalité des députés UDF sortants qui lui sont restés fidèles sont éliminés. C'est le cas de Gilles ARTIGUES dans la Loire, mais aussi d'Anne-Marie COMPARINI dans le Rhône. Les eurodéputés candidats aux élections législatives ont également souffert : Jean-Marie CAVADA, dans le Val-de-Marne est en ballottage mais Bernard LEHIDEUX, dans la 8e des Hauts-de-Seine, et Marielle de SARNEZ, dans la 11e de Paris, sont éliminés. François BAYROU espérait négocier « au cas par cas » le désistement des candidats MoDem en ballottage défavorable. Le faible nombre de triangulaires le prive de cette arme.

10.06.07 – Avec 4,29 % des suffrages exprimés, le Front national connaît un quasi-effondrement : c'est son score le plus bas depuis vingt-cinq ans, à l'exception des cantonales de 1988 et des européennes de 1999 qui avaient directement suivi la rupture avec Bruno MEGRET.

Jean-Marie LE PEN a admis le recul de son parti, reconnaissant à Nicolas SARKOZY « un très grand talent d'illusionniste ». Mais, a-t-il ajouté, « l'illusionniste va devoir descendre de scène à un moment donné, et, par conséquent, il va devoir se colleter avec les faits, qui sont têtus ».

Le Front national, avec près de 15 % des voix au premier tour des législatives de 1997, avait pu maintenir ses candidats dans 134 circonscriptions, et, avec 11,34 % en 2002, il y était encore parvenu dans 37 circonscriptions. Il ne le peut cette fois que dans la 14e du Pas-de-Calais, où se présentait Marine LE PEN. Le départ de son électorat vers l'UMP, selon un mouvement qui avait joué déjà au profit de Nicolas SARKOZY dès le premier tour de l'élection présidentielle, a pris des proportions considérables.

10.06.07 – Le score des Verts (3,25 %) les ramène plus près de leurs débuts (2 % en 1978) que des derniers scrutins : 11 % en 1993, 6,8 % en 1997 et 5,7 % en 2002. Leur aptitude à obtenir la reconduction de leurs trois députés sortants, pourtant soutenus par le parti socialiste - Noël MAMERE dans la 3e circonscription de Gironde, Martine BILLARD dans la 1ère de Paris et Yves COCHET dans la 11e de Paris – n'est pas acquise.

Sur un plateau de France 3, Dominique VOYNET a estimé qu'« il faut que la gauche se remette en cause profondément » car il ne lui « suffira pas de dénoncer les excès du gouvernement pour retrouver le pouvoir ».

10.06.07 – Si on rapproche ce score de celui de Marie-George BUFFET (1,93 %) à l'élection présidentielle, le résultat des élections législatives (4,29%) apparaît plutôt comme un bonne surprise pour le Parti communiste, en limitant le recul par rapport au résultats de 2002 (4,9 %). Toutefois, malgré l'optimisme affiché hier par sa secrétaire nationale, pour la première fois depuis 1958, le PCF risque de se retrouver dans l'impossibilité de constituer un groupe à l'Assemblée nationale.

10.06.07 – Les deux députés sortants du Mouvement pour la France - qui avaient obtenu de l'UMP le label de la « majorité présidentielle » - sont réélus en Vendée : Véronique BESSE, ancienne suppléante de Philippe de VILLIERS qui se présentait dans son fief des Herbiers, et Joël SARLOT, député de la 5e circonscription du département depuis 1993.

10.06.07 – Les 245 candidats aux élections législatives du mouvement Chasse Pêche Nature Traditions (CPNT) ont recueilli 0,82 % des voix. Ce score marque la poursuite du recul d'un mouvement qui avait déjà perdu ses trente-six conseillers régionaux et ses six parlementaires européens aux élections de 2004. Quant à son candidat à l'élection présidentielle, Frédéric NIHOUS, il n'a recueilli que 1,15 % des suffrages (420 759 voix) le 23 avril dernier, alors que Jean SAINT-JOSSE en avait obtenu 1 200 000 voix en 2002.

10.06.07 – L'objectif de dépasser 1 % des voix dans au moins cinquante circonscriptions, afin de bénéficier d'une aide publique annuelle jusqu'à la fin de la nouvelle législature est atteint pour la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière ; globalement, l'extrême gauche obtient 3,41% des voix.

11.06.07 – Venue soutenir dans le XIVe arrondissement le Vert Yves COCHET, Ségolène ROYAL indique avoir laissé un message à François BAYROU: « J'attends qu'il me rappelle. » Elle l'a justifié en expliquant : « BAYROU a dit que la République avait besoin d'équilibre, de respirer. Nous devons joindre nos forces, circonscription par circonscription. Il est indispensable que la gauche et les démocrates de progrès se tiennent par la main pour faire en sorte que demain, à l'Assemblée nationale, on n'étouffe pas sous une écrasante majorité. »

De son côté, François HOLLANDE indique qu'il n'y aura ni désistement ni accord avec le MoDem : « Chacun peut appeler qui il veut, heureusement, dans une démocratie téléphonique ! Je n'interdis à personne de téléphoner, mais moi, je peux ne pas avoir à téléphoner ». « Rien ne me choque. Elle a déjà eu un dialogue avec BAYROU, elle le continue. Cela ne me gêne pas. Mon rôle, c'est de dire quels sont nos principes. Et personne n'y dérogera... »

Or, « la position du PS, qui sera celle de tout le parti » est que les socialistes se maintiendront « partout où [ils sont] qualifié[s] pour le second tour », même arrivés derrière le MoDem. Y compris dans les deux seules circonscriptions « gagnables » par les centristes : celles de François BAYROU et de Jean LASSALLE, dans les Pyrénées-Atlantiques. François HOLLANDE a par ailleurs renvoyé la question du désistement au leader du MoDem : « Il a toujours été dans le "ni, ni", ça ne lui a pas permis de gagner la présidentielle, ni de garder ses députés. A lui de décider s'il veut continuer comme ça... »

11.06.07 – En meeting à Nancy, devant 1 500 militants, le Premier ministre François FILLON explique qu'il faut « prolonger et amplifier » la victoire du 6 mai. Il va d'ailleurs jusqu'à assurer qu'une majorité « solide et indiscutable » à droite serait dans l'intérêt de la gauche : « L'ampleur de notre victoire nous permettra plus facilement de lui donner des droits nouveaux. [...] Je m'y engage : l'opposition présidera la commission des finances à l'Assemblée nationale. »

S'agissant de la politique fiscale, le Premier ministre est revenu sur l'hypothèse d'un relèvement de la TVA. Cette éventualité avait été évoquée dès dimanche soir sur TF1, où Laurent FABIUS avait interrogé Jean-Louis BORLOO sur les intentions du gouvernement en la matière - le ministre de l'Economie ayant fini par indiquer que « rien [n'était] tranché dans ce domaine », ajoutant : « On va regarder l'ensemble des sujets, y compris comme nos amis Allemands, y compris l'éventualité de la TVA.»

Ce lundi, Eric WOERTH, le ministre du Budget a confirmé que la mesure est bien envisagée. A Nancy, François FILLON a confirmé que cette solution était « à l'étude » : « Conformément à nos engagements, nous allons ouvrir avec les partenaires sociaux le chantier de la TVA sociale. Que nul ne s'y trompe : il ne s'agit pas d'alourdir les impôts, pas plus qu'il ne s'agit d'augmenter la TVA pour "boucher" les trous occasionnés par nos dépenses publiques et sociales, qui doivent d'abord être redressées.»

11.06.07 – Sur RTL, la secrétaire nationale du PCF, Marie-George BUFFET, déclare : «Il faut mener la bataille jusqu'au bout. Nous pouvons obtenir un groupe pour mieux porter les colères et les projets des hommes et des femmes de ce pays ». Outre les candidats socialistes, radicaux ou verts encore en lice, 28 candidats sont membres ou directement soutenus au second tour par PCF - dont quatre outre-mer. Mais seulement la moitié a de réelles chances de siéger à l'Assemblée nationale. En 2002, les élus se réclamant de ce parti avaient pu constituer un groupe de 22 membres.

D'ores et déjà, le PCF a perdu quatre sièges, dont celui de la 4e circonscription des Bouches-du-Rhône au profit d'un socialiste, ce qui le prive, pour la première fois depuis la Libération, de représentation à Marseille. Autre perte enregistrée : le siège d'Aubervilliers, l'un de ses derniers bastions de la Seine-Saint-Denis.

12.06.07 – Sur France 2, Jean-Claude GAUDIN, vice-président de l'UMP annonce deux décisions prises, en fait, lors d'une réunion à l'Elysée sous la présidence de Nicolas SARKOZY. La première est le retrait « sans condition ni négociation » du candidat de l'UMP arrivé en seconde position derrière François BAYROU, dans la 2e circonscription des Pyrénées-Atlantiques. La seconde consiste à ne pas appeler à voter pour le Front national dans la 14e circonscription du Pas-de-Calais, où Marine LE PEN, arrivée en seconde position (24,47 %) sera opposée dimanche au sortant PS, Albert FACON (28,24 %).

12.06.07 – Le bureau national du Parti socialiste désavoue unanimement Ségolène ROYAL qui avait pris l'initiative lundi de téléphoner au président du MoDem, François BAYROU. Pierre MAUROY qui avait beaucoup soutenu la candidate à l'élection présidentielle dans ce qu'il a qualifié « une intervention solennelle » a indiqué que la stratégie du PS relevait « des instances du parti et du premier secrétaire et de personne d'autre ».

De son côté, François BAYROU n'a pas rappelé l'ex-candidate à la suite de son message, « non pas par manque de respect, mais pour éviter toute ambiguïté, a-t-il expliqué sur RTL. Si j'avais appelé, j'aurais nourri cette accusation injuste de ceux qui disaient : en fait, ils sont passés à gauche.»

13.06.07 – Benoît HAMON, porte-parole du Parti socialiste estime que le « seul et unique mot d'ordre » pour le second tour, c'est d'appeler les électeurs à « voter socialiste contre la TVA à 24,6 % ». Les responsables socialistes estiment en effet que la TVA sociale transfère une partie de la charge du financement de la protection sociale des entreprises vers les ménages.

14.06.07 – Par un communiqué de la présidence de la République, Nicolas SARKOZY fait savoir qu'il n'acceptera « aucune augmentation de la TVA dans sa forme actuelle qui aurait pour effet de

réduire le pouvoir d'achat des Français ». Il entend répondre ainsi à l'intense campagne de l'entre-deux-tours menée par le PS, et consistant notamment en la diffusion de milliers d'affiches : « Votez contre la TVA à 24,6 % ». Nicolas SARKOZY indiquait pourtant dès avril, dans son livre *Ensemble*, son souhait d'« expérimenter » un nouveau dispositif.

Sur France 2, le 12 juillet, François FILLON avait précisé que rien ne serait entrepris dans la loi de finances 2008. Et, plutôt que de TVA sociale, il avait parlé de « TVA antidélocalisation », concédant toutefois que la hausse de TVA « pourrait être de 5 points ». Le lendemain 13 juillet, à Nantes, François FILLON avait nuancé son propos : « Beaucoup imaginent une majoration de 5 % de la TVA, c'est aller un peu vite [...] Faudra-t-il aller jusque-là ? Nous verrons. »

Du 16 juin au 27 juin 2007

18.06.07 – A l'issue du second tour des élections législatives du 17 juin, l'UMP dispose à elle seule de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale (313), une victoire nette mais décevante compte tenu de la « vague bleue » qui avait été parfois annoncée après le premier tour. Le Parti social libéral européen (PSLE, étiquette du Nouveau centre) totalise 22 sièges tandis que le MoDem de François BAYROU n'a que 4 élus. La victoire de la majorité présidentielle est nette (345 sièges avec le Nouveau centre) mais la correction d'un tour à l'autre est d'une ampleur assez rare dans l'histoire électorale et la remontée de la gauche apparaît comme une quasi-victoire : le Parti socialiste fait un score inespéré (42,26%) et parvient à renouveler ses élus. Il obtient 186 sièges dans la nouvelle assemblée et le Parti radical de gauche 7 sièges. Le Parti communiste dispose de 15 élus et les Verts de 4. Le Front national ne sera pas représenté.

La participation est restée au même niveau, particulièrement faible, qu'au premier tour (59,98%).

Parmi les personnalités battues : Alain JUPPE (UMP), contraint de démissionner du gouvernement, où il occupait le poste de ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable ; Alain CARRIGNON (UMP) ; Marine LE PEN (FN) ; Roger-Gérard SCHWARTZENBERG et Emile ZUCCARELLI (PRG).

Malgré les promesses et les discours paritaires, la nouvelle Assemblée restera très majoritairement masculine : seules 18,5 % de femmes ont été élues au Palais-Bourbon, soit 107 sur 577. Sur les 107 femmes, 61 sont à gauche, dont 49 au PS, et 46 à droite, dont 45 à l'UMP. Elles représentaient seulement 12,3 % de l'ancienne Assemblée.

Malgré les discours des partis en faveur d'une meilleure représentation de la population française, il n'y aura, en métropole, qu'une seule élue issue de la diversité au sein de la nouvelle Assemblée : George PAU-LANGEVIN (PS).

19.06.07 – Dans le second gouvernement dirigé par François FILLON, Jean-Louis BORLLO remplace Alain JUPPE au poste de ministre d'État, de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable. Christine LAGARDE est nommée ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi et Michel BARNIER ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Parmi les nouveaux secrétaires d'État, deux autres personnalités proches de la gauche renforcent la volonté « d'ouverture » du Président de la République : Jean-Marie BOCKEL (PS), chargé de la coopération et de la francophonie et Fadela AMARA (« Ni putes, ni soumises »), chargée de la politique de la Ville.

22.06.07 – Le PCF et les radicaux de gauche, qui n'atteignent pas le seuil de 20 députés actuellement requis pour former un groupe à l'Assemblée nationale, plaident respectivement pour un seuil fixé à 10 et 15 élus.

27.06.07 – Les 18 députés communistes et apparentés, les 4 députés Verts, ainsi que 2 élus divers gauche d'outre-mer décident de constituer ensemble un «groupe technique» sous le nom de «Gauche démocrate et républicaine».

Les 7 élus du Parti radical de gauche, qui avaient envisagé de faire alliance avec les élus du PCF, ont finalement décidé de s'apparenter au groupe socialiste. Le principal groupe d'opposition compte 204 membres. Auparavant l'ensemble des élus dissidents du Parti socialiste avaient été invités à rejoindre le groupe, ainsi que le seul député du Mouvement républicain et citoyen.

| Groupe | Membres | Apparentés | Total |
|-------------------------------------|---------|------------|-------|
| UMP | 314 | 6 | 320 |
| Socialiste, radical et citoyen | 186 | 18 | 204 |
| Nouveau centre | 20 | 3 | 23 |
| Gauche démocratique et républicaine | 24 | 0 | 24 |
| Non inscrits | 6 | - | 6 |
| Total (Majorité à 289) | 550 | 27 | 577 |